

Conseil du Contentieux des Etrangers

Sélection d'arrêts
de 01/09/2024 à 30/09/2024

CCE arrêt 313715 du 30/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

" [L]e Conseil estime, après un examen attentif du dossier administratif et du dossier de la procédure, qu'il ne peut pas se rallier à la motivation de la décision entreprise, motivation qui ne résiste pas à l'analyse.

(...)

Ainsi, le Conseil relève en premier lieu que plusieurs éléments déterminants du profil personnel du requérant ne sont aucunement remis en cause par la partie défenderesse.

En effet, il n'est aucunement contesté que l'intéressé est originaire du district de Rodat, dans la province afghane de Nangarhar. (...)

De même, il y a lieu de relever que, nonobstant la motivation de la décision querellée relative à l'implication du père du requérant dans l'arrestation de plusieurs talibans et à la nature précise de ses fonctions et de celles de son oncle au sein de la police en Afghanistan, la partie défenderesse ne remet pas formellement en cause que ces deux membres très proches de la famille de l'intéressé appartenaient effectivement aux forces de sécurité afghanes. (...)

Finalement, la partie défenderesse ne remet nullement en cause que le requérant a fui son pays d'origine mineur, qu'il est arrivé sur le territoire du Royaume tout juste majeur et qu'il réside en Belgique depuis maintenant une demie-décennie.

A cet égard, le Conseil constate en premier lieu qu'il ressort des informations les plus récentes auxquelles les parties se réfèrent au sujet de la région de provenance non contestée du requérant (...) que celle-ci, bien qu'elle ne soit plus concernée par une situation de violence aveugle, demeure néanmoins un lieu d'activité privilégié de l'Etat islamique où le régime taliban *de facto* mène des actions armées, facteurs qui impliquent la persistance d'un certain niveau de violence (...).

Par ailleurs, il ressort des éléments versés au dossier par les parties que les personnes qui, comme le requérant, sont des membres de la famille de militaires des anciennes forces nationales afghanes peuvent présenter un profil à risque, notamment lorsque les talibans sont à la recherche de leurs proches militaires (...).

S'agissant encore de l'occidentalisation réelle ou perçue que le requérant mentionne à l'appui de sa demande de protection internationale, le Conseil relève, à la lecture des informations présentes au dossier et à l'instar des conclusions qui avaient en substance déjà été exposées dans l'arrêt d'annulation précité n° 291 988 du 17 juillet 2023, que si les instances d'asile se doivent d'apprécier avec une grande prudence l'analyse des craintes invoquées par un ressortissant afghan de retour d'Occident, notamment dans la mesure où des imprécisions, liées notamment à un certain manque de sources concordantes et suffisantes, subsistent quant à la perception et au traitement potentiel réservé aux personnes qui ont quitté l'Afghanistan, il ne peut toutefois pas être affirmé de manière générale qu'une crainte fondée de persécution peut être présumée pour chaque Afghan revenant d'Europe uniquement en raison de son séjour dans cette région (...).

Sur ce point, le Conseil note qu'il ressort des informations versées au dossier par les parties aux différents stades de la procédure que les profils à risque suivants peuvent être identifiés :

- les personnes qui ont transgressé les normes religieuses, morales et/ou sociales, ou qui sont perçues comme telles, que ces actes ou comportements aient eu lieu en Afghanistan ou à l'étranger; et
- les personnes « occidentalisées » ou perçues comme telles en raison, par exemple, de leurs activités, de leur comportement, de leur apparence et des opinions qu'elles expriment, qui peuvent être perçues comme non afghanes ou non musulmanes, ce qui s'applique également aux personnes qui rentrent en Afghanistan après avoir séjourné dans des pays occidentaux.

Les deux profils à risque peuvent également se chevaucher dans une certaine mesure.

Dans le cadre d'une analyse de la probabilité raisonnable pour un demandeur d'être exposé à la persécution lors de son

retour en Afghanistan, une évaluation individuelle oblige à prendre en compte des facteurs de risque tels que, entre autres, le sexe, l'âge, la région d'origine et l'environnement conservateur, la durée du séjour en Occident, la nature de l'emploi du demandeur, le comportement du demandeur, la visibilité de celui-ci et la visibilité des violations de normes (y compris pour les violations de normes à l'étranger).

Le Conseil estime donc pouvoir se rallier aux orientations persistantes de l'EUAA à cet égard (EUAA, «Country guidance : Afghanistan», mai 2024, pp. 57-61).

Or, en l'espèce, (...) Il en ressort notamment que l'intéressé a quitté son pays d'origine alors qu'il était encore mineur pour arriver sur le territoire du Royaume tout juste majeur, qu'il réside en Belgique depuis maintenant plus d'une demi-décennie, qu'il travaille de manière continue depuis lors, qu'il a noué des liens avec des ressortissants belges dans le cadre de ses occupations professionnelles notamment, qu'il a appris la langue néerlandaise, qu'il mentionne de manière tout à fait circonstanciée le fait qu'il se soit écarté d'une pratique assidue de l'islam, qu'il évoque de manière également circonstanciée le fait qu'il a découvert en Europe des valeurs qu'il a intégrées et qu'il s'oppose fondamentalement aux normes afghanes, qu'il mène un mode de vie rythmé par les sorties festives entre amis ou encore qu'il entretient une relation amoureuse hors mariage avec une compatriote qui est rejetée par ses proches en Afghanistan (...).

Partant, le Conseil estime que, dans les circonstances particulières de la présente cause, au vu de l'ensemble de ces facteurs cumulés – la durée du séjour hors Afghanistan, sa provenance de la province de Nangarhar, son comportement en Belgique et son intégration au mode de vie « occidentalisé », sa relation avec une jeune afghane en Belgique et, enfin, l'appartenance de plusieurs membres de sa famille proche aux anciennes forces de sécurité afghanes –, il ne peut être exclu que le requérant subisse des persécutions en cas de retour dans son pays d'origine de la part des talibans, autorités de facto en Afghanistan.

Le Conseil estime en outre – et la partie défenderesse ne soutient aucunement le contraire – qu'il n'existe pas de protection raisonnable ni d'alternative de réinstallation interne dans son pays d'origine puisque, en l'espèce, les talibans sont l'acteur de la persécution redoutée et qu'ils contrôlent *de facto* l'ensemble du territoire afghan.

Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que le requérant craint avec raison d'être persécuté en cas de retour en Afghanistan. Il ressort de ces développements que les exactions qu'il dit craindre en cas de retour sont la conséquence du fait que les talibans estiment que le requérant contrevient aux normes sociétales mises en place par ces derniers au vu des différents facteurs cumulés qui composent son profil particulier. Sa crainte peut, dès lors, être analysée comme une crainte d'être persécuté du fait de ses opinions politiques ou religieuses (à tout le moins imputées) au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

Partant, le requérant établit qu'il a quitté son pays d'origine et qu'il en reste éloigné par crainte d'être persécuté au sens de l'article 1^{er}, section A, §2, de la Convention de Genève."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

Bijlage 13 – vernietiging – artikel 8 EVRM –privéleven: lopende universitaire studies – geen belangenafweging

Verzoekster voert [...] de schending aan van het recht op eerbiediging van haar privéleven in de zin van artikel 8 van het EVRM, daar er bij het nemen van de bestreden beslissing geen rekening werd gehouden met de omstandigheid dat ze opnieuw universitaire studies heeft aangevat.

[...] theorie artikel 8 EVRM)

Verzoekster betoogt dat zij naar België is gekomen om er te studeren, hetgeen een integraal onderdeel uitmaakt van haar privéleven in de zin van artikel 8 van het EVRM. Ze stelt dat ze voltijds is ingeschreven aan de ULB voor een studie "Executive Master in International Politics". Volgens verzoekster maakt de bestreden beslissing een onevenredige inmenging uit op haar beschermenswaardig privéleven, gezien haar het recht wordt ontnomen om in België te blijven studeren en er zich verder te ontwikkelen.

De Raad stelt vast dat uit de stukken van het administratief dossier blijkt dat verzoekster een aanvraag om machtiging tot verblijf in de hoedanigheid van student heeft ingediend op 25 augustus 2022, alsook een aanvraag tot verblijfsmachtiging in het kader van een zoekjaar na haar studies heeft ingediend op 23 december 2022. Hoewel deze aanvragen beiden onontvankelijk werden verklaard, bevindt zich in de stukken van het administratief dossier onder meer een inschrijvingsbewijs van 7 februari 2024 waaruit blijkt dat verzoekster is ingeschreven aan de ULB vanaf 9 februari 2024 voor het volgen van een 'executive master in international politics' die 12 maanden zal duren. Uit het administratief dossier blijkt dat de gemachtigde op het ogenblik tot het nemen van het bestreden bevel dus bekend was met het aangevoerde privéleven van verzoekster.

De Raad constateert dat noch uit de motieven van de bestreden beslissing noch uit het administratief dossier kan worden afgeleid dat de gemachtigde is overgegaan tot de in artikel 8 van het EVRM vervatte belangenafweging aangaande alle elementen en omstandigheden van het aangevoerde privéleven van verzoekster.

[...]

De schending van de materiële motiveringsplicht in het licht van artikel 8 van het EVRM is aangetoond.

CCE arrêt 313706 du 30/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

"A titre surabondant (...), le Conseil considère qu'il ne peut davantage rejoindre les développements de la partie défenderesse dans sa note complémentaire en ce qu'elle fait valoir que « Il ressort de la jurisprudence européenne que seul les situations de dénuement matériel extrême qui ne seraient pas le produit de la volonté et des choix personnels d'un demandeur peuvent s'opposer à une décision d'irrecevabilité sur base de l'article 57/6, §3, al. 1er, 3° ». En effet, dans ses arrêts n° 299 299 et 300 342 rendus en chambres réunies, le Conseil s'est livré à un examen attentif de la jurisprudence de la CJUE et de la Cour européenne des droits de l'homme à cet égard.

[Le Conseil reprend l'analyse de son arrêt 299 299 du 21 décembre 2023 rendu en chambres réunies]

Le Conseil a dès lors jugé que l'ensemble de cette jurisprudence [européenne] doit donc être lue comme visant des personnes qui, sans qu'il ne soit tenu compte de leur volonté et de leurs choix personnels, se retrouvent dans un état de dénuement matériel extrême (RVV, arrêt n° 300 342 du 22 janvier 2024 rendu en chambres réunies, p. 27 : « Het geheel van deze rechtspraak dient dan ook zo te worden gelezen dat het gaat om personen die ongeacht hun wil en hun persoonlijke keuzes om terecht komen in een toestand van zeer verregaande materiële deprivatie. (eigen onderlijnen) »). Dans cet arrêt, le Conseil considère également qu'une telle interprétation est par ailleurs confirmée par les différentes versions linguistiques de l'arrêt Ibrahim précité de la CJUE.

En effet, dans la version française de l'arrêt [CJUE du 19 mars 2019, Ibrahim] (en son point 90), le seuil particulièrement élevé de gravité serait atteint « *lorsque l'indifférence des autorités d'un État membre aurait pour conséquence qu'une personne entièrement dépendante de l'aide publique se trouverait, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême, qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine* ».

De même, dans la version en langue néerlandaise dudit arrêt, le seuil de gravité est atteint « *wanneer de onverschilligheid van de autoriteiten van een lidstaat tot gevolg zou hebben dat een persoon die volledig afhankelijk is van overheidssteun, buiten zijn wil en zijn persoonlijke keuzes om, terecht komt in een toestand van zeer verregaande materiële deprivatie die hem niet in staat stelt om te voorzien in zijn meest elementaire behoeften, zoals eten, zich wassen en beschikken over woonruimte, en negatieve gevolgen zou hebben voor zijn fysieke of mentale gezondheid of hem in een toestand van achterstelling zou brengen die onverenigbaar is met de menselijke waardigheid (arrest van heden, Jawo, C 163/17, punt 92, en aldaar aangehaalde rechtspraak)* ».

Dans la version anglaise de l'arrêt, ledit seuil est atteint « *where the indifference of the authorities of a Member State would result in a person wholly dependent on State support finding himself, irrespective of his wishes and his personal choices, in a situation of extreme material poverty that does not allow him to meet his most basic needs, such as, inter alia, food, personal hygiene and a place to live, and that undermines his physical or mental health or puts him in a state of degradation incompatible with human dignity* ».

Dès lors, au vu de la situation personnelle du requérant et du contexte prévalant actuellement en Grèce pour les bénéficiaires d'une protection internationale, le Conseil estime que le requérant peut se prévaloir de circonstances exceptionnelles qui lui sont propres et qui impliquent qu'il est raisonnable de penser qu'en cas de retour en Grèce, il se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine, emportant la violation de l'article 3 de la CEDH et de l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (CJUE, 16 juillet 2020, *Addis*, C-517/17, pt. 52, en référence à CJUE, 19 mars 2019, *Jawo*, C-163/17, point 95).

Tenant ainsi compte de « l'ensemble des faits de l'espèce » (CJUE (GC), arrêt du 19 mars 2019, *Ibrahim et autres contre Bundesrepublik Deutschland*, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, pt. 89) et sur la base de la

situation individuelle du requérant, le Conseil estime que ce dernier a apporté les éléments concrets nécessaires de nature à renverser la présomption qu'il peut se prévaloir du statut de protection qui lui a été accordé en Grèce et qu'il ne se trouvera pas dans une situation de dénuement matériel extrême en cas de transfert vers ce pays.

Au vu de ce qui précède, il apparaît qu'en l'espèce, la partie défenderesse n'est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la demande de protection internationale du requérant comme irrecevable en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu'une protection internationale a déjà été accordée au requérant dans un autre État membre de l'Union européenne, en l'occurrence la Grèce.

Par conséquent, il convient de procéder à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant au regard de son pays de résidence habituelle, en l'occurrence la Palestine et plus particulièrement la bande de Gaza."

CCE arrêt 313653 du 27/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

OQT – une ordonnance de la chambre du Conseil interdit de quitter le territoire belge sans autorisation écrite préalable du juge d’instruction, y compris les décisions des autorités publiques visant un éloignement forcé du territoire – interdiction formulée dans le cadre de la demande d’extradition du requérant adressée à la Belgique et visant à assurer l’effectivité de cette procédure dans l’attente de la décision du Ministre de la Justice – PD devait en tenir compte, violation du devoir de minutie – réponse NO : 1) possibilité de visa pour revenir pas pertinente puisqu’il est fait interdiction de quitter le territoire – 2) OE : aucune disposition légale n’impose de tenir compte de cet élément => le devoir de minutie n’exige pas que les éléments qui doivent être pris en considération parce qu’ils sont pertinents soient en outre précisément visés par une disposition légale qui imposerait leur prise en considération – 3) OE : aucune disposition légale n’empêche de prendre un OQT + séparation des pouvoirs : Le Conseil n’entend nullement conférer aux décisions des juridictions d’instruction des effets sur la situation administrative de la partie requérante ni sur les obligations de la partie défenderesse à ce sujet mais rappel pouvoir d’appréciation OE + obligation de prendre en considération l’ensemble des éléments de la cause – annulation.

« 4.2. En l’espèce, la partie requérante a produit avec sa requête l’ordonnance rendue le 8 mai 2020 par la Chambre du conseil du Tribunal de première instance néerlandophone de Bruxelles, confirmée par la Chambre des mises en accusation le 20 mai 2020, par laquelle il lui est fait interdiction de quitter le territoire belge sans autorisation écrite préalable du juge d’instruction, y compris les décisions des autorités publiques visant un éloignement forcé du territoire, selon une traduction libre de cette ordonnance.

Ladite ordonnance ne se trouve pas au dossier administratif, mais la partie défenderesse ne conteste cependant nullement avoir eu connaissance, avant de prendre l’acte attaqué, de cette ordonnance, ni de cette condition.

Il revenait à la partie défenderesse de prendre en particulier en considération l’interdiction faite à la partie requérante, dans le cadre de sa procédure relative à la demande d’extradition formée par ses autorités nationales et adressée à la Belgique, de quitter le territoire, y compris pour exécuter un ordre de quitter le territoire, cette condition visant à assurer l’effectivité de cette procédure dans l’attente de la décision du Ministre de la Justice.

Rien n’indique que la partie défenderesse ait pris en compte cette circonstance particulière ni, dès lors, qu’elle ait statué en connaissance de cause, en violation du devoir de minutie.

4.3. L’objection de la partie défenderesse selon laquelle la partie requérante peut revenir sur le territoire belge après avoir exécuté l’acte attaqué n’est pas pertinente. Il n’est en effet pas seulement imposé à la partie requérante de répondre à des convocations (ce qui lui est également imposé par les juridictions d’instruction belges), mais en outre de ne pas quitter le territoire belge.

L’argumentation de la partie défenderesse selon laquelle aucune disposition légale ne lui impose de tenir compte de cet élément ne conduit pas le Conseil à modifier le raisonnement exposé ci-dessus au sujet de l’obligation de motiver suffisamment les décisions administratives individuelles et de tenir compte de l’ensemble des éléments pertinents de la cause. Le devoir de minutie n’exige en effet pas que les éléments, qui doivent être pris en considération parce qu’ils sont pertinents dans la cause concernée, soient en outre précisément visés par une disposition légale qui imposerait leur prise en considération.

La partie défenderesse fait ensuite valoir qu’aucune disposition légale ne l’empêche de prendre un ordre de quitter le territoire dans de telles circonstances, qu’une ordonnance des juridictions d’instruction ne peut lui interdire de le faire, que celle-ci est sans effet sur la situation administrative de l’intéressé et, enfin, qu’il importe de veiller au respect de la séparation des pouvoirs dans ce cadre.

Le Conseil n’entend nullement conférer aux décisions des juridictions d’instruction des effets sur la situation administrative de la partie requérante ni sur les obligations de la partie défenderesse à ce sujet.

Le Conseil rappelle néanmoins que la partie défenderesse n'est pas dépourvue de tout pouvoir d'appréciation sur le principe d'imposer un ordre de quitter le territoire à une personne qui se trouve dans les conditions visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 et qu'elle n'est pas dispensée de son obligation de prendre en considération l'ensemble des éléments de la cause, obligation qui vise à lui permettre de prendre ses décisions en connaissance de cause. »

CCE arrêt 313675 du 27/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

9ter non fondé

composition du siège

1 juge

9ter fond - Réfugié en Italie atteint de VIH – examen accessibilité en Italie – 1) rétroactes : irrecevabilité DPI annulée par le Conseil – précédent rejet 9ter annulé également – 2) accessibilité : PR avait développé une argumentation dans la requête visant la 1ère décision 9ter annulée sur l'inaccessibilité aux soins vécue lorsqu'il était en Italie + rapport OSAR - OE devait, dans le cadre de la réfection de la décision, actualiser les éléments du dossier et tenir compte de cette requête, *quod non* – MC estime que le requérant ne démontre pas qu'il ne pourra avoir accès aux soins et qu'il ne pourra être logé malgré son statut de réfugié en Italie -> affirmations péremptoires vu *Paposhvili* : PD devait « *dissiper les doutes éventuels* » concernant les raisons sérieuses de penser que le requérant serait soumis à un traitement contraire à l'article 3 de la CEDH en cas de retour en Italie surtout au vu des arrêts d'annulation des décisions du CGRA (raison : le CGRA ne remet pas en cause qu'il a dû dormir à la rue + difficultés d'accès aux soins, vulnérabilité particulière vu état de santé, besoin d'investigations supplémentaires) - régime italien de sécurité sociale vise uniquement les travailleurs + à considérer qu'il soit en mesure de travailler aucune info sur le coût du traitement – allocation sociale soumise à des conditions que le requérant ne remplit, à l'évidence, pas – allégation M-C sur la capacité à travailler (rien n'indique...) est une pétition de principe -> motivation inadéquate – réponse NO : pas de certif constatant l'incapacité de travail = motivation *a posteriori* – rapport OSAR sur lequel se fonde le M-C : « *L'accès aux soins d'urgence est possible. Pour les autres cas d'atteintes à la santé, il est rendu difficile en raison d'obstacles de nature administrative et financière, de difficultés de communication et de manque d'information. La possibilité de soins médicaux et leur efficacité ont un lien étroit avec la situation de logement des personnes concernées.* » + sur le logement : 72 % des habitants de logements informels sont des bénéficiaires de PI, pas de *residenza* possible dans ces logements ce qui complique l'obtention d'une carte sanitaire + obstacle de devoir payer une franchise pour avoir accès aux soins => motif sur le rapport OSAR procède d'une lecture lacunaire, voire incorrecte + violation autorité chose jugée précédent arrêt - annulation.

« 4.2.1. En premier lieu, le Conseil observe que la décision attaquée est fondée sur un avis du fonctionnaire médecin, rendu le 23 novembre 2023, et joint à cette décision, qui mentionne, notamment, ce qui suit :

[...]

4.2.2. À cet égard, les constats suivants peuvent, notamment, être tirés de l'examen de l'avis du fonctionnaire médecin et du dossier administratif :

- Le fonctionnaire médecin rappelle que l'examen de l'accessibilité des soins et traitements requis s'effectue au regard de l'Italie, qui est le pays de provenance du requérant.
- Il estime que le requérant est resté en défaut de démontrer qu'il n'aurait pas accès aux soins et traitements malgré son statut de réfugié.
- Il estime en outre qu'il n'est pas établi que le requérant ne pourra pas se loger en cas de retour en Italie, d'autant plus qu'il a réussi à trouver un logement en Belgique.
- Il décrit le système de sécurité sociale italien, lequel comprenait, à la date de la décision attaquée, une assurance obligatoire qui couvrait la grande majorité des travailleurs salariés et indépendants, certaines professions libérales étant affiliées à certains fonds spécifiques.
- Il considère que le requérant est en âge et en capacité de travailler, et qu'il pourra ainsi subvenir aux charges relatives à ses frais de santé.
- Il affirme que, le cas échéant, le requérant pourrait bénéficier de prestations sociales qui lui permettraient de subvenir à ses besoins en termes de soins de santé.
- Il en conclut que les soins et traitements requis à la prise en charge médicale du requérant sont accessibles en Italie, son pays de provenance.

4.3.1. En l'espèce, dans la demande d'autorisation de séjour, visée au point 1.3., le requérant avait fait notamment valoir ce qui suit :

« A son arrivée en Italie, [le requérant] a été diagnostiqué comme infesté au VIH mais n'y a reçu aucun traitement antirétroviral.

Depuis son emménagement à Liège, il est pris en charge par le Dr [M.L.], spécialiste des maladies infectieuses au CHU de Liège, qui lui a prescrit les médicaments : Isentress et Truvada. Elle préconise également une consultation de contrôle (clinique et biologique) à concurrence de trois fois par an.

En cas de cessation de traitement, le Dr [D.L.] prédit « *le retour rapide aux valeurs de départ, tant pour la charge virale que pour le taux de CD4, puis la dégradation progressive avec acquisition d'infections opportunistes, cachexie, décès* »

[...]

Il serait inhumain de le renvoyer dans un pays où il ne pourrait poursuivre son traitement vu l'inaccessibilité des soins pour les personnes indigentes ».

4.3.2. Par ailleurs, le dossier administratif comprend la requête en suspension et annulation que la partie requérante avait introduite, le 9 juin 2021, à l'encontre de la décision déclarant non fondée une demande d'autorisation de séjour, visée au point 1.4. Cette décision était fondée sur un avis du fonctionnaire médecin, établi le 26 avril 2021.

Dans cette requête, la partie requérante avait développé l'argumentation suivante, pour contester le constat de l'accessibilité des soins et traitements requis, posé par le fonctionnaire médecin dans son avis médical :

« Le médecin conseil affirme que l'Italie fait partie de l'Union Européenne et que toute personne, même en séjour irrégulier, a droit aux soins médicaux d'urgence.

Or, comme le requérant l'a expliqué, il n'a bénéficié d'aucun traitement antirétroviral lorsqu'il séjournait en Italie.

D'ailleurs, à son arrivée en Belgique, il a dû être traité « *d'emblée ; stade CDC A2* » (voir certificat médical du 18.05.2020 du Dr [L.]) car sa charge virale était fort élevée.

Enfin, il est illusoire de penser que le sort des demandeurs d'asile est identique dans tous les pays d'Europe.

Il ressort du rapport AIDA du 03.06.2021 que : « *Concernant la jouissance effective des services de santé par les demandeurs d'asile et les réfugiés, il convient de noter qu'il existe une désinformation générale et un manque de formation spécifique sur la protection internationale parmi les opérateurs médicaux. [7] En outre, les opérateurs médicaux ne sont pas spécifiquement formés sur les maladies affectant généralement les demandeurs d'asile et les réfugiés, qui peuvent être très différentes des maladies affectant la population italienne.*

L'un des obstacles les plus importants à l'accès aux services de santé est la barrière de la langue. Habituellement, les opérateurs médicaux ne parlent que l'italien et il n'y a pas de médiateurs ou d'interprètes culturels qui pourraient faciliter la compréhension mutuelle entre l'opérateur et le patient.[8] Par conséquent, les demandeurs d'asile et les réfugiés ne s'adressent souvent pas à leur médecin généraliste et ne se rendent à l'hôpital que lorsque leur maladie s'aggrave. Ces problèmes s'aggravent en raison des conditions défavorables de certains centres d'hébergement et des quartiers informels (voir conditions dans les camps de fortune). » (pièce 5)

Cela est corroboré par le rapport de l'OSAR du mois d'août 2016, joint au dossier administratif, qui relate que : « *L'accès aux soins d'urgence est possible. Pour les autres cas d'atteintes à la santé, il est rendu difficile en raison d'obstacles de nature administrative et financière, de difficultés de communication et de manque d'information. La possibilité de soins médicaux [sic] et leur efficacité ont un lien étroit avec la situation de logement des personnes concernées. Il y a nettement trop peu de places d'hébergement appropriées pour les malades et en particulier pour les personnes présentant une affection psychique, qui n'ont guère de possibilités de recevoir un traitement adéquat et d'être accueillies dans une institution adaptée. C'est pourquoi, bien des gens ayant besoin d'une aide médicale [sic] vivent dans la rue et passent la nuit dans des refuges d'urgence. Dans de telles conditions, ni un traitement efficace ni une guérison ne sont possibles. » (p. 60/80) ».*

4.3.3.1. À cet égard, le Conseil rappelle que le Conseil d'Etat a jugé ce qui suit :

« Lorsqu'une autorité administrative agit dans le cadre de la réfection d'un acte annulé elle doit, spécialement pour les demandes de séjour pour raisons médicales qui tendent à prévenir une atteinte éventuelle à l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, actualiser les éléments du dossier en tenant compte des pièces complémentaires en sa possession et qui figurent au dossier administratif » (CE, ordonnance n°12.758, rendue en procédure d'admissibilité des recours en cassation, le 22 mars 2018).

Il découle de cette jurisprudence, qu'en l'espèce, les éléments avancés par la partie requérante dans la requête, susmentionnée, auraient dû être pris en compte par la partie défenderesse, dans le cadre de la réfection de sa décision, et, partant, par le fonctionnaire médecin, dans son nouvel avis.

4.3.3.2. Toutefois, l'avis du fonctionnaire médecin, rendu le 23 novembre 2023, ne montre pas qu'il a suffisamment tenu compte de ces éléments.

En effet, il se contente d'affirmer que le requérant est resté en défaut de démontrer

- qu'il n'aurait pas accès aux soins et traitements requis en Italie, alors même qu'il s'est vu accorder le statut de réfugié,
- ni qu'il ne pourrait pas se loger en cas de retour en Italie, alors qu'il a pu se loger en Belgique.

À cet égard, le Conseil observe que le fonctionnaire médecin n'a aucunement exposé les raisons pour lesquelles il estime que les éléments avancés par le requérant ne sont pas de nature à démontrer l'inaccessibilité aux soins et traitements ou l'incapacité de se loger, alléguées.

Or, le Conseil rappelle que dans l'arrêt *Paposhvili contre Belgique*, la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après : la Cour EDH) a jugé ce qui suit :

« [d]ans le cadre [des procédures adéquates permettant l'examen des éventuelles violations de l'article 3 de la CEDH], il appartient aux requérants de produire des éléments susceptibles de démontrer qu'il y a des raisons sérieuses de penser que, si la mesure litigieuse était mise à exécution, ils seraient exposés à un risque réel de se voir infliger des traitements contraires à l'article 3 (*Saadi*, précité, § 129, et *F.G. c. Suède*, précité, § 120). Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler qu'une part de spéculation est inhérente à la fonction préventive de l'article 3 et qu'il ne s'agit pas d'exiger des intéressés qu'ils apportent une preuve certaine de leurs affirmations qu'ils seront exposés à des traitements prohibés (voir, notamment, *Trabelsi c. Belgique*, n° 140/10, § 130, CEDH 2014 (extraits)) » (Cour EDH, Grande Chambre, 13 décembre 2016, *Paposhvili contre Belgique*, § 186) (le Conseil souligne). La Cour EDH a également estimé que « [l]orsque de tels éléments sont produits, il incombe aux autorités de l'État de renvoi, dans le cadre des procédures internes, de dissiper les doutes éventuels à leur sujet (voir *Saadi*, précité, § 129, et *F.G. c. Suède*, précité, § 120). L'évaluation du risque allégué doit faire l'objet d'un contrôle rigoureux (*Saadi*, précité, § 128, *Sufi et Elmi c. Royaume-Uni*, n°s 8319/07 et 11449/07, § 214, 28 juin 2011, *Hirsi Jamaa et autres*, précité, § 116, et *Tarakhel*, précité, § 104) à l'occasion duquel les autorités de l'État de renvoi doivent envisager les conséquences prévisibles du renvoi sur l'intéressé dans l'État de destination, compte tenu de la situation générale dans celui-ci et des circonstances propres au cas de l'intéressé (*Vilvarajah et autres*, précité, § 108, *El-Masri*, précité, § 213, et *Tarakhel*, précité, § 105) » et que cette évaluation implique « d'avoir égard à des sources générales telles que les rapports de l'Organisation mondiale de la santé ou les rapports d'organisations non gouvernementales réputées, ainsi qu'aux attestations médicales établies au sujet de la personne malade » (Cour EDH, Grande Chambre, 13 décembre 2016, *Paposhvili contre Belgique*, § 187) (le Conseil souligne).

Partant, le Conseil considère que les affirmations précitées sont péremptoires et ne sont donc pas de nature à contredire les difficultés invoquées par le requérant. Au surplus, la circonstance que le requérant a pu se loger en Belgique ne peut suffire à considérer, ainsi que semble prétendre le fonctionnaire médecin, qu'il aurait la capacité de trouver un logement en Italie.

Il en est d'autant plus ainsi que dans un arrêt n° 278 103 du 29 septembre 2022, le Conseil a annulé la décision, visée au point 1.6., déclarant irrecevable la demande de protection internationale introduite par le requérant, visée au point 1.2., en ces termes :

« 4.3. En l'occurrence, après un examen attentif du dossier administratif, le Conseil estime qu'il ne détient pas suffisamment d'éléments pour lui permettre de statuer en pleine connaissance de cause.

4.4. Le Conseil observe en l'espèce que le requérant, qui ne conteste pas avoir obtenu la qualité de réfugié en Italie, insiste dans son recours sur ses conditions de vie difficiles et précaires dans ce pays, notamment qu'il aurait été contraint de vivre dans la rue à Naples pendant plusieurs mois après que lui ait été octroyée la protection internationale.

La partie défenderesse ne semble pas remettre en cause en l'état cette situation de précarité à laquelle le requérant déclare avoir été confronté en Italie, pas plus que le fait qu'il aurait rencontré certaines difficultés au niveau de l'accès aux soins de santé dans ce pays.

Or, le Conseil estime qu'à ce stade de l'instruction, ces aspects importants du vécu du requérant en Italie n'ont pas été suffisamment approfondis par la partie défenderesse.

4.5. A cela s'ajoute que, selon les pièces à caractère médical jointes au dossier administratif (v. les pièces 4 et 5 de la *farde Documents* du dossier administratif), le requérant est atteint d'une pathologie chronique grave - visiblement diagnostiquée à son arrivée en Italie - qui nécessite un suivi tant médical que psycho-social et requiert un traitement

médicamenteux à vie (v. notamment le certificat médical du Centre hospitalier universitaire de Liège du 18 mai 2020 et l'attestation de suivi psycho-social du 21 février 2022).

Au vu de ces éléments spécifiques de la présente cause, le requérant fait valoir à ce stade certaines indications qui sont de nature à conférer à sa situation personnelle en cas de retour en Italie, un caractère de vulnérabilité particulière qui mérite d'être investigué plus avant, à la lumière de la jurisprudence de la CJUE évoquée *supra*. Il apparaît dès lors utile de réexaminer de manière approfondie, au vu des pièces médicales produites, si, en l'espèce, la situation particulière du requérant ne risque pas de l'exposer, en cas de retour en Italie, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, à une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine.

4.6. En conséquence, il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires » (le Conseil souligne).

Il est à noter que dans un arrêt n° 311 392 du 14 août 2024, le Conseil a, de nouveau, annulé la décision, visée au 1.9., déclarant irrecevable la demande de protection internationale introduite par le requérant, visée au point 1.2., sur la même base.

4.3.4. Par ailleurs, le Conseil rappelle que dans l'arrêt *Paposhvili contre Belgique*, précité, la Cour EDH a également précisé que « [l]es autorités doivent aussi s'interroger sur la possibilité effective pour l'intéressé d'avoir accès à ces soins et équipements dans l'État de destination. À cet égard, la Cour rappelle qu'elle a déjà examiné l'accessibilité des soins (*Aswat*, précité, § 55, et *Tatar*, précité, §§ 47-49) et évoqué la prise en considération du coût des médicaments et traitements, l'existence d'un réseau social et familial, et la distance géographique pour accéder aux soins requis (*Karagoz c. France* (déc.), n° 47531/99, 15 novembre 2001, N. c. Royaume-Uni, précité, §§ 34-41 et références citées, et *E.O. c. Italie* (déc.), précitée) » (*Paposhvili contre Belgique*, *op. cit.*, § 190).

À cet égard, le Conseil estime que le fonctionnaire médecin de la partie défenderesse a fourni une réponse générale, sans toutefois donner des éléments de réponse aux éléments soulevés par le requérant dans la requête, repris au point 4.3.2.

Ainsi, le Conseil constate tout d'abord que si les documents sur lesquels s'est basé le médecin conseil de la partie défenderesse pour conclure à l'accessibilité aux soins requis par le requérant, à savoir les documents tirés des sites Internet du « Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale », et du site Internet de la Commission européenne, figurent bien au dossier administratif, il appert, à la lecture de ceux-ci, que le régime italien de sécurité sociale vise uniquement les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants.

Force est également de constater qu'aucun des documents figurant au dossier administratif ne comporte d'information relative au coût des traitements antirétroviraux en Italie. Partant, le Conseil estime que le dossier administratif ne montre pas que le requérant, à considérer qu'il soit en mesure de travailler, pourrait bénéficier dans son pays d'origine des soins et traitements dont il a besoin.

De plus, le Conseil observe que l'examen du dossier administratif relève que l'octroi de « l'allocation sociale », à laquelle se réfère le fonctionnaire médecin, est soumise à certaines conditions, mentionnées comme suit :

« Conditions d'éligibilité à l'allocation sociale :

¿ vous devez avoir de 67 ans (condition d'éligibilité jusqu'en 2026) ;

¿ vous devez avoir la nationalité italienne, être ressortissant d'un autre pays de l'Union européenne ou avoir la nationalité d'un pays tiers et un titre ou un permis de séjour de longue durée (d'au moins 10 ans) ;

¿ vous devez disposer de votre résidence et domicile habituels en Italie (ce qui fait l'objet d'une vérification annuelle) ». Force est donc de constater que le requérant – un ressortissant camerounais bénéficiaire de la protection internationale en Italie depuis moins de dix ans, âgé de 39 ans, ayant déclaré être sans abri sans que cela soit valablement contesté par la partie défenderesse – ne remplit, à l'évidence, pas ces conditions, et n'est donc pas éligible au bénéfice de cette allocation.

Enfin, le Conseil relève que l'affirmation du fonctionnaire médecin, relative à la capacité du requérant à trouver un travail pour financer ses soins, s'apparente à une pétition de principe, laquelle n'est nullement suffisante à motiver la décision attaquée quant à l'accessibilité des soins et traitements en Italie. En conséquence, la motivation relative à la capacité du requérant à travailler n'est pas non plus de nature à établir l'accessibilité des soins et traitements requis en Italie.

4.3.5. Le Conseil constate dès lors que la motivation de l'avis du fonctionnaire médecin de la partie défenderesse et donc de la décision attaquée qui se réfère à celui-ci, ne permet pas valablement d'établir que les soins et traitements nécessaires seraient accessibles au requérant dans son pays de provenance, à savoir l'Italie.

Partant, le Conseil estime, à l'instar de la partie requérante, que la partie défenderesse n'a pas pris en considération tous les éléments de la cause et que la décision attaquée n'est dès lors pas suffisamment et adéquatement motivée.

4.4.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse a fait valoir ce qui suit :

[...] A supposer qu'il n'ait effectivement pas obtenu, en Italie, de traitement adapté à sa pathologie – ce qui n'est pas démontré – encore convient-il de constater que le requérant n'établit pas que cela résulterait d'une carence des autorités italiennes.

Pour le surplus, il ne ressort pas du rapport de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) du mois d'août 2016, que le requérant serait dans l'impossibilité d'accéder à un traitement adéquat dans son pays de résidence habituelle.

Cela est également corroboré par le médecin fonctionnaire, dans son avis médical, qui relève sur base d'informations récentes qu'à défaut de pouvoir travailler et en cas d'indigence, le régime italien prévoit :

« [Reproduction des neuvième et dixième paragraphes du point dudit avis intitulé « Accessibilité des soins et du suivi dans le pays d'origine »] »

Quant au rapport AIDA du 3 juin 2021, cité la première [sic] lors du recours précédent et une nouvelle fois à l'appui du présent recours, il échet et il suffit de constater que le requérant ne s'en n'est pas prévalu en termes de demande d'autorisation de séjour, n'ayant au demeurant fait état d'aucune contre-indication à un retour en Italie.

Il n'appartient en effet pas à la partie adverse d'aller rechercher elle-même des documents produits dans d'autres procédures mais bien au requérant d'actualiser son dossier par la transmission des documents qu'il estime utile.

[...]

Le médecin fonctionnaire relève, en outre, à juste titre que concernant sa situation qui aurait prévalu en Italie (SDF, absence de prise en charge), le requérant n'a apporté aucun commencement de preuve de cette situation :

« [Reproduction des troisième et quatrième paragraphes du point dudit avis intitulé « Accessibilité des soins et du suivi dans le pays d'origine »] ».

En outre, dans la mesure où le requérant n'invoque pas valablement un risque concret et personnel, en ce qui concerne l'accès aux soins de santé dans son pays de provenance, l'autorité peut valablement se fonder sur des informations générales, valables pour la population dans son ensemble.

La preuve de la réalité du risque encouru, de nature à justifier qu'une autorisation de séjour soit accordée, incombe à l'étranger.

Lorsque l'étranger entend faire valoir un risque strictement individuel, il lui revient de l'invoquer et de l'étayer, tandis que l'Etat n'est pas tenu de pallier d'initiative le manque de précision de la demande introduite aux fins d'obtenir l'autorisation de séjour.

Ce n'est qu'en cas de sérieux doute persistant qu'il appartient à l'Etat d'obtenir « des assurances individuelles et suffisantes que des traitements adéquats seront disponibles et accessibles aux intéressés ».

Le requérant reproche donc en vain au médecin fonctionnaire le caractère général des informations sur lesquelles il fonde son avis.

En conclusion, si ce n'est prendre le contrepied de l'avis du médecin fonctionnaire, le requérant reste en défaut de démontrer qu'il ne pourrait, personnellement, accéder aux soins nécessaires ».

Toutefois, cette argumentation n'est pas de nature à renverser les constats qui précèdent.

4.4.2. Tout d'abord, la partie défenderesse ne peut être suivie en ce qu'elle affirme qu'« Il n'appartient en effet pas à la partie adverse d'aller rechercher elle-même des documents produits dans d'autres procédures mais bien au requérant d'actualiser son dossier par la transmission des documents qu'il estime utile ». En effet, outre que cette affirmation contrevient à l'enseignement découlant de la jurisprudence citée au point 4.3.3.1., il convient de rappeler qu'il ne s'agit pas d'une autre procédure, mais bien de la réfection d'une décision à la suite de l'annulation de la décision précédente.

4.4.3. Ensuite, l'affirmation selon laquelle, « il ne [...] fournit, dans son dossier médical, aucun certificat médical d'un médecin spécialiste attestant d'une impossibilité totale ou partielle pour lui de travailler », ne peut pas non plus être suivie dès lors qu'elle constitue une motivation *a posteriori* de la décision attaquée afin d'en pallier les lacunes, ce qui ne saurait être admis.

4.4.4. Par ailleurs, le Conseil observe qu'il ressort des lignes qui précèdent que, contrairement à ce qu'affirme la partie défenderesse, la partie requérante a étayé les difficultés d'accès aux soins de santé, invoquées, en se référant à des sources dont la pertinence n'est nullement remise en cause dans la décision attaquée ou l'avis médical sur lequel elle se fonde. Il en est d'autant plus ainsi que dans les arrêts n° 278 103 et n° 311 392, mentionnés au point 4.3.3.2., annulant successivement deux décisions déclarant irrecevables la demande de protection internationale introduite par le requérant, visée au point 1.2., le Conseil a relevé que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides n'a pas remis en cause ces difficultés.

Toutefois, la lecture de l'avis du fonctionnaire médecin montre que celui-ci a fourni une réponse générale, sans toutefois donner des éléments de réponse aux éléments soulevés par le requérant dans sa demande d'autorisation de séjour quant aux difficultés d'accès à son traitement médicamenteux et à son suivi, même s'il est reconnu réfugié en Italie.

Or, le Conseil estime utile de rappeler que le fonctionnaire médecin exerce un rôle d'instruction de la demande spécialement quant à l'examen de l'existence d'un traitement accessible dans le pays d'origine et qu'il en résulte que la charge de la preuve, en ce qui concerne l'accessibilité d'un traitement adéquat dans le pays d'origine, ne pèse pas exclusivement sur le demandeur (en ce sens, C.E., 27 mars 2018, ordonnance n°12.768).

En outre, le Conseil rappelle que dans son arrêt *Paposhvili contre Belgique*, la Cour EDH a jugé que [...] il incombe aux autorités de l'État de renvoi, dans le cadre des procédures internes, de dissiper les doutes éventuels à leur sujet (voir *Saadi*, précité, § 129, et *F.G. c. Suède*, précité, § 120). [...]"

Au vu des constats posés au point 4.3., la motivation de l'avis du fonctionnaire médecin n'apparaît pas compatible avec la jurisprudence *Paposhvili* précitée en ce qu'elle fait peser une charge démesurée sur le requérant et ne satisfait pas à l'obligation de la partie défenderesse de « dissiper les doutes éventuels » concernant les raisons sérieuses de penser que le requérant serait soumis à un traitement contraire à l'article 3 de la CEDH en cas de retour en Italie.

4.4.5. Enfin, le Conseil observe que le rapport de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés du mois d'août 2016, examiné par la partie défenderesse dans sa note d'observations, fait état des éléments suivants, s'agissant de l'accès aux soins :

« 8.1 Accès aux soins médicaux

En Italie, les requérant-e-s d'asile et les bénéficiaires d'un statut de protection doivent s'annoncer au service national de la santé (*servizio sanitario nazionale*). Ces personnes sont sur un pied d'égalité avec les indigènes en ce qui concerne les soins médicaux. Toutefois, 30% des gens qui ont une autorisation de séjour en Italie ne sont pas enregistrés au service précité.

Toute personne séjournant en Italie – même de manière irrégulière – a droit aux soins médicaux de base et d'urgence en cas de maladie ou d'accident ainsi qu'à un traitement préventif pour préserver la santé individuelle et la santé publique. L'accès à des traitements hospitaliers d'urgence semble fonctionner de manière générale. Cependant, les personnes en transit sans papiers rencontrent des difficultés d'accès aux soins médicaux.

En revanche, une carte sanitaire (*tessera sanitaria*) est nécessaire pour se faire traiter par un médecin de famille et pour d'autres prestations médicales. Cette carte s'acquiert au lieu du domicile (*residenza*) annoncé. Son obtention nécessite un enregistrement préalable de la personne à l'agence publique locale ASL (*Azienda Sanitaria Locale*). Pour faire procéder à cet enregistrement, il faut un permis (*cedolino* ou *permesso di soggiorno*) et indiquer sa *residenza*. C'est dire que les personnes dont la demande d'asile n'est pas encore formalisée (*verbalizzazione*) sont exclues des soins médicaux autres que les soins de base et d'urgence. Jusqu'au moment où leur procédure est reprise, il en va de même pour les personnes transférées en Italie dans le cadre de Dublin, qui avaient déjà déposé précédemment une demande d'asile dans ce pays. Tel est également le cas pour les bénéficiaires d'un statut de protection qui ne sont pas enregistrés au service sanitaire (selon MSF, environ 30%).

Pour les sans-abri, la constitution d'une *residenza* est difficile. Quelques ONG (par exemple, le Centro Astalli) peuvent mettre à disposition leur adresse en tant que *residenza* virtuelle, mais l'ONG doit alors se porter garante de la personne et du fait que celle-ci se trouve encore en Italie.

La carte sanitaire ouvre l'accès à un médecin de famille et à diverses prestations médicales qui dépassent le cadre des soins de base et des soins d'urgence. Toutefois, le choix du médecin de famille dépend localement du lieu de la *residenza*, ce qui peut entraîner des déplacements compliqués, en particulier lorsque l'adresse d'une ONG a été indiquée comme *residenza*. Dans ce cas, la personne peut rencontrer de nombreux problèmes et avoir des difficultés accrues à accéder au système sanitaire. [...]

8.1.1 Franchise ou « ticket »

Le système italien de la santé prévoit que les personnes qui travaillent ou qui n'ont encore jamais travaillé en Italie (*inoccupati*) doivent payer une franchise (« ticket ») pour les prestations médicales (sauf pour les soins d'urgence), c'est-à-dire prendre à leur charge une partie des frais qui en résultent. Comme les requérant-e-s d'asile et les bénéficiaires d'un statut de protection sont placés sur un pied d'égalité avec les indigènes dans ce domaine, cette règle leur est

aussi applicable. En cas d'indigence, une exonération du paiement de la franchise peut être accordée. Les procédures administratives visant une telle exonération peuvent toutefois durer un certain temps. Cette exonération est cependant garantie aux requérant-e-s d'asile pendant la phase où ils et elles n'ont pas le droit de travailler.

[...]

Selon les informations reçues de plusieurs interlocuteurs et interlocutrices, le montant de la franchise est de 20 à 40 Euro selon le traitement envisagé ; il constitue pour bien des personnes un obstacle à l'accès aux soins médicaux et aux investigations de nature médicale auxquelles il conviendrait de procéder. Sant'Egidio a parlé de divers cas où des gens ont été empêchés de suivre un traitement en raison de la franchise. Pendant sa visite, la délégation a eu connaissance du cas d'un homme qui essayait, visiblement depuis assez lon[g]temps, de trouver 20 Euro en vue d'une analyse sanguine. Or, la situation financière généralement déficitaire des œuvres d'entraide ne leur permet pas de prendre en charge des montants même modestes.

[...]

8.1.3. Problèmes d'accès aux soins médicaux

Le principal problème ayant trait à l'accès aux soins médicaux est le manque d'information de beaucoup de personnes au sujet de leurs droits et au sujet de la manière de se procurer une *tessera sanitaria*. Cet accès est en outre rendu difficile par la franchise qui doit être dans bien des cas prise en charge par les patient-e-s et dépasse souvent le budget des requérant-e-s d'asile et des bénéficiaires d'un statut de protection en Italie. C'est pourquoi, des ONG comme MEDU ET Cittadini del Mondo à Rome et Naga à Milan sillonnent les maisons occupées et les rues pour donner des informations et proposer des soins.

D'autres difficultés relèvent des problèmes de communication dus à la langue entre le personnel soignant et les réfugié-e-s.

[...]

8.4 Conclusion

L'accès aux soins d'urgence est possible. Pour les autres cas d'atteintes à la santé, il est rendu difficile en raison d'obstacles de nature administrative et financière, de difficultés de communication et de manque d'information. La possibilité de soins médicaux et leur efficacité ont un lien étroit avec la situation de logement des personnes concernées. Il y a nettement trop peu de places d'hébergement appropriées pour les malades et en particulier pour les personnes présentant une affection psychique, qui n'ont guère de possibilités de recevoir un traitement adéquat et d'être accueillies dans une institution adaptée. C'est pourquoi, bien des gens ayant besoin d'une aide médicale vivent dans la rue et passent la nuit dans des refuges d'urgence. Dans de telles conditions, ni un traitement efficace ni une guérison ne sont possibles » (le Conseil souligne).

S'agissant de l'accès au logement, ledit rapport fait notamment état de ce qui :

« 5.3.4 Maisons occupées et taudis

En raison du manque de capacités d'accueil dans le système officiel, beaucoup de requérant-e-s d'asile et de bénéficiaires d'une protection vivent dans des maisons occupées ou des quartiers délabrés dans diverses villes italiennes, le plus souvent dans des conditions lamentables.

72% des personnes habitant dans des sites d'hébergement informels sont au bénéfice d'un statut de protection en Italie (22% sont des réfugié-e-s statutaires, 27% des bénéficiaires de la protection subsidiaire et 23% ont un statut humanitaire) alors que 6% d'ent[r]e elles se trouvent en procédure d'asile. Sur l'ensemble des habitant-e-s de ce type de lieux, 61% ont séjourné plus d'un mois dans un centre étatique, 15% dans deux centres étatiques et 23% n'ont pas eu accès au système d'accueil.² ! La plupart (73%) n'ont pas d'activité lucrative et le sort de celles et ceux qui ont un travail est souvent précaire (sur la situation actuelle du marché du travail en Italie, voir aussi Chapitre 7).

[...]

c.) Conclusion

A Rome surtout, un grand nombre de requérant-e-s d'asile et de bénéficiaires d'une protection vit dans des bâtiments occupés et des taudis. La plupart n'ont pas de travail et que peu d'espoir d'en trouver. Le quotidien est dès lors déterminé par le souci de couvrir les besoins élémentaires. Dans ces circonstances, il est pratiquement impossible de participer à des cours de langue ou à d'autres activités organisées par des ONG. Les conditions de vie dans les maisons occupées ne correspondent pas aux besoins des enfants et mettent en péril leur développement. Le potentiel de violence que recèlent les lieux occupés menace de manière souvent imprévisible non seulement les femmes et les enfants, mais aussi les hommes. Les personnes qui y habitent n'ont en tous les cas aucune perspective concrète de voir leur situation s'améliorer.

De surcroît, selon le Decreto Lupi, aucune residenza ne peut être autorisée dans des bâtiments occupés. Cela complique beaucoup les démarches en vue d'obtenir une carte sanitaire, une prolongation d'un titre de séjour, l'accès à certains services comme par exemple à un jardin d'enfants ou pour toute autre occasion où une residenza serait exigée.

5.3.5 Sans-abri

[...]

A Milan aussi, il y a des réfugié-e-s sans abri, mais ils sont moins visibles qu'à Rome. En particulier en hiver, il existe des refuges où les sans-abri peuvent passer la nuit. Au moment du voyage d'investigation, selon les indications de Caritas, ces refuges abritaient peu de personnes en procédure d'asile, mais beaucoup de bénéficiaires d'un statut de protection en Italie. L'ONG Naga fait état de nombreuses personnes vivant dans les rues après avoir dû quitter les CAS une fois leur statut obtenu. Elles y restent jusqu'à ce qu'une place se libère dans un centre du SPRAR, ce qui peut durer des mois. Selon l'ONG, le problème irait en augmentant.

[...]

5.3.6 Conclusion

Le système italien part du principe que les personnes au bénéfice d'un statut de protection peuvent et doivent se débrouiller seules. En conséquence, il ne prévoit que peu de places d'accueil pour elles et ces places sont toujours limitées dans le temps. En particulier, lorsque quelqu'un a épuisé la durée maximale de séjour dans un centre (six mois depuis la reconnaissance du statut de protection), il a très peu de chances de trouver une autre place d'hébergement. Le risque élevé de se retrouver sans abri tel qu'il est généré par ce système concerne aussi les femmes, les mères seules, les familles ainsi que les personnes atteintes physiquement ou psychologiquement. Les conditions de vie des requérant-e-s d'asile et des réfugié-e-s dans les maisons occupées, dans les taudis et dans la rue sont indignes. C'est une vie en marge de la société sans aucune perspective d'améliorer leur situation. Leur quotidien est très souvent déterminé par la simple couverture de leurs besoins les plus élémentaires comme la recherche de nourriture et d'un endroit où dormir » (le Conseil souligne).

S'agissant de la situation des personnes vulnérables, ledit rapport mentionne notamment :

« 9.4. Hommes seuls

Les hommes seuls ne sont pas considérés comme vulnérables. Toutefois, la précarité de la vie de sans-abri, la crainte d'être victime d'agressions et les constants efforts à déployer pour couvrir les besoins élémentaires rendent toute personne vulnérable. La CourEDH partage cette opinion dans la mesure où elle a retenu que, de par leur seule position juridique, les requérant-e-s d'asile en général constituent un groupe vulnérable.

On attend en particulier des hommes jeunes et en bonne santé qu'ils puissent se débrouiller seuls. C'est pourquoi, dans les procédures Dublin, ils sont transférés sans autre mesure d'instruction et leurs recours contre les transferts sont d'expérience pratiquement voués à l'échec. Comme ils ne sont pas considérés comme vulnérables, ils n'ont aucune priorité d'accueil dans bien des lieux d'hébergement en Italie. En même temps, ils font partie du groupe de personnes les plus touchées par le chômage dans ce pays (voir Chapitre 7.2).

Les hommes seuls au bénéfice d'un statut de protection qui sont transférés en Italie se retrouvent ainsi le plus souvent dans la situation de sans-abri ou dans une maison occupée sans perspective d'améliorer leur existence » (le Conseil souligne).

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que l'affirmation selon laquelle « il ne ressort pas du rapport de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) du mois d'août 2016, que le requérant serait dans l'impossibilité d'accéder à un traitement adéquat dans son pays de résidence habituelle » est contredite par les informations contenues dans ledit rapport et procède d'une lecture lacunaire, voire incorrecte.

De surcroît, force est de constater qu'une telle affirmation viole l'autorité de chose jugée de l'arrêt n° 268 999 du 24 février 2022, visé au point 1.5., par lequel le Conseil a annulé la précédente décision déclarant non fondée la demande d'autorisation de séjour du requérant. En effet, dans cet arrêt, le Conseil avait considéré que le rapport susmentionné « contient des informations pertinentes - relevées dans la requête - de nature à corroborer les déclarations de la partie requérante selon lesquelles elle n'a pas eu accès aux soins en Italie en raison notamment de sa situation de logement, celle-ci se trouvant sans domicile fixe ».

CCE arrêt 313656 du 27/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Rwanda

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Après examen des dossiers administratif et de procédure ainsi que des déclarations des parties à l'audience, le Conseil considère que la partie défenderesse n'a commis aucune erreur d'appréciation en rejetant la demande de l'intéressé sur la base du double constat que, d'une part, les persécutions alléguées - son licenciement et ses deux arrestations - ne pouvaient être tenues pour établies, et que d'autre part, son profil et sa visibilité sont insuffisants pour fonder raisonnablement une crainte de persécutions.

Ainsi, concernant les persécutions alléguées, il s'avère, comme l'indique l'acte attaqué, que les documents que le requérant a déposés avec sa demande de visa invalident ses propos au sujet de son licenciement et de ses deux arrestations.

(...) Ensuite, concernant son profil et les autres éléments spécifiques qui font craindre au requérant d'être dans le collimateur de ses autorités - abstraction faite des persécutions tenues pour non établies, le Conseil constate qu'ils sont insuffisants pour fonder avec raison une crainte de persécution dans son chef. En effet :

- le requérant n'adhère à aucun parti politique ;
- l'association dont il est membre est dénuée de toute visibilité ;
- son licenciement en raison de son opposition aux autorités locales de Nyamasheke relaté dans un article paru en 2012 est un fait isolé qui n'a donné lieu à aucun problème avec ses autorités nationales.

A nouveau, ces constats ne sont pas utilement invalidés par le requérant.

Ainsi, concernant l'association « [Y. V. F.] » dont il est membre, il ressort des déclarations du requérant que cette dernière est fort récente et n'a pas la moindre visibilité. Elle n'est présente sur aucun réseau social, n'a pas de site internet et n'aurait selon le requérant, en trois ans d'activités, jamais diffusé les émissions qu'elle se donnait pour objet de diffuser. Rien ne permet dès lors de considérer que cette association serait dans le collimateur de ses autorités nationales. Certes, le requérant prétend que cette absence de diffusion s'explique par la censure. Cependant il n'apporte aucun élément probant pour étayer son propos. Le Conseil note à cet égard qu'alors qu'il s'était engagé à contacter son directeur, réfugié selon lui en Allemagne et qui aurait pu confirmer son récit, il n'en a rien fait et ne s'en explique pas en termes de recours.

En termes de recours, le requérant soutient que sa participation à cette association est connue de ses autorités. Il affirme que le directeur de son association s'est rendu dans une radio pour diffuser une émission qui ne l'a jamais été car censurée par le directeur de la radio. Le responsable de cette radio a fait un rapport qu'il a donné au FPR. Quand le directeur de son association est sorti de la radio, il a été arrêté et contraint de donner la liste des participants.

Ces explications sont cependant fort vagues et confuses. Le requérant ne précise pas la date, même approximative, de diffusion de l'émission radio dont question, ni l'intitulé de cette émission ou encore les thèmes qui devaient y être abordés. De même, alors qu'il prétend que le responsable de la radio a rédigé un rapport qu'il a remis au FPR - ce qui généralement nécessite quelques jours - il a affirmé que son directeur a été arrêté à la sortie, soit le jour même. Il n'explique pas non plus quand ni comment il a été informé de ces événements. Enfin, alors qu'il a déclaré qu'il était en contact avec ce directeur réfugié en Allemagne, il n'apporte aucun document probant pour attester des événements qu'il relate en ce compris des persécutions endurées par ce directeur et de l'introduction sur cette base d'une demande de protection en Allemagne.

L'ensemble de ces carences empêche en l'état d'accorder du crédit à ces explications, fort tardives au demeurant.

(...) le requérant insiste dans son recours sur la répression exercée par les autorités rwandaises à l'encontre des opposants politiques. Pour étayer ses dires, il reproduit plusieurs extraits de rapports de sources objectives diverses (entre autres, Amnesty International, Human Rights Watch, Freedom House, USDOS) et soutient qu'il est inexact de considérer que seules les personnes exerçant de hautes fonctions seraient la cible des autorités rwandaises.

A la lecture de ces informations, le Conseil constate qu'il est reproché au gouvernement rwandais d'exercer une répression contre les opposants politiques, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Des cas de disparitions forcées, d'assassinats, d'arrestations arbitraires, de tortures et de procès inéquitables sont rapportés, visant à éliminer ou à intimider ceux perçus comme une menace pour le régime. Plusieurs personnalités et d'autres opposants exilés ou emprisonnés, sont cités comme victimes de cette répression. Le Front Patriotique Rwandais (FPR) utilise une variété de méthodes clandestines et brutales pour museler les dissidents, allant de l'espionnage aux enlèvements, en passant par des accusations fabriquées de terrorisme ou de divisionnisme. Les organisations de défense des droits humains, comme Human Rights Watch et la Fédération Internationale pour les Droits Humains, dénoncent l'étouffement des libertés d'expression, d'association et d'opinion, soulignant que le régime ne tolère aucune contestation. En somme, le régime de Kagame est accusé de maintenir un contrôle total du pays en réprimant toute opposition, que ce soit par la force, la manipulation juridique ou la violence systématique, tant au Rwanda qu'à l'étranger.

Il ressort cependant de l'analyse présentée dans les paragraphes précédents, et non utilement contestée par le requérant, qu'aucun élément ne permet en l'espèce de considérer que le requérant puisse être perçu par ses autorités nationales comme une menace. Par ailleurs, ces informations ne permettent pas d'asseoir les allégations du requérant selon lesquelles son abandon de poste cumulé à sa « vie à l'ouest » et son implication dans une dénonciation de corruption 12 ans auparavant suffit pour ses autorités à le cataloguer du côté des opposants.

(...) Il s'ensuit que les déclarations du requérant ne peuvent être jugées cohérentes et plausibles et que sa crédibilité générale n'est pas établie. Il ne peut par conséquent obtenir le bénéfice du doute. Il s'agit en effet de deux des conditions cumulatives nécessaires pour pouvoir admettre que certains aspects des déclarations d'un demandeur ne soient pas étayés par des preuves documentaires ou autres, en vertu de l'article 48/6, §4 de la loi du 15 décembre 1980.

En conclusion, le requérant ne peut pas être reconnu réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 313625 du 27/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Weigering afgifte visum lang verblijf (type D) - verwerping - gezinshereniging met meerderjarige zoon die erkend is als vluchteling - voldoet niet aan voorwaarden artikel 10 van de VW - humanitair visum - zoon van verzoekster is blind en heeft nood aan mantelzorg - medisch attest - verweerder wijst erop dat zoon in een erkende assistentiewoning verblijft - geen bewijs van regelmatige contacten tussen verzoekster en zoon - verzoekster heeft nog minderjarige kinderen in land van herkomst - onduidelijk wie voor deze kinderen zou zorgen indien verzoekster naar België zou komen - mantelzorg door een naast familielid is niet hetzelfde als professionele dienstverlening in een assistentiewoning - geen prangende situatie of bijzonder humanitaire elementen - artikel 8 EVRM - zoon is 31 jaar oud, alleenstaand, volledig blind en is er in geslaagd om op zijn eentje naar België te komen - geen bijzondere band van afhankelijkheid

Op basis van de verklaringen van de referentiepersoon bij de DVZ kan dus niet blijken dat deze na zijn meerderjarigheid in Somalië, of in de periode voorafgaand aan zijn vertrek uit dit land, nog mantelzorg ontving van zijn moeder, zodat verzoeksters betoog in haar visumaanvraag dat een zekere geloofwaardigheid moet worden toegedicht aan de verklaringen van de referentiepersoon over zijn gezinsbanden tijdens de asielprocedure op dit punt niet pertinent is. Uit de gegevens dat de referentiepersoon ongehuwd is en zijn vader is overleden, kan ook niet zonder meer worden afgeleid dat het verzoekster was die hem ondersteunde in de jaren voor diens vertrek naar Europa. Nu geen concreet begin van bewijs voorlag van enige zorg die verzoekster opnam voor haar zoon voor diens vertrek uit Somalië, blijkt niet dat hier concreet op diende te worden ingegaan in de motivering van de bestreden beslissing; minstens heeft verzoekster er geen voldoende belang bij dit aan te voeren.

Verzoekster toont verder niet aan dat het door haar voorgelegde medisch attest voor haar zoon van 4 januari 2022 niet correct is geëvalueerd. Verweerder hield er rekening mee dat de referentiepersoon omwille van zijn volledige blindheid nood heeft aan hulp in de vorm van mantelzorg om dagelijkse handelingen en activiteiten veilig en optimaal te kunnen uitvoeren, waarmee hij een correcte lezing maakt van het voorgelegde medische attest. In tegenstelling tot wat verzoekster thans voorhoudt, is er in het voorgelegde medisch attest op zich geen sprake van dat de referentiepersoon omwille van eenzaamheid bijkomende zorg nodig heeft of dat de arts stelt dat de mantelzorg specifiek of bij voorkeur door zijn moeder moet worden verstrekt. Integendeel is er enkel sprake van een nood aan mantelzorg om dagelijkse handelingen "veilig en optimaal" uit te voeren en er wordt slechts aangegeven dat deze "bijvoorbeeld" door zijn moeder zou kunnen worden verstrekt. Nog leest de Raad in het medisch attest nergens dat de arts aangeeft dat de zorg en begeleiding die de referentiepersoon actueel geniet niet toereikend is. Het medisch attest dateert ook reeds van 4 januari 2022, terwijl in de bestreden beslissing wordt aangegeven dat verzoeker sinds 1 juni 2022 in een erkende assistentiewoning verblijft.

Verweerder merkte in de bestreden beslissing vervolgens op dat het begrijpelijk is dat verzoekster bereid is om de nodige mantelzorg voor haar zoon op zich te nemen, maar stelde vast dat de referentiepersoon alle nodige zorg en ondersteuning reeds krijgt in België, zodat er geen bijzondere humanitaire overwegingen spelen die maken dat verzoekster een visum lang verblijf moet worden toegekend om de zorg voor haar zoon op zich te nemen, rekening houdend ook met de vaststellingen dat er al vier jaar geen gezinsleven meer blijkt te zijn tussen verzoekster en haar zoon, geen bewijs voorligt van regelmatige contacten en verzoekster ook nog minderjarige kinderen heeft en het onduidelijk is wie dan voor deze kinderen zal zorgen. Om deze redenen lag er volgens hem geen bijzondere humanitaire situatie voor die de afgifte van het gevraagde visum rechtvaardigt. Hiermee heeft verweerder de voormelde in de aanvraag aangebrachte elementen afdoende beantwoord en zijn deze voldoende in rekening genomen. Rekening houdend met de reeds gedane vaststellingen toont verzoekster verder niet aan dat deze beoordeling kennelijk onredelijk is of verweerder hiermee zijn ruime discretionaire bevoegdheid heeft overschreden. Uiteraard is mantelzorg door een naast familielid niet hetzelfde als een professionele dienstverlening in een assistentiewoning, maar gelet op wat voorafgaat blijkt in de gegeven omstandigheden noch dat verweerder de vermeldingen in het medisch attest heeft miskend noch dat hij op kennelijk onredelijke wijze tot zijn beoordeling is gekomen dat – ook al kan begrip worden opgebracht voor de wens van verzoekster om haar zoon bij te staan – geen prangende situatie of bijzondere humanitaire elementen voorliggen die de afgifte van een humanitair visum noodzakelijk maken of rechtvaardigen. Hij kon er in zijn beoordeling ook in alle redelijkheid rekening mee houden dat er al jaren geen gezinseenheid meer

bestaat tussen verzoekster en de referentiepersoon en verzoekster in het land van herkomst ook nog minderjarige kinderen heeft die zorg nodig hebben.

[...]

De referentiepersoon in België is een alleenstaande man van intussen 31 jaar. Hij is volledig blind. Niettegenstaande dit gegeven, reisde hij alleen – alleszins zonder zijn familie – naar Europa. [...] Zoals ook reeds werd vastgesteld, blijkt uit de verklaringen van de referentiepersoon bij de DVZ naar aanleiding van zijn verzoek om internationale bescherming verder niet dat hij na zijn meerderjarigheid in Somalië – of voorafgaand aan zijn vertrek uit dit land – nog mantelzorg ontving van zijn moeder. Het is zelfs niet duidelijk of hij al dan niet alleen in juni 2017 naar Mogadishu reisde. Verzoeker gaf nog aan dat “verre familie” van hem de reis naar Europa zou hebben geregeld, maar ook hier verwees hij nergens specifiek naar zijn moeder.

In de gegeven omstandigheden heeft verweerder in de bestreden beslissing terecht het standpunt ingenomen dat niet blijkt dat verzoekster zich kan beroepen op een recht op verderzetting van het gezinsleven of op het behoud van de gezinseenheid. Op het ogenblik van het nemen van de bestreden beslissing bestond immers al zeker gedurende ruim 5 jaar geen gezinsleven meer met de referentiepersoon. Rekening houdend met de eerdere beoordeling blijkt evenmin dat er actueel sprake is van een bijzondere band van afhankelijkheid. Verzoekster voert weliswaar aan dat, zoals dit blijkt uit het medisch attest van 4 januari 2022, de referentiepersoon omwille van zijn blindheid nood heeft aan hulp in de vorm van mantelzorg om dagelijkse handelingen en activiteiten veilig en optimaal te kunnen uitvoeren, maar – zoals verweerder vaststelde – ligt geen bewijs voor dat de referentiepersoon niet de nodige zorg en ondersteuning krijgt in België. De referentiepersoon woont immers sinds 1 juni 2022 in een erkende assistentiewoning, waar een woonassistent is die bij alle mogelijke problemen en vragen kan helpen en er 24/24 uur gegarandeerd toezicht is en een noodoproepsysteem.

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 20

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Rejet

Annulatie F-kaart + Bijlage 20 zonder BGV - verwerping - 1) exceptie onontvankelijkheid - meerdere middelen ten aanzien van beide bestreden aktes - onderzoek van de exceptie valt samen met de beoordeling van de grond van de zaak - er wordt niet op ingegaan - 2) rechtszekerheids- en vertrouwensbeginsel - verkeerd afgegeven F-kaart - instrumentum - Diallo - formele motivering: rechtsgrond voor annulering F-kaart - er wordt verwezen naar de nieuwe weigeringsbeslissing op grond van artikel 40bis van de VW

1)

2.1. Verweerder werpt in zijn nota met opmerkingen de volgende exceptie van onontvankelijkheid op, voor wat de tweede bestreden 'beslissing' betreft: *"Verzoeker vecht in zijn verzoekschrift "de beslissing tot annulatie van een elektronische F-kaart" aan van 28.11.2023 De "beslissing" van 28.11.2023 is een loutere mededeling en betreft geen aanvechtbare beslissing. De mededeling luidt als volgt: [...] Desbetreffende mededeling verandert de rechtstoestand van verzoeker niet. De aflevering van de F-kaart door de stad Antwerpen betreft immers niet de rechtmatige erkenning van een verblijfsrecht. Een verblijfskaart betreft enkel een instrumentum, dat dient te worden onderbouwd door een geldig negotium. Daar verzoeker geen recht heeft op het negotium, hetgeen blijkt uit de beslissing tot weigering van verblijf van meer dan drie maanden zonder bevel om het grondgebied te verlaten onder een bijlage 20 dd. 27.11.2023, kan de afgifte van de F-kaart op 24.11.2023 niet anders worden afgedaan dan als zijnde een vergissing. Het beroep van verzoeker is dan ook niet ontvankelijk voor zover het gericht is tegen de mededeling tot "annulering van de verblijfsvergunning" op 28.11.2023."*

2.2. Verzoeker heeft in zijn verzoekschrift meerdere middelen ontwikkeld ten aanzien van beide bestreden aktes, waarbij hij aangeeft dat beide 'beslissingen' niet mochten worden genomen daar het bestuur niet meer bevoegd was en dat het nemen van deze 'beslissingen' ingaat tegen het vertrouwensbeginsel en het rechtszekerheidsbeginsel. De Raad is van oordeel dat het onderzoek van de exceptie samenvalt met de beoordeling van de grond van de zaak, zodat er thans niet op wordt ingegaan.

2)

3.5. Vervolgens is verzoeker van mening dat het rechtszekerheids- en het vertrouwensbeginsel zijn geschonden, doordat verweerder na de wettelijk voorziene termijn van zes maanden de bestreden weigeringsbeslissing heeft genomen. Hij gaat er hierbij in eerste instantie van uit dat de initiële afgifte van de F-kaart, louter wegens het uitblijven van een beslissing binnen de zes maanden, in overeenstemming was met de reeds aangehaalde wettelijke bepalingen. Hij betoogt in tweede instantie dat er, ten eerste, sprake is van een fout door het bestuur, nu hem op 24 november 2023 de F-kaart werd afgegeven, dat er hem, ten tweede, door deze vergissing een voordeel werd toegekend, met name de F-kaart die maakte dat er volgens hem een gerechtvaardigde verwachting bestond dat zijn verblijfsrecht werd erkend en dat er, ten derde, geen gewichtige redenen spelen die maken dat het verkregen voordeel – volgens hem de erkenning van zijn verblijfsrecht – moet worden afgenomen. Verzoeker betoogt dat het gegeven dat de verblijfskaart per vergissing werd afgegeven niet opweegt tegen de legitieme verwachting dat hij een recht op verblijf in België had. Nog merkt hij op dat het arrest Diallo intussen dateert van 2018 en dat de Belgische overheid, waar zij nog steeds artikel 52 van het Vreemdelingenbesluit niet in overeenstemming bracht met de Burgerschapsrichtlijn, niet voldoet aan haar verplichting om de rechtsonzekerheid zo spoedig mogelijk te remediëren.

[...]

Uit het verzoekschrift blijkt allereerst dat verzoeker wordt bijgestaan door een advocaat, dat hij de Europese rechtspraak ter zake kent en dat ook het arrest Diallo hem welbekend is nu hij het bespreekt in zijn middelen.

In zoverre verzoeker er verder andermaal van uit gaat dat de initiële afgifte van de F-kaart, louter wegens het uitblijven van een beslissing binnen de zes maanden, in overeenstemming was met de wet, wordt verwezen naar de voorgaande bespreking. Verzoeker kan geen aanspraak maken op de afgifte van een verblijfskaart zonder dat eerst is vastgesteld dat hij voldoet aan de gestelde verblijfsvoorwaarden. De afgifte van een F-kaart heeft slechts een declaratoir en geen constitutief karakter, hetgeen onder meer inhoudt dat uit de loutere afgifte van dergelijke kaart niet volgt dat het

verblijf van de betrokkene als legaal kan worden aangemerkt (RvS 15 januari 2014, nr. 226.065). De F-kaart van verzoeker was niet onder-steund door een onderliggend verblijfsrecht, waardoor deze niet meer was dan een verkeerd afgegeven kaart of instrumentum. Een verkeerdelijk afgegeven F-kaart kan niet gelden als een vaststelling dat verzoeker aan de wettelijke verblijfsvoorwaarden voldoet of als een erkenning van het verblijfsrecht. Ondanks de verkeerde afgifte van de F-kaart kan verzoeker niet voorhouden dat er sprake is van een concrete belofte of toezegging van verweerder dat hij het verblijfsrecht zou verwerven. Nu slechts een verblijfsrecht kan worden erkend indien aan de voorwaarden voor verblijf is voldaan en dit in hoofde van verzoeker niet het geval blijkt te zijn, waren er in elk geval ook gewichtige redenen voorhanden om de bestreden weigeringsbeslissing te nemen en verzoeker de verkeerdelijk afgegeven F-kaart, die hij trouwens slechts kortstondig in zijn bezit had, weer af te nemen.

Verzoeker kan zich niet dienstig beroepen op een schending van het rechtszekerheids- of het vertrouwensbeginsel om uitdrukkelijke wettelijke bepalingen aan de kant te schuiven en alsnog te bewerkstelligen dat hem de gevraagde F-kaart moet worden afgegeven – of dat wordt verhinderd dat deze wordt afgenomen – hoewel hij niet voldoet aan de verblijfsvoorwaarden. De ingeroepen beginselen laten niet toe af te wijken van een reglementair voorziene norm (cf. Cass.12 december 2005, AR C040157F). In geen geval kan verzoeker ter ondersteuning van zijn betoog ook verwijzen naar het arrest van de Raad van 16 juni met nummer 256 555, nu dit werd gecasseerd bij arrest van de Raad van State van 4 december 2023 met nummer 258.101.

Verzoekers kritiek dat de Belgische overheid tot op het ogenblik van de bestreden 'beslissingen' naliet artikel 52 van het Vreemdelingenbesluit in overeenstemming te brengen met de Burgerschapsrichtlijn, betreft een kritiek op de Belgische regelgever die echter niet vermog aanleiding te geven tot een nietigverklaring van deze 'beslissingen'.

Een schending van het rechtszekerheids- of het vertrouwensbeginsel kan niet worden aangenomen.

[...]

Verzoekers betoog dat de rechtsgrond voor de annulering van de F-kaart niet blijkt en hij niet met zekerheid kan weten waarom de verblijfskaart is geannuleerd, is weinig ernstig. Om de annulering van de F-kaart te rechtvaardigen wordt duidelijk verwezen naar de bestreden weigeringsbeslissing die steunt op artikel 40bis, § 2, eerste lid, 4° van de Vreemdelingenwet en waarin uitvoerig wordt gemotiveerd dat een van de voorwaarden voor het verblijfsrecht, met name het ten laste zijn, niet is vervuld. Voor wat betreft de annulering van de F-kaart wordt nog duidelijk gesteld dat deze F-kaart werd afgegeven omdat er niet binnen de zes maanden een beslissing was genomen inzake verzoekers aanvraag om gezinshereniging, terwijl er ondertussen alsnog een beslissing werd genomen, meer bepaald de bestreden weigerings-beslissing die vaststelt dat verzoeker geen recht op verblijf heeft, waardoor de F-kaart dient te worden geannuleerd. Uit de bespreking van het eerste en derde middel blijkt trouwens ook heel duidelijk dat verzoeker kennis heeft van de relevante wettelijke bepalingen en rechtspraak van het HvJ. Aldus is het doel dat wordt beoogd met de formele motiveringsplicht bereikt

CCE arrêt 313632 du 27/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV - vernietiging - gezinshereniging met Belgisch minderjarig kind - VP staat onder Zweeds en Noors inreisverbod - geseind in SIS-databank - "ontogankelijk op het Schengengrondgebied" tot respectievelijk 2 juli 2022 en 14 maart 2022 - laatste aanvraag VP dateert van 8 augustus 2023 - in bestreden beslissing wordt verwezen naar raadpleging van SIS-databank van oktober 2022 waaruit blijkt dat VP niet langer geseind staat door Zweedse autoriteiten - geen nieuwe, recente raadpleging van SIS-databank gedaan - verweerder steunt zich op veronderstelling dat de IRV nog steeds geldig zijn omdat VP het Schengengrondgebied niet heeft verlaten, maar van een zorgvuldig handelende overheid die een aanvraag GZH afwijst omdat de aanvraag geseind staat mag worden verwacht dat deze zijn beslissing steunt op een recente controle van de SIS-databank om met zekerheid te kunnen vaststellen dat de aanvrager actueel nog steeds onder een IRV staat - schending materiële motiveringsplicht en het zorgvuldigheidsbeginsel in het licht van artikel 40ter, § 2 van de Vreemdelingenwet

3.4. In de bestreden beslissing wordt vastgesteld dat verzoeker niet voldoet aan de voorwaarden voor een recht op verblijf van meer dan drie maanden als ouder van een Belgisch minderjarig kind overeenkomstig artikel 40ter, § 2 van de Vreemdelingenwet, nu hij het voorwerp is van inreisverboden die door de Noorse en Zweedse autoriteiten zijn opgelegd. Deze inreisverboden zijn volgens verweerder een grond om de verblijfsaanvraag te weigeren, nu hij tevens vaststelt dat er in hoofde van verzoeker geen sprake is van een zodanige afhankelijkheidsrelatie met zijn Belgische minderjarige kinderen dat hem een afgeleid verblijfsrecht zou moeten worden toegekend op grond van artikel 20 van het VWEU.

[...]

3.8. De Raad stelt vast dat verweerder de bestreden beslissing steunt op de vaststelling dat "[u]it nazicht van het dossier" blijkt dat verzoeker "op het moment van indiening van de aanvraag tot gezinshereniging het voorwerp uitmaakte van een inreisverbod door de Zweedse én Noorse autoriteiten". Hiervoor verwijst hij naar de vaststelling dat verzoeker "staat geseind als ontogankelijk op het Schengen-grondgebied (Art. 24 S.I.S. II)" en dit tot respectievelijk "02.07.2022 en 14.03.2022".

Echter moet worden vastgesteld dat dit motief geen steun vindt in de stukken van het administratief dossier. Immers blijkt de laatste raadpleging door verweerder van de SIS-databank te dateren van september of oktober 2022, waarbij werd vastgesteld dat verzoeker niet langer SIS-geseind staat door Zweden, maar wel nog door Noorwegen. De thans voorliggende aanvraag tot gezinshereniging dateert evenwel van 8 augustus 2023. Het gegeven dat verweerder stelt dat verzoeker staat geseind als ontogankelijk op het Schengengrondgebied door Zweden en Noorwegen tot respectievelijk 2 juli 2022 en 14 maart 2022 kan enkel maar bevestigen dat verweerder blijkbaar heeft nagelaten om naar aanleiding van de meest recente aanvraag tot gezinshereniging een nieuwe opzoeking in de SIS-databank door te voeren om zich ervan te verzekeren dat verzoeker nog steeds staat geseind wegens weigering van toegang en verblijf. Door een raadpleging van zijn eigen dossier had verweerder ook kunnen vaststellen dat alvast wat Zweden betreft dit niet langer het geval blijkt te zijn.

De vaststellingen dringen zich dus op enerzijds dat verweerder verkeerdelijk voorhoudt dat verzoeker door Zweden nog steeds SIS-geseind staat en anderzijds dat zijn vaststelling dat verzoeker actueel nog steeds het voorwerp uitmaakt van een inreisverbod door Noorwegen dat maakt dat hij evenmin toegang heeft tot het gehele Schengengrondgebied niet wordt ondersteund door een recente raadpleging van de SIS-databank.

[...]

In wezen steunt verweerder zich op een veronderstelling dat de inreisverboden nog steeds geldig zouden zijn omdat verzoeker het Schengengrondgebied niet heeft verlaten, maar van een zorgvuldig handelende overheid die een aanvraag tot gezinshereniging in functie van een Belgisch minderjarig kind afwijst omdat de aanvrager door een andere Schengenlidstaat staat gesignaleerd wegens weigering van toegang en verblijf mag worden verwacht dat deze zijn

beslissing steunt op een recente controle van de SIS-databank om met zekerheid te kunnen vaststellen dat de aanvrager actueel nog steeds onder een verbod van binnenkomst en verblijf op het Schengengrondgebied, ingevolge een beslissing van een andere lidstaat, staat.

De bestreden beslissing steunt aldus niet op een correcte en zorgvuldige feitenvinding.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Royaume-Uni

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 59

composition du siège

1 juge

Bijlage 59 - vernietiging - VP diende een aanvraag in voor een verblijfsrecht als begunstigde van het Terugtrekkingsakkoord - Brexit - verweerder betwist niet dat VP voldoet aan de voorwaarden om als begunstigde van dit akkoord te worden beschouwd, maar weigert omwille van ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de samenleving - artikel 20, leden 1 en 2 van het Terugtrekkingsakkoord - verschillende strafrechtelijke veroordelingen - het gedrag van verzoeker deed zich grotendeels voor voor het einde van de overgangsperiode die eindigde op 31 december 2020 - gedrag dient dan ook in aanmerking te worden genomen zoals in de Richtlijn 2004/38/EG of nog de bepalingen in de VW inzake Unieburgers en hun familieleden - artikelen 43 en 45 van de VW - zekere belangenafweging is aldus vereist, doch kan niet teruggevonden worden in bestreden beslissing of in administratief dossier - schending zorgvuldigheidsbeginsel

3.4. Verzoeker diende een aanvraag in voor een verblijfsrecht als begunstigde van het Terugtrekkingsakkoord. Verweerder betwist op zich niet dat verzoeker voldoet aan de voorwaarden om als begunstigde van dit akkoord te worden beschouwd, maar oordeelt dat hem niettemin een verblijfsrecht in deze hoedanigheid moet worden geweigerd omdat hij door zijn gedrag een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging vormt voor een fundamenteel belang van de samenleving.

3.5. Specifiek wat de beperkingen van het recht van verblijf en het recht van binnenkomst betreft, voorziet artikel 20 van het Terugtrekkingsakkoord in zijn lid 1 en 2 wat volgt: "[...]"

3.7. Verweerder verwijst in de bestreden beslissing naar de verschillende strafrechtelijke veroordelingen van verzoeker. Het persoonlijke gedrag van verzoeker dat aan de basis lag van deze veroordelingen en van verweerders beoordeling inzake de actuele, werkelijke en voldoende ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de samenleving speelde zich, blijktens de stukken van het administratief dossier, af zowel voor als na het einde van de overgangsperiode op 31 december 2020 waarin het Terugtrekkingsakkoord voorzag.

Nu het gedrag van verzoeker zich echter grotendeels voordeed voor het einde van deze overgangsperiode, moet gelet op voormelde bepalingen worden aangenomen dat dit gedrag in aanmerking moet worden genomen zoals dit het geval is in de Richtlijn 2004/38/EG of nog de bepalingen in de Vreemdelingenwet inzake de Unieburgers en hun familieleden.

Overeenkomstig artikel 43 juncto artikel 45 van de Vreemdelingenwet kunnen de binnenkomst en het verblijf van de burgers van de Unie en hun familieleden worden geweigerd om redenen van openbare orde, nationale veiligheid of volksgezondheid, meer bepaald wanneer hun gedrag een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging vormt voor een fundamenteel belang van de samenleving, maar moet bij een dergelijke beslissing rekening worden gehouden met de duur van het verblijf van de burger van de Unie of zijn familielid op het grondgebied van het Rijk, zijn leeftijd, gezondheidstoestand, gezins- en economische situatie, sociale en culturele integratie in het Rijk en de mate waarin hij bindingen heeft met zijn land van oorsprong.

Aldus kan worden aangenomen dat verweerder zich bij het nemen van de bestreden beslissing niet kon beperken tot de vaststelling dat verzoeker gelet op de feiten waarvoor hij werd veroordeeld een werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de samenleving vormt, zonder ook de voormelde elementen in zijn beoordeling te hebben betrokken. Verweerder lijkt in zijn beslissing ook te erkennen dat een zekere belangenafweging was vereist, waar hij overwoog dat de "*persoonlijke belangen [...] niet op[wegen] tegen het belang van de maatschappij in het algemeen*". Evenwel blijkt noch uit de motivering van de bestreden beslissing noch uit de stukken van het administratief dossier dat verweerder concreet rekening hield met de gezins- en persoonlijke belangen van verzoeker, in het bijzonder de aanwijzingen van aanwezigheid van zijn partner en minderjarige kinderen in België, en deze mee heeft betrokken in zijn beoordeling

CCE arrêt 313620 du 27/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

In een **aanvullende nota** voert verzoeker zijn **homoseksuele geaardheid** aan als **nieuw element** en licht dit toe. Verzoeker werd **ter terechtzitting ondervraagd overeenkomstig artikel 14 PR RvV**. Gelet op het voorgaande kunnen verzoeker en zijn advocaat worden bijgetreden, mede gelet op verzoekers jonge leeftijd bij de persoonlijke ontdekking van zijn geaardheid, waar ze ter terechtzitting aanvoeren dat verzoeker **tijdens het persoonlijk onderhoud voorzichtig zijn homoseksuele geaardheid en zijn relatie met S. (bewoner opvangcentrum) had proberen benoemen**, maar dat hij hierover nog niet ondubbelzinnig en vrij durfde spreken. (Dit blijkt uit de notities van het persoonlijk onderhoud).

Verzoeker gaf ter zitting hieromtrent nuttige voorbeelden en toelichting.

De Raad stelt vast dat ook verzoekers overige verklaringen ter terechtzitting - aangaande, onder meer, de beleving van zijn homoseksualiteit, de (onderdrukte) uiting van deze relatie ten aanzien van derden en de relatie met S. in het opvangcentrum - stroken met zijn voorgehouden seksuele geaardheid.

Gelet op het geheel van wat voorafgaat en het specifieke profiel van verzoeker, zijn jonge leeftijd, zijn individuele omstandigheden, de stukken die werden voorgelegd en de voorhanden zijnde landeninformatie aangaande de problematische situatie voor homoseksuelen in Afghanistan, is de Raad van oordeel dat, mede gelet op het **voordeel van de twijfel**, in geval van terugkeer naar zijn land van herkomst in hoofde van verzoeker als minderjarige een gegronde vrees voor vervolging in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet kan worden aangenomen omwille van het **behoren tot een specifieke sociale groep wegens zijn seksuele geaardheid**. Tevens blijkt dat er voor hem in zijn land van herkomst geen redelijke bescherming en geen intern vestigingsalternatief voorhanden is.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Irak

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus visa RF, 3 enfants mineurs avec leur père bénéficiaire de la PS – post cassation d'un arrêt d'annulation -

Faits : les enfants ont introduit leur demande de visa seuls, la mère ne demande pas à rejoindre M. qui veut également se faire rejoindre par sa 1^{ère} épouse et leurs 7 enfants (autre demande de visa) - 1) logement suffisant : PR invoque que PD aurait du lui accorder un délai raisonnable pour compléter son dossier => CCE : application arrêt cassation n°259.203 du 20 mars 2024 = le droit d'être entendu n'impose pas à l'autorité d'accorder un délai, après l'annulation d'une décision, pour actualiser sa demande – 2) moyens de subsistance : PR estimait que les enfants qui rejoignaient leur père sans leur mère étaient dispensés de cette condition (et de celle de logement suffisant) vu la dispense prévue à l'art 10, § 2, alinéa 3, de la loi (enfants mineurs, issus d'une union actuelle ou d'une précédente union, ou ceux de son conjoint ou partenaire, qui viennent seuls) – PR estimait qu'il fallait envisager le RF « famille par famille » et que la dispense devait s'appliquer bien qu'il serait rejoint par sa 1^{ère} épouse également – CCE : non, l'utilisation des termes « *qui viennent vivre avec eux* », montre en effet que le législateur a clairement distingué 2 situations : d'une part, celle où le RF est exercé par l'ensemble de la famille telle qu'elle sera constituée ou reconstituée sur le sol belge, à savoir le conjoint du regroupant et les enfants mineurs, qu'il s'agisse de ceux du couple, de ceux issus du regroupant ou de ceux de son conjoint issu d'une autre union, et, d'autre part, celle où le droit au regroupement familial n'est exercé que par les seuls enfants => OE a valablement pu considérer qu'aucune des 2 conditions n'était remplie.

Sur l'art 12bis, §7 de la Loi qui impose la prise en compte de l'intérêt supérieur des enfants : dans le recours introduit à l'encontre du 1er refus de visa en 2017, la PR avait invoqué la situation difficile en Irak (menace par Daesh et conditions de vie très précaires en camp de réfugiés) – aucune motivation quant à ce – Arg NO : il fallait introduire une demande de visa humanitaire pour les enfants – CCE : pas pertinent vu art 12bis, §7 – annulation.

« 4.3. En l'espèce, il n'est pas contesté que le délai d'un an, prévu à l'article 10, § 2, alinéa 5, de la loi du 15 décembre 1980, était largement dépassé à la date des demandes de visa, sans explication à ce sujet dans celles-ci.

Le cadre dans lequel ces demandes doivent être examinées est dès lors le cadre commun, et non le régime dérogatoire applicable aux membres de la famille d'une personne bénéficiant d'une protection internationale en Belgique.

Conformément à l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse pouvait donc valablement exiger que le 1^{er} requérant prouve la réunion des conditions citées dans la motivation des actes attaqués, sauf application de la dispense accordée aux enfants mineurs qui viennent seuls[1], ce qui sera vérifié au point 4.4.2., b).

Les 3 actes attaqués reposent sur le constat selon lequel les demandeurs n'apportent pas la preuve que leur père dispose :

- d'une part, d'un logement suffisant et répondant aux conditions fixées à l'article 26/3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers,

- et, d'autre part, de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants.

4.4.1. **A titre principal**, s'agissant de la condition de disposer d'un logement suffisant, les parties requérantes ne contestent pas que la preuve n'en a pas été apportée avant la prise des actes attaqués.

Elles estiment cependant que, compte tenu des circonstances de fait, il appartenait à la partie défenderesse de leur laisser un temps raisonnable pour compléter leur dossier.

A cet égard, le Conseil d'Etat a cassé le précédent arrêt du Conseil[2] , et jugé ce qui suit :

« Lorsque, comme en l'espèce, l'autorité doit adopter une décision, après avoir été saisie de la demande de séjour d'un administré, le droit à être entendu du demandeur est assuré par la possibilité dont il dispose de faire connaître utilement son point de vue, avant l'adoption de la décision, dans la demande qu'il soumet à l'administration dès lors qu'il est informé, lorsqu'il formule sa demande, des exigences légales au regard desquelles l'autorité va statuer.

Certes, après que celle-ci a pris une décision, elle n'est plus appelée à statuer pendant la durée de la procédure juridictionnelle en annulation lorsque cet acte fait l'objet d'un recours devant le Conseil du contentieux des étrangers. Toutefois, contrairement à ce que font valoir les parties adverses, elles peuvent informer l'autorité durant la procédure juridictionnelle de l'évolution de leur situation qui peut avoir une incidence sur l'appréciation d'une condition d'octroi de l'avantage qu'elles ont sollicité. Dès lors qu'elles ont formé un recours juridictionnel contre la première décision, que celle-ci pourrait être annulée et qu'en conséquence, l'autorité devrait statuer à nouveau sur la demande de séjour, il appartient à l'administré d'informer d'initiative l'autorité de l'évolution de sa situation afin qu'elle dispose des éléments nécessaires pour se prononcer à nouveau en cas d'annulation de la décision contestée.

En décidant que le respect du droit d'être entendu requiert, après un arrêt annulant une première décision, que l'autorité qui envisage de se fonder sur l'absence de preuve d'un logement suffisant pour statuer à nouveau, laisse un délai raisonnable aux demandeurs de séjour pour actualiser leur demande, le Conseil du contentieux des étrangers a donc violé la portée du principe *audi alteram partem* et du droit d'être entendu" [3].

Vu l'enseignement de cet arrêt du Conseil d'Etat, l'argumentation de la partie requérante relative à la violation du droit d'être entendu des requérants, ne peut être suivie.

De plus, l'argumentation développée à titre subsidiaire, n'est pas étayée.

En effet, les parties requérantes ne démontrent pas que la motivation des actes attaqués, relative à la condition du logement, est disproportionnée ou constitutive d'une erreur manifeste d'appréciation.

Elles ne produisent aucune information ou commencement de preuve quant à l'argument selon lequel le logement du 1^{er} requérant sera adapté "en fonction des membres de sa famille, une fois arrivés".

4.4.2. S'agissant de la condition de disposer de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants

a) Les parties requérantes ne contestent pas

- que le 1^{er} requérant n'a jamais été inscrit comme travailleur,
- et que rien ne démontre qu'il ne percevait plus une aide sociale, alors que l'article 10, § 5, de la loi du 15 décembre 1980 exclut les moyens de subsistance provenant de régimes d'assistance complémentaires.

b) Elles font valoir que les enfants mineurs du 1^{er} requérant sont dispensés de cette condition, puisque leur mère n'a pas demandé à bénéficier également du regroupement familial.

Elles précisent

- que le 1^{er} requérant ne serait rejoint que par les enfants mineurs au nom desquels il agit avec leur mère,
- et que le regroupement familial doit s'envisager « famille par famille ».

L'article 10, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 précise que

« Cette condition [de disposer de revenus stables, réguliers et suffisants] n'est pas applicable si l'étranger ne se fait rejoindre que par les membres de sa famille visés au §1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o tirets 2 et 3 »,

c'est-à-dire lorsqu'il n'est rejoint que par ses enfants, issus d'une union actuelle ou d'une précédente union, ou ceux de son conjoint ou partenaire.

Le Conseil ne peut cependant suivre les parties requérantes en ce qu'elles soutiennent que les 2 cellules familiales, créées par le 1^{er} requérant, doivent s'envisager séparément.

L'utilisation des termes « *qui viennent vivre avec eux* », dans l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1, 4^o, tirets 3 et 4, de la même loi, montre en effet que le législateur a clairement distingué 2 situations :

- d'une part, celle où le droit au regroupement familial avec le regroupant est exercé par l'ensemble de la famille telle qu'elle sera constituée ou reconstituée sur le sol belge, à savoir le conjoint ou le partenaire du regroupant, et les enfants mineurs qu'ils s'agissent de ceux du couple, de ceux issus du regroupant ou de ceux de son conjoint ou partenaire issus d'une autre union,
- et, d'autre part, celle où le droit au regroupement familial n'est exercé que par les seuls enfants.

Cette lecture est par ailleurs confirmée par les travaux préparatoires de la loi du 8 juillet 2011 :

« On observera qu'une exception à l'obligation de disposer de ressources suffisantes s'applique aux cas visés à l'article 10, § 2, alinéa 5, (regroupement familial concernant des membres de la famille d'un étranger reconnu réfugié et d'un étranger bénéficiant de la protection subsidiaire pour autant que la demande ait été introduite dans l'année suivant la

reconnaissance) et lorsque ce n'est pas le conjoint ou le partenaire qui recourt au regroupement familial mais où le regroupement ne concerne que les enfants mineurs qui rejoignent un parent »[4].

4.4.3. Il résulte de ce qui précède que la partie défenderesse a valablement pu considérer qu'aucune des 2 conditions susmentionnées n'était remplie.

4.5.1. **A titre subsidiaire**, les parties requérantes se réfèrent

- tant au droit européen qu'au droit belge (à savoir, l'article 5, § 5 de la Directive 2003/86/CE, qui impose la prise en considération de l'intérêt supérieur de l'enfant mineur, et l'article 12bis, § 7, de la loi du 15 décembre 1980, qui le transpose en droit belge),

- et à la jurisprudence de la CJUE[5].

Elles soutiennent que la partie défenderesse

- ne pouvait se contenter de relever que ladite condition de moyens de subsistance suffisants, n'était pas remplie,

- et n'a pas « *procéd[é] à une appréciation équilibrée et raisonnable de tous les intérêts en jeu, en tenant particulièrement compte de ceux des enfants concernés* »[6].

4.5.2. En l'espèce,

a) L'article 12bis, §7, de la loi du 15 décembre 1980[7] imposait à la partie défenderesse de prendre en considération l'intérêt supérieur des enfants mineurs, lors de l'examen de la demande de regroupement familial.

b) La CJUE a eu l'occasion de préciser ce qui suit :

« 53. [...] la marge d'appréciation reconnue aux États membres ne doit pas être utilisée par ceux-ci d'une manière qui porterait atteinte à l'objectif de la directive 2003/86 et à l'effet utile de celle-ci. En outre, ainsi qu'il ressort du considérant 2 de cette directive, celle-ci reconnaît les droits fondamentaux et observe les principes consacrés par la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après la « Charte ») (voir, en ce sens, arrêt du 6 décembre 2012, O e.a., C-356/11 et C-357/11, EU:C:2012:776, points 74 et 75).

54. Partant, il incombe aux États membres non seulement d'interpréter leur droit national d'une manière conforme au droit de l'Union, mais également de veiller à ne pas se fonder sur une interprétation d'un texte du droit dérivé qui entrerait en conflit avec les droits fondamentaux protégés par l'ordre juridique de l'Union (voir, en ce sens, arrêts du 27 juin 2006, Parlement/Conseil, C-540/03, EU:C:2006:429, point 105; du 23 décembre 2009, Deticek, C-403/09 PPU, EU:C:2009:810, point 34, ainsi que du 6 décembre 2012, O e.a., C-356/11 et C-357/11, EU:C:2012:776, point 78).

55. Or, l'article 7 de la Charte, qui reconnaît le droit au respect de la vie privée ou familiale, doit être lu en corrélation avec l'obligation de prise en considération de l'intérêt supérieur de l'enfant, reconnu à l'article 24, paragraphe 2, de la Charte, et en tenant compte de la nécessité pour un enfant d'entretenir régulièrement des relations personnelles avec ses deux parents, exprimée à l'article 24, paragraphe 3, de la Charte (arrêt du 27 juin 2006, Parlement/Conseil, C-540/03, EU:C:2006:429, point 58).

56. Il s'ensuit que les dispositions de la directive 2003/86 doivent être interprétées et appliquées à la lumière de l'article 7 et de l'article 24, paragraphes 2 et 3, de la Charte, ainsi qu'il ressort d'ailleurs des termes du considérant 2 et de l'article 5, paragraphe 5, de cette directive, qui imposent aux États membres d'examiner les demandes de regroupement en cause dans l'intérêt des enfants concernés et dans le souci de favoriser la vie familiale (arrêt du 6 décembre 2012, O e.a., C-356/11 et C-357/11, EU:C:2012:776, point 80).

57. À cet égard, il incombe aux autorités nationales compétentes de procéder à une appréciation équilibrée et raisonnable de tous les intérêts en jeu, en tenant particulièrement compte de ceux des enfants concernés (arrêt du 6 décembre 2012, O e.a., C-356/11 et C-357/11, EU:C:2012:776, point 81).

58. Il convient en outre de tenir compte de l'article 17 de la directive 2003/86 qui impose une individualisation de l'examen des demandes de regroupement (arrêts du 9 juillet 2015, K et A, C-153/14, EU:C:2015:453, point 60, ainsi que du 21 avril 2016, Khachab, C-558/14, EU:C:2016:285, point 43), lequel doit prendre dûment en considération la nature et la solidité des liens familiaux de la personne et sa durée de résidence dans l'État membre ainsi que l'existence d'attaches familiales, culturelles ou sociales avec son pays d'origine (arrêt du 27 juin 2006, Parlement/Conseil, C-540/03, EU:C:2006:429, point 64).

59. Par conséquent, il incombe aux autorités nationales compétentes, lors de la mise en œuvre de la directive 2003/86 et de l'examen des demandes de regroupement familial, de procéder, notamment, à une appréciation individualisée qui prenne en compte tous les éléments pertinents du cas d'espèce et qui prête, le cas échéant, une attention particulière aux intérêts des enfants concernés et au souci de favoriser la vie familiale. En particulier, des circonstances telles que l'âge des enfants concernés, leur situation dans leur pays d'origine et leur degré de dépendance par rapport à des

parents sont susceptibles d'influer sur l'étendue et l'intensité de l'examen requis (voir, en ce sens, arrêt du 27 juin 2006, Parlement/Conseil, C-540/03, EU:C:2006:429, point 56). En tout état de cause, ainsi que le précise le point 6.1 des lignes directrices, aucun élément considéré isolément ne peut automatiquement aboutir à une décision »[8] (le Conseil souligne).

La CJUE a jugé également ce qui suit :

« 80. [...] en déterminant, notamment, si les conditions énoncées à l'article 7, paragraphe 1, de la directive 2003/86 sont remplies, les dispositions de cette directive doivent être interprétées et appliquées à la lumière des articles 7 et 24, paragraphes 2 et 3, de la Charte, ainsi qu'il ressort d'ailleurs des termes du considérant 2 et de l'article 5, paragraphe 5, de cette directive, qui imposent aux États membres d'examiner les demandes de regroupement en cause dans l'intérêt des enfants concernés et dans le souci de favoriser la vie familiale.

81. Il incombe aux autorités nationales compétentes, lors de la mise en œuvre de la directive 2003/86 et de l'examen des demandes de regroupement familial, de procéder à une appréciation équilibrée et raisonnable de tous les intérêts en jeu, en tenant particulièrement compte de ceux des enfants concernés»[9].

4.5.3. Il s'ensuit que la partie défenderesse ne pouvait se contenter de rejeter des demandes de regroupement familial, formulées au nom d'enfants mineurs, au motif que l'une ou plusieurs des conditions cumulatives, précisées dans l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980, n'étaient pas réunies.

Elle devait également procéder à la prise en considération de l'ensemble des éléments de la cause, dont elle avait connaissance et de nature à influencer sur son appréciation du bien-fondé de ces demandes, tels que, en l'espèce, la qualité de bénéficiaire d'une protection internationale du regroupant, et l'intérêt supérieur des enfants visés.

4.5.4. En l'espèce, ni la motivation des actes attaqués, ni le dossier administratif, ne montre que le critère de l'intérêt supérieur des enfants mineurs a été pris en considération.

La partie défenderesse avait pourtant été informée de la situation des enfants visés, dans leur pays d'origine, dans le recours introduit à l'encontre des 1ers refus de visa, pris le 7 mars 2017 (point 1.4.).

Dans ce recours, les parties requérantes avaient fait valoir la « désorganisation de l'administration et les violences prévalant dans la région, rendant les déplacements difficiles et dangereux. [...] Le 4 août, les deux familles ont dû redescendre en ville pour se ravitailler en nourriture et ont subis des bombardements aériens. Ils se sont cachés dans une mosquée qui elle-même s'est faite bombardée. En fuyant à nouveau vers les montagnes, ils se sont tous faits attrapés par les troupes de Daesh, mais ont pu s'échapper suite aux explosions dues aux bombes. Trois sœurs et trois frères de sa deuxième épouse, n'ont pas réussi à s'enfuir. Monsieur vient d'apprendre que les trois sœurs vont être relâchées sur paiement d'une rançon de 30.000 euros, tandis que les trois frères sont toujours détenus par Daesh. Les deux familles de Monsieur se sont cachées dans les montagnes avant de se rendre au Camp [...], au Kurdistan irakien où elles vivent depuis lors. [...] Les requérants sont majoritairement de jeunes enfants, déplacés dans leur région affectée par une grande violence et vivant depuis trois ans dans un camp où leurs conditions de vie sont tout à fait misérable. La famille habite dans une simple tente au sein d'un camp de réfugiés en bordure de frontière turque. Les conditions de vie de la famille y sont très précaires ».

Elles avaient également fait valoir plusieurs rapports d'organisations internationales, à cet égard.

Toutefois, comme le relèvent les parties requérantes, la partie défenderesse

- a rejeté les demandes de manière automatique, en raison de la non réunion des conditions requises par l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980,
- et n'a pas tenu dûment compte de l'intérêt supérieur des enfants mineurs, comme le requiert pourtant l'article 12bis, § 7, de la loi du 15 décembre 1980.

Par conséquent, la partie défenderesse a

- méconnu l'article 12bis, § 7, de la loi du 15 décembre 1980,
- et manqué à son obligation de motivation des actes administratifs.

4.6. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse répond, en substance, ce qui suit :

- les demandes ont été formulées sur la base de l'article 10, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980 et, à aucun moment, que ce soit lors de l'introduction de ces demandes ou en cours de procédure, les parties requérantes n'ont émis le souhait de bénéficier d'une dérogation par rapport aux exigences légales,
- dans cette hypothèse, l'introduction de demandes de visas humanitaires aurait pu et dû être envisagée,
- en conséquence, les parties requérantes doivent assumer les conséquences de leurs choix procéduraux.

Cette motivation ne suffit pas à renverser les constats qui précèdent.

En effet, l'article 12bis, § 7, de la loi du 15 décembre 1980 impose à la partie défenderesse de tenir dûment compte de l'intérêt supérieur des enfants, dans le cadre même de l'examen d'une demande de regroupement familial.

Les reproches adressés aux parties requérantes ne sont donc pas pertinents.

En effet, il s'agit d'enfants mineurs qui souhaitent rejoindre leur père, bénéficiaire de la protection subsidiaire, en Belgique.

La situation des enfants dans leur pays d'origine a été portée à la connaissance de la partie défenderesse, dans le recours introduit à l'encontre des 1ers refus de visa, pris le 7 mars 2017 (voir point 4.5.4.).

Partant, l'intérêt des enfants à rejoindre leur père en Belgique a été porté à la connaissance de la partie défenderesse. »

[1] Article 10, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980

[2] CCE arrêt n°247 444 du 14 janvier 2021

[3] C.E. arrêt n°259.203 du 20 mars 2024

[4] Doc. parl., Ch. repr., sess. ord., 2010-2014, n° 0443/014, p. 26.

[5] plus spécifiquement : CJUE, arrêt *O., S. et Maahanmuuttovirasto* (C-356/11 et C-357/11) du 6 décembre 2012

[6] *Ibidem*

[7] qui assure la transposition en droit belge de l'article 5, § 5, de la Directive 2003/86/CE

[8] CJUE, 13 mars 2019, *E. contre Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie*, C-635/17

[9] CJUE, 6 décembre 2012, *O. e.a.*, C-356/11 et C-357/11

CCE arrêt 313583 du 26/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Palestine

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus de visa RF – 40ter (conjointe gazaouie de Belge) – Faits : demande introduite au poste diplomatique de Jérusalem le 31 août 2023, M. vient rendre visite à son épouse avant le 7 octobre, y est blessé, hospitalisé et reconnu en incapacité de travail du 28/10/23 au 28/02/24 en raison d'un risque de PTSD ; le 20/12/23 l'OE sursoit à statuer et écrit au requérant pour demander + d'infos sur ses revenus ; le 24/01/24, l'OE écrit à la personne d'un CAW qui suit le dossier du couple, laquelle tente de fournir des documents sur les revenus / dépenses et indique qu'il est à Gaza avec sa femme ; M. réussit à revenir en B. le 01/03 – AA le 29/02 : plus de revenus depuis octobre 2023 – CCE : les preuves documentaires annexées à la requête, notamment quant au « traumatisme de guerre avec blessures multiples » n'ont pas été produites avant la prise de l'AA ; toutefois, le couple a raisonnablement été empêché de transmettre ces éléments en temps utile – l'OE savait qu'ils étaient à Gaza ; la PD avait elle-même constaté l'impossibilité de joindre le regroupant dans un courriel au CAW – PD n'a pas répondu au collaborateur du CAW qui l'interrogeait quant aux preuves encore manquantes et n'a pas sollicité d'informations complémentaires sur le retour éventuel de l'époux de la requérante et ses possibilités de communication - l'OE ne mentionne pas ces circonstances spécifiques, alors qu'elles étaient susceptibles d'avoir une incidence évidente sur l'issue de la demande – lorsque la PD demande complément d'informations, elle sait que le regroupant est à Gaza où la situation de guerre est de notoriété publique et donc qu'il est incapable de répondre efficacement (voire, pas du tout, par périodes) => motivation insuffisante voire inadéquate dans les circonstances très spécifiques de l'espèce – à titre surabondant : PR invoque à l'audience que la réintroduction d'une nouvelle demande serait extrêmement difficile – principe de proportionnalité : Le Conseil reste sans comprendre la raison pour laquelle, alors qu'il avait été décidé de surseoir à statuer, la PD prend la décision attaquée, bien qu'elle était informée des difficultés matérielles évidentes pouvant empêcher temporairement le regroupant de répondre correctement à sa demande du 20/01/23. – PD devait s'enquérir, auprès de l'intermédiaire du CAW, de l'éventuel retour du requérant, voire, de patienter durant un délai raisonnable afin que le regroupant puisse accéder à internet ou qu'il rentre sur le territoire belge - incapacité physique, en conséquence de blessures infligées dans un contexte de guerre + PTSD = force majeure empêchant la réponse à la demande d'informations – annulation.

« 3.2. En l'occurrence, la décision attaquée est fondée sur le motif selon lequel « *les documents qui ont été apportés à l'appui de la présente demande ne permettent pas d'établir que la personne à rejoindre en Belgique dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants* » tel qu'exigé par l'article 40ter, §2, de la loi du 15 décembre 1980, lequel motif repose lui-même sur les constats que « *il ressort de la consultation de Dimona du 29/02/2024 (DMFA) et des fiches de paie qui ont été produites que depuis octobre 2023, [S.B.S.S.] ne perçoit plus de salaire ; il a seulement reçu une allocation extra-légal* » et que « *le regroupant n'a remis aucun document relatif à la perception d'un revenu de remplacement éventuel* », en telle sorte que « *l'Administration n'est donc pas en mesure de déterminer le montant des revenus mensuels actuels du regroupant* ».

3.3. Cette motivation est contestée par la partie requérante. Si, certes, elle ne soutient pas que le regroupant aurait perçu un salaire ou des allocations de chômage pour la période d'octobre 2023 à février 2024, elle invoque, en substance, que la motivation est muette sur les circonstances particulières de la cause ayant conduit le requérant à ne pas pouvoir produire de revenus durant cette période, et invoque l'existence d'un cas de force majeure, soulignant au demeurant que le regroupant a repris le travail dès son retour. Elle reproche à la partie défenderesse le caractère disproportionné et déraisonnable de l'appréciation à laquelle elle s'est livrée.

Sur les circonstances particulières de la présente espèce, la partie requérante fait notamment valoir à cet égard qu'en octobre 2023, le regroupant se trouvait à Gaza, qu'il a été victime « d'un traumatisme de guerre avec blessures multiples le 28.10.2023 » et qu'il n'est rentré en Belgique que le 1^{er} mars 2024. Elle produit également divers documents pour étayer ses allégations.

3.4.1. Force est de constater que ces preuves documentaires sont invoquées pour la première fois en termes de recours, et n'ont pas été soumises à l'appréciation de la partie défenderesse en temps utile. Cependant, à la lecture du dossier, le Conseil constate que la requérante et le regroupant ont raisonnablement été empêchés de transmettre ces éléments, en temps utile, à la partie défenderesse. Le Conseil souligne, sur ces éléments nouveaux, qu'il ressort de la teneur de

l'attestation datée du 28 octobre 2023 et établie par un médecin du « Aqsa Hospital », que le regroupant a été hospitalisé dans ledit hôpital en raison de « *traumatic injury and it was found broken 7th rib in left side, bilaterally bruises in legs with dislocated of ankle ligament on left side. [...] patient shows mild symptoms of concussion* », et qu'il a été considéré comme incapable de travailler du 28 octobre 2023 au 28 février 2024 en raison d'un risque de syndrome post-traumatique.

Le Conseil constate surtout que si ces documents n'ont pas été transmis en temps utile, il ressortait néanmoins du dossier administratif que les circonstances que le regroupant et la requérante étaient à Gaza, dans une situation précaire, sans accès à internet, ont bien été portées à la connaissance de l'Office des étrangers, et ce, à plusieurs reprises dans des courriels datés du 17/1/2024, 18/1/2024 et 9 février 2024, par l'intermédiaire d'un collaborateur du CAW Oost-Vlaanderen.

Le courriel du 9 février 2024 mentionnait, par exemple, « [le regroupant] *verblijft momenteel in Gaza, bij zijn vrouw. Er is geen contact opgenomen ivm een evacuatie, maar het crisiscentrum kan hier voorlopig nog geen antwoord op geven* ».

Il appert que ce collaborateur du CAW, a, autant que possible, tenté d'assurer le suivi du dossier, en l'absence de l'époux de la requérante et au vu de la situation de la requérante, en produisant des fiches de paie et des documents relatifs à ses dépenses, en réponse au courriel de la partie défenderesse du 20 décembre 2023

Pour le surplus, le Conseil note que la partie défenderesse avait déjà fait le constat, elle-même, d'une impossibilité de joindre le regroupant puisque, dans le courriel du 25 janvier 2024, envoyé en copie au regroupant ainsi qu'au CAW, elle précisait « *Ik had eerder een email verstuurd naar mijnheer, maar blijkbaar is hij niet toegekomen* ».

Malgré l'ensemble de ces courriels et de ces informations sur la situation spécifique du regroupant et de la requérante, il appert, à la lecture du dossier, que la partie défenderesse n'a pas répondu au collaborateur du CAW qui l'interrogeait quant aux preuves encore manquantes et n'a pas sollicité d'informations complémentaires sur le retour éventuel de l'époux de la requérante et ses possibilités de communication.

3.4.2. A l'instar de la partie requérante en termes de recours, le Conseil constate, d'emblée, qu'à aucun moment, ces circonstances spécifiques ne sont mentionnées dans l'acte attaqué, alors qu'elles étaient susceptibles d'avoir une incidence évidente sur l'issue de la demande. La partie défenderesse reste totalement silencieuse quant au fait que le requérant, lorsqu'il est invité à compléter sa demande - entre autres, en raison des constats qu'elle fait après la consultation de la base de données DIMONA -, est à Gaza, où la situation de guerre est de notoriété publique, et qu'il est dans l'impossibilité de communiquer efficacement (voire, pas du tout, par périodes). Elle se limite, sur ce point, sans s'interroger plus avant sur l'impact de ces circonstances, et sans motiver les raisons pour lesquelles elle n'estime pas devoir en tenir compte, à constater l'absence de preuves de revenus depuis octobre 2023.

3.4.3. Le Conseil estime que la partie requérante invoque donc valablement une violation de l'obligation de motivation formelle et matérielle incombant à la partie défenderesse -cette dernière invoquant une violation des articles 2 et 3 de la loi précitée du 21 juillet 1991 et de l'article 62 de la loi précitée du 15 décembre 1980-. Le Conseil conclut qu'il ressort de ce qui précède que la motivation est, dans les circonstances très spécifiques de l'espèce, insuffisante voire inadéquate.

3.5.1. A titre surabondant, le Conseil rappelle que, lors de l'audience, le conseil du requérant est revenu sur la situation de la requérante et du regroupant et a insisté sur la situation de force majeure ressortant, en l'espèce, de l'état physique et mentale du regroupant attesté par les documents médicaux déposés en termes de recours, ainsi que de la situation à Gaza où se trouvait ce dernier et où vit la requérante. Elle a souligné que l'époux de la requérante l'a assistée dans l'introduction de sa demande de visa. Elle a insisté, en substance, sur le fait qu'au vu de la situation, la réintroduction d'une nouvelle demande serait extrêmement difficile.

3.5.2. A cet égard, le Conseil rappelle que le principe général de droit de la proportionnalité requiert qu'il existe un rapport raisonnable entre les motifs de fait fondant un acte administratif et son objet.

Le Conseil estime, au vu du contexte -que la partie défenderesse ne pouvait ignorer- et compte tenu aussi de l'existence des preuves de l'exercice d'un travail et de revenus déjà déposées par la partie requérante, que le fait, pour la partie défenderesse, de prendre une décision -mentionnant dès lors n'être *pas en mesure de déterminer le montant des revenus mensuels actuels du regroupant* -, n'apparaît pas *in casu* objectivement et raisonnablement justifiée, dans son principe et dans son ampleur, par rapport à l'objectif poursuivi.

Le Conseil reste sans comprendre la raison pour laquelle, alors qu'il avait été décidé de surseoir à statuer car des informations complémentaires étaient nécessaires, la partie défenderesse prend la décision attaquée, bien qu'elle était informée des difficultés matérielles évidentes pouvant empêcher temporairement le regroupant de répondre correctement à sa demande du 20 janvier 2023. Le Conseil rappelle qu'elle savait que le regroupant s'était rendu à Gaza et était de l'impossibilité d'accéder aisément à internet. Dès lors, le Conseil estime qu'il lui appartenait, à tout le moins,

pour pouvoir statuer en étant correctement et suffisamment informée, de s'enquérir, auprès de l'intermédiaire du CAW, de l'éventuel retour du requérant, voire, de patienter durant un délai raisonnable afin que le regroupant puisse accéder à internet ou qu'il rentre sur le territoire belge.

3.5.3. Pour le surplus, le Conseil observe, à toutes fins utiles, qu'une incapacité physique, en conséquence de blessures infligées dans un contexte de guerre, répond aux critères d'une situation de cas de force majeure, laquelle requiert un triple caractère d'irrésistibilité, d'imprévisibilité et d'extériorité. Le requérant, outre les blessures physiques et la situation de conflit l'ayant mis dans l'impossibilité de suivre correctement son dossier lui-même et de communiquer les informations requises, semble souffrir, de surcroît, d'un PTSD, selon le certificat médical établi en Belgique, le 6 mars 2024. Il apparaît donc plausible que le regroupant et la requérante n'aient pas été en mesure de faire le nécessaire pour fournir les informations requises par la partie défenderesse, en raison de cette situation de force majeure. Il apparaît, en outre, qu'avec le recours, la partie requérante produit des éléments susceptibles d'avoir une incidence sur le sens de la décision et s'apparentant aux éléments sollicités par l'Office des étrangers, principalement s'agissant des ressources du regroupant, et accessoirement s'agissant de la relation alléguée.

Il appartiendra alors, désormais, à la partie requérante de produire tous les éléments qu'elle juge nécessaires auprès de l'Office des étrangers, en réponse à sa demande d'informations à laquelle elle n'avait pu valablement répondre.

3.6.1. En réponse aux développements de la note d'observations invoquant que les explications fournies en termes de recours n'ont pas été avancées à l'appui de la demande de visa et ne sauraient être prises en compte dans le cadre du présent contrôle de légalité, ou ne sauraient avoir été prises en considération par la partie défenderesse, le Conseil constate qu'ils ne sont pas de nature à remettre en cause les développements qui précèdent dans la mesure où il ressort que la partie défenderesse aurait dû, au vu des circonstances de l'espèce et des informations dont elle disposait, surseoir à statuer sur le dossier de la requérante, ou, à tout le moins, s'enquérir du retour prévu du regroupant dont les preuves des moyens de subsistance devaient être complétées, pour pouvoir décider sur la base d'informations complètes -et qu'elle avait estimé nécessaires-.

En ce que la partie défenderesse invoque, qu'en réalité, le Conseil est invité à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse, le Conseil entend souligner que si, certes, l'Office des étrangers dispose d'un pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, le Conseil, saisi du contrôle de légalité d'un acte, peut cependant être amené à examiner si l'Office des étrangers a pris sa décision en s'appuyant sur des éléments de fait réellement existants et pertinents, qui ont été constatés avec toute la rigueur nécessaire, s'il les a appréciés correctement en mettant rigoureusement en balance tous les intérêts en cause et si, sur cette base, il a pu prendre sa décision dans les limites du raisonnable (voy. aussi, en ce sens, CE, n° 259.787 du 21 mai 2024)

3.6.2. Enfin, et en toutes hypothèses, le Conseil observe qu'en termes de note d'observations, la partie défenderesse se limite à affirmer que la motivation est adéquate. Ce faisant, elle ne répond pas au grief reprochant une absence totale, dans la motivation de l'acte attaqué, de prise en considération des circonstances particulières de l'espèce. A cet égard, le Conseil rappelle qu'il ressort du dossier qu'hormis la circonstance que le regroupant était en incapacité physique, elle ne pouvait pas ignorer ces circonstances particulières, et ce même en l'absence de communication des documents joints au recours en temps utile.

3.6.3. Le Conseil relève, à titre tout à fait surabondant, que, dans sa note, la partie défenderesse ne s'exprime pas sur l'invocation, par la partie requérante, du bénéfice de la reconnaissance d'une situation de force majeure.

Par ailleurs, en affirmant que la partie requérante reste en défaut de démontrer le caractère disproportionné de l'appréciation portée par la partie défenderesse, sans autrement expliciter cette allégation, la partie défenderesse ne remet pas en cause les développements tenus ci-avant et aux termes desquels il est conclu à une violation du principe de proportionnalité.

3.7. Il résulte de ce qui précède que, tel que circonscrit, le moyen en ce qu'il est pris des griefs tirés d'une motivation incomplète voire inadéquate, d'une violation du principe de proportionnalité et d'une appréciation déraisonnable de la cause, est fondé. »

procédure CCE

Annulation

nationalité

Serbie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder BGV - verwerping - gezinshereniging met Belgisch kind - afstammingsband wordt niet aangetoond - geboorteakte van het kind vermeldt enkel de moeder - artikelen 43 en 44 van het Vreemdelingenbesluit - cascadesysteem - indien het onmogelijk is voor de betrokken vreemdeling om een officieel document voor te leggen, kunnen andere geldige bewijzen voorgelegd worden - indien deze andere geldige bewijzen niet voorgelegd kunnen worden, kan een "aanvullende analyse" uitgevoerd worden - in casu heeft VP niet aangetoond zich in de onmogelijkheid te bevinden om een officieel document voor te leggen, bijvoorbeeld een erkenningsakte - geen mogelijkheid om DNA-test toe te staan - bovendien geen bewijs dat identiteit van VP daadwerkelijk werd aangetoond bij afname DNA

2.3. Verzoeker dient dus het bewijs te leveren dat hij de vader is van E.M., die in België is geboren op 30 augustus 2022 en die de familienaam draagt van zijn moeder I.M.

2.4. Ter ondersteuning van zijn aanvraag maakte verzoeker een (Belgische) geboorteakte over waarin wordt aangegeven dat I.M., die de Belgische nationaliteit heeft, de moeder is van E.M. en dat zij diens geboorte op 6 juli 2023 heeft aangegeven bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de stad Aalst, die op dezelfde dag de geboorteakte opstelde. Ook worden de resultaten bijgevoegd van een DNA-onderzoek, uitgevoerd op 6 juni 2023, waaruit blijkt dat verzoeker met een aan zekerheid grenzende waarschijnlijkheid de vader is van E.M.

[...]

2.6. Gelet op het gestelde in artikel 43 van het Vreemdelingenbesluit is artikel 44 van ditzelfde besluit ook van toepassing op personen die zich beroepen op de hoedanigheid van familielid van een Belg.

[...]

2.8. Uit het voormelde blijkt dat er sprake is van een cascadesysteem: het is in eerste instantie onmogelijk voor de betrokken vreemdeling om een officieel document voor te leggen, vervolgens is het onmogelijk om andere geldige bewijzen over te leggen, waarna de verwerende partij overgaat of laat overgaan tot een onderhoud met alle betrokkenen *"of tot elk ander onderzoek dat noodzakelijk wordt geacht en in voorkomend geval, voorstellen om een aanvullende analyse uit te laten voeren."*

2.9. In casu heeft verzoeker enkel een Belgische geboorteakte neergelegd waaruit de moederlijke afstamming blijkt en heeft hij niet aangetoond dat hij zich in de onmogelijkheid bevindt om een officieel document voor te leggen, met name een prenatale of postnatale erkenningsakte waarin verzoeker als vader wordt vermeld omdat hij het kind erkend heeft (er is immers geen sprake van een huwelijk tussen verzoeker en de moeder van het betrokken kind), aktes die kunnen worden verleden voor de ambtenaar van de burgerlijke stand (cf. artikel 327/1 e.v. van het Burgerlijk Wetboek).

2.10. De Raad kan het dan ook niet strijdig achten met artikel 44 van het Vreemdelingenbesluit dat verweerder, gelet op de omstandigheden die verzoekers zaak kenmerken, in de bestreden beslissing stelt dat *"er geen mogelijkheid [is] om de verwantschap op een andere manier aan te tonen overeenkomstig artikel 44 van het KB van 8.10.1981, zijnde de DNA-test"*.

2.11. Verzoeker is van oordeel dat uit een correcte lezing van artikel 44 van het Vreemdelingenbesluit volgt dat als het op basis van de geboorteakte onmogelijk is om de vader van het kind vast te stellen, er andere bewijsmiddelen moeten worden toegelaten, zoals een DNA-test.

2.12. Verzoeker kan echter niet worden gevolgd in zijn betoog. Het is niet omdat hij niet op de geboorteakte wordt vermeld als vader dat het per definitie onmogelijk is om een officieel document voor te leggen waarin hij wordt aangeduid als vader. Immers kan verzoeker E.M. erkennen als zijn zoon. Dat deze geboorteakte enkel een moederlijke afstammingsband bevat, betekent dus niet dat het onmogelijk zou zijn voor verzoeker om via een officieel document

zijn afstammingsband met het kind aan te tonen.

2.13. Bovendien brengt verzoeker niets in tegen de volgende afweging van verweerder over de DNA-test die verzoeker heeft voorgelegd, waardoor ze overeind blijft: *"Bovendien kan uit de voorgelegde DNA-test geenzins blijken dat UZA betrokkene daadwerkelijk geïdentificeerd heeft aan de hand van een geldig paspoort, waardoor evenmin afdoend wordt aangetoond dat het daadwerkelijk betrokkene is die de DNA-test onderging."*

CCE arrêt 313531 du 26/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Albanie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

9ter non fondé

composition du siège

1 juge

MUST READ - 9ter ongegrond - verwerping - 1) rechtspleging - drie "aanvullende nota's" met allerlei foto's en stukken, alsook nieuwe medische attesten - uit de debatten geweerd - geen ex nunc-toetsing mogelijk - dit werd voor een procedure 9ter VW door het Grondwettelijk Hof bevestigd - het staat verzoekers vrij om een nieuwe aanvraag in te dienen op grond van nieuwe elementen of een geëvolueerde medische situatie - 2) jong kind dat lijdt aan de ziekte van Duchenne, een spierziekte die altijd een fatale afloop zal kennen - gezin afkomstig uit Albanië - verzoekers tonen niet aan dat de zorgen in Albanië "insufficiënt" waren - kwaliteitsniveau van de medische zorgen - verzoekers betogen dat dit relevant is voor de levensverwachting van het kind - vastgestelde noodzakelijke zorgen en medicatie zijn beschikbaar en toegankelijk in Albanië - geen schending van artikel 9ter VW of van artikel 3 EVRM

1)

Verzoekers hebben drie "aanvullende nota's" ingediend op 17 november 2022, 27 juni 2023 en 21 mei 2024. Hieraan worden allerlei foto's en stukken toegevoegd alsook nieuwe medische attesten die niet alleen een update betreffen van de medische situatie van hun minderjarige zoon S.P. maar die ook handelen over een niet eerdere aangehaalde medische aandoening en psychologische begeleiding van verzoekster P.A. Tevens wordt een update gegeven over bijkomende hulpmiddelen die S.P. behoeft alsook over gedane aanpassingen thuis en op school. Er wordt beklemtoond dat S.P. ondertussen deelneemt aan een klinische studie van Pfizer. Het betreft een twee jaar lopende klinische studie die werd gestart op 22 februari 2023. Het betreft genterapie voor de ziekte van Duchenne, met een langdurige opvolging tot 4 jaar na afwerking van de studie.

Zoals reeds meegedeeld ter terechtzitting, worden deze drie "aanvullende nota's" uit de debatten geweerd. Nergens in de annulatieprocedure is immers voorzien in de mogelijkheid tot het neerleggen van dergelijke aanvullende nota's. De wettigheidstoetsing die de Raad krachtens artikel 39/2, § 2 van de Vreemdelingenwet uitoefent, staat een ex nunc-toetsing niet toe. Dit werd door het Grondwettelijk Hof specifiek voor het beroep tegen een beslissing waarbij een aanvraag op grond van artikel 9ter van de Vreemdelingenwet ongegrond werd verklaard, bevestigd. Het Hof stelde in dit verband: "[...]" (GwH 19 december 2019, nr. 206/2019, B.4). Het Grondwettelijk Hof oordeelde verder dat, wanneer de gezondheidstoestand van een verzoeker na het indienen van zijn beroep is gewijzigd, hij de mogelijkheid heeft om een nieuwe medische regularisatieaanvraag in te dienen, waarbij nieuwe medische elementen kunnen worden aangevoerd. Het Hof wees er ook op dat wanneer de tenuitvoerlegging van een verwijderingsmaatregel imminent wordt, een verzoeker de mogelijkheid heeft een vordering tot schorsing met uiterst dringende noodzakelijkheid in te dienen of om bij wege van voorlopige maatregelen de Raad te verzoeken om zo snel mogelijk uitspraak te doen over een reeds ingesteld schorsingsberoep tegen een verwijderings-maatregel. Het Hof wijst erop dat de Raad in het kader van deze schorsende procedures verplicht is om rekening te houden met de actuele gezondheidstoestand van de vreemdeling en de nieuwe bewijs-elementen in dat verband (artikel 39/82, §4, vierde lid en 39/85, §1, derde lid van de Vreemdelingenwet). Het Hof besluit daarom dat "de persoon wiens aanvraag voor een machtiging tot verblijf om medische redenen, ingediend op grond van artikel 9ter van de wet van 15 december 1980, is verworpen en wiens medische toestand sinds de instantie haar beslissing heeft genomen, is geëvolueerd, een daadwerkelijk beroep in de zin van artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens geniet" (GwH 19 december 2019, nr. 206/2019, B.7 t.e.m. B9 en B.11.; zie ook RvS 23 maart 2021, nr. 250.181).

Het staat dus verzoekers vrij om een aanvraag om verblijfsmachtiging op grond van artikel 9ter van de Vreemdelingenwet in te dienen op grond van de medische aandoening en psychologische begeleiding van verzoekster P.A. alsook een nieuwe aanvraag in te dienen op grond van nieuwe elementen of een geëvolueerde medische situatie van hun zoon P.S.

2)

3.8. Verzoekers wijzen er voorts in een inleidend betoog op dat hun zoon lijdt aan "Duchenne/Becker Spierdystrofie", een spierziekte die, zoals ook de arts-adviseur stelt in haar advies, altijd een fatale afloop zal kennen. Verzoekers benadrukken dat de ziekte van hun zoon niet kan worden genezen en dat enkel "ondersteuning en comfortzorg kan worden geboden". Ook dit kan worden gelezen in het advies van de arts-adviseur. Verzoekers wijzen erop dat hun zoon

alhier "optimale zorgen" krijgt die "niet zeker" zijn in Albanië, en "Dat het niet krijgen van de vereiste hulp en behandelingen zijn levensverwachtingen sterk kan beïnvloeden op een negatieve manier." Naar hun oordeel heeft hun zoon in het verleden onvoldoende zorgen gekregen in Albanië, waardoor zijn situatie "reeds zeer ernstig [is]".

[...]

3.10. De Raad wijst er vooreerst op dat een verblijfsmachtiging op grond van artikel 9ter van de Vreemdelingenwet niet moet worden toegekend omdat behandeling van een medische aandoening hier beter of kwalitatiever geschiedt dan in het land van herkomst. Wat wel telt is of de benodigde zorgen en medicatie al dan niet beschikbaar en toegankelijk zijn in Albanië. De arts-adviseur is van oordeel dat dit het geval is.

In het advies van de arts-adviseur kan de door verzoekers niet betwiste vaststelling gelezen worden dat er voor hun zoon "geen genezing te verwachten is, enkel ondersteuning en comfortzorg is nodig".

[...]

De Raad stelt verder vast dat nergens uit blijkt dat de in Albanië geboden zorgen voor S.P. destijds "insufficiënt" waren. Dit blijkt alleszins niet uit het attest opgesteld op 15 juni 2021 door dr. A.S., werkzaam in het Mother Teresa-ziekenhuis in Albanië, noch uit het verslag opgesteld op 5 augustus 2021, opgesteld door dr. L.G., ASO Kinderneurologie, en dr. H.V., kinderneuroloog van het UZ Gent, na onderzoek van S.P. op 30 juli 2021, zoals verzoekers nochtans voorhouden in hun verzoekschrift. Nergens leest de Raad dat S.P. niet de vereiste hulp kon krijgen in Albanië toen de ziekte volgens verzoekers nog in een beginfase zat. De Raad leest in het eerst vermelde attest wel een correcte diagnose in april 2020 dat S.P. lijdt aan "Duchene Muscular Dystrophy". Verder leest de Raad hierin ook: "The child at that time was discharged from the clinic with supportive medication." Of "Het kind werd destijds ontslagen uit het ziekenhuis met ondersteunende medicatie." (vrije vertaling). Dit attest zegt verder niet dat de door de arts-adviseur weerhouden noodzakelijke medicatie, multidisciplinaire omkadering en orthopedische hulpmiddelen nergens werden of konden worden aangeboden in Albanië. Het is niet omdat hierover niets werd vermeld in het attest, dat dit niet bestaat of beschikbaar is. In het tweede vermelde attest leest de Raad onder het kopje "Onderzoeken" dat er sprak is geweest van "Labo's Albanië" met vermelding van de medische resultaten ervan. Onder het kopje "Recente anamnese", kan voor wat betreft de medische zorgen in Albanië worden gelezen: "Geen medicatie opgestart in Albanië. Behalve labo ook geen verdere onderzoeken. Wel 6 maanden medicament ingenomen voor de schildklier." Echter betreft dit een "anamnese" of een ziektegeschiedenis en wordt in dit attest nergens objectief vastgesteld dat de door de arts-adviseur weerhouden medicatie, multidisciplinaire omkadering en orthopedische hulpmiddelen niet werden of kunnen worden geboden in Albanië. Verder leest de Raad hierin ook niet dat de artsen die S.P. hebben onderzocht hebben vastgesteld dat de in Albanië geboden zorgen "insufficiënt" waren of dat S.P. in Albanië niet de vereiste medicatie kreeg en dat daardoor de toestand van S.P. momenteel sneller achteruit gaat dan de gemiddelde verwachtingen in vergelijkbare gevallen. De Raad merkt hierbij op dat de nood aan een opstart van corticoïden in België ook pas werd vastgesteld in het standaard medisch getuigschrift van 15 november 2021.

[...]

3.12. Verzoekers verwachten vooreerst dat er wel wordt gekeken naar het kwaliteitsniveau van de medische zorgen omdat de levensverwachting van S.P. ervan afhankelijk is. De Raad kan verzoekers echter niet volgen in hun betoog. Vooreerst gaan verzoekers er met hun betoog aan voorbij dat de arts-adviseur duidelijk vooropstelt dat het onderzoek naar de toegankelijkheid van de benodigde zorgen en medicatie niet bedoeld is "om zich ervan te verzekeren dat het kwaliteitsniveau van dit systeem vergelijkbaar is met het systeem dat in België bestaat". Immers, " Deze vergelijking zou tot gevolg hebben dat een verblijfsrecht zou worden toegekend aan elke persoon wiens systeem voor de toegang tot zorgverlening van minder goede kwaliteit zou zijn dan het systeem in België." Het toegankelijkheids-onderzoek is er wel op gericht om na te gaan of het systeem "de aanvrager in staat stelt om de vereiste zorgen te bekomen". De Raad ziet niet in waarom de arts-adviseur gelet op de medische aandoening van S.P. wel moet nagaan of het systeem dat de toegankelijkheid van de benodigde medische zorgen in Albanië moet garanderen even kwalitatief is als het systeem in België. Voor zover moet worden begrepen dat verzoekers het hebben over een beschikbaarheid van benodigde medicatie, multidisciplinaire zorgen en orthopedische hulpmiddelen die even kwalitatief moet zijn als in België, kan worden verwezen naar punt 3.10.

[...]

3.13. De Raad kan begrip opbrengen voor de wens van verzoekers om de beste verzorging voor hun kind te trachten te verkrijgen die zij in België situeren, doch benadrukt dat artikel 9ter van de Vreemdelingenwet er niet toe strekt te voorzien in een verblijfsmachtiging als de gezondheidszorg in België beter zou zijn dan in het land van herkomst of als er geen vertrouwen hierin is. Het is niet omdat S.P. in België mogelijkwijs een meer kwalitatieve behandeling geniet, zoals verzoekers aanvoeren (maar niet aantonen), dat de door de arts-adviseur vastgestelde noodzakelijke zorgen en medicatie die zij beschikbaar en toegankelijk acht in Albanië, niet rijmen met artikel 9ter van de Vreemdelingenwet of

artikel 3 van het EVRM. De Raad acht het nuttig in dit verband nog te verwijzen naar de zaak 41738/10 van het EHRM van 13 december 2016 (Paposhvili t. België) waarin het volgende kan worden gelezen: *"As regards the factors to be taken into consideration, the authorities in the returning State must verify on a case-by-case basis whether the care generally available in the receiving State is sufficient and appropriate in practice for the treatment of the applicant's illness so as to prevent him or her being exposed to treatment contrary to Article 3 (see paragraph 183 above). The benchmark is not the level of care existing in the returning State; it is not a question of ascertaining whether the care in the receiving State would be equivalent or inferior to that provided by the health-care system in the returning State. Nor is it possible to derive from Article 3 a right to receive specific treatment in the receiving State which is not available to the rest of the population."*

CCE arrêt 313534 du 26/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Burkina

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

MUST READ - Bijlage 20 zonder BGV - verwerping - gezinshereniging met Nederlandse moeder (Unieburger) - aanvrager is ouder dan 21 jaar en dient aan te tonen "ten laste" te zijn - situatie dient niet enkel te bestaan op moment van aanvraag, maar ook op ogenblik van nemen van de beslissing omtrent de aanvraag (RvS 26 maart 2024, nr. 259.251) - erkenning van het recht op gezinshereniging vereist niet enkel dat de aanvrager erover beschikt wanneer hij er aanspraak op kan maken, maar ook op het ogenblik dat de overheid een beslissing neemt over de aanvraag (RvS 30 maart 2018, 241.179) - verzoekster is, na de aanvraag ingediend te hebben, begonnen met werken in België - eigen inkomsten - Raad oordeelt dat dit geen overtollige motivering, maar een op zich dragende motivering is - verwijzing naar arrest HvJ Reyes - verzoekster, die moet aantonen ten laste te zijn, is al aan het werk terwijl de vestigingsprocedure nog loopt en puurt hieruit inkomsten, alvorens een verblijfsrecht werd erkend

3.3. Uit artikel 40bis, § 2, eerste lid, 3° van de Vreemdelingenwet volgt dus duidelijk dat de aanvrager die ouder is dan 21 jaar "ten laste" van de referentiepersoon dient te zijn. Deze situatie van afhankelijkheid dient niet alleen te bestaan op het ogenblik waarop de aanvraag wordt ingediend, maar ook op het ogenblik van het nemen van de beslissing omtrent deze aanvraag. Het houdt dus in dat de betrokken descendent aantoont dat hij ten laste was van de referentiepersoon in het land van herkomst en nog steeds ten laste is op het ogenblik van het treffen van de beslissing over de vestigingsaanvraag (cf. RvS 26 maart 2024, nr. 259.251). Er is slechts sprake van een onherroepelijk vastgesteld recht indien de overheid heeft vastgesteld dat de wettelijke voorwaarden zijn vervuld en zij aldus het verblijfsrecht heeft erkend, hetgeen op het ogenblik van het indienen van de aanvraag nog niet het geval is. De erkenning van het recht op gezinshereniging vereist niet enkel dat de aanvrager erover beschikt wanneer hij er aanspraak op kan maken, maar ook op het ogenblik dat de overheid een beslissing neemt over zijn aanvraag (cf. RvS 30 maart 2018, nr. 241.179).

[...]

3.5. In tegenstelling tot wat de verwerende partij aangeeft in haar nota – en waarvan verzoekster akte neemt in haar synthesememorie – betreft dit geen overtollige motivering, maar wel een op zich dragende motivering (cf. RvS 26 maart 2024, nr. 259.251). Het standpunt in de nota vindt trouwens geen steun in de bestreden beslissing. De betrokken overwegingen worden ook niet ingeleid door de woorden "Ten overvloede" of "Bovendien".

3.6. In casu betwist verzoekster niet dat zij, voordat de bestreden beslissing werd getroffen, inkomsten puurde uit tewerkstelling. Hierdoor kan ze niet worden beschouwd als zijnde ten laste van haar Nederlandse moeder, zoals kan worden gelezen in de in punt 3.4. vermelde overwegingen. De geciteerde overwegingen volstaan op zich om de bestreden beslissing te schragen gezien het gestelde in punt 3.3.

3.7. Dit alles staat niet haaks op de interpretatie van het begrip 'ten laste zijn' zoals gegeven door het Hof van Justitie in zijn rechtspraak. Hiermee moet immers rekening worden gehouden aangezien artikel 40bis, § 2, eerste lid, 3° van de Vreemdelingenwet de omzetting vormt van artikel 2, tweede lid, c) van de Richtlijn 2004/38/EG.

3.8. In het arrest Reyes van 16 januari 2014 heeft het Hof van Justitie gesteld: "[...]."

3.9. Het voormelde houdt dus in dat een descendent van een burger die ouder is dan 21 jaar, geen verblijfsrecht kan worden ontzegd als hij in het land van oorsprong ten laste was en hij, voordat er een verblijfsrecht werd erkend, goede vooruitzichten heeft op werk of werk zoekt. Het is de betrokkene ook toegestaan om, nadat hem het verblijfsrecht werd erkend, een activiteit als werknemer of zelfstandige uit te oefenen. Dit vloeit immers voort uit artikel 23 van de Burgerschapsrichtlijn, zoals ook verzoekster terecht opwerpt in haar synthesememorie .

3.10. Echter betreft de voorliggende situatie een andere situatie, met name de descendente van een Unieburger die ouder is dan 21 jaar en die moet aantonen dat zij ten laste is van de Unieburger, is al aan het werk terwijl de vestigingsprocedure nog loopt en puurt hieruit inkomsten, alvorens een verblijfsrecht werd erkend. Verweerder kan daarom worden gevolgd waar hij in de bestreden beslissing stelt: "Echter om gezinshereniging te kunnen genieten als

volwassene, ouder dan 21 jaar, dient men ten laste te zijn van de referentiepersoon. Er kan bezwaarlijk gesteld worden dat dit hier het geval is."

[...]

3.12. Aangezien de in punt 3.4. geciteerde overwegingen, die te maken hebben met de voorwaarde van nog ten laste te zijn op het ogenblik van het treffen van de bestreden beslissing, op zich volstaan om de bestreden beslissing te schragen, gaat de Raad niet in op de kritiek van verzoekster aangaande overwegingen in de bestreden beslissing die te maken hebben met de voorwaarde van het ten laste te zijn geweest van de Unieburger in het land van oorsprong, noch op het verweer op deze kritiek.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Nigeria

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 14ter

composition du siège

1 juge

Bijlage 14ter - vernietiging - verzoekster kwam naar België met een visum gezinshereniging, afgegeven in functie van een in België verblijfsgerechtigde derdelander die verzoekster echtgenoot is - niet langer een werkelijk huwelijks- of gezinsleven - artikel 11, §2, eerste lid, 2° VW - uitzonderingsgronden in artikel 11, §2, vierde lid VW - huiselijk en intrafamiliaal geweld - verzoekster heeft meerder stukken voorgelegd - sociaal verslag door het lokaal bestuur Boom - verzoekster verbleef samen met haar zoontje ongeveer drie en een halve maand in een vluchthuis en psychologische begeleiding is onontbeerlijk - lokaal bestuur Boom is een officiële overheidsinstantie en het stuk kan niet worden afgedaan als een eenzijdige verklaring die niet wordt gestaafd door officiële bewijsstukken - andere stukken niet concreet meegenomen in beoordeling - meerdere PV's - geen effectieve veroordeling wegens intrafamiliaal geweld vereist - schending materiële motiveringsplicht

2.8. In het administratief dossier bevindt zich het "*Sociaal verslag*" opgesteld op 15 maart 2023 door K.G., Woonbegeleiding, Lokaal Bestuur Boom-campus Boom. De Raad leest hierin, zoals ook weergegeven door verzoekster en verweerder, dat verzoekster samen met haar zoon A.D. ongeveer drie en een halve maand verbleef in het vluchthuis in Mechelen en dat zij op het moment dat het "*Sociaal verslag*" werd opgesteld verbleef in de noodbedden van KINA "*omdat zij niet terug naar huis kan keren (situatie intra familiaal geweld)*". De Raad leest verder dat K.G. verklaart dat de "*situatie van geweld*" een zodanige impact op verzoekster had dat psychologische begeleiding onontbeerlijk was, dat verzoekster "*heel erg kwetsbaar*" is en dat zij tweewekelijks op gesprek komt ter opvolging van haar situatie. K.G. stelt dat verzoekster met "*de hoogste prioriteit*" werd opgevolgd door "*onze psychologe*" in haar eigen belang en voor het welzijn van haar zoontje.

2.9. De Raad kan verzoekster bijgevolg vooreerst volgen waar zij stelt dat verweerder te kort door de bocht gaat door voormeld "*Sociaal verslag*" af te doen als een eenzijdige verklaring die niet wordt gestaafd door officiële bewijsstukken. Het betreft immers een stuk uitgaande van een officiële overheidsinstantie, met name het Lokaal Bestuur Boom, waarin gewag wordt gemaakt van de noodzaak aan begeleiding van verzoekster door een psychologe, dit uiteraard na verklaringen afgelegd door verzoekster. Verweerder mag hierbij niet miskennen wat het stuk allemaal zegt. Het maakt duidelijk melding van een situatie van geweld met een "*dermate inpakt [sic] [...] dat psychologische begeleiding onontbeerlijk was.*" Er is sprake van intrafamiliaal geweld, van noodopvang in een vluchthuis omdat verzoekster niet naar huis kan terugkeren en van prioritaire psychologische opvolging van verzoekster. Uit dit verslag blijkt voorts dat verzoekster op regelmatige basis wordt opgevolgd door een psycholoog. Bovendien kan de Raad verzoekster volgen waar zij stelt dat dit verslag moet worden beoordeeld binnen het geheel van alle elementen die ze heeft voorgelegd aan verweerder (cf. punt 2.6.), die alle samen genomen redelijkerwijs wijzen op een context van intrafamiliaal geweld.

2.10. Deze beoordeling dringt zich des te meer op, gezien verzoekster kan worden gevolgd in haar kritiek die zij uit op de afzonderlijke beoordeling door verweerder van elk voorgelegd document. Verzoekster heeft één PV aangeleverd. Verweerder is blijkens het administratief dossier op 18 januari 2023 nagegaan of er sprake is van gerechtelijke hits voor verzoeksters echtgenoot (bevraging van het ANG). Dit levert de vermelding op van 4 PV's waarvan er twee geen uitstaans hebben met verzoekster (omdat ze enkel haar echtgenoot betreffen) en twee wel verzoekster betreffen en die de "*kwalificatie*" "*opzettelijke slagen en verwondingen*" vermeldt. Het eerste PV dat verweerder aanhaalt in de bestreden beslissing is het PV dat door verzoekster zelf in extenso is aangebracht. Het tweede PV dat wordt vermeld in de bestreden beslissing zit niet in extenso in het administratief dossier, maar het draagt zoals gezegd wel de kwalificatie opzettelijke slagen en verwondingen. Wat er ook van zij, verzoekster kan worden gevolgd in haar kritiek dat artikel 11, §2, vierde lid van de Vreemdelingenwet geen effectieve veroordeling wegens intrafamiliaal geweld vereist. Dat de twee PV's waarin melding wordt gemaakt van verzoekster, waaraan noodzakelijkerwijs eenzijdige verklaringen ten grondslag liggen, zonder gevolg geklasseerd werden door het parket, kan dan ook niet volstaan om ze niet te weerhouden. Het klemt des te meer dat verweerder, gelet op de andere stukken die voorliggen, voor wat betreft de inhoud van het door verzoekster aangevoerd PV erkent dat er sprake is van een grove daad van geweld van verzoekers echtgenoot naar haar toe, maar dit vervolgens minimaliseert als zijnde "*relationele spanningen*" die "*niet noodzakelijk intrafamiliaal geweld [zijn]*". Voor wat betreft de beoordeling van de overgemaakte foto's, brengt verweerder niets in waar verzoekster opwerpt dat de verwondingen op de foto's ernstig zijn alsook: "*Deze zijn inderdaad niet gedateerd, maar zijn wel neergelegd kort nadat de feiten van geweld gemeld zijn geweest.*" Bovendien kan verzoekster worden gevolgd waar ze

opwerpt: *"Wat volledig onaanvaardbaar is in de motivering is dat 'enige context zou ontbreken'. Als er iets aanwezig is in het dossier is het wel een duidelijke context, die blijkt uit de diverse bewijzen en elementen die worden voorgelegd."* Voor wat betreft de door verzoekster overgelegde spraak- en videofragmenten, kan de Raad verzoekster ook volgen in haar standpunt dat deze niet concreet beoordeeld en dus *"genegeerd"* werden door verweerder. Immers kan in de bestreden beslissing na de beoordeling van de door verzoekster overgelegde foto's – met name *"Deze stukken beschouwen wij allerm minst als doorslaggevende bewijzen om te concluderen dat betrokkene effectief het slachtoffer is van daden van intrafamiliaal geweld van de referentiepersoon"* – enkel worden gelezen: *"Dit geldt eveneens voor de 3 spraakopnames en het videofragment die aan onze dienst werd voorgelegd."*

2.11. Verweerder kan gelet op het geheel van de voorliggende documenten, waaronder objectieve stukken zoals het attest van 29 september 2022 opgesteld door de casemanager Emmahuis CAW Boom Mechelen Lier dat verzoekster vanaf 29 september 2022 met haar zontje voor een maximum verblijfsduur van drie maanden in het Vluchthuis Mechelen vertoeft, bevestigd in het Sociaal verslag opgesteld op 15 maart 2023 door K.G. van de dienst Woonbegeleiding, Lokaal bestuur Boom-Campus Boom, dat gewag maakt van onder meer intrafamiliaal geweld en een situatie van geweld waardoor psychologische begeleiding van verzoekster onontbeerlijk was, niet op redelijke wijze komen tot de conclusie dat er slechts sprake is van *"relationele spanningen"*, *"relationele problemen"*, of gewag maken van *"ruzies [...] binnen het huwelijk wat leidde tot een verhuis van betrokkene met haar zontje"*. Verweerder geeft weliswaar in de bestreden beslissing zelf aan dat het "geheel van het dossier" van belang is, maar komt op een kennelijk onredelijke wijze tot het besluit dat er *"dus onvoldoende bewijzen voorgelegd [zijn] om vanuit het geheel van het dossier te mogen concluderen dat intrafamiliaal geweld bewezen is"*.

2.12. Een schending van de materiële motiveringsplicht is bijgevolg aangetoond.

CCE arrêt 313574 du 26/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"(...) la partie requérante reste muette quant au motif de la décision attaquée qui constate que le requérant n'établit pas qu'il ne pourrait pas avoir accès à des soins de santé dans son pays d'origine pour des raisons liées à l'un des critères prévus par l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève, modifié par l'article 1er, § 2, de son Protocole additionnel de New York du 31 janvier 1967, à savoir la race, la religion, la nationalité, l'appartenance à un certain groupe social ou les opinions politiques.

Outre que la partie requérante ne produit ainsi pas le moindre élément d'information relatif à la situation des institutions de soins de santé en RDC, les mauvais traitements redoutés par celui-ci ne peuvent, en toute hypothèse, être considérés comme des persécutions ou atteintes graves que s'ils émanent ou sont causés par l'un des acteurs visés à l'article 48/5 de la loi du 15 décembre 1980. Cette conclusion s'impose également à la lecture de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après dénommée « CJUE »), qui rappelle que les atteintes graves visées à l'article 15, b, de la directive 2011/95/UE, que transpose l'article 48/4, § 2, b, de la loi du 15 décembre 1980, « doivent être constituées par le comportement d'un tiers » ou « infligées » par les acteurs visés à l'article 6 de la directive 2011/95/UE. De plus, la jurisprudence de la CJUE enseigne que le demandeur doit également prouver qu'il sera soumis à un traitement inhumain ou dégradant de manière intentionnelle et ciblée. Si les développements jurisprudentiels qui précèdent concernent la protection subsidiaire, il est toutefois évident qu'ils demeurent a fortiori pertinents s'agissant de l'examen d'une crainte de persécution. En conséquence, la seule prise en compte d'un éventuel contexte de déficit de soins de santé en RDC – que la partie requérante ne démontre nullement en l'espèce - ne peut entraîner la reconnaissance comme réfugié sur la base de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou l'octroi d'une protection subsidiaire sur la base de l'article 48/4, §2, b, de la même loi, à moins que le requérant ne soit à même de démontrer qu'il serait personnellement visé, par le comportement intentionnel d'un des acteurs mentionnés à l'article 48/5, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, ce à quoi il ne procède nullement.

Enfin, le Conseil souligne également que la Commissaire générale n'a pas de compétence légale pour examiner une demande fondée sur des motifs purement médicaux. En effet, l'article 48/4, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, qui vise spécifiquement les atteintes graves prévues par son paragraphe 2, à savoir la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine, exclut expressément de son champ d'application personnel l'étranger qui peut bénéficier de l'article 9ter de la même loi, c'est-à-dire l' « étranger qui séjourne en Belgique qui démontre son identité conformément au § 2 et qui souffre d'une maladie telle qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ou un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine [...] ». L'article 9 ter, § 1er, alinéas 1er et 2, de la loi du 15 décembre 1980 dispose de la manière suivante: « L'étranger qui séjourne en Belgique qui démontre son identité conformément au § 2 et qui souffre d'une maladie telle qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ou un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne, peut demander l'autorisation de séjourner dans le Royaume auprès du ministre ou son délégué. La demande doit être introduite par pli recommandé auprès du ministre ou son délégué et contient l'adresse de la résidence effective de l'étranger recommandé auprès du ministre ou son délégué et contient l'adresse de la résidence effective de l'étranger en Belgique. » Il résulte clairement de ces dispositions que le législateur a expressément réservé au seul ministre compétent ou à son délégué l'examen d'une demande basée sur l'invocation d'éléments purement médicaux, telle qu'elle est notamment formulée par la partie requérante. Ainsi, ni la partie défenderesse ni le Conseil n'ont la compétence légale pour examiner une demande d'octroi de la protection subsidiaire fondée sur des motifs purement médicaux (voir l'ordonnance du Conseil d'Etat n° 6987 du 26 mai 2011)."

CCE arrêt 313460 du 25/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Palestine

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"Dans la présente affaire, le Conseil estime que la première question à se poser est celle de la détermination de la nationalité de la requérante et, par conséquent, de son pays de protection. Contrairement à ce qui est plaidé dans le recours, il estime que cette question, qui détermine le pays à l'égard duquel il convient d'apprécier le bienfondé de la crainte alléguée, est fondamentale en matière d'asile.

(...)

Pour l'appréciation de la condition que la requérante ne peut pas ou, du fait de sa crainte de persécution, ne veut pas se réclamer de la protection du pays de sa nationalité, la notion de nationalité doit être comprise comme étant « le lien entre un individu et un Etat déterminé » (Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, H. C. R., Genève, 1979, réédition, 1992, § 87). Aucune disposition spécifique applicable en droit belge ne règle l'hypothèse où la nationalité d'un demandeur d'asile ne peut pas être clairement établie et où il n'est pas pour autant apatride. Toutefois, selon les indications utiles données par le H. C. R., la demande de protection internationale doit dans ce cas « être traitée de la même manière que dans le cas d'un apatride, c'est-à-dire qu'au lieu du pays dont il a la nationalité, c'est le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle qui doit être pris en considération » (Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, réédition, 1992, page 22, § 89).

Il résulte de ce qui précède que le besoin de la protection prévue par les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 doit être examiné par rapport au pays ou aux pays dont le demandeur d'asile a la nationalité ou au pays où il avait sa résidence habituelle. Cette exigence découle de la nécessité d'apprécier si le demandeur ne peut pas se réclamer de la protection de ce pays ou s'il invoque des motifs valables pour refuser de s'en prévaloir. Cet examen suppose que ce pays de protection puisse être déterminé. Or, la question de la preuve de la nationalité du demandeur ou du pays de sa résidence habituelle se heurte à des difficultés tant en droit qu'en fait dont il convient de tenir compte dans le raisonnement qui est suivi. En effet, l'article 144 de la Constitution dispose que les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des cours et tribunaux et l'article 145 de la Constitution dispose quant à lui que les contestations qui ont pour objet des droits politiques sont du ressort des cours et des tribunaux, sauf les exceptions établies par la loi. Le Conseil est, par conséquent, sans juridiction pour connaître des contestations qui portent sur des droits civils ou encore pour connaître des contestations qui portent sur des droits politiques que le législateur ne lui a pas expressément attribuées. Les contestations portant sur la nationalité d'une personne n'ayant pas pour objet un droit politique soustrait par le législateur à la juridiction des cours et tribunaux, le Conseil est sans juridiction pour déterminer la nationalité du demandeur d'asile, qu'il s'agisse de décider quelle nationalité celui-ci possède, s'il en a plusieurs ou s'il est apatride.

Ce rappel ne peut évidemment avoir pour effet de rendre impossible l'examen du bien-fondé d'une demande de protection internationale. Il s'en déduit toutefois qu'en cas de doute au sujet de la nationalité du demandeur d'asile ou, s'il n'en a pas, du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, il revient aux deux parties d'éclairer le Conseil de la manière la plus précise et la plus circonstanciée possible quant à la détermination du pays par rapport auquel l'examen de la demande de protection doit s'effectuer. Il revient, au premier chef, au demandeur d'asile de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande, y compris sous l'angle de la détermination du pays censé lui assurer une protection. Sa situation juridique et matérielle peut toutefois rendre cette démarche difficile. En effet, d'un point de vue juridique, le réfugié étant une personne « *qui ne peut ou, du fait de [sa] crainte [d'être persécuté], ne veut se réclamer de la protection de [son] pays* », soit il ne jouit pas de la protection diplomatique de ce pays, soit il a de bonnes raisons de ne pas vouloir s'en prévaloir, ce qui peut rendre impossible l'établissement de sa nationalité par la production d'une preuve concluante, telle qu'un passeport national ou un document d'identité officiel. D'un point de vue matériel, l'établissement de la nationalité du demandeur peut aussi être rendue particulièrement complexe du fait des circonstances dans lesquelles il a dû fuir son pays ou de l'éloignement auquel l'oblige son exil dans le pays d'accueil. En raison de cette difficulté à produire une preuve documentaire concluante, le demandeur sera le cas échéant amené à établir son pays d'origine sur la base de ses seules déclarations, étayées éventuellement par d'autres pièces qui constituent des indices de sa nationalité ou, dans le cas d'un apatride, de son pays de résidence habituelle. Il revient à la partie défenderesse d'apprécier s'il peut être raisonnablement déduit de ces déclarations qu'elles établissent à suffisance la nationalité ou le pays de résidence de l'intéressé. Si elle estime que tel n'est pas le cas et que l'examen de la demande doit s'effectuer au regard d'un autre pays, il lui appartient de

déterminer ce pays en exposant de manière adéquate les considérations de droit et/ou de fait qui l'amènent à une telle conclusion. De même, si la partie défenderesse estime que ce pays ne peut pas être déterminé, en raison de l'attitude du demandeur ou pour tout autre motif, et que, partant, il lui est impossible de procéder à un examen du bien-fondé de la demande de protection internationale, il lui incombe d'exposer de manière adéquate les motifs qui l'amènent à une telle conclusion.

Lors de l'introduction de sa demande de protection internationale, la requérante s'est présentée sous l'identité de K. E. M. A., de nationalité palestinienne. S'appuyant essentiellement sur les informations contenues sur la copie de la première page d'un passeport marocain délivré au nom de la requérante ainsi que de publications sur internet dont il ressort que son frère est de nationalité marocaine (...), la partie défenderesse expose dans l'acte attaqué pour quelles raisons elle considère quant à elle que la requérante est de nationalité marocaine et que le bienfondé de sa crainte doit dès lors être apprécié à l'égard du Maroc. Dans son recours, la requérante met en cause la fiabilité des pièces sur lesquelles la partie défenderesse s'appuie pour arriver à cette conclusion et affirme ne pas posséder la nationalité marocaine.

Pour sa part, le Conseil observe que ni l'origine palestinienne de la requérante ni la circonstance qu'elle a résidé dans les EAU ne sont contestées. Il observe encore que le dossier administratif contient, certes, une copie d'une page d'un passeport marocain au nom de la requérante et qu'un passeport, s'il est authentique, doit se voir reconnaître une force probante prépondérante pour établir la nationalité de son détenteur. Toutefois, en l'espèce, le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif, aucun élément de nature à l'éclairer sur la source de cette copie. Certes, la partie défenderesse a également versé au dossier administratif un document contenant une référence à une partie du nom de la requérante ainsi qu'au numéro du passeport marocain précité. Le Conseil pense pouvoir déduire des abréviations qui y sont énumérées que ce deuxième document atteste des vols pris par la requérante pour quitter les EAU munie de l'original du passeport marocain dont une copie de la première page figure au dossier administratif. Ces constatations semblent par conséquent étayer l'argumentation de la partie défenderesse selon laquelle la requérante s'est vu délivrer un passeport marocain avec lequel elle a voyagé pour venir en Belgique. Mais outre que la formulation du document précité concernant les vols attribués à la requérante, qui n'est pas signé, est particulièrement obscure en l'absence de la moindre information sur les abréviations utilisées, il ne contient aucune indication susceptible de renseigner le Conseil sur sa provenance, et donc sur sa fiabilité. Il s'ensuit que le Conseil ignore également comment la partie défenderesse s'est procurée une copie d'une page d'un passeport marocain au nom de la requérante. Le Conseil estime dans ces circonstances qu'il n'est pas en possession d'informations suffisantes pour lui permettre d'apprécier la force probante des éléments versés au dossier administratif afin d'établir la nationalité marocaine de la requérante.

Au vu de ce qui précède, le Conseil ne peut pas conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires portant sur des éléments essentiels de la présente demande de protection internationale. Toutefois, le Conseil n'a pas la compétence pour procéder lui-même à ces mesures d'instruction (v. l'exposé des motifs de la loi réformant le Conseil d'Etat et créant le Conseil du Contentieux des Etrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n°2479/001, pp. 95 et 96). Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur les éléments exposés dans le présent arrêt, étant entendu qu'il appartient aux deux parties de mettre en œuvre tous les moyens utiles afin de contribuer à l'établissement des faits.

En conséquence, conformément aux articles 39/2, § 1er, alinéa 2, 2°, et 39/76, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée et de renvoyer l'affaire à la Commissaire générale."

CCE arrêt 313443 du 25/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13septies

composition du siège

1 juge

OQT (13 septies) - Droit d'être entendu - Caractère particulièrement succinct de l'audition du requérant, intercepté dans un état second et titubant dans la rue, alors que, dans la requête, il fait état de son orientation sexuelle et des difficultés inhérentes à celle-ci en cas de retour au Cameroun - Il ne peut être exclu que la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent - Annulation

"5.4. En l'espèce, le Conseil ne peut que constater le caractère particulièrement succinct de l'audition du requérant par les services de police et les circonstances de celle-ci dès lors que le requérant a été intercepté par les forces de police, car il « titube sur la voie publique et fait de l'esclandre. Il crie dans la rue » et « est dans un état second ». Or, le requérant fait état dans l'acte introductif d'instance de son orientation sexuelle et des difficultés inhérentes à celle-ci en cas de retour au Cameroun, lesquelles pourraient conduire à d'éventuels traitements inhumains et dégradants, ainsi que des difficultés dans le centre fermé où il séjourne actuellement. Sans se prononcer sur ceux-ci ni sur la réalité de l'orientation sexuelle vantée, et bien que cette violation ne soit pas totalement imputable à la partie défenderesse, le Conseil ne peut que constater, dans les circonstances particulières de l'espèce, et de l'audition menée par les services de police, qu'il ne peut être manifestement exclu « que la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent », et partant, que le droit d'être entendu du requérant n'a pas été respecté.

La partie défenderesse estime, dans sa note d'observations et en substance, que la partie requérante a été entendue lors de son interpellation et que le moyen manque en conséquence en fait. Le Conseil estime que cet argument ne permet pas de pallier le constat posé ci-avant.

5.5 Il ressort de ce qui précède que le moyen est dans cette mesure fondé et suffit à l'annulation de la décision attaquée. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner le surplus du moyen qui, à le supposer fondé, ne serait pas de nature à conduire à une annulation aux effets plus étendus."

CCE arrêt 313362 du 24/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Liban

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Détermination de la nationalité

" [L]e Conseil constate (...), s'agissant du premier requérant H., que la nationalité de ce dernier n'est pas clairement établie. Bien qu'il ait déposé un document intitulé « *Naissances Centre Administratif/2017/205 - Copie d'acte* » attestant de l'identité de ses parents et de sa date de naissance, le Conseil ne peut cependant déduire de ce document la nationalité effective du requérant. Il ressort de ce document et des pièces du dossier administratif que la mère de ce dernier est syrienne (...) tandis que son père serait libanais (...). Bien qu'il ressorte des décisions attaquées que le père des requérants aurait également la nationalité syrienne, le Conseil n'aperçoit pas de document d'identité confirmant cette information dans les dossiers administratifs et de procédures qui lui sont soumis. Quoiqu'il en soit, même à considérer la double nationalité du père des requérants, il n'est pas affirmé et rien n'indique que la mère du premier requérant, madame M. A., soit également libanaise. Le Conseil ignore les règles de filiation en vigueur au Liban ainsi qu'en Syrie et il n'aperçoit aucune information en ce sens dans les dossiers administratifs et de procédure. Lors de l'audience (...), le Conseil a interrogé les parties sur la nationalité de H. le conseil de ce dernier a déclaré qu'il était né en Belgique mais qu'il n'avait pas de papier d'identité et qu'il avait la nationalité de ses parents, ce qui, au vu de ce qui précède, n'éclaire en rien la situation.

Dès lors, le Conseil est dans l'impossibilité de confirmer la nationalité libanaise du premier requérant qui semble être déduite par la partie défenderesse, ou d'établir s'il possède en réalité une autre nationalité, telle que la nationalité syrienne. Le Conseil rappelle à cet égard qu'il ne ressort pas de sa compétence d'établir la nationalité d'un requérant."

PI en Italie ?

"Ensuite, le Conseil estime qu'il lui manque également des informations pour lui permettre de confirmer ou réformer les décisions des requérants. En effet, il ressort des décisions attaquées que les parents des requérants auraient obtenu une protection internationale en Italie. Cependant, aucun document n'est présent dans les dossiers administratifs et de procédure permettant de vérifier cette information. En outre, si tel est bien le cas, le Conseil s'interroge dès lors sur le potentiel statut qu'auraient les requérants en Italie dès lors qu'ils sont mineurs et que les demandes de protection internationale de leurs parents sont, en droit belge, présumées introduites en leurs noms également (comp. article 57/1, §1^{er} de la loi du 15 décembre 1980)."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Liban

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

Bijlage 13 – vernietiging – artikel 74/13 VW –artikel 8 EVRM – beschermenswaardig gezinsleven– afwezigheid van registratie en erkenning buitenlandse huwelijksakte door ambtenaar burgerlijke stand sluit bestaan huwelijk niet uit – de plano erkenning – verweerder moest rekening houden met voorgelegde huwelijksakte

Uit de bestreden beslissing blijkt dat verweerder het bestaan van een beschermenswaardig gezinsleven tussen verzoeker en zijn echtgenote niet aanvaard omwille van het feit dat de dame in kwestie volgens het rijksregister ongehuwd is. [...]

Betreffende het element dat het huwelijk niet in de registers van de burgerlijke stand werd geregistreerd, merkt de Raad het volgende op. Uit het administratief dossier blijkt dat verzoeker reeds verschillende keren zijn Libanese huwelijksakte aan verweerder ter kennis heeft gebracht, onder meer in het kader van een aanvraag tot verblijfsmachtiging met toepassing van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet. Dit wordt niet betwist door verweerder. [...] Het getuigt dan ook niet van de nodige redelijkheid noch zorgvuldigheid waar verweerder bij het nemen van de bestreden beslissing het bestaan van het huwelijk ontkent net omdat het huwelijk nooit in België werd geregistreerd en dus erkend. [...] Het standpunt dat een buitenlandse huwelijksakte in België niet uitdrukkelijk dient te worden geregistreerd vooraleer het bestaan van het buitenlandse huwelijk kan worden aanvaard, wordt bijgetreden door de Raad. Er moet immers worden gewezen op de toepasbaarheid van artikel 27, §1, eerste lid van het Wetboek van Internationaal Privaatrecht (hierna; het WIPR). Deze bepaling luidt als volgt:

[...]

Alle Belgische overheden kunnen een buitenlandse authentieke akte erkennen zonder dat er eerst een procedure moet worden gevoerd. Dat is het systeem van 'de plano' erkenning. De erkenning kan gebeuren door de ambtenaar van de burgerlijke stand, zonder enige rechterlijke tussenkomst. De ambtenaar van de burgerlijke stand moet de buitenlandse authentieke akte wel aan een controle onderwerpen. De huwelijksakte kan echter evenzeer worden erkend door de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie. Het enkele feit dat de Libanese huwelijksakte tot nog toe niet in de registers van de burgerlijke stand werd opgenomen, neemt dan ook niet weg dat verweerder reeds meermaals op de hoogte werd gesteld van het bestaan ervan en er dan ook rekening mee diende te houden bij het nemen van de bestreden beslissing, quod non in casu. Verzoeker kan dan ook worden gevolgd waar hij betoogt dat een raadpleging van het bevolkingsregister niet volstaat om te besluiten dat er tussen hem en zijn echtgenote geen huwelijk werd gesloten.

Verweerder repliceert in zijn pleitnota dat de Libanese huwelijksakte tot op heden niet bij de gemeente is voorgelegd voor erkenning. Daardoor zou verzoeker zich niet op deze huwelijksakte kunnen beroepen. De Raad herhaalt dat dit gegeven niet wegneemt dat verweerder weldegelijk op de hoogte was van het bestaan van de huwelijksakte en dat artikel 27 van het WIPR verweerder toelaat de Libanese huwelijksakte te erkennen zonder dat verzoeker daartoe een procedure moet opstarten. Verweerder kan niet worden gevolgd waar hij lijkt voor te houden dat met het bestaan van het buitenlands huwelijk geen rekening moet worden gehouden zolang het huwelijk niet werd erkend door de ambtenaar van de burgerlijke stand.

[...]

Er kan worden besloten dat verweerder het zorgvuldigheids- en het redelijkheidsbeginsel schendt waar hij in de bestreden beslissing motiveert dat er geen schending van artikel 8 van het EVRM voorhanden is. Uit de bestreden beslissing blijkt niet dat verweerder rekening heeft gehouden met alle ter zake dienende elementen betreffende het gezinsleven dat verzoeker heeft met zijn Belgische echtgenote, hetgeen thans is vereist krachtens artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet. [...]

CCE arrêt 313421 du 24/09/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

9bis irrecevable

nationalité

Burundi

dictum arrêt

Annulation

9bis irr + OQT – AA : pas document identité – faux passeport – fraus omnia corrumpit – CCE : PR joint à sa requête une copie d'un document de l'ambassade attestant que son passeport a été délivré par la Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers – attestation produite postérieurement AA mais tend à prouver l'authenticité du passeport – théorie prise en considération de nouveaux éléments – PR ne pouvait anticiper motif de refus demande + ne pouvait raisonnablement être exigé d'elle qu'elle explique a priori le fait que le passeport était authentique – prise en considération attestation ambassade – CCE ne peut s'assurer que la PD aurait pris la même décision si elle avait tenu compte de l'attestation – ANNULATION

« 5.2.2. En l'espèce, le Conseil observe que la partie défenderesse a déclaré irrecevable la demande visée au point 2.3. du présent arrêt aux motifs que « *La demande n'était pas accompagnée d'un document d'identité requis, à savoir (une copie du) le passeport international, ou un titre de voyage équivalent, ou (une copie de) la carte d'identité nationale, ni d'une motivation valable qui autorise la dispense de cette condition sur base de l'article 9bis, §1 de la loi du 15.12.1980, tel qu'inséré par l'art. 4 de la loi du 15.09.2006.*

A l'appui de la présente demande, l'intéressée a produit un passeport (nationalité : Burundi) n° [...]. Cependant, ce passeport ne peut être accepté. De fait, il ressort d'un rapport de la Police Judiciaire Fédérale en date du 02.05.2023 versé au dossier administratif de l'intéressée que le passeport produit par l'intéressée à l'appui de sa demande est un faux.

*Force est donc de constater que l'intéressée a tenté de tromper les autorités belges. La constatation d'un acte frauduleux suffit pour refuser la demande sur base du principe «*fraus omnia corrumpit* ». La demande est dès lors déclarée irrecevable. Le Conseil du Contentieux des Etrangers rappelle que, dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la condition que l'étranger dispose d'un document d'identité à laquelle se réfère cette disposition constitue une étape préalable de l'examen de la demande, dès lors qu'elle conditionne directement la recevabilité de cette demande en Belgique, et ce quelles que puissent être par ailleurs les circonstances exceptionnelles justifiant l'introduction de la demande de séjour en Belgique et les motifs pour lesquels le séjour pourrait être accordé (C.C.E., Arrêt n°275 344 du 19.07.2022) ».*

5.2.3. La partie requérante conteste la motivation du premier acte attaqué relative à son passeport. A cet égard, elle joint à sa requête une copie d'un document du 6 juin 2023 émanant de l' « AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI A BRUXELLES », portant le cachet de ladite ambassade et la signature d'un Sieur S.N., identifiée comme « Premier secrétaire de l'ambassade ». Ce dernier atteste que le passeport ordinaire déposé à l'appui de la demande d'autorisation de séjour a été délivré à la partie requérante par « la Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers (PAFE) en date du 19/07/2014 ».

5.2.4. Le Conseil observe que cette attestation, bien qu'elle ait été produite postérieurement à l'adoption des actes attaqués, tend à prouver l'authenticité du passeport de la partie requérante fourni à la partie défenderesse à l'appui de la demande visée au point 2.3. du présent arrêt.

A cet égard, le Conseil rappelle que le fait d'apporter de nouveaux éléments dans une requête n'implique pas de plein droit qu'il ne peut en tenir compte. La prise en considération dans les débats de nouveaux éléments qui sont pour la première fois invoqués dans la requête est justifiée dans deux cas. Le premier est celui dans lequel l'autorité administrative prend un acte administratif d'initiative, en d'autres mots, sans que la partie requérante n'en ait fait la demande. Le deuxième, qui s'applique en l'occurrence, est celui dans lequel l'autorité administrative refuse d'accorder la faveur que la partie requérante a demandée. Dans ce cas, cette dernière doit déjà avoir exposé dans sa demande la raison pour laquelle elle estime avoir droit à ce qu'elle demande. Or, l'autorité administrative peut envisager de lui refuser cette faveur pour des raisons que la partie requérante était dans l'impossibilité d'anticiper au moment de sa demande. Dans ce cas, l'autorité administrative doit lui donner l'occasion de faire valoir son point de vue sur les faits qui fondent ces raisons et sur l'appréciation de ces faits (cf. également en ce sens : CE 8 août 1997, n° 67.691 ; CCE 17 février 2011, n° 56 201).

En l'occurrence, il peut être considéré que la partie requérante était dans l'impossibilité d'anticiper, au moment de sa demande, que la partie défenderesse pourrait lui refuser l'autorisation de séjour demandée, en estimant, au terme d'un examen individuel de la situation, que le document d'identité produit, à savoir le passeport burundais de la partie requérante, ne pouvait être pris en considération, car il constituerait un faux et il ne pouvait raisonnablement être exigé d'elle qu'elle explique *a priori* le fait que le passeport était effectivement authentique. L'attestation de l'ambassade du Burundi à Bruxelles du 6 juin 2023 doit donc être prise en considération en l'espèce.

Dès lors, le Conseil, sans se prononcer sur la demande susvisée de la partie requérante, ne peut s'assurer que la partie défenderesse aurait pris la même décision si elle avait tenu compte de l'attestation de l'ambassade du Burundi à Bruxelles en combinaison avec le passeport produit.

Il convient dès lors de réexaminer la demande susvisée en tenant compte de cet élément.

5.3. L'argumentation de la partie défenderesse en termes de note d'observations selon laquelle l'attestation susvisée ne peut être prise en compte, car elle a été déposée postérieurement à l'adoption des actes attaqués n'est pas de nature à énerver ces constats, comme indiqué *supra*.

5.4. Il résulte de ce qui précède que le moyen pris, notamment, de la violation du principe selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant en considération tous les éléments pertinents de la cause, est fondé et suffit à l'annulation du premier acte attaqué. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres développements de la requête relatifs à cette décision qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus ».

CCE arrêt 313352 du 24/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 26quater

composition du siège

1 juge

pays Dublin

Suède

26quater Suède – sans objet pour l'OQT vu le transfert - AA impose de quitter l'ensemble des pays Schengen : PR n'a pas intérêt à son grief puisqu'il n'est pas contesté que c'est *in fine* vers la Suède que le transfert était prévu et qu'elle s'y trouve d'ailleurs actuellement – délai de 10 jours non motivé : à supposer qu'une telle motivation s'imposerait, pas intérêt à ce grief puisque le transfert a eu lieu et ce, après le dépassement du délai maximum légal possible pour un départ volontaire – PR invoquait que le DA ne contenait pas certains documents obligatoires dont le formulaire de demande de réadmission : CCE : DA ne contient ni ce formulaire ni la réponse positive Eurodac MAIS PR conteste pas les faits + la réponse des autorités suédoises se trouve bien au DA et elles ne soulèvent aucun manquement => PR ne démontre pas en quoi les éventuelles lacunes dans le transfert des informations au moment de la demande de reprise en charge, dont elle se plaint, lui auraient fait grief *in casu* => ne démontre pas, non plus, que ladite procédure n'aurait pas été conforme aux obligations rappelées en termes de recours – OQT : moyen pris de la violation de 74/13, à supposer que cet art. serait d'application dans sa situation de demandeur de PI devant faire l'objet d'un transfert en exécution de Dublin III, ne sera pas examiné puisque, le recours est sans objet s'agissant de cette décision – rejet.

« 4.1. Sur les deux premiers moyens, en ce que la partie requérante fait, en substance, valoir que la décision impose de quitter également « le territoire des États appliquant intégralement l'acquis de Schengen » sans base légale, le Conseil observe qu'il ne peut être raisonnablement contesté que c'est *in fine* vers la Suède que le transfert était prévu.

Le Conseil souligne que le requérant a d'ailleurs été transféré en Suède et n'aperçoit pas quel intérêt la partie requérante a encore à une telle argumentation. En toute hypothèse, la circonstance qu'il soit précisé qu'il « doit quitter le territoire des États qui appliquent intégralement l'acquis de Schengen » n'a aucune incidence en l'espèce, et la partie requérante ne parvient pas à justifier en quoi cette mention lui fait grief. Le fait que la décision attaquée indique également qu'il « doit quitter le territoire des États appliquant intégralement l'acquis de Schengen, sauf s'il dispose des documents requis pour y entrer » apparaît donc sans conséquence.

Ensuite, quant à l'imposition d'un délai de départ volontaire de 10 jours sans motivation spécifique, qui est reproché par la partie requérante, force est de constater, une nouvelle fois, que le requérant ne démontre pas en quoi il serait lésé par ce manque de motivation concernant ledit délai -à supposer qu'une telle motivation s'imposerait-.

Le Conseil rappelle que le transfert a, désormais, eu lieu de sorte que la partie requérante ne présente plus un intérêt actuel à de tels griefs. Il apparaît, en tout état de cause, qu'il a été transféré en date du 17 janvier 2024, à savoir, après le dépassement du délai maximum légal possible pour un départ volontaire.

4.2. Enfin, sur le troisième moyen et l'argumentation invoquant que la demande de reprise doit satisfaire

aux conditions énoncées à l'article 1er du règlement (CE) n° 343/2003 du Conseil, spécifiquement l'utilisation d'un formulaire pour la demande de réadmission et le fait qu'elle doit obligatoirement comprendre certains documents, le Conseil renvoie, dans un premier temps, au dossier administratif.

Il appert que si, en effet, ni le formulaire-type de demande de reprise en charge, ni la réponse positive Eurodac ne figurent au dossier, le requérant déclare, lui-même, avoir déjà introduit une demande de protection internationale en dehors de la Belgique. Ensuite, il ressort de la lecture de l'interview Dublin que, confronté lors de son interview Dublin au hit eurodac positif, il n'a rien déclaré.

En toute hypothèse, la réponse des autorités suédoises marquant leur accord pour une reprise sur la base de l'article 18 (1) d, du Règlement Dublin III, le 2 août 2013, figure bien au dossier administratif. Force est de constater qu'il n'y est pas relevé que les informations seraient insuffisantes ou incomplètes, mais simplement précisé le lieu et modalités de transfert (et de solliciter le laissez-passer). Dans cette mesure, au vu de la teneur du moyen -- la partie requérante s'abstenant de préciser clairement laquelle des exigences n'aurait pas été remplie et en quoi cela lui causerait préjudice - et au vu des déclarations du requérant devant l'Office des étrangers durant l'interview Dublin du 27 juillet 2023, le Conseil estime, une nouvelle fois, que la partie requérante ne démontre pas en quoi les éventuelles lacunes dans le

transfert des informations au moment de la demande de reprise en charge, dont elle se plaint, lui auraient fait grief in casu. Ce faisant, elle ne démontre pas, non plus, que ladite procédure n'aurait pas été conforme aux obligations rappelées en termes de recours et à l'article 1 du règlement (CE) n° 343/2003.

Par ailleurs, la réponse des autorités suédoises est bien mentionnée dans la motivation de l'acte attaqué et figure au dossier administratif.

4.3. Sur le dernier moyen, en ce que la partie requérante invoque une violation de l'article 74/13 de la loi,

le Conseil rappelle – et à supposer que la disposition serait d'application dans sa situation de demandeur de protection internationale devant faire l'objet d'un transfert vers un autre Etat-membre en exécution du Règlement Dublin III-, que la décision de transfert ayant été exécutée, le recours est sans objet s'agissant de cette décision. Le Conseil n'examinera donc pas le moyen en ce qu'il est pris de la violation de l'article 74/13 de la loi. »

CCE arrêt 313355 du 24/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

VIB aan de grens - versnelde procedure - autoriteiten misleid door niet te beschikken over de vereiste documenten om toegang te krijgen tot Belgisch grondgebied in de zin van artikel 57/6/1, §1, eerste lid, c) van de Vreemdelingenwet.

Nota NANSEN met opmerkingen over persoonlijk onderhoud.

Initiële weigeringsbeslissing CGVS ingetrokken, nadien nieuwe weigeringsbeslissing = bestreden beslissing.

CGVS heeft **bijzondere procedurele noden** vastgesteld en toegepast.

Zowel verzoeksters raadvrouw als de vertrouwenspersoon van NANSEN hebben de opmerking geformuleerd dat er **onvoldoende rekening werd gehouden met de bijzondere procedurele noden van verzoekster** en dat dit gevolgen heeft voor de beoordeling van de gegrondheid van haar verzoek om internationale bescherming. Haar verhoogd kwetsbaar profiel als slachtoffer van herhaald seksueel geweld werd niet afdoende in acht genomen. Verzoekster is zwanger als gevolg van de groepsverkrachting en zij is alleenstaande moeder van een minderjarige dochter. Verzoekster meent dat de vraagstelling tijdens het persoonlijk onderhoud niet op haar maat was afgestemd, de vraagstelling was soms niet ernstig en overstijgt haar profiel. De psychologe die verzoekster intussen opvolgt, spreekt van zeer duidelijke symptomen van PTSS. Verzoekster meent dat haar kwetsbare situatie nog verhoogd wordt door het feit dat zij zich momenteel in detentie bevindt in een terugkeerwoning in Bevekom.

Inzake haar **detentie** stelt de Raad vast dat verzoekster niet op concrete wijze aantoont in welk opzicht haar verblijf in een detentiewoning haar zou verhinderen om de procedure te doorlopen. Zij toont evenmin aan dat zij hierdoor verhinderd was om bijkomende stukken te verzamelen of om haar commentaar te geven op het persoonlijk onderhoud. De Raad stelt vast dat verzoekster voor het plaatsvinden van het persoonlijk onderhoud geen psychologisch attest heeft voorgelegd. Het voorgelegde medisch attest betreft een bevestiging van haar zwangerschap. Verzoekster legt in het verzoekschrift uit dat dit kwam door de verlofperiode en dat zij intussen wel psychologisch wordt opgevolgd. Bij het verzoekschrift legt zij een psychologisch attest voor van 20 augustus 2024.

Wat betreft dit attest: psychologe stelt symptomen van PTSS vast, waaronder dissociatie en geheugenstoornissen. Verzoekster verklaarde zich tijdens het persoonlijk onderhoud gedissocieerd te voelen.

De Raad stelt vast dat verzoekster, zoals in het verzoekschrift ook aangevoerd wordt, **niet werd gevraagd om te spreken over het fysiek en seksueel geweld dat haar zou zijn aangedaan**. Om haar verzoek om internationale bescherming te kunnen onderzoeken, diende eerst haar land van nationaliteit/herkomst te worden vastgesteld.

In het psychologisch attest worden de geheugenproblemen gelinkt aan het zich herinneren van de traumatische gebeurtenis. Verzoekster heeft deze traumatische gebeurtenis niet moeten vertellen tijdens het persoonlijk onderhoud, zodat een verwijzing naar geheugenproblemen hieraan gelinkt, niet dienstig is. Waar verzoekster aanvoert dat zij zich gedissocieerd voelde, vergeetachtig is en verward is, toont zij echter niet aan dat deze problemen van die aard zijn dat haar cognitief geheugen zou zijn aangetast of dat zij niet zou kunnen deelnemen aan de onderhavige procedure, noch dat de haar geboden steunmaatregelen niet toereikend waren.

In elk geval gaat elk verzoek om internationale bescherming gepaard met een bepaalde mate van stress. Verzoekster legt dus geen attest neer waaruit zou blijken dat zij niet in de mogelijkheid zou zijn om op volwaardige wijze deel te nemen aan de procedures inzake haar verzoek om internationale bescherming, noch dat haar cognitieve vermogens dermate zouden zijn aangetast zodat zij in de onmogelijkheid is nuttige verklaringen af te leggen teneinde haar voorgehouden herkomst te toetsen.

Uit de notities van het persoonlijk onderhoud blijkt, zoals in de bestreden beslissing ook wordt overwogen, dat aan verzoekster meerdere malen werd gevraagd naar haar gemoedstoestand, meerdere malen werd uitgelegd dat ze een pauze kon vragen, dat twee pauzes werden ingelast, dat het onderhoud werd afgenomen door een **vrouwelijke protection officer** en dat gepoogd was een **vrouwelijke tolk** te hebben, maar dat dit door de vakantieperiode niet mogelijk was en dat daarom aan verzoekster de keuze werd geboden tussen een mannelijke tolk Luganda en een vrouwelijke tolk Swahili. Verzoekster verzocht dan om de mannelijke tolk Luganda. Nadat tijdens het persoonlijk onderhoud werd vastgesteld dat dit een man was, gaf verzoekster aan dat dit ok was en dat het persoonlijk onderhoud kon plaatsvinden.

Verzoekster uitte voorts ook kritiek op de professionaliteit van de tolk en de houding van de protection officer.

De Raad stelt vast dat in de bestreden beslissing inderdaad werd opgemerkt dat de PO de tolk eenmaal moest aanmanen om alles letterlijk te vertalen maar dat eveneens terecht werd gesteld dat verzoeksters gebrekkige kennis en ondoorleefde antwoorden niet kunnen worden toegeschreven aan de aanwezige tolk.

Wat betreft de houding van de PO, blijkt dat verzoekster een klacht heeft neergelegd bij het CGVS. Vooral op het einde

werden enkele opmerkingen geuit door de advocaat omtrent een beladen sfeer. In de bestreden beslissing werd hierop ingegaan. Door thans opnieuw te verwijzen naar de klacht toont verzoekster evenwel niet aan dat het persoonlijk onderhoud niet op normale wijze zou zijn verlopen. Dit blijkt bovendien ook niet uit de notities van het persoonlijk onderhoud.

Wat betreft beoordeling artikel 48/3:

Bepalen van het land van nationaliteit - verzoekster biedt hier volgens de bestreden beslissing geen duidelijk zicht op. Zij reisde samen met haar dochter met een Rwandees paspoort. Haar verklaringen dat dit een vervalst paspoort is kunnen volgens het CGVS niet overtuigen.

Waar verzoekster aanvoert dat het niet gepast is dat zij 2 uur lang enkel over dit paspoort ondervraagd werd en dat een fysiek onderzoek van het paspoort nodig is om over de authenticiteit te oordelen, volgt de Raad het CGVS waar deze stelt dat het feit dat verzoekster een Rwandese identiteitskaart en paspoort heeft kunnen verkrijgen aantoont dat de Rwandese autoriteiten haar als één van hun onderdanen beschouwt. Er zijn geen aanwijzingen dat het paspoort vals is.

De vraag rijst of verzoekster een dubbele nationaliteit heeft. Zij weerlegt de vaststelling mbt de Rwandese nationaliteit in deze stand van het geding en focust zich op haar (vermeende) Congolese nationaliteit, zonder aan te tonen dat zij niet over de Rwandese nationaliteit beschikt.

De Raad stelt vast dat het onderzoek van haar verzoek ten aanzien van Rwanda nog niet gedaan werd.

Het is de Raad evenmin duidelijk of, mocht zij effectief lange tijd in Oeganda verbleven hebben, dit een weerslag zou kunnen hebben op haar eventuele terugkeer naar Rwanda. De bestreden beslissing stelt dat verzoekster geen blijk geeft van enige voeling met de banyamulenge in DRC en de vraag rijst in welk opzicht dit voor Rwanda het geval is.

De Raad wijst op verzoeksters **kwetsbare situatie**, hetgeen blijkt uit het terecht toekenning van bijzondere procedurele noden.

Nieuw onderzoek nodig naar de hoger vermelde zaken, rekening houdend met de kwetsbare situatie van verzoekster.

CCE arrêt 313375 du 24/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Iran

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Verzoeker werd in het kader van zijn zesde verzoek erkend als vluchteling. Na een definitieve veroordeling wegens betrokkenheid bij feiten van mensensmokkel met verzwarende omstandigheden beslist de CGVS tot de **intrekking van de vluchtelingenstatus**.

Verzoeker dient hierna een zevende verzoek in, hetgeen door de CGVS niet-ontvankelijk wordt verklaard.

De Raad wijst er, in navolging van de commissaris-generaal, op dat uit de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie (hierna: het Hof van Justitie) blijkt dat **elk arrest van dit Hof, daaronder begrepen een arrest waarin enkel een bepaling van het Unierecht wordt uitgelegd die reeds van kracht was op het tijdstip waarop op een vorig verzoek werd beslist, een nieuw element** vormt in de zin van deze bepalingen, ongeacht het tijdstip waarop het arrest is gewezen (HvJ 8 februari 2024, C-216/22, A.A./Bundesrepublik Deutschland, § 53, ECLI:EU:C:2024:122). Artikel 55/3/1, § 1, van de Vreemdelingenwet vormt de omzetting van artikel 14, lid 4, onder b), van de richtlijn 2011/95 van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die in aanmerking komen voor subsidiaire bescherming, en voor de inhoud van de verleende bescherming (herschikking) (hierna: de Kwalificatierichtlijn) en dient aldus richtlijnconform geïnterpreteerd te worden. Het **Hof van Justitie heeft zich op 6 juli 2023 in drie arresten, met name in de zaken C-8/22, C-402/22 en C-663/21 (zie *infra*), uitgesproken over de vraag hoe artikel 14, lid, onder b), van de Kwalificatierichtlijn moet uitgelegd worden**. De vraag rijst, in het kader van de beoordeling van het huidig beschermingsverzoek, of de vaststellingen vervat in de beslissing tot intrekking van de vluchtelingenstatus van 10 mei 2022 conform voornoemde rechtspraak van het Hof van Justitie zijn en of deze arresten de kans niet aanzienlijk groter maken dat verzoeker in aanmerking komt voor de erkenning van de vluchtelingenstatus.

De Raad gaat in op de begrippen "bijzonder ernstig misdrijf" en "gevaar voor de samenleving" en de uitlegging van deze begrippen in de voormelde arresten van het Hof van Justitie. Vervolgens gaat de Raad na of aan de voorwaarden is voldaan voor een intrekking:

1. Definitieve veroordeling voor een "bijzonder ernstig misdrijf": voldaan want zonder enige twijfel definitief veroordeeld voor **mensensmokkel** met **verzwarende omstandigheden** (daadwerkelijke straf opgelegd en een bijkomende straf). Dit getuigt volgens de Raad van een maatschappelijk laakbare ingesteldheid en een verontrustend gebrek aan normbesef.
2. Gevaar voor de samenleving van de LS waarin de verzoeker zich bevindt: verzoeker werd veroordeeld voor een bijzonder ernstig misdrijf en hij maakte misbruik van de bijzonder kwetsbare situatie van de slachtoffers die zich in een precaire situatie bevonden. Verzoeker geeft blijk van een sociaal gevaarlijke ingesteldheid. Hij heeft zich bereid getoond geld te willen verdienen door misbruik te maken van de moeilijke situatie waarin de slachtoffers zich bevonden en had er klaarblijkelijk ook geen moeite mee om leugenachtige verklaringen af te leggen, dan wel zijn betrokkenheid bij de feiten van mensensmokkel te blijven ontkennen. Verder blijkt dat verzoeker in het verleden reeds meermaals werd veroordeeld door de politierechtbank, wat het gebrek voor respect aan de wet verder onderstreept. Verzoekers gedrag getuigt van een immorele ingesteldheid en van een ernstig gebrek aan normbesef en respect voor derden en de Belgische wetten. Gezien de lange incriminatieperiode (feiten gepleegd op herhaalde tijdstippen in de periode van 7 september 2017 t.e.m. 4 juni 2021), het lucratief karakter van de feiten en het gebrek aan overtuigend schuldinzicht, kan het risico op recidive niet uitgesloten worden. Uit verzoekers persoonlijk gedrag blijkt dat hij een **werkelijke, actuele en voldoende ernstige bedreiging voor een fundamenteel belang van de samenleving vormt in de zin van artikel 55/3/1 van de Vreemdelingenwet**.
3. Toepassing van het evenredigheidsbeginsel: Er kan niet worden vastgesteld dat *in casu* het evenredigheidsbeginsel onvoldoende in acht werd genomen. De Raad herhaalt dat huidige bestreden beslissing geenszins tot gevolg heeft dat verzoekers verblijfsrecht wordt beëindigd. In dit verband stipt de Raad aan dat de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie op 5 juli 2023 ten aanzien van verzoeker een beslissing tot beëindiging van het verblijf heeft genomen en dat de hiertegen ingestelde vordering tot schorsing en het beroep tot nietigverklaring door de Raad is verworpen bij arrest nr. 300 528 van 23 januari 2024.

De Raad oordeelt dat er geen nieuwe elementen of feiten aan de orde zijn die de kans aanzienlijk groter maken dat verzoeker in aanmerking komt om zijn status als vluchteling te behouden.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Ukraine

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Décision de refus d'une demande d'autorisation de séjour sur base de la décision d'exécution (UE) 2022/382 – Ukrainien – Faits : la PR vit en Pologne depuis 5 ans + revient en Ukraine pour des durées de 1 mois pour le renouvellement de ses visas + n'était pas sur le territoire lors de l'invasion russe + fils maintenant sous protection temporaire -

Motif 1 AA « Sur la base tant de l'article 2, alinéa 1er, a), de la décision d'exécution (UE) 2022/382 que de ses considérants, et plus particulièrement son considérant n° 14, il est établi que vous, qui ne résidiez pas en Ukraine au moment de l'invasion russe le 24.02.2022 ou durant la période peu avant celle-ci, ne faites pas partie des catégories de personnes visées » - Conseil souligne que la PD a pris en compte le 14^{ème} considérant – Conseil estime qu'à « défaut de toute précision dans les instruments susmentionnés » c'est à l'autorité administrative nationale d'apprécier si le départ de l'Ukraine a eu lieu « peu avant » l'invasion russe ou, au contraire, a eu lieu trop longtemps avant cette date – Pouvoir d'appréciation – PR ne conteste pas la transposition de la directive en droit belge + lignes directrices ne sont pas contraignantes – PR ne conteste pas avoir quitté l'Ukraine en 2021 et ne rentrer en Ukraine que pour des durées de 1 mois pour renouvellement de ses visas -

Motif 2 AA « Etant donné qu'avant le 24.02.2022 vous ne résidiez pas en Ukraine, contrairement à votre enfant, vous ne pouvez pas bénéficier du statut dérivé de personne protégée temporairement en tant que membre de la famille bénéficiant de la protection temporaire en Belgique » - Conseil souligne que PR ne démontre pas une erreur manifeste d'appréciation – PR ne résidait pas avec son fils et donc ne peut être considéré comme un membre de sa famille (malgré visite familiale) –

Motif 3 AA « PR déjà autorisée au séjour dans un autre EM -> vous n'êtes pas autorisé au séjour en exécution de l'article 57/30, § 2, alinéa 1er, 2°, de la loi » - Conseil relève que ce motif se vérifie à l'examen du DA – Le besoin de protection de la PR peut être examiné dans le cadre d'une demande de PI – Possible d'introduire une demande de RF avec son fils - Rejet.

« 3.2. En l'espèce, la partie défenderesse a estimé que le requérant n'entrait pas dans le champ d'application des bénéficiaires de la protection temporaire, dès lors qu'il n'appartient pas à la catégorie, visées dans la décision d'exécution 2022/382/UE, des ressortissants ukrainiens résidant en Ukraine avant le 24 février 2022 et qui ont été déplacés d'Ukraine le 24 février 2022 ou après cette date, à la suite de l'invasion militaire par les forces armées russes. La partie défenderesse a en effet motivé à juste titre que « Sur la base tant de l'article 2, alinéa 1er, a), de la décision d'exécution (UE) 2022/382 que de ses considérants, et plus particulièrement son considérant n° 14, il est établi que vous, qui ne résidiez pas en Ukraine au moment de l'invasion russe le 24.02.2022 ou durant la période peu avant celle-ci, ne faites pas partie des catégories de personnes visées. Force est de constater que vous ne faites donc pas partie des catégories de personnes visées dans la décision d'exécution susmentionnée. Par conséquent, vous ne pouvez pas bénéficier d'une autorisation de séjour sur la base de la protection temporaire tel que définie dans la décision d'exécution (UE) 2022/382 ». Cette motivation montre en outre que la partie défenderesse a tenu compte du 14^{ème} considérant de la décision 2022/382/UE.

A défaut de toute précision dans les instruments susmentionnés, il appartient à l'autorité administrative nationale d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, si le départ de l'Ukraine a eu lieu « peu avant » le 24 février 2022 ou, au contraire, a eu lieu trop longtemps avant cette date pour bénéficier de la protection temporaire.

A cet égard, la partie défenderesse dispose d'un pouvoir d'appréciation, auquel le Conseil ne peut se substituer, à défaut de démonstration d'une erreur manifeste d'appréciation, dans le chef de celle-ci, quod non en l'espèce. Elle n'en est cependant pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier, en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis.

La référence aux lignes directrices émises par la Commission européenne, ne suffit pas à renverser les constats qui précèdent. En effet, la partie requérante ne conteste pas la transposition de la directive « protection temporaire » en droit belge et lesdites lignes directrices n'ont aucune force contraignante.

En l'occurrence, le requérant ne conteste pas avoir quitté l'Ukraine en 2021 pour aller travailler en Pologne et être uniquement rentré en Ukraine pour des durées d'un mois afin de renouveler ses visas ni la motivation selon laquelle « [vous] ne résidiez pas en Ukraine au moment de l'invasion russe le 24.02.2022 ou durant la période peu avant celle-ci ».

3.3. La partie défenderesse a également considéré que le requérant n'entrait pas dans le champ d'application des bénéficiaires de la protection temporaire, dès lors qu'il n'appartient pas à la catégorie, visées dans la décision d'exécution 2022/382/UE, des « membres de la famille des personnes visées aux points a) [...] ».

La partie défenderesse a en effet motivé à bon droit que « Dans le cadre de cette demande, vous avez soumis un acte de naissance prouvant votre lien de parenté avec [K.A.], né le [...], ressortissant ukrainien mineur. L'examen de la base de données montre que votre enfant mineur s'est vu notifier une attestation de protection temporaire. L'article 2, paragraphe 4, point a), de la décision d'exécution (UE) 2022/382 stipule que la décision s'applique aux membres de la famille des ressortissants ukrainiens dans la mesure où la famille était déjà une famille et résidait en Ukraine avant le 24 février 2022. Etant donné qu'avant le 24.02.2022 vous ne résidiez pas en Ukraine, contrairement à votre enfant, vous ne pouvez pas bénéficier du statut dérivé de personne protégée temporairement en tant que membre de la famille bénéficiant de la protection temporaire en Belgique. Par conséquent, cette décision ne viole pas l'article 8 de la CEDH », ce qui ne fait l'objet d'aucune démonstration d'une erreur manifeste d'appréciation. Outre le fait que le requérant n'a pas précisé expressément en temps utile qu'il retournait régulièrement en Ukraine non uniquement pour renouveler ses visas mais également pour rendre visite à sa famille, il ne résidait pas avec son fils et ne peut donc être considéré comme un membre de la famille de ce dernier.

3.4. La partie défenderesse a également mentionné que « Etant donné que vous êtes déjà autorisé à séjourner dans un autre Etat membre de l'Union européenne tenu d'appliquer la décision du Conseil de [l']Union européenne visée à l'article 57/29, § 1, vous n'êtes pas autorisé au séjour en exécution de l'article 57/30, § 2, alinéa 1er, 2°, de la loi ». Le Conseil ne peut qu'observer à cet égard que le requérant disposait bien d'un permis de séjour en Pologne au jour de la prise de l'acte attaqué et que son expiration était postérieure.

3.5. Quant aux diverses considérations de la partie requérante liées à l'illégalité du séjour du requérant en Belgique, elles sont sans incidence sur la légalité de la décision attaquée et le non-respect des conditions requises.

3.6. Enfin, outre le fait que le requérant disposait d'un titre de séjour polonais expirant le 15 juillet 2024, soit postérieurement à la prise de l'acte attaqué, le besoin de protection du requérant peut en tout état de cause être examiné dans le cadre d'une demande de protection internationale.

Par ailleurs, il est loisible au requérant d'introduire une demande de regroupement familial afin de rejoindre en Belgique son fils y ayant obtenu la protection temporaire.

3.7. Les trois moyens pris ne sont pas fondés ».

CCE arrêt 313317 du 23/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Érythrée

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Mineur

composition du siège

1 juge

Begeleide minderjarige verzoeker. Moeder heeft **internationale bescherming** in Italië.

De CGVS oordeelt dat verzoekster geen eigen feiten aanhaalt die een apart verzoek rechtvaardigen.

De Raad stelt vast dat het **administratief dossier geen** enkele **aanwijzing** bevat dat de minderjarige **verzoekster**, net als haar moeder, in aanmerking zou komen voor een **internationale beschermingsstatus** in Italië. Uit geen enkel stuk uit het administratief of rechtsplegingsdossier kan verder blijken dat de minderjarige verzoekster over een internationale beschermingsstatus in Italië zou beschikken. Dit blijkt evenmin uit de verklaringen van verzoeksters moeder. De Raad is, in tegenstelling tot de commissaris-generaal, van mening dat zulks thans ook niet zonder meer kan worden afgeleid uit de beschikbare landeninformatie.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Palestine

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 17

composition du siège

1 juge

Bijlage 17 - vernietiging - weigering van een aanvraag om machtiging tot vestiging - rechtsgrond is artikel 15 van de VW - redenen van openbare orde - artikel 3, eerste lid, 7° van de VW - raadpleging Algemene Nationale gegevensdatabank (ANG) - "doodslag, opzettelijke slagen en/of verwondingen, opzettelijke vernielingen, gewone diefstal, drugs/bezit"- veroordelingen in 2019 en 2021 wegens "bedrieglijke verberging van een gevonden voorwerp" en "geen houder geldig rijbewijs" - veroordelingen hebben geen betrekking op de opsomming van feiten waaruit volgens verweerder blijkt dat VP tijdens verblijf in België met de nodige regelmaat de openbare orde verstoort - VP ontkent beschuldigingen met klem en stelt dat het gaat om zeer verregaande beschuldigingen - raadpleging ANG geeft enkel een nummer en een kwalificatie, zonder dat echter blijkt wat de precieze aard van de feiten is, zonder de concrete handelingen en de context te specificeren en zonder te duiden wat het aandeel van VP is - uit het louter verwijzen naar bepaalde abstract geformuleerde feiten/kwalificaties uit ANG zonder te verduidelijken wat de ernst van de feiten is en welk aandeel de VP had, blijkt geen zorgvuldig onderzoek - schending zorgvuldigheidsplicht

Uit voormelde motieven blijkt aldus dat de verwerende partij van mening is dat de verzoekende partij kan geacht worden de openbare rust/openbare orde te kunnen schaden, gelet op het feit dat zij tijdens haar verblijf in België met de nodige regelmaat de openbare orde verstoort zoals blijkt uit de raadpleging van de ANG, waaruit blijkt dat het gaat om "doodslag, opzettelijke slagen en/of verwondingen, opzettelijke vernielingen, gewone diefstal, drugs/bezit". Ook wordt er nog op gewezen dat zij voor een aantal van deze feiten effectief werd veroordeeld, doch zonder verder te verduidelijken om welke feiten dit gaat. Verder in de bestreden beslissing wordt wel gewezen op een veroordeling wegens "bedrieglijke verberging van een gevonden voorwerp" en een veroordeling wegens "geen houder geldig rijbewijs." Deze veroordelingen hebben echter geen betrekking op de opsomming van feiten waaruit volgens de verwerende partij blijkt dat de verzoekende partij tijdens haar verblijf in België met de nodige regelmaat de openbare orde verstoort.

[...]

4.7. In de bestreden beslissing verwijst de verwerende partij, om te besluiten dat de verzoekende partij tijdens haar verblijf in België met de nodige regelmaat de openbare orde verstoort, louter naar feiten van "doodslag, opzettelijke slagen en/of verwondingen, opzettelijke vernielingen, gewone diefstal, drugs/bezit" die blijken uit de raadpleging van de ANG. In de bestreden beslissing wordt eveneens gesteld dat de verzoekende partij voor een aantal van "deze" feiten effectief werd veroordeeld, doch dit blijkt geenszins uit het administratief dossier. Uit de raadpleging van de ANG, die zich wel in het administratief dossier bevindt, blijkt voorts enkel een nummer en een kwalificatie, zonder dat echter blijkt wat de precieze aard van de feiten is, zonder de concrete handelingen en de context te specificeren en zonder dat wordt verduidelijkt wat het aandeel van de verzoekende partij is. Voorts bevat het administratief dossier – behoudens één document van 11 mei 2023 waaruit blijkt dat de verzoekende partij vanaf 10 mei 2023 in voorhechtenis in de gevangenis verbleef op grond van "poging tot wanbedrijf" en "doodslag" – geen andere documentatie of informatie omtrent de feiten waaraan de verzoekende partij zich schuldig zou hebben gemaakt en waaruit de verwerende partij afleidt dat zij met de nodige regelmaat de openbare orde verstoort. De verzoekende partij ontkent de beschuldigingen met klem.

[...]

4.8. Er blijkt noch uit de motieven van de bestreden beslissing, noch uit het administratief dossier wat de ernst van de feiten precies is en welk mogelijk aandeel de verzoekende partij daarin gespeeld heeft om te kunnen vaststellen dat de verzoekende partij kan geacht worden de openbare rust/openbare orde te kunnen schaden, gelet op het feit dat zij tijdens haar verblijf in België met de nodige regelmaat de openbare orde verstoort.

[...]

Uit het louter verwijzen naar bepaalde abstract geformuleerde feiten/kwalificaties die blijken uit de raadpleging van de ANG, zonder dat uit de bestreden beslissing of het administratief dossier blijkt dat wat de ernst van de feiten precies

zijn en welk mogelijk aandeel de verzoekende partij daarin gespeeld heeft, en waarvan niet blijkt, hoewel dit geponeerd wordt in de bestreden beslissing, dat de verzoekende partij hiervoor reeds veroordeeld werd, blijkt geen zorgvuldig onderzoek en kan niet blijken of de verwerende partij correct en niet op kennelijk onredelijke wijze heeft vastgesteld dat de verzoekende partij kan geacht worden de openbare rust/openbare orde te kunnen schaden, gelet op het feit dat zij tijdens haar verblijf in België met de nodige regelmaat de openbare orde verstoort.

[...]

4.10. Gelet op het feit dat de verwerende partij meent dat de aanvraag verworpen wordt om redenen van openbare orde/nationale veiligheid omdat de verzoekende partij tijdens haar verblijf in België met de nodige regelmaat de orde verstoort en hiervoor verwijst naar de vermeldingen van feiten in de ANG en meent dat deze gedragingen aantonen dat de verzoekende partij zich niet kan aanpassen aan de normen en waarden in België, kan niet zonder meer blijken dat de verwerende partij, zonder verwijzing naar kwalificaties opgesomd in de ANG van de verzoekende partij, enkel op grond van de feiten die geleid hebben tot veroordelingen eveneens zou geoordeeld hebben dat de aanvraag dient verworpen te worden om redenen van openbare orde/veiligheid van het land.

CCE arrê^t 313267 du 20/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Nicaragua

dictum arrê^t

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siê^ge

1 juge

Verzoekster voert aan dat zij namens Ciudadanos por la Libertad (hierna: CPLL) werd gevraagd om als bijzitter te zetelen tijdens te verkiezingen. Hieruit zouden problemen zijn ontstaan.

Bij aanvullende nota *d.d.* 22 mei 2024 heeft verzoekster **drie nieuwe stukken ingediend**. Aangaande deze stukken werd op 20 augustus 2024 aan de verwerende partij een **schriftelijk verslag** opgevraagd. De verwerende partij diende op 22 augustus 2024 een schriftelijk verslag in, verzoekster diende op 30 augustus 2024 een replieknota in.

Vooreerst wijst de Raad op het volgende. De **omstandigheid** dat de Raad in zijn beschikking op grond van artikel 39/76, § 1, derde lid van de Vreemdelingenwet vraagt om deze stukken "*die de kans aanzienlijk vergroten dat de verzoekende partij voldoet aan de voorwaarden die vereist zijn voor de erkenning als vluchteling (...) of voor de subsidiaire bescherming (...)*" te **onderzoeken** "*omdat hij niet kan komen tot de bevestiging of hervorming van de bestreden beslissing zonder aanvullende onderzoeksmaatregelen van deze nieuwe elementen*", **brenge mee dat deze stukken voormelde kans vergroten maar sluit niet uit dat dit kan weerlegd worden** door de verwerende partij **of dat de Raad tot een andere conclusie kan komen** na het onderzoek van deze stukken door de verwerende partij en de repliek van verzoekster daarop.

(...)

Inzake stukken 1 en 3 legt verzoekster uit dat zij de advocaat O. J. B. D. zou hebben gevraagd om opzoeking te doen op de niet-publiekelijk toegankelijke website. Stuk 1 is een attest van de Nicaraguaanse rechterlijke macht dat zou bevestigen dat zij het voorwerp uitmaakt van een onderzoek op basis van de wet 1055. Stuk 3 betreft een overzicht (screenshot) van zoekingsresultaten op de website van de Nicaraguaanse rechterlijke macht op naam van verzoekster en een bewijs dat de auteur van de opzoeking een advocaat is.

(...)

Uit deze stukken blijkt dat er een **gerechtelijk onderzoek** zou lopen tegen verzoekster, gebaseerd op haar vertrek uit Nicaragua en dat er reeds eerder een onderzoek lastens verzoekster werd gestart overeenkomstig artikel 1 van de wet nr. 1055. Dit laatste stemt overeen met verzoeksters verklaringen.

Uit de **COI Focus "Nicaragua Situation des opposants et de leur entourage" van 30 maart 2023** blijkt dat deze wet nr. 1055 aangenomen op 21 december 2020, verbiedt om zich kandidaat te stellen voor een verkiesbare functie aan om het even wie de onafhankelijkheid, de soevereiniteit en het zelfbeschikkingsrecht van Nicaragua ondermijnt, die eist, pleit voor en het opleggen van sancties tegen Nicaragua en zijn burgers looft, of die de hogere belangen van de natie schaadt.

De Raad volgt de commissaris-generaal in het schriftelijk verslag waar deze stelt dat deze wet gericht is tegen wie zich kandidaat stelt voor een verkiesbare functie en dat verzoekster steeds heeft gesproken over het feit dat zij werd gevraagd om bijzitter te zijn bij de verkiezingen, wat inhoudt dat zij geen "verkiesbare" functie ambieerde.

Verzoeksters verklaringen over de toepassing van deze wet nr. 1055 op haar **lijken dus niet te stroken** met de **doelstellingen** van deze **wet**. Verzoeksters verklaringen over en het stuk waaruit zou blijken dat er een onderzoek tegen haar loopt op grond van artikel 1 van de wet nr. 1055, **lijken dus niet te stroken met haar overige verklaringen dat zij problemen kreeg omdat zij gevraagd was om bijzitter te zijn**. Hoewel de verwerende partij in het schriftelijk verslag aangeeft dat een screenshot geen objectieve bewijswaarde heeft, betwist de verwerende partij niet dat deze website enkel toegankelijk is middels tussenkomst van een geregistreerde advocaat. Het resultaat van deze opzoeking door een geregistreerde advocaat lijkt te zijn dat verzoekster gekend is in het systeem.

Verzoekster geeft geen verdere duiding bij het nieuwe gerechtelijk onderzoek dat zou lopen omwille van haar "migratievertrek".

De Raad dient bijgevolg vast te stellen dat er **nog steeds vragen rijzen aangaande essentiële elementen van verzoeksters relaas**. Het is de Raad niet duidelijk, mocht er effectief een onderzoek/onderzoeken tegen verzoekster lopen, op welke grond(en) dit gebeurt en wat de eventueel gevolgen daarvan zijn. Tevens meent de Raad dat verzoekster nader moet worden ondervraagd over deze stukken. Verder onderzoek van bovenstaande elementen is aldus nodig om op correcte wijze de geloofwaardigheid en aannemelijkheid van het vluchtrelaas te kunnen beoordelen.

Essentiële elementen ontbreken en de Raad vernietigt de bestreden beslissing.

CCE arrêt 313284 du 20/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Bijlage 20 zonder bgv – vernietiging – gezinshereniging met Belgische moeder – weigering op grond van artikel 43, §1, 2° VW om redenen van openbare orde – belangenafweging uit artikel 43, §2 VW – kennelijk onredelijke beoordeling bindingen met land van oorsprong – hoofdzakelijk legaal verblijf in België sinds 1985 en leeftijd van 3 jaar – vakantie in herkomstland volstaat niet

De door artikel 43, §2 van de Vreemdelingenwet opgelegde verplichting om, in het kader van de belangenafweging die deze bepaling beoogt, rekening te houden met “de mate waarin betrokkene bindingen heeft met zijn land van oorsprong” omhelst een beoordeling van de actuele situatie en een onderzoek naar de kracht van de binding. Samen met verzoeker is de Raad van oordeel dat het kennelijk onredelijk is om in hoofde van een vreemdeling die reeds sedert zijn derde levensjaar in 1985 in België verblijft en dit voor het overgrote deel op legale wijze, te stellen dat hij nog bindingen heeft met zijn land van herkomst louter en alleen op grond van de vaststelling dat hij er in het jaar 2015 gedurende zes weken heeft verbleven en er “zijn plan” heeft kunnen trekken. Deze vaststelling maakt de beoordeling in het licht van artikel 43, §2 van de Vreemdelingenwet kaduuk, zodat de bestreden beslissing moet worden vernietigd.

CCE arrêt 313285 du 20/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Ukraine

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

MUST READ - Uitsluiting van de tijdelijke bescherming - verwerping - Oekraïne - uitgesloten op grond van artikel 57/32, §1, eerste lid, 4° van de VW - verweerder heeft verder ook gemotiveerd dat verzoeker 'in elk geval' niet in aanmerking komt voor een machtiging zoals gedefinieerd in het uitvoeringsbesluit 2022/83 - geen sprake van "insluiting" - motieven aangaande uitsluiting zijn dan ook overtuigend - eerdere beslissing werd vernietigd door de Raad in arrest 291982 - gezag van gewijsde - artikel 57/32, §1 van de VW verplicht verweerder niet om de voorwaarden voor insluiting na te gaan alvorens te besluiten tot uitsluiting - dit betekent echter niet dat verweerder, na de eerdere vernietiging, in de nieuwe beslissing geen onderzoek kan voeren naar of verzoeker onder het toepassingsgebied van het uitvoeringsbesluit valt - verzoeker verblijft sedert 23 maart 2021 in de Belgische gevangenis - was voor 24 februari 2024 niet in Oekraïne en verbleef daar dan ook niet samen met zijn gezin - echtgenote geniet wel tijdelijke bescherming - overweging 11 van het uitvoeringsbesluit 2022/382 - verzoeker voldoet niet aan de gestelde voorwaarden

2.5. Hoewel de verwerende partij er in de bestreden beslissing op wijst dat de verzoekende partij wordt uitgesloten van de tijdelijke bescherming op grond van artikel 57/32, §1, eerste lid, 4° van de Vreemdelingenwet, blijkt dat zij eveneens motiveert dat de verzoekende partij, die een Oekraïens staatsburger is, 'in elk geval' niet in aanmerking komt voor een machtiging tot verblijf in het kader van een tijdelijke bescherming zoals gedefinieerd in het uitvoeringsbesluit 2022/382.

De verwerende partij zet als volgt uiteen waarom de verzoekende partij niet in aanmerking komt voor een machtiging tot verblijf op grond van het statuut van tijdelijke bescherming zoals gedefinieerd in het uitvoeringsbesluit 2022/382: *"Tot slot wijzen we er op dat u sinds 23.03.2021 opgesloten bent in de gevangenis, waaruit volgt dat u Oekraïne reeds geruime tijd voor de start van de invasie van de Russische strijdkrachten verlaten heeft. Op basis van artikel 2, lid 2, van het uitvoeringsbesluit (EU) 2022/382 en uit de overwegingen van het uitvoeringsbesluit (EU) 2022/382, en meer in het bijzonder uit overweging 14, blijkt duidelijk dat u, die op het moment van de Russische invasie op 24.02.2022 of in de periode kort daarvoor niet in Oekraïne verbleef, niet onder de in het uitvoeringsbesluit genoemde categorieën van personen valt. Bijgevolg komt u in elk geval niet in aanmerking voor een machtiging tot verblijf als gevolg van de tijdelijke bescherming zoals gedefinieerd in het uitvoeringsbesluit (EU) 2022/382.*

Uit het nazicht van uw administratief dossier blijkt dat u op 19.08.2020 in het huwelijk bent getreden met S.D. (...) (°07.10.1994, nationaliteit: Oekraïne). Mevrouw S. (...) werd op 18.03.2022 in kennis gesteld van een attest tijdelijke bescherming. U toont echter niet aan dat u in aanmerking komt voor het statuut van tijdelijke bescherming in de hoedanigheid van familielid van een begunstigde van het statuut tijdelijke bescherming, daar artikel 2, lid 4 van het uitvoeringsbesluit (EU) 2022/382 veronderstelt dat u geacht wordt deel uit te maken van een gezin voor zover het gezin vóór 24.02.2022 in Oekraïne verbleef. Gelet op het feit dat u sinds 23.03.2021 in de Belgische gevangenis verblijft staat vast dat u op deze grond niet in aanmerking komt voor het statuut van tijdelijke bescherming."

Deze motieven volstaan om de verzoekende partij de door haar gevraagde machtiging tot verblijf, zoals vermeld in punt 1.1., te weigeren. Het loutere feit dat uit de motieven van de bestreden beslissing blijkt dat verwerende partij naast het feit dat de verzoekende partij niet valt onder het toepassingsgebied van het uitvoeringsbesluit 2022/382 – en er aldus geen sprake is van 'insluiting' – ook meent dat de verzoekende partij, op grond van artikel 57/32, §1 van de Vreemdelingenwet dient uitgesloten te worden van de tijdelijke bescherming, doet hieraan geen afbreuk. De motieven betreffende de uitsluiting op grond van voormelde bepaling van de Vreemdelingenwet zijn dan ook overtuigend. Immers zelfs indien de kritiek van de verzoekende partij op deze motieven terecht zou kunnen worden bevonden en zou blijken dat niet terecht of op onzorgvuldige wijze werd vastgesteld dat de verzoekende partij dient uitgesloten te worden, kan de Raad slechts vaststellen dat de verwerende partij met de bestreden beslissing eveneens besluit dat de verzoekende partij niet in aanmerking komt voor een machtiging tot verblijf op grond van het statuut van tijdelijke bescherming daar zij niet onder het toepassingsgebied van het uitvoeringsbesluit 2022/382 valt.

De kritiek op de motieven van uitsluiting op grond van artikel 57/32, §1 van de Vreemdelingenwet – inclusief de verwijzing naar het gezag van gewijsde van het arrest nr. nr. 291 982 van 14 juli 2023 van de Raad – is dan ook niet dienstig daar de eventuele gegrondheid van kritiek op een overtuigend motief niet kan leiden tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing.

[...]

Betreffende het gezag van gewijsde, wijst de Raad er nog op dat artikel 57/32, §1 van de Vreemdelingenwet de verwerende partij niet verplicht de voorwaarden voor insluiting van de tijdelijke bescherming na te gaan alvorens te besluiten tot uitsluiting van deze bescherming. Wanneer de uitsluitingsclausule van toepassing werd verklaard, zoals in de beslissing van 19 september 2022, diende de verwerende partij niet na te gaan of de verzoekende partij valt onder de in het uitvoeringsbesluit 2022/382 genoemde categorieën van personen. Het feit echter dat de verwerende partij, bij het nemen van de beslissing van 19 september 2022 genomen naar aanleiding van de aanvraag vermeld in punt 1.1., aldus niet gehouden was na te gaan of de verzoekende partij valt onder de in het uitvoeringsbesluit 2022/382 genoemde categorieën van personen, neemt niet weg dat zij, na een nietigverklaring van de voormelde beslissing, alsnog mag overgaan tot een onderzoek van de vraag of de verzoekende partij onder het toepassingsgebied van het uitvoeringsbesluit valt, met andere woorden of er sprake is van insluiting.

[...]

2.7. Betreffende het niet vallen onder artikel 2, vierde lid iuncto artikel 2, eerste lid, c) van het uitvoeringsbesluit 2022/382, betoogt de verzoekende partij dat in de bestreden beslissing wordt gesteld dat zij niet aantoont dat zij in aanmerking komt voor het statuut van tijdelijke bescherming in de hoedanigheid van familielid van een begunstigde van het statuut tijdelijke bescherming omdat artikel 2, vierde lid van het uitvoeringsbesluit 2022/382 veronderstelt dat zij geacht wordt deel uit te maken van een gezin voor zover het gezin vóór 24 februari 2022 in Oekraïne verbleef en dat gelet op het feit dat zij sinds 23 maart 2021 in de Belgische gevangenis verblijft, het vaststaat dat zij op deze grond niet in aanmerking komt voor het statuut.

[...]

Met haar betoog dat zij om redenen buiten haar wil om ten tijde van de Russische militaire invasie niet meer bij haar echtgenote in Oekraïne verbleef, erkent zij enkel dat zij niet vóór 24 februari 2022 – meer bepaald ten tijde van de omstandigheden rond de massale toestroom van ontheemden/de militaire invasie door de Russische strijdkrachten – als gezin in Oekraïne verbleef. De Raad is geen bepaling bekend, en de verzoekende partij voert dit ook niet aan, dat de voorwaarde van het als in gezin in Oekraïne verblijven vóór 24 februari 2022, meer bepaald ten tijde van de omstandigheden rond de massale toestroom van ontheemden, niet zou gelden indien dit gebrek aan gemeenschappelijk verblijf in Oekraïne ten tijde van die omstandigheden niet gewild is door het gezin.

De verzoekende partij kan ook bezwaarlijk andere voorwaarden lezen in overweging 11 omwille van de vermelding van het belang om de eenheid van het gezin te bewaren. Het belang van het bewaren van de eenheid van het gezin wordt vermeld als reden dat *"ook tijdelijke bescherming (...) (wordt) ingevoerd voor de gezinsleden van die personen indien het gezin reeds in Oekraïne bestond en er verbleef ten tijde van de omstandigheden rond de massale toestroom van ontheemden"*. Bovendien blijkt uit het vermelden van het belang van het bewaren van de eenheid van het gezin in het licht van het toekennen van een verblijfstitel niet ipso facto dat het bestaan van een gezinsleven op zich zou primeren op de voorwaarden tot het verkrijgen van de verblijfstitel. Immers indien er geen sprake was van een gezamenlijk verblijven van het gezin in Oekraïne voorafgaand de invasie, wordt de 'eenheid van het gezin' niet getroffen door de ontheemding na de invasie, doch werd deze eenheid reeds voorafgaand getroffen omwille van andere redenen. Er blijkt dan ook niet uit het louter vermelden van het belang van het bewaren van de eenheid van het gezin in overweging 11, dat kan afgeweken worden van de voorwaarde er te verblijven als gezin vóór 24 februari 2022, verduidelijkt in overweging 11 *"indien het gezin (...) in Oekraïne (...) verbleef ten tijde van de omstandigheden rond de massale toestroom van ontheemden"*, als er sprake is van het bestaan van een gezin.

Aan het verkrijgen van een tijdelijke bescherming als gezinslid, conform artikel 2, eerste lid, c) van het uitvoeringsbesluit 2022/382 zijn voorwaarden verbonden. Uit de bepalingen van het uitvoeringsbesluit 2022/382 blijkt geenszins dat louter op grond van het bestaan van een beschermingswaardig gezinsleven in de zin van artikel 8 van het EVRM, de verzoekende partij een statuut van tijdelijke bescherming kan verkrijgen op grond van het feit dat haar echtgenote dit statuut verkreeg

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

9bis irrecevable

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

OQT accessoire 9bis irrecevable circ. exc. – PR avait invoqué dans sa demande 9bis l’existence d’une vie privée et reprochait l’absence de motivation de l’OQT quant à ce – AA uniquement motivé, s’agissant de l’article 8 de la CEDH, quant à la vie familiale – motivation insuffisante – annulation.

« 3.2.1. Sur la seconde branche du moyen unique, le Conseil relève que la partie requérante reproche au deuxième acte attaqué d’être affecté d’un vice de motivation au sujet notamment de sa vie privée.

3.2.2. Le Conseil observe à ce propos qu’il ressort de la demande d’autorisation de séjour introduite sur la base de l’article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 que la partie requérante avait invoqué l’existence d’une vie privée en Belgique, au sens de l’article 8 de la CEDH.

3.2.3. Le Conseil rappelle que l’article 7, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, a été modifié par différentes lois qui visent à assurer la transposition partielle de la Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

L’article 20 de la même loi du 19 janvier 2012 a inséré, dans la loi précitée du 15 décembre 1980, un article 74/13, libellé comme suit :

« Lors de la prise d’une décision d’éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l’intérêt supérieur de l’enfant, de la vie familiale, et de l’état de santé du ressortissant d’un pays tiers concerné ».

Par ailleurs, l’article 6.4 de la Directive 2008/115/CE susvisée prévoit que la partie défenderesse conserve la faculté de privilégier la voie de la régularisation de séjour « pour des motifs charitables, humanitaires ou autres », et le considérant 6 de ladite directive prévoit que « conformément aux principes généraux du droit de l’Union européenne, les décisions prises en vertu de la présente directive devraient l’être au cas par cas et tenir compte de critères objectifs, ce qui implique que l’on prenne en considération d’autres facteurs que le simple fait du séjour irrégulier ».

Il résulte de ce qui précède que si la partie défenderesse doit, dans certains cas déterminés à l’article 7 de la loi du 15 décembre 1980, délivrer un ordre de quitter le territoire à tout ressortissant d’un pays tiers se trouvant sur le territoire belge en séjour irrégulier, cette obligation ne doit pas s’entendre comme s’imposant à elle de manière automatique et en toutes circonstances.

Ainsi, à supposer que l’étranger séjourne de manière irrégulière sur le territoire, le caractère irrégulier du séjour ne saurait en tout état de cause suffire à lui seul à justifier la délivrance d’un ordre de quitter le territoire sans que d’autres éléments soient pris en compte.

Il s’ensuit que la partie défenderesse n’est pas dépourvue en la matière d’un certain pouvoir d’appréciation.

Dès lors que, d’une part, l’autorité est tenue, en vertu de son obligation de motivation formelle, d’exposer dans l’acte administratif les motifs de fait et de droit qui le fondent et que, d’autre part, elle doit notamment avoir égard, lors de l’adoption d’un ordre de quitter le territoire, au respect des droits fondamentaux, il lui appartient d’expliquer comment elle a procédé à ce respect en motivant formellement ledit acte à cet égard (en ce sens : CE, arrêt n°253 942 du 9 juin 2022).

3.2.4. En l’espèce, le Conseil constate que la partie défenderesse s’est contentée de motiver le deuxième acte attaqué, s’agissant de l’article 8 de la CEDH, au regard de sa vie familiale, sans égard pour la vie privée invoquée par celle-ci.

La motivation est à cet égard insuffisante.

3.2.5. Contrairement à ce que soutient la partie défenderesse dans sa note d'observations, la partie requérante ne s'est pas contentée de rappeler les exigences de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 ou de simples généralités non susceptibles d'aboutir à l'annulation de l'acte ainsi contesté. »

procédure CCE

Annulation

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

MUST READ - Bijlage 20 zonder bgv – vernietiging – gezinshereniging met Belgische echtgenoot –artikel 40ter, §2, tweede lid, 1° VW – bestaansmiddelen – verweerder aanvaardt integratietegemoetkoming niet als bestaansmiddel, inkomensvervangende tegemoetkoming wel – rechtspraak RvS – “tegemeetkomingen voor gehandicapten” niet uitgesloten – motief “compensatie voor bijkomende kosten die personen met handicap hebben om deel te kunnen nemen aan het maatschappelijke leven” – vrij te besteden als globaal gezinsbudget – vergelijking met uitdrukkelijk uitgesloten kinderbijslagen

In de bestreden beslissing wordt vastgesteld dat de integratietegemoetkoming niet in overweging kan worden genomen bij de beoordeling van de bestaansmiddelen omdat deze wordt toegekend als compensatie voor de bijkomende kosten die personen met een handicap hebben om deel te kunnen nemen aan het maatschappelijke leven enerzijds, en de inkomensvervangende tegemoetkoming ten bedrage van 1214,52 euro waarvan het bewijs wordt geleverd niet 120 procent bedraagt van het leefloon voor een persoon met gezinslast.

[...]

Verzoekster betoogt vervolgens dat het maandelijks bedrag van de integratietegemoetkoming ten onrechte buiten beschouwing wordt gelaten en verwijst naar rechtspraak van de Raad van State waaruit blijkt dat tegemoetkomingen voor personen met een handicap -zijnde zowel de inkomensvervangende tegemoetkoming als de integratietegemoetkoming- in aanmerking moeten worden genomen.

De Raad van State heeft inderdaad in verschillende arresten uiteengezet dat het de wil van de wetgever was om, bij de berekening van het totale inkomen in het kader van artikel 40ter van de Vreemdelingenwet, om humanitaire redenen de tegemoetkomingen voor gehandicapten niet uit te sluiten en dat de Belgische Staat voor het Grondwettelijk Hof uitdrukkelijk verklaarde dat “de tegemoetkomingen aan gehandicapten [...] in aanmerking [worden] genomen voor de berekening van de inkomsten van de gezinshereniger” (Rvs 18 maart 2019, nrs. 243.962 en 243.963, RvS 1 oktober 2019, nr. 245.601 en RvS 7 november 2019, nr. 246.019). Uit niets blijkt dat daarmee uitsluitend de inkomensvervangende tegemoetkoming zou worden bedoeld, en dat de integratietegemoetkoming zou moeten worden uitgesloten. In tegendeel, er is steeds sprake van “tegemeetkomingen” in het meervoud. Waar de verwerende partij in de bestreden beslissing de integratietegemoetkoming uitsluit, toont zij niet aan dat deze tegemoetkoming moet worden beschouwd als “middelen verkregen uit het leefloon, de financiële maatschappelijke dienstverlening, de kinderbijslagen en toeslagen, de inschakelingsuitkeringen en de overbruggingsuitkering” waarmee krachtens artikel 40ter van de Vreemdelingenwet geen rekening wordt gehouden. Waar zij motiveert dat de integratietegemoetkoming niet in overweging kan worden genomen bij de beoordeling van de bestaansmiddelen omdat deze wordt toegekend als compensatie voor de bijkomende kosten die personen met een handicap hebben om deel te kunnen nemen aan het maatschappelijke leven, overtuigt zij evenmin. Immers, deze tegemoetkoming is vrij te besteden en het is bovendien niet ondenkbaar dat door de aanwezigheid van een partner die de referentiepersoon kan bijstaan op het vlak van zijn zelfredzaamheid een groter deel van het bedrag (dat blijkens de stukken niet is gewijzigd sinds de referentiepersoon niet langer als alleenstaande wordt beschouwd maar als een persoon met gezinslast) als een globaal gezinsbudget kan worden besteed. Daarenboven blijkt uit het vermelde artikel 40ter dat de redenering van de verwerende partij ook zou kunnen opgaan voor wat betreft de kinderbijslagen, die de wetgever uitdrukkelijk wél heeft uitgesloten, in tegenstelling tot wat betreft de tegemoetkomingen voor personen met een handicap.

Door de integratietegemoetkoming niet in aanmerking te nemen, schendt de bestreden beslissing de materiële motiveringsplicht bij de toepassing van artikel 40ter van de Vreemdelingenwet. Deze vaststelling leidt tot de vernietiging van de bestreden beslissing.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Russie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 20

composition du siège

1 juge

Annexe 20 – moyens de subsistance – regroupant perçoit des allocation de chômage inférieures aux 120% - OE fait examen des besoins du ménage prévu à l’art 42, déduit 1.176 € de dépenses et estime que le solde n’est pas suffisant pour « couvrir l’ensemble des dépenses auxquelles doivent faire face mensuellement les intéressés » (1) + estime que le fait que le regroupant bénéficie d’un loyer social prouve son incapacité à faire face aux dépenses et frais du ménage sans être une charge pour les pouvoirs publics (2)– CCE : motif 1 : erreur manifeste d’appréciation sur "l’ensemble des dépenses" vu les dépenses déjà soustraites – motif 2 : bénéficiaire d’un loyer social ne signifie pas émarger au système d’aide sociale, d’ailleurs pas prétendu dans l’AA + rappel arrêt CJUE Chakroun §52 : certaines aides étatiques pour les bas revenus ne sont pas de l’aide sociale au sens de l’art 7, c) de la Directive 2003/86 – annulation.

« 3.2. En l’espèce, le Conseil ne peut que constater, à la suite de la partie requérante, que la partie défenderesse a déduit des revenus du regroupant différents montants qui correspondent à des dépenses courantes. Le motif de l’acte attaqué, selon lequel le montant ainsi réduit est insuffisant pour couvrir « l’ensemble des dépenses » auxquelles le ménage doit faire face et pour en déduire que les revenus sont insuffisants au sens de l’article 42 de la loi du 15 décembre 1980, procède d’une erreur manifeste d’appréciation.

3.3. Ensuite, la partie requérante doit également être suivie lorsqu’elle soutient qu’en se contentant d’indiquer que le montant des revenus du regroupant est insuffisant, la partie défenderesse n’a pas encore déterminé les moyens de subsistance nécessaires pour permettre au ménage de subvenir à leurs besoins sans devenir une charge pour les pouvoirs publics, tel que requis par l’article 42 de la loi du 15 décembre 1980.

Le moyen unique est dès lors fondé en ce qu’il est pris de la violation de cette disposition.

3.4. La partie requérante justifie en tout état de cause d’un intérêt à ces aspects du moyen dès lors que la circonstance relevée dans l’acte attaqué selon laquelle le regroupant bénéficie d’un loyer social ne permet pas de considérer que ce dernier émargerait au système d’aide sociale. Le Conseil observe au demeurant que ceci n’est pas précisément prétendu dans l’acte querellé.

Le Conseil tient à rappeler à ce sujet que dans son arrêt *Rhimou Chakroun contre Minister van Buitenlandse Zaken Chakroun* (C-578/08) du 4 mars 2010, la Cour de justice de l’Union européenne a précisé ce qui suit : « la notion d’aide sociale’ figurant à l’article 7, paragraphe 1, sous c), de la directive doit être interprétée comme visant l’aide qui supplée à un manque de ressources stables, régulières et suffisantes et non comme l’aide qui permettrait de faire face à des besoins extraordinaires ou imprévus » (§49) et « [...] la phrase «recourir au système d’aide sociale» figurant à l’article 7, paragraphe 1, initio et sous c), de la directive doit être interprétée en ce sens qu’elle ne permet pas à un État membre d’adopter une réglementation relative au regroupement familial refusant celui-ci à un regroupant qui a prouvé qu’il dispose de ressources stables, régulières et suffisantes lui permettant de subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille, mais qui, eu égard au niveau de ses revenus, pourra néanmoins faire appel à une assistance spéciale en cas de dépenses particulières et individuellement déterminées nécessaires à sa subsistance, à des remises d’impôt accordées par des collectivités locales en fonction des revenus ou à des mesures de soutien aux revenus dans le cadre de la politique minimale («*minimabeleid*») communale » (§52).

La partie défenderesse indique dans sa note d’observations que le regroupant est déjà à charge des pouvoirs publics parce qu’il bénéficie d’un loyer social, mais ne développe toutefois pas davantage son argumentation et ne répond pas aux objections émises en termes de requête à ce sujet, se bornant à invoquer qu’elles n’ont pas été élevées avant l’adoption de l’acte attaqué, ce qui n’est pas pertinent. »

CCE arrêt 313172 du 19/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

" (...) En l'occurrence, le Conseil estime, à la suite de la partie défenderesse, au vu des informations en sa possession à ce stade, que le niveau de violence aveugle qui sévit actuellement à Bagdad n'atteint pas un degré d'intensité tel que tout civil encourrait un risque réel de subir des menaces graves contre sa vie ou sa personne dans le cadre d'un conflit armé interne en cas de retour dans cette zone d'Irak. Les arguments de la requête et les informations auxquelles elle renvoie ne permettent pas une autre conclusion.

La question qui se pose enfin est donc de savoir si le demandeur est « apte à démontrer qu'il est affecté spécifiquement en raison d'éléments propres à sa situation personnelle » par un risque réel résultant de la violence aveugle régnant dans sa province d'origine, tenant compte du degré de celle-ci (v. CJUE, Elgafaji, arrêt cité, § 39). Autrement dit, peut-il invoquer des circonstances personnelles ayant pour effet d'augmenter dans son cas, la gravité de la menace résultant de la violence indiscriminée qui règne à Bagdad, en sorte que bien que cette violence n'atteigne pas un degré tel que tout civil encourrait du seul fait de sa présence sur place un risque réel de subir une menace grave pour sa vie ou sa personne, il faille considérer qu'un tel risque réel existe néanmoins dans son chef ?

A cet égard, le Conseil constate qu'il n'est pas contesté que les parties requérantes sont originaires de la ville de Bagdad et de confession musulmane chiite et qu'elles ont quitté l'Irak il y a trois ans.

Ensuite, le Conseil relève qu'il ressort du contenu des attestations psychologiques déposées en annexe de la requête et de la note complémentaire du 18 juin 2024, que les parties requérantes – en particulier la requérante – présentent des affections psychologiques (ainsi identifiées supra au point 5.6.2.). Ces constats permettent d'inférer, dans leur chef, un état de vulnérabilité particulière.

En conséquence, au vu des circonstances particulières de l'espèce, le Conseil estime devoir tenir compte de ces éléments qui, dans les circonstances particulières de l'espèce, établissent dans le chef des parties requérantes des circonstances propres, tenant à une vulnérabilité accrue du fait de leur état psychologique, qui les exposent davantage que d'autres à la violence aveugle qui règne dans leur région d'origine.

Il découle de ce qui précède que les parties requérantes établissent qu'en cas de retour dans leur région d'origine elles encourraient un risque réel de subir les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, au sens de l'article 48/4, § 2, c), de la loi du 15 décembre 1980.

En conséquence, il y a lieu d'accorder aux parties requérantes la protection subsidiaire prévue par la disposition légale précitée."

CCE arrêt 313126 du 18/09/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9bis irrecevable

nationalité

Côte d'Ivoire

dictum arrêt

Annulation

9bis irr. circ. exc. – PR avait invoqué un jugement français lui accordant un droit de visite de son enfant 1 WE/2 – AA : motif 1 : pas de VF -> CCE : présomption VF – motif 2 : séparation temporaire, possibilité de communiquer par les moyens modernes -> CCE : PD ne prend nullement en compte l'argument selon lequel « si la PR n'était plus autorisé[e] à séjourner en Belgique, [elle] ne pourrait plus exercer ce droit de visite » - motivation insuffisante – annulation.

« 3.2 En l'espèce, le Conseil observe que, dans sa demande d'autorisation de séjour visée au point 1.11, la partie requérante a fait valoir au titre de circonstance exceptionnelle sa situation familiale en alléguant qu' « [elle] est le père de [V.L.T.], de nationalité française, né le [XX].03.2014 [...], sur lequel [elle] est autorisé[e] à exercer actuellement un droit de visite les samedis des semaines paires de 10 H. à 18 H. et, à partir du 22.09.2022, les samedis et dimanches des semaines paires de 10 H. à 18 H. sans nuitée y compris pendant les vacances scolaires sauf départ en vacances de la mère [...] ; si [la partie requérante] n'était plus autorisé[e] à séjourner en Belgique, [elle] ne pourrait plus exercer ce droit de visite ; En ce qui concerne l'existence d'une vie familiale, il ressort de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme que le lien familial entre un parent et son enfant est présumé [...] ; Par ailleurs, la cohabitation n'est pas une condition sine qua non de la vie familiale, de sorte que les membre d'une famille ne vivant plus ensemble peuvent malgré tout bénéficier de la protection de l'article 8 de la CEDH [...] ; Eu égard à l'ensemble de ces considérations, il est incontestable que la vie privée et familiale [de la partie requérante] est profondément ancrée en Belgique ».

Par ailleurs, la partie requérante a annexé à sa demande le jugement du Tribunal judiciaire de Lille du 22 mars 2022 (juge aux affaires familiales), lequel établit les modalités d'exercice du droit de visite de la partie requérante au bénéfice de son enfant mineur. Ce jugement rappelle également que « tout changement de résidence de l'un des parents, dès lors qu'il modifie les modalités d'exercice de l'autorité parentale [...] et/ou l'exercice du droit d'accueil, doit faire l'objet d'une information préalable et en temps utile de l'autre parent » et dit « qu'à défaut d'avoir exercé ses droits à l'issue de la première heure pour les fins de semaine, le père sera présumé y avoir renoncé pour toute la période considérée ».

La première décision attaquée comporte, en réponse à cette argumentation, le motif suivant :

« Pour ce qui concerne le respect de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, en raison de la présence en France de son fils mineur [V.] pour lequel Monsieur dispose d'un droit de visite, notons tout d'abord que l'intéressé n'apporte pas d'élément concret destiné à démontrer l'existence de liens suffisamment étroits pour constituer une « vie familiale » entre lui et son enfant mineur. Monsieur fournit seulement un jugement du tribunal de Lille qui accorde un droit de visite à l'intéressé ; il appartient à l'intéressé de démontrer au sein de sa requête s'il existe une vie familiale et/ou privée. S'agissant de l'argumentation fondée sur l'article 8 de la CEDH, le Conseil du Contentieux des Étrangers soutient que lorsque la partie requérante allègue une violation de cette disposition, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et/ou familiale qu'elle invoque (C.C.E., arrêt n°229.956 du 9.12.2019). Quoi qu'il en soit, soulignons qu'il a été jugé par le Conseil du Contentieux des Étrangers que «L'accomplissement des formalités auprès du poste diplomatique compétent n'oblige pas l'étranger à séjourner dans le pays où ce poste est installé mais implique seulement qu'il doit s'y rendre temporairement pour y accomplir les formalités requises (...). Il en découle qu'en principe cet accomplissement ne constitue pas, au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, une ingérence dans la vie familiale de l'étranger ou que, si ingérence il y a, elle est nécessairement proportionnée puisqu'il n'est imposé à l'étranger qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. » (C.C.E., 24.08.2007, n°1.363). Il a dans le même sens été jugé que s'il est admis que l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine, la situation familiale de l'intéressé ne saurait empêcher celui-ci de retourner temporairement dans son pays pour le faire (Conseil d'État – [a]rrêt n°120.020 du 27.05.2003). Cela n'emporte pas une rupture des attaches qui le lient au sol belge, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Tribunal de Première Instance de Bruxelles, [a]udience [p]ublique des [r]éféré[s] du 18.06.2001, n°2001/536/C du rôle des Référé[s] ; Conseil d'État – [a]rrêt n° 133485 du 02.07.2004). Rappelons que la Cour d'arbitrage, actuellement Cour Constitutionnelle, a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu' « En imposant à un étranger

non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la [CEDH] . En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise ». Précisons que les liens allégués entre l'intéressé et son fils peuvent se maintenir via les moyens et outils modernes de communication ».

À cet égard, le Conseil rappelle tout d'abord que le lien familial entre parents et enfants mineurs est présumé^[1]. La motivation selon laquelle « l'intéressé n'apporte pas d'élément concret destiné à démontrer l'existence de liens suffisamment étroits pour constituer une « vie familiale » entre lui et son enfant mineur. Monsieur fournit seulement un jugement du tribunal de Lille qui accorde un droit de visite à l'intéressé ; il appartient à l'intéressé de démontrer au sein de sa requête s'il existe une vie familiale et/ou privée », ne saurait renverser la présomption susmentionnée. En effet, ce n'est que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles^[2], non établies en l'espèce, que l'on peut considérer qu'il n'y a pas une vie familiale entre un parent et un enfant mineur.

Par ailleurs, au regard de la teneur du jugement du Tribunal judiciaire de Lille du 22 mars 2022, le motif selon lequel « les liens allégués entre l'intéressé et son fils peuvent se maintenir via les moyens et outils modernes de communication », n'est pas suffisant dès lors qu'il ne prend nullement en compte l'argument développé dans la demande d'autorisation de séjour, selon lequel « si [la partie requérante] n'était plus autorisé[e] à séjourner en Belgique, [elle] ne pourrait plus exercer ce droit de visite ».

Ainsi, sans se prononcer sur cet élément invoqué par la partie requérante, force est toutefois de constater que cette motivation ne peut être considérée comme suffisante, dès lors qu'elle ne permet nullement de comprendre la raison pour laquelle, dans le cas d'espèce, la partie défenderesse estime que cet élément – à savoir l'existence d'un droit de visite de la partie requérante à l'égard de son enfant mineur – ne constitue pas une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. »

[1] Cour européenne des droits de l'homme (ci-après : Cour EDH), 28 novembre 1996, *Ahmut contre Pays Bas*, § 60 ; Cour EDH (GC), 2 novembre 2010, *Serife Yigit contre Turquie*, § 94.

[2] Cour EDH, 19 février 1996, *Gül contre Suisse*, § 32 ; Cour EDH, 21 décembre 2001, *Sen contre Pays-Bas*, § 28.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 14ter

composition du siège

1 juge

Bijlage 14ter zonder bgv – vernietiging –artikel 11, §2, eerste lid, 2° VW – beëindiging verblijf omdat geen werkelijk huwelijksleven meer – belangenafweging uit artikel 11, §2, vijfde lid VW – verweerder heeft niet op zorgvuldige wijze rekening gehouden “met de aard en de hechtheid van de gezinsband” – band tussen VP en haar minderjarig kind van drie jaar – artikel 8 EVRM – hoger belang van het kind – gerechtelijk verbod voor VP om met kind naar buitenland te reizen – burgerrechtelijke procedures tussen ouders aangaande het kind – contact via moderne communicatiemiddelen kennelijk onredelijk – gerechtelijk bepaalde omgangsregeling – beoordeling kan niet worden uitgesteld of overgeheveld naar een toekomstige beslissing - discretionaire bevoegdheid

De verzoekster betwist niet dat zij geen huwelijksleven meer onderhoudt met de heer A.C., nu zij sinds 26 april 2022 niet meer samenwonen en de rechtbank van eerste aanleg van West-Vlaanderen, afdeling Kortrijk, de echtscheiding uitsprak bij vonnis van 30 juni 2023.

De verzoekster betoogt dat het gegeven dat de vreemdeling niet langer voldoet aan de voorwaarden van artikel 10 van de Vreemdelingenwet niet voldoende is om een einde te stellen aan het verblijf, maar dat daarentegen bij de beslissing om een einde te stellen aan het verblijf in toepassing van artikel 11, § 2, eerste lid, 2°, van de Vreemdelingenwet, krachtens artikel 11, §2, vijfde lid van diezelfde wet rekening dient te worden gehouden met “de aard en de hechtheid van de gezinsband van de betrokken persoon en met de duur van zijn verblijf in het Rijk, alsmede met het bestaan van familiebanden of culturele of sociale banden met zijn land van herkomst.”

[...]

De verzoekster betoogt doorheen haar verzoekschrift dat niet op zorgvuldige en redelijke wijze rekening werd gehouden met de aard en de hechtheid van de gezinsband met haar zoon A.A., die geboren werd op 23 september 2020 in België. Zij voert in dit verband tevens de schending aan van artikel 11, § 2, voorlaatste lid, van de Vreemdelingenwet, van artikel 8 van het EVRM en van artikel 24 van het Handvest.

[...]

De Raad stelt vast dat in de bestreden beslissing uitdrukkelijk wordt erkend dat aan de verzoekster een verbod werd opgelegd om haar kind mee te nemen naar het buitenland. [...] De verweerder stelt hier echter tegenover dat dit verbod de verzoekster niet belet om zich alleen naar het buitenland te begeven.

Niettemin wordt in de bestreden beslissing eveneens gesuggereerd dat de ouders van A.A. zouden kunnen overwegen dat A.A. zijn moeder zou kunnen vergezellen naar het buitenland en dat “*moderne communicatiemiddelen het kind (...) in staat (kunnen) stellen om tijdens een eventuele scheiding (indien hij dat wenst) in nauw contact te blijven met de referentiepersoon*”. Hieruit blijkt dat de verweerder aanneemt dat het mogelijk is dat de vader alsnog erin toestemt dat A.A. met de verzoekster, zijn moeder, naar het buitenland gaat en dat A.A. in de tijd van een eventuele scheiding middels de moderne communicatiemiddelen (indien het kind dit wenst) nauw in contact kan blijven met zijn vader (dit is de referentiepersoon). Deze motieven geven inderdaad blijk van een onzorgvuldig overheidsoptreden. Niettegenstaande het aan de verzoekster opgelegde verbod om haar kind mee te nemen naar het buitenland en daar waar de verweerder onmiskenbaar op de hoogte was van de opeenvolgende procedures die de vader heeft ingespannen voor de burgerlijke rechter teneinde te vermijden dat de verzoekster met hun gemeenschappelijke zoontje naar het buitenland zou gaan, neemt de verweerder toch nog aan dat de ouders kunnen overwegen dat A.A. met de moeder naar het buitenland gaat en dat A.A. “*indien hij dat wenst*” (als driejarige kleuter *nota bene*) via moderne communicatiemiddelen in contact kan blijven met zijn vader.

De verzoekster kan tevens worden gevolgd waar zij betoogt dat geen redelijke en zorgvuldige besluitvorming voorligt waar de verweerder stelt dat de verzoekster met haar kind contact kan houden middels de moderne communicatiemiddelen. [...] De Raad onderstreept dat het minderjarig kind van de verzoekster op het ogenblik van de bestreden beslissing net de prille leeftijd van drie jaar had bereikt. De verweerder was hier onmiskenbaar van op de hoogte. Gelet op de specifieke omstandigheden van deze zaak en de met betrekking tot het kind reeds voor de bevoegde burgerlijke rechter gevoerde procedures, komt het kennelijk onredelijk voor om te oordelen “*dat de moderne*

communicatiemiddelen kunnen worden gebruikt om het contact te onderhouden" met verzoeksters minderjarige zoon, die op het ogenblik dat de bestreden beslissing werd genomen net drie jaar oud is en die derhalve voor elke contactname geheel afhankelijk is van derden.

Verder kan de verzoekster ook worden gevolgd dat de verweerder de hem voorgelegde gegevens miskent waar hij stelt dat de verzoekster geen doorslaggevende informatie heeft meegedeeld omtrent de band met haar kind, zodat het eveneens onzorgvuldig en onredelijk voorkomt om op die grond te besluiten dat de aard en de hechtheid van de gezinsband met verzoeksters zoon haar niet verder kan machtigen tot verblijf.

De verzoekster benadrukt terecht dat zij aan de verweerder het arrest van het hof van beroep van 23 augustus 2023 heeft overgemaakt waarin het hof een omgangsregeling voor het minderjarig kind A.A. bepaalt. Uit een eenvoudige lezing van de bestreden beslissing blijkt dat de verweerder van deze omgangsregeling op de hoogte is. Nergens uit blijkt dat de verzoekster de omgangsregeling met haar minderjarige zoon A.A. niet zou nakomen. De gemachtigde motiveert in de bestreden beslissing niet waarom deze door de verzoekster meegedeelde informatie niet doorslaggevend is. Uit de stukken die voorlagen op het moment van de bestreden beslissing blijkt voorts dat het minderjarig kind sinds zijn geboorte steeds een gezinsleven heeft uitgebouwd met zowel zijn moeder (de verzoekster) als zijn vader. Uit de door de verzoekster overgemaakte vonnissen en arrest komt duidelijk naar voor dat zowel de moeder als de vader zowel tijdens hun echtscheidingsprocedure als na hun echtscheiding verder een gezinsleven met hun minderjarige zoon behouden middels de opgelegde verblijfs- en omgangsregeling.

Waar de verweerder stelt dat er geen overtuigende elementen naar voor zijn gebracht waaruit kan blijken dat het kind in een danig kwetsbare situatie zou kunnen verkeren waarbij de aanwezigheid van verzoekster en/of referentiepersoon ten allen tijde van elementair belang is, noch waaruit zou kunnen worden geconcludeerd dat de verzoekster alsnog zou moeten worden gemachtigd tot een verder verblijf, merkt de Raad samen met de verzoekster op dat bij beslissingen die ook kinderen treffen, het hoger belang van het kind in aanmerking genomen dient te worden en dat zowel het bewaren van de gezinseenheid (waaronder die tussen moeder en kind) als het welzijn van het kind een fundamenteel onderdeel van het hoger belang van het kind uitmaakt. Het komt de verweerder toe om te oordelen of het gelet op verzoeksters banden met haar minderjarige zoon, zoals deze blijken op de hem voorliggende gegevens en met inachtneming van het hoger belang van dit zeer jonge kind van drie jaar, al dan niet opportuun is om de verzoekster verder te machtigen tot een verblijf in België. Uit de bestreden beslissing blijkt niet dat de verweerder hieromtrent een zorgvuldige beoordeling heeft doorgevoerd.

In tegenstelling tot hetgeen de verweerder heeft geopperd, kan deze beoordeling bovendien niet worden uitgesteld of overgeheveld naar een toekomstige beslissing die zal worden genomen inzake verzoeksters aanvraag om machtiging tot verblijf op grond van artikel 9bis van de Vreemdelingenwet, dan wel inzake een eventuele aanvraag die de verzoekster vanuit het buitenland zou moeten indienen. Daar waar artikel 11, §2, vijfde lid, van de Vreemdelingenwet oplegt dat de verweerder de aard en de hechtheid van de gezinsband in rekening dient te nemen, beschikt de verweerder immers over een zeer ruime discretionaire beoordelingsvrijheid om al dan niet over te gaan tot de beëindiging van het verblijfsrecht en in de Vreemdelingenwet zijn geen specifieke voorwaarden opgenomen om het verblijfsrecht verder te kunnen zetten na de echtscheiding. In tegendeel is het de duidelijke wil van de wetgever geweest om niet te voorzien in specifieke bepalingen om te waarborgen dat in geval van buitengewoon moeilijke omstandigheden een autonome verblijfstitel wordt verleend, zoals voorzien in artikel 15, lid 3, van de Gezinsherenigingsrichtlijn. Voormeld artikel 15, lid 3, bepaalt als volgt: "[...]" De Belgische wetgever heeft ervoor geopteerd om in dergelijke situaties geen nieuwe verblijfstitel (desgevallend op aanvraag) af te leveren aan de betrokken personen, maar om de verblijfstitel, waarvan zij houder zijn, automatisch verder te verlengen of te vernieuwen indien het in de specifieke omstandigheden eigen aan de betrokkene niet opportuun is om een einde te stellen aan de toelating tot verblijf (zie *supra*).

[...]

In de bestreden beslissing wordt er voorts nog op gewezen dat deze beslissing geen bevel om het grondgebied te verlaten inhoudt; dit neemt evenwel niet weg dat de verweerder overeenkomstig artikel 11, § 2, voorlaatste lid, van de Vreemdelingenwet ertoe gehouden is om bij de beëindiging van het verblijfsrecht onder meer rekening te houden "*met de aard en de hechtheid van de gezinsband van de betrokken persoon*".

Uit het geheel van het voorgaande blijkt dat de gemachtigde bij het nemen van de bestreden beslissing verzuimd heeft om op onzorgvuldige wijze rekening te houden "*met de aard en de hechtheid van de gezinsband van de betrokken persoon*", zoals bedoeld in artikel 11, § 2, vijfde lid, van de Vreemdelingenwet. De verweerder heeft de op hem rustende zorgvuldigheidsverplichting in het licht van artikel 11, §2, van de Vreemdelingenwet miskend waar hij naliet om de hem gekende en niet-betwiste feitelijke gegevens eigen aan het geval van de verzoekster (in het bijzonder verzoeksters band met haar driejarige zoontje dat in België een wettig verblijf heeft en de hogere belangen van dit zeer jonge kind) op zorgvuldige wijze te onderzoeken in het kader van een beoordeling of deze gekende en niet-betwiste gegevens al dan niet in redelijkheid kunnen volstaan om geen gebruik te maken van de mogelijkheid om een einde te stellen aan verzoeksters verblijfsrecht. [...]

CCE arrêt 313127 du 18/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Ukraine

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Décision d'exclusion de la protection temporaire (art 57/32, §1er, 4° de la Loi – étranger représente un danger pour la sécurité nationale ou la condamnation définitive pour un crime ou un délit particulièrement grave lui fait constituer une menace pour l'ordre public)

1) demande de réformation : CCE incompetent

2) fond – motif : une condamnation pour vols de voiture organisés et participation à une association de malfaiteurs => « *Vous avez été identifiée comme étant une personne dangereuse pour la sécurité publique* » - CCE : ni le législateur européen ni la loi belge ne définit ces notions d'infraction "particulièrement grave" et de "danger pour la sécurité nationale " – travaux préparatoires 2003 : art 57/32, §1er, 4° de la Loi formulé de manière similaire à l'article 33, § 2, de la Convention de Genève (exception au principe de non refoulement) et devra donc être interprété de manière similaire – il faut se référer à l'interprétation des articles 52/4 et 55/3/1 de la loi sur le refus et le retrait du statut de réfugié par le CGRA, qui mentionnent les mêmes termes et doivent également être interprétés à la lumière de l'article 33, § 2 précité + réf. aux conclusions de l'avocat général de la CJUE : nécessité d'interpréter le droit européen relatif à la protection internationale, à la lumière de l'article 33, § 2 précité qui a été à la source de l'art 14, §4 de la Directive Qualification (révocation du statut de réfugié).

Sur la notion de « *condamnation définitive pour un crime ou un délit particulièrement grave* », qui est l'hypothèse appliquée ici, travaux préparatoires de 2015 sur les articles 52/4 et 55/3/1 de la Loi : pas de condamnations pour « *une infraction banale* » ; qu'il s'agirait « *la plupart du temps d'infractions extrêmement graves comme le meurtre, le viol, ...* », précisant toutefois que « *le CGRA sera seul juge en la matière et l'utilisation qu'il fera de son pouvoir d'appréciation sera soumise au contrôle du Conseil* » + utilisation du participe passé ("ayant été condamné définitivement" au lieu de (ancienne loi) : "faisant l'objet d'une condamnation définitive" = le législateur a voulu indiquer que le danger pour la société découle de la condamnation pour une infraction particulièrement grave.

JP CJUE : la condamnation ne suffit pas, il faut une menace réelle, actuelle et suffisamment grave ; le crime doit présenter une gravité exceptionnelle, en tant qu'il fait partie des crimes qui portent le plus atteinte à l'ordre juridique de la société ; **sont importants** : les motifs de la condamnation, la nature et le *quantum* de la peine (seul un crime ayant justifié le prononcé d'une peine particulièrement sévère au regard de l'échelle des peines appliquées, de manière générale, dans l'État membre concerné peut être regardé comme constituant un « crime particulièrement grave »), toutes les circonstances atténuantes ou aggravantes, le caractère intentionnel ou non de ce crime ; la nature et l'ampleur des dommages causés par ledit crime ; l'exclusion doit être fondée exclusivement sur le comportement personnel de la requérante, et respecter le principe de proportionnalité.

En l'espèce : PD ne démontre pas que les faits pour lesquels la requérante a été condamnée peuvent être considérés comme "particulièrement graves" ; Dans la motivation de l'acte attaqué, les faits sont définis comme "graves" - si la gravité des faits n'est pas contestée, ceux-ci sont assez éloignés des exemples donnés par le ministre durant les travaux parlementaires (meurtre, viol...) et de la définition donnée par la CJUE + La PD ne démontre pas que la peine prononcée (3 ans de prison dont 1 an avec sursis) et encourue (5 à 10 ans) est « particulièrement sévère au regard de l'échelle des peines appliquées » - les motifs liés à la nature des infractions commises ne suffisent pas à démontrer le caractère "particulièrement grave", ni que la requérante représente une menace réelle, actuelle et suffisamment grave – pas de mise en balance de la menace et du droit à obtenir une protection internationale – violation de l'article 57/32, § 1er, 4°, de la loi et de l'obligation de motivation – annulation.

« 2. Question préalable.

2.1. En termes de requête, la partie requérante sollicite à titre principal, ce qui suit :

« [...] de bestreden beslissing te hervormen en verzoekster het statuut van tijdelijk beschermd toe te kennen ».

2.2. Le Conseil du Contentieux des étrangers (ci-après: le Conseil) est une juridiction administrative, dont la composition, le fonctionnement et les compétences sont régis par la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Etant saisi d'un recours en annulation, il

- n'est appelé à exercer son contrôle que sur la seule légalité de l'acte administratif attaqué,
- et peut uniquement suspendre et/ou annuler cet acte.

Par contre, il ne dispose légalement d'aucune compétence pour réformer cet acte, en y substituant une décision reflétant sa propre appréciation des éléments du dossier.

2.3. La demande formulée, à titre principal, par la partie requérante, est donc irrecevable.

[...]

4.2. En l'espèce, la partie défenderesse a exclu la requérante de la protection temporaire, sur base de l'article 57/32, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980.

Elle a relevé les faits pour lesquels la requérante a été condamnée en Belgique, et considéré qu'elle a été « *identifiée comme étant une personne dangereuse pour la sécurité publique* ».

4.3. L'article 57/32, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit 2 hypothèses d'exclusion de la protection temporaire :

- a) « *s'il existe des motifs raisonnables de penser que cet étranger représente un danger pour la sécurité nationale* »,
- b) ou si « *la condamnation définitive pour un crime ou un délit particulièrement grave lui fait constituer une menace pour l'ordre public* ».

Ni le législateur européen[1] ni la loi belge ne définit ces notions d'infraction "particulièrement grave" et de "danger pour la sécurité nationale".

4.4.1. a) Les travaux préparatoires de la loi du 18 février 2003 [ayant inséré l'article 57/32], précisent ce qui suit :

«Les trois premiers cas d'exclusion visés [dans l'article 57/32 de la loi du 15 décembre 1980] sont formulés de manière similaire à l'article 1F de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, relatif aux clauses d'exclusion du bénéfice de la qualité de réfugié. L'interprétation des termes utilisés dans cette disposition (voyez par exemple la partie du Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, établi par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, relative aux clauses d'exclusion) se révélera par conséquent utile dans les cas où il devra être fait recours à l'article 57/32 de la loi du 15 décembre 1980. Le quatrième cas visé est formulé de manière similaire à l'article 33, § 2, de la Convention de Genève sur le statut des réfugiés, relatif aux conditions dans lesquelles il peut être dérogé à l'expulsion ou au refoulement d'un réfugié vers un pays où sa vie ou sa liberté serait menacée et devra donc être interprété de manière similaire. La condamnation définitive pour un crime ou un délit particulièrement grave prononcée par un juge belge pourra également être prise en compte. Conformément à l'article 28, § 2, de la directive « protection temporaire », les décisions d'exclusion du bénéfice de cette protection devront être fondées sur le comportement individuel de la personne concernée et respecter le principe de proportionnalité ».[2]

b) Les notions visées à l'article 57/32, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980, doivent donc être interprétées au sens de l'article 33, § 2, de la Convention de Genève[3].

Il convient, dès lors, de se référer à l'interprétation par analogie, des articles 52/4 et 55/3/1 de la loi du 15 décembre 1980, relatifs au refus de reconnaissance du statut de réfugié, et au retrait de ce statut, qui

- mentionnent les mêmes termes,
- et doivent également être interprétés à la lumière de l'article 33, § 2, de la Convention de Genève, et des directives européennes qui ont mis cette Convention en oeuvre.

Contrairement à ce que prétend erronément la partie requérante, tel n'est pas le cas de l'article 55/4 de la loi du 15 décembre 1980, qui concerne l'exclusion du statut de protection subsidiaire.

c) Un Avocat général auprès de la CJUE a confirmé la nécessité d'interpréter le droit européen relatif à la protection internationale, à la lumière de l'article 33, § 2, de la Convention de Genève :

« même si cette disposition a un objet différent, puisqu'elle prévoit des exceptions au principe de non-refoulement, il est constant qu'elle a été la source des motifs de révocation du statut de réfugié mentionnés par le législateur de l'Union à l'article 14, paragraphe 4, de la directive 2011/95. Il me paraît donc approprié de prendre en compte

l'interprétation de l'article 33, paragraphe 2, de cette convention qui constitue, ainsi qu'il ressort des considérants 4, 23 et 24 de la directive 2011/95, la pierre angulaire du régime juridique international de protection des réfugiés [...] »[4].

4.4.2. Ainsi, s'agissant plus particulièrement de la notion de « *condamnation définitive pour un crime ou un délit particulièrement grave lui fait constituer une menace pour l'ordre public* », les travaux préparatoires de la loi du 10 août 2015, qui a inséré les articles 52/4 et 55/3/1 dans la loi du 15 décembre 1980, mentionnent que, selon le ministre compétent,

- il ne s'agirait pas de condamnations pour « une infraction banale », sans exemple,
- mais qu'il s'agirait « la plupart du temps d'infractions extrêmement graves comme le meurtre, le viol, ... »,
- précisant toutefois que « le CGRA sera seul juge en la matière et l'utilisation qu'il fera de son pouvoir d'appréciation sera soumise au contrôle du Conseil du contentieux des étrangers » [5].

En outre, il découle du texte de l'article 55/3/1, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 qu'un lien doit également exister entre la gravité de l'infraction et l'évaluation du danger pour la société.

L'exposé des motifs de la loi indique, à cet égard, ce qui suit :

« dans la version en langue française du projet, l'expression "faisant l'objet d'une condamnation définitive pour une infraction particulièrement grave" a été remplacée par "ayant été condamné définitivement pour une infraction particulièrement grave", afin de faire ressortir le lien entre la condamnation définitive pour une infraction particulièrement grave et le danger qui en découle pour la société »[6].

En faisant le choix du participe passé, le législateur a donc voulu indiquer que le danger pour la société découle de la condamnation pour une infraction particulièrement grave. Autrement dit, l'infraction doit revêtir un degré de gravité tel qu'il soit raisonnablement permis d'en déduire un danger pour la société.

En conséquence, c'est la nature et la gravité des faits pour lesquels le demandeur a été condamné qui sont déterminantes pour l'interprétation de la notion d'infraction "particulièrement grave".

4.5.1. Par ailleurs, les articles 14, § 4 et 5, a) et b), et 21, § 1 et 2, a) et b), de la directive 2011/95 du Parlement européen et du Conseil du **13 décembre 2011** concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) (ci-après : la directive 2011/95/UE), ont été transposés dans le droit belge par les articles 52/4 et 55/3/1 de la loi du 15 décembre 1980.

L'article 14, § 4 et 5, de cette directive, prévoit ce qui suit :

« 4. Les États membres peuvent révoquer le statut octroyé à un réfugié par une autorité gouvernementale, administrative, judiciaire ou quasi judiciaire, y mettre fin ou refuser de le renouveler,

a) lorsqu'il existe des motifs raisonnables de le considérer comme une menace pour la sécurité de l'État membre dans lequel il se trouve ;

b) lorsque, ayant été condamné en dernier ressort pour un crime particulièrement grave, il constitue une menace pour la société de cet État membre.

5. Dans les situations décrites au paragraphe 4, les États membres peuvent décider de ne pas octroyer le statut de réfugié, lorsqu'une telle décision n'a pas encore été prise. »

L'article 21, § 1 et 2, de la même directive est libellé comme suit :

« 1. Les États membres respectent le principe de non-refoulement en vertu de leurs obligations internationales.

2. Lorsque cela ne leur est pas interdit en vertu des obligations internationales visées au paragraphe 1, les États membres peuvent refouler un réfugié, qu'il soit ou ne soit pas formellement reconnu comme tel :

a) lorsqu'il y a des raisons sérieuses de considérer qu'il est une menace pour la sécurité de l'État membre où il se trouve ; ou

b) lorsque, ayant été condamné en dernier ressort pour un crime particulièrement grave, il constitue une menace pour la société de cet État membre. »

La portée qu'il convient de donner

- aux articles 52/4 et 55/3/1, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980,
- et par voie de conséquence, à l'article 57/32, § 1er, 4°, de la même loi,

doit donc également être déterminée en fonction de l'interprétation de ces dispositions par la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après : la CJUE).

4.5.2. A cet égard, la CJUE précise ce qui suit :

« [...] l'article 14, paragraphe 4, sous a), de ladite directive se réfère à une menace pour la sécurité de l'État membre dans lequel se trouve le ressortissant concerné d'un pays tiers, tandis que l'article 14, paragraphe 4, sous b), de celle-ci vise une menace pour la société de cet État membre. Partant, ces deux dispositions se rapportent à deux types différents de menace »[7].

S'agissant plus spécifiquement de la 2^{ème} hypothèse, la CJUE indique que :

- l'application de l'article 14, § 4, b), « [...] est subordonnée à la réunion de deux conditions distinctes tenant, d'une part, à ce que le ressortissant concerné d'un pays tiers ait été condamné en dernier ressort pour un crime particulièrement grave et, d'autre part, à ce qu'il ait été établi que ce ressortissant d'un pays tiers constitue une menace pour la société de l'État membre dans lequel il se trouve. Dès lors, il ne saurait être considéré, sans méconnaître le choix ainsi opéré par le législateur de l'Union, que la circonstance que l'une de ces deux conditions est satisfaite suffit à établir que la seconde le serait également. En conséquence, [...] l'article 14, paragraphe 4, sous b), de la directive 2011/95 doit être interprété en ce sens que l'existence d'une menace pour la société de l'État membre dans lequel se trouve le ressortissant concerné d'un pays tiers ne peut pas être regardée comme étant établie du seul fait que celui-ci a été condamné en dernier ressort pour un crime particulièrement grave ».

- En outre, « une mesure visée à l'article 14, paragraphe 4, sous b), de la directive 2011/95 ne peut être adoptée que lorsque le ressortissant concerné d'un pays tiers constitue une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société de l'État membre dans lequel il se trouve ».

- « S'agissant, en deuxième lieu, des rôles respectifs de l'autorité compétente et du ressortissant concerné d'un pays tiers dans le cadre de l'appréciation de l'existence d'une telle menace, il découle de la jurisprudence de la Cour qu'il incombe à l'autorité compétente lors de l'application de cette disposition de procéder, pour chaque cas individuel, à une évaluation de toutes les circonstances propres à ce cas [...] Parmi les circonstances devant être prises en compte pour évaluer l'existence d'une menace pour la société, si, en général, la constatation d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société implique, chez l'individu concerné, une tendance à maintenir à l'avenir le comportement qui constitue une telle menace, il peut arriver aussi que le seul fait du comportement passé réunisse les conditions de pareille menace [...] Le fait que le ressortissant concerné d'un pays tiers ait été condamné en dernier ressort pour un crime particulièrement grave revêt une importance particulière, dès lors que le législateur de l'Union s'est spécifiquement référé à l'existence d'une telle condamnation et que celle-ci est susceptible, en fonction des circonstances entourant la commission de ce crime, de contribuer à établir l'existence d'une menace réelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société de l'État membre concerné. Pour autant, s'agissant en particulier du caractère actuel d'une telle menace il découle tant de la réponse à la première question que de la jurisprudence de la Cour qu'il ne saurait être déduit de manière automatique des antécédents pénaux du ressortissant concerné d'un pays tiers que celui-ci peut être l'objet de la mesure visée à l'article 14, paragraphe 4, sous b), de la directive 2011/95 (voir, en ce sens, arrêt du 13 septembre 2016, CS, C-304/14, EU:C:2016:674, point 41). Partant, plus une décision au titre de cette disposition est prise dans un temps éloigné de la condamnation définitive pour un crime particulièrement grave, plus il incombe à l'autorité compétente de prendre en considération, notamment, les développements postérieurs à la commission d'un tel crime, en vue de déterminer si une menace réelle et suffisamment grave existe au jour où elle doit statuer sur l'éventuelle révocation du statut de réfugié ».

- « Dans cette perspective, étant donné que l'article 45, paragraphe 1, sous b), de la directive 2013/32 prévoit uniquement que le ressortissant d'un pays tiers auquel l'autorité compétente envisage de retirer la protection internationale doit avoir la « possibilité » de présenter les motifs pour lesquels il n'y a pas lieu de lui retirer cette protection, il ne saurait être considéré que, en l'absence d'informations apportées par ce ressortissant d'un pays tiers quant aux raisons pour lesquelles il ne constitue plus une menace pour la société, l'autorité compétente peut présumer qu'il découle de l'existence d'une condamnation en dernier ressort pour un crime particulièrement grave que ledit ressortissant d'un pays tiers constitue une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société de l'État membre dans lequel il se trouve ».

- « En troisième lieu, il importe de relever que, dans une situation où l'État membre concerné a établi que les deux conditions visées à l'article 14, paragraphe 4, sous b), de la directive 2011/95 sont satisfaites, cet État membre dispose de la faculté d'adopter la mesure prévue à cette disposition, sans être pour autant tenu d'exercer cette faculté [...] Ladite faculté doit être exercée dans le respect, notamment, du principe de proportionnalité, lequel implique une mise en balance, d'une part, de la menace que constitue le ressortissant concerné d'un pays tiers pour la société de l'État membre dans lequel il se trouve et, d'autre part, des droits qui doivent être garantis, conformément à cette directive, aux personnes remplissant les conditions matérielles de l'article 2, sous d), de ladite directive [...] Dans le cadre de cette évaluation, l'autorité compétente doit également tenir compte des droits fondamentaux garantis par le droit de l'Union et, notamment, vérifier la possibilité d'adopter d'autres mesures moins attentatoires aux droits garantis aux réfugiés et

aux droits fondamentaux qui seraient aussi efficaces pour assurer la protection de la société de l'État membre dans lequel se trouve le ressortissant concerné d'un pays tiers [...] En conséquence, [...] l'article 14, paragraphe 4, sous b), de la directive 2011/95 doit être interprété en ce sens que l'application de cette disposition est subordonnée à ce qu'il soit établi, par l'autorité compétente, que la menace représentée par le ressortissant concerné d'un pays tiers pour un intérêt fondamental de la société de l'État membre dans lequel il se trouve revêt un caractère réel, actuel et suffisamment grave et que la révocation du statut de réfugié constitue une mesure proportionnée à cette menace » [8] (le Conseil souligne).

La CJUE a également considéré ce qui suit :

- « l'article 14, paragraphe 4, sous b), de la directive 2011/95 ne peut être appliqué qu'à un ressortissant d'un pays tiers qui a été condamné en dernier ressort pour un crime dont les traits spécifiques permettent de le considérer comme présentant une gravité exceptionnelle, en tant qu'il fait partie des crimes qui portent le plus atteinte à l'ordre juridique de la société concernée. A cet égard, si l'appréciation du degré de gravité d'un crime donné aux fins de l'application de la directive 2011/95 doit être opérée, conformément à la jurisprudence mentionnée au point 23 du présent arrêt, sur la base d'un standard et de critères communs, il n'en demeure pas moins que, en l'état actuel du droit de l'Union, le droit pénal des États membres ne fait pas l'objet de mesures générales d'harmonisation. Partant, cette appréciation doit être menée en tenant compte des choix opérés, dans le cadre du système pénal de l'État membre concerné, quant à l'identification des crimes qui portent le plus atteinte à l'ordre juridique de la société »,

- « En outre, ainsi qu'il ressort de la jurisprudence mentionnée au point 30 du présent arrêt, l'appréciation du degré de gravité d'un crime pour lequel un ressortissant d'un pays tiers a été condamné implique une évaluation de toutes les circonstances propres à l'affaire en cause. À cet égard, les motifs de la décision de condamnation revêtent une pertinence significative pour identifier ces circonstances, en tant que ces motifs expriment l'évaluation, par la juridiction pénale compétente, du comportement du ressortissant concerné d'un pays tiers »,

- « Par ailleurs, parmi les autres circonstances devant être prises en compte en vue d'apprécier si un crime atteint le degré de gravité visé au point 37 du présent arrêt, la nature ainsi que le quantum de la peine encourue et, a fortiori, de la peine prononcée revêtent une importance essentielle. Ainsi, dans la mesure où l'application de l'article 14, paragraphe 4, sous b), de la directive 2011/95 est limitée à des crimes d'une gravité exceptionnelle, seul un crime ayant justifié le prononcé d'une peine particulièrement sévère au regard de l'échelle des peines appliquées, de manière générale, dans l'État membre concerné peut être regardé comme constituant un « crime particulièrement grave », au sens de cette disposition. En sus des peines encourue et prononcée, il appartient à l'autorité chargée de la détermination, sous le contrôle des juridictions compétentes, de tenir compte, notamment, de la nature du crime commis, en tant que celle-ci peut contribuer à mettre en évidence l'ampleur de l'atteinte causée à l'ordre juridique de la société concernée, et de l'ensemble des circonstances entourant la commission du crime, notamment d'éventuelles circonstances atténuantes ou aggravantes, du caractère intentionnel ou non de ce crime, ainsi que de la nature et de l'ampleur des dommages causés par ledit crime. La nature de la procédure pénale appliquée pour réprimer le crime en cause peut également présenter une pertinence, si elle traduit le degré de gravité que les autorités chargées de la répression pénale ont attribué à ce crime. [...] Dans ce contexte, s'il est notamment loisible aux États membres d'établir des seuils minimums destinés à faciliter une application uniforme de cette disposition, de tels seuils doivent nécessairement être cohérents avec le degré de gravité visé au point 37 du présent arrêt et ne doivent en aucun cas permettre d'établir le caractère « particulièrement grave » du crime en cause sans que l'autorité compétente ait procédé à un examen complet de toutes les circonstances propres au cas individuel concerné (voir, par analogie, arrêt du 13 septembre 2018, Ahmed, C-369/17, EU:C:2018:713, point 55) » [9] (le Conseil souligne).

4.6.1. Or, en l'espèce, la motivation de l'acte attaqué montre que la requérante a été exclue de la protection temporaire, pour le motif selon lequel elle « *a été identifiée comme étant une personne dangereuse pour la sécurité publique* ».

A cet égard, la partie défenderesse a relevé ce qui suit :

- « *le 08.11.2023, [elle a] été déclarée coupable par le Tribunal de première instance d'Anvers pour vol avec effraction, escalade, fausses clés et participation à une association de malfaiteurs* »,

- elle a « *été condamnée à une peine d'emprisonnement de trois ans dont un an avec sursis pour une durée de cinq ans, ainsi qu'à une amende de deux mille euros, remplaçable à défaut de paiement dans le délai légal par une peine d'emprisonnement de deux mois* »,

- « *comme le souligne le Tribunal de première instance d'Anvers dans sa décision du 08.11.2023, [la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration met] en évidence que les faits pour lesquels [elle a] été condamnée sont graves, dénotent un manque de sens des normes de votre part et ont été commis dans l'ultime but de gagner facilement de l'argent, sans montrer aucun respect pour les droits de propriété d'autrui* »,

- « *De plus, toujours selon le Tribunal de première instance d'Anvers, les vols de voitures sont un véritable fléau, limitant la mobilité des usagers et contribuent à un sentiment d'insécurité dans la société* »,

- « [i]l ressort du récit ci-dessus que [la requérante a] violé l'ordre public à plusieurs reprises (vol avec effraction, escalade, fausses clés et participation à une association de malfaiteurs) »,

- et « de surcroît, il a été constaté qu'il existe un risque sérieux de récidivité compte tenu du caractère lucratif des faits, de [son] attitude et du manque de revenus légaux ».

4.6.2. Au vu de l'ensemble de cette motivation, et conformément à la jurisprudence de la CJUE, seule l'hypothèse b) de l'article 57/32, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980 est visée dans le cas d'espèce, soit le cas où « la condamnation définitive [de la requérante] pour un crime ou un délit particulièrement grave lui fait constituer une menace pour l'ordre public ».

Or, pour l'application de cette disposition, il faut, au vu de ce qui précède, démontrer

a) d'une part, que la requérante a été condamnée en dernier ressort pour un crime ou un délit "particulièrement grave",

b) d'autre part, que cette infraction fait qu'elle constitue une "menace pour l'ordre public",

c) et enfin, que l'exclusion est fondée exclusivement sur le comportement personnel de la requérante, et respecte le principe de proportionnalité.

En outre, à l'instar de ce que relève la partie requérante

- une exclusion de la protection temporaire ne peut être automatique, et ne peut être appliquée qu'après une évaluation de toutes les circonstances propres du cas d'espèce,

- et le seul fait que la requérante a fait l'objet d'une condamnation pénale définitive ne suffit pas à établir qu'elle constitue une "menace pour la société" : la partie défenderesse doit démontrer le caractère "particulièrement grave" de l'infraction commise, et la "une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société" que représente la requérante.

4.6.3. Or, en l'espèce, le Conseil observe ce qui suit :

a) La partie défenderesse ne démontre pas que les faits pour lesquels la requérante a été condamnée, soit des faits de vols de voiture organisés et de participation à une association de malfaiteurs, peuvent être considérés comme "particulièrement graves", c'est-à-dire, "un crime dont les traits spécifiques permettent de le considérer comme présentant une gravité exceptionnelle, en tant qu'il fait partie des crimes qui portent le plus atteinte à l'ordre juridique de la société concernée" (le Conseil souligne).

Dans la motivation de l'acte attaqué, les faits sont définis comme "graves" et non "particulièrement graves".

En outre, si la gravité des faits n'est pas contestée, ceux-ci sont assez éloignés des exemples donnés par le ministre durant les travaux parlementaires (meurtre, viol...) et de la définition donnée par la CJUE.

Enfin, la requérante a été condamnée par le Tribunal de 1^{ère} instance d'Anvers à

- une peine d'emprisonnement de 3 ans dont 1 an avec sursis pour une durée de 5 ans

- et une amende de 2000 euros,

alors

- qu'un « vol avec violences ou menaces », est puni dans le code pénal belge d'une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans[10],

- et que « la participation à une association de malfaiteurs », est punie d'une peine d'emprisonnement de 6 mois à 5 ans[11].

La partie défenderesse ne démontre pas qu'il s'agit « d'une peine particulièrement sévère au regard de l'échelle des peines appliquées ».

b) Dans la motivation de l'acte attaqué, la partie défenderesse précise que les infractions commises par la requérante

- « dénotent un manque de sens de normes »,

- ont été « commises dans l'ultime but de gagner facilement de l'argent »,

- traduisent un manque de « respect pour les droits de propriété d'autrui »,

- « limitent la mobilité des usagers et contribuent à un sentiment d'insécurité »,

et qu'« il existe un risque sérieux de récidivité compte tenu du caractère lucratif des faits, [de l'attitude de la requérante] et du manque de revenus légaux ».

Toutefois, ces observations, qui résultent en majorité de la nature même des infractions commises, ne suffisent pas à démontrer

- que les faits peuvent être considérés comme "particulièrement graves",
- ni, partant, que la requérante constitue une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société belge, au sens de la jurisprudence de la CJUE.

Quant à « l'attitude » de la requérante, la partie défenderesse ne précise pas son propos, semblant uniquement la déduire des faits commis.

Enfin, le « manque de revenus légaux » ne suffit pas, à lui seul, à établir un risque de récidive.

c) La motivation de l'acte attaqué ne montre pas que la partie défenderesse a procédé

- à une mise en balance de la menace imputée à la requérante, et de ses droits à obtenir une protection internationale,
- ni à un examen des circonstances propres au cas d'espèce,

dans le respect du principe de proportionnalité.

Outre les considérations reproduites au point 4.6.1., elle se borne à constater que la requérante « n'[a] à aucune étape de [sa] procédure mentionné avoir des membres de [sa] famille résidant légalement en Belgique. [Elle] n'[a] pas non plus mentionné avoir quelconque problème de santé ».

Toutefois, au vu de la jurisprudence de la CJUE susmentionnée, cette motivation ne suffit pas à démontrer le respect du principe de proportionnalité, dans un cas d'exclusion de la protection temporaire.

4.6.4. Au vu de ce qui précède, la motivation de de l'acte attaqué ne montre pas

- que les infractions pour lesquelles la requérante a été condamnée, présentent le caractère de particulière gravité, exigé par l'article 57/32, § 1er, 4°, de la loi du 15 décembre 1980,
- ni que la partie défenderesse a procédé à la mise en balance des intérêts, requise.

La violation alléguée de l'article 57/32, § 1er, 4°, de la loi du 15 décembre 1980, et de l'obligation de motivation, est donc établie.

[1] Aucune précision à cet égard, ne ressort en effet, de la directive « protection temporaire », ni de la décision d'exécution 2022/382/UE et sa proposition.

La communication de la Commission relative aux lignes directrices opérationnelles pour la mise en oeuvre de la décision d'exécution 2022/382/UE (J.O.U.E., 2022/C 126 I/01) ne mentionne rien à ce sujet.

[2] Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980, Exposé des motifs, *Doc. parl.*, Ch. repr., 4ème sess. de la 50e législature., 2001-2002, n°2044/001, p. 26.

[3] Article de la Convention de Genève relative au statut de réfugié du 28 juillet 1951 qui interdit toute mesure d'expulsion ou de refoulement à l'encontre d'un réfugié, sauf s'il y a « [...] des raisons sérieuses de considérer comme un danger pour la sécurité du pays où il se trouve ou qui, ayant été l'objet d'une condamnation définitive pour un crime ou délit particulièrement grave, constitue une menace pour la communauté dudit pays ».

[4] Conclusions de l'avocat général de la CJUE, présentées le 16 février 2023, dans les affaires

C-663/21 et C-8/22, § 71 ; voir également les §§ 72 à 74.

[5] Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 en vue d'une meilleure prise en compte des menaces contre la société et la sécurité nationale dans les demandes de protection internationale, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. ord.2015/2015, n° 1197/03, pp.18/19.

[6] *Ibidem*, n° 1197/01, p.14.

[7] CJUE, arrêt C-8/22 du 6 juillet 2023, § 41

[8] CJUE, arrêt C-8/22 du 6 juillet 2023, §§ 43 à 45, et 61 à 71.

[9] CJUE, arrêt C-402/22 du 6 juillet 2023, §§ 37 à 44, et 47.

[10] Code pénal belge, articles 468 et suivants.

[11] Idem, article 324.

CCE arrêt 312985 du 13/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Maroc

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 21

composition du siège

1 juge

Fin de séjour – Force majeure – Courrier droit d’être entendu non réclamé par la PR – PR invoque qu’il était à l’étranger et donc absent lors du passage des services de la poste (preuve via date sur son passeport) + le jour de son retour était le 30 mai (jour férié) donc impossible d’aller chercher le courrier à la poste avant la date limite (31 mai) – PR invoque la force majeure – Conseil constate l’impossibilité matérielle de prendre connaissance du courrier + PR invoque des éléments pertinents dans sa requête qu’il aurait souhaité fait valoir lors de l’exercice de son droit d’être entendu – Force majeure – Annulation.

« En l’espèce, le requérant soutient, en termes de requête, qu’il aurait pu, dans le cadre de son droit à être entendu, faire valoir des éléments essentiels justifiant le maintien de son droit de séjour, soit qu’il «réunissait les conditions nécessaires à pouvoir bénéficier de l’exception contenu (sic) à l’article 42quater, §4, 1° de la loi du 15.12.1980, son mariage ayant été célébré voici plus de trois ans, [...] séjournant en Belgique depuis plus d’un an et, de surcroît, étant actif sur le plan professionnel (pièce 4) et valablement affilié à une mutuelle (pièce 5) [...] ».

Or, s’il ressort de l’examen du dossier administratif que la partie défenderesse a invité le requérant par un courrier recommandé sans accusé de réception du 13 mai 2019 à transmettre tout élément de nature à faire obstacle au retrait de son titre de séjour, cet examen révèle également que ce courrier est revenu à la partie défenderesse comme « non réclamé ». A cet égard, le requérant fait valoir qu’il n’a pas pu prendre connaissance du courrier recommandé qui lui a été envoyé par la partie défenderesse dès lors qu’« [...] [il] produit la preuve (son passeport - pièce 2) qu’il était à l’étranger du 7 au 30 mai 2019 ; il était donc absent lors du passage des services de la poste à son adresse, le 15.05.2019; il n’a pas non plus été en mesure d’aller retirer ce courrier à son retour en Belgique (l’enveloppe contenant ce courrier renseigne que celui-ci était à sa disposition jusqu’au vendredi 31.05.2019 ; or, les bureaux de postes étaient fermés le jeudi 30.05.2019, jour de son retour en Belgique, s’agissant du jeudi de l’ascension, ainsi que le lendemain - pièce 3) : Il s’agit là, manifestement, d’un (sic) situation de force majeure, et il ne peut évidemment [lui] être fait reproche d’avoir quitté la Belgique pour deux semaines de vacances ; En tout état de cause, même à considérer qu’[il] eut été de retour en Belgique alors que ledit courrier était encore disponible au bureau de poste, encore eut-il fallu qu’un avis de passage ait été effectivement laissé dans sa boîte aux lettres (ce qui ne peut être garanti) et, le cas échéant, que cet avis n’ait pas été égaré ; en l’occurrence, [il] n’a découvert aucun avis de ce type à son retour en Belgique [...] ».

Au regard des circonstances particulières de l’espèce, le Conseil constate qu’à supposer même qu’un avis de passage ait effectivement été déposé par B-post au domicile du requérant, celui-ci démontre la preuve d’une force majeure consistant en l’impossibilité matérielle de prendre connaissance du courrier lui adressé par la partie défenderesse dès lors qu’il ressort des pièces jointes à sa requête et plus particulièrement d’une copie de son passeport, que le requérant se trouvait au Maroc du 7 au 30 mai 2019 et que le 30 mai 2019 était bien un jour férié. Au regard de la pertinence des pièces déposées par le requérant afin de faire valoir le maintien de son droit de séjour, le Conseil constate, en application de la jurisprudence susmentionnée, qu’il ne peut être exclu que ‘la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent’ si le requérant avait pu exercer son droit à être entendu de manière utile avant la prise de l’acte attaqué.

Or, en l’occurrence, le Conseil constate que le requérant démontre à suffisance s’être trouvé dans un cas de force majeure le plaçant dans l’impossibilité matérielle de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue avant l’adoption de la décision entreprise, à savoir une décision susceptible d’affecter de manière défavorable ses intérêts, le droit de celui-ci à être entendu, en tant que principe général de droit européen, n’ayant pas été respecté ».

CCE arrêt 312983 du 13/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

AUTRE

composition du siège

1 juge

Weigering verlenging tijdelijk verblijf - vernietiging - verzoekster kwam naar België met een visum lang verblijf (type D) in toepassing van de artikelen 9 en 13 van de VW - voorwaarden opgelegd voor de verlenging - verzoekster heeft in het jaar 2022 tijdelijk OCMW-steun ontvangen - voorwaarde voor verlenging was "*niet afhankelijk zijn van de openbare overheden/de nodige stappen zetten om niet afhankelijk te zijn van de openbare overheden*" - meerdere stukken inzake tewerkstelling in 2023 voorgelegd - onzorgvuldig om te stellen dat verzoekster niet de nodige stappen heeft gezet om niet afhankelijk te zijn van de openbare overheden - schending zorgvuldigheidsbeginsel - verzoekster is moeder van drie minderjarige kinderen - artikel 8 EVRM - hoger belang van het kind - geen rekening gehouden met twee kinderen - geen rekening gehouden met vermelding van de aanwezigheid van vader in het Rijk - schending zorgvuldigheidsbeginsel in het licht van artikel 8 EVRM

3.4. Zelfs indien de verwerende partij kan gevolgd worden dat uit de door de verzoekende partij voorgelegde stukken niet kan blijken of zij nog ten laste valt van de openbare overheden, stelt de Raad vast dat de vierde voorwaarde voor het verlengen van het tijdelijk verblijf van de verzoekende partij, zoals overigens wordt aangegeven in de bestreden beslissing, "*niet afhankelijk zijn van de openbare overheden/de nodige stappen zetten om niet afhankelijk te zijn van de openbare overheden*" is. Op basis van een dergelijke vermelding met een schuine streep blijkt het te gaan om een keuzemogelijkheid tussen "*niet afhankelijk zijn van de openbare overheden*" of "*de nodige stappen zetten om niet afhankelijk te zijn van de openbare overheden*" om aan de vierde voorwaarde te voldoen. Gelet op de door de verzoekende partij voorgelegde documenten, meer bepaald – zoals zij ook aangeeft – een attest van tewerkstelling van Adecco van 10 januari 2023, haar arbeidsovereenkomst van 2 februari 2023, haar loonfiches, een attest van Werk&Activering van 23 mei 2023 en interimcontracten van 10 november 2023, komt het onzorgvuldig voor te stellen dat zij niet de nodige stappen heeft gezet om niet afhankelijk te zijn van de openbare overheden, minstens blijkt niet uit de motieven van de bestreden beslissing waarom dit uit de voorgelegde documenten niet afdoende zou blijken.

Een schending van het zorgvuldigheidsbeginsel wordt aannemelijk

[...]

3.7. Uit de bestreden beslissing blijkt in dit licht enkel dat de verwerende partij van oordeel is dat, omdat uit de geboorteakte geen vaderlijke afstamming blijkt, het in het belang is van één kind dat het zijn moeder volgt. Uit de stukken van het – overigens laattijdig toegestuurde – administratief dossier blijkt dat de verwerende partij minstens op de hoogte was van het feit dat de verzoekende partij ook nog twee andere kinderen heeft waarvan het oudste kind geboren is in 2019 (samenwoningverslagen van 14 mei 2020, 16 februari 2021 en 10 februari 2022) alsook dat er sprake is van een vader van het op de bestreden beslissing vermelde kind, die in België verblijft en er werkt. Noch uit de bestreden beslissing, noch uit het administratief dossier blijkt waarom met de aanwezigheid van de twee andere kinderen in België en/of de vermelding van de aanwezigheid van een vader in het Rijk geen rekening werd gehouden. Gelet op het feit dat voor een beschermingswaardig gezinsleven tussen een ouder en een kind volgens het Hof ook geen bewijs van juridische verwantschap vereist is (EHRM 21 december 2010, Schavdarov t. Bulgarije, nr. 3465/03, pt 40), blijkt uit de enkele motivering dat er geen vaderlijke afstamming wordt vermeld op de geboorteakte niet waarom met de vermelding van de aanwezigheid van een vader in het Rijk geen rekening werd gehouden. Noch uit de bestreden beslissing, noch uit het administratief dossier blijkt een onderzoek naar het behouden van de eenheid van het gezin. Evenmin blijkt overigens een onderzoek naar het welzijn van de kinderen en van de impact die de bestreden beslissing zal hebben op de kinderen.

CCE arrêt 312922 du 13/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Gegronde vrees voor vervolging owv toegeschreven politieke overtuiging aannemelijk gemaakt:

- Afghanistan verlaten op 14-15 jarige leeftijd, jonge leeftijd, thans 19 > minderjarig gedurende aanzienlijk gedeelte van procedure. Hoger belang van het kind moest in rekening worden genomen.
- invulling verblijf in België:
 - spreekt Nederlands
 - OKAN onderwijs, daarna doorverwijzing naar buitengewoon onderwijs
 - studentenjob
 - Belgische vriendin van Marokkaanse origine die geen hoofddoek draagt
 - sociale activiteiten en sporten
- **zwakbegaafdheid** > niet onredelijk aan te nemen dat hij sociaal en intellectueel niet in staat is zich te gedragen conform de verwachtingen van derden/de taliban. Gebrek aan zelfinzicht en risico-inschatting. Afghanistan verlaten voor machtsovername dus opgegroeid tijdens periode dat taliban niet aan de macht was
- afkomstig uit provincie Nangarhar
- verwijzing naar arrest HvJ C-151/22 - begrip politieke overtuiging

CCE arrêt 313002 du 13/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"(...) le Conseil entend rappeler que la difficulté exprimée par le requérant lors de son entretien et relayée par les constatations de son psychologue, correspond aux constats et diagnostics posés par un médecin psychiatre et dont la partie défenderesse était informée. Ainsi, dans son attestation du mois de mars 2023, le Dr M. fait état d'un « tableau de stress post-traumatique sévère [...] dominé par de graves troubles de la concentration, de l'attention et de la mémoire » en précisant que le requérante « [...] souffre d'insomnies depuis plusieurs années ainsi que de cauchemars dans lesquels il revit quotidiennement des événements traumatiques qu'il a vécus en Guinée ». Elle note également que « [l]es troubles cognitifs sont manifestes lors des entretiens et impactent lourdement son fonctionnement au quotidien », que le requérant « [...] peine à comprendre certaines questions posées et donc à y répondre », qu'il « [...] peine à mener une tâche à bien, parce qu'il perd régulièrement le fil de ce qu'il fait » et qu'« [i]l comprend les choses de manière parfois très confuse, ce qui peut entraîner toute une série de malentendu, non sans conséquence ». Elle souligne encore l'existence de troubles de la mémoire qu'elle qualifie de « manifestes ».

Le Conseil estime qu'il y a lieu de tenir compte, dans l'évaluation des déclarations du requérant, de son état psychologique attesté par un médecin spécialiste et dont la manifestation concrète lors de l'entretien du 5 mai 2023 a motivé la décision de l'officier de protection de ne plus aborder la détention du requérant en 2013.

Or, à la lecture de ses déclarations, le Conseil constate que le requérant a livré un récit crédible, circonstancié et empreint de sentiment de vécu de son arrestation de 22 septembre 2013. Il a également attribué plusieurs des cicatrices constatées sur son corps aux violences subies lors de cette arrestation et de la détention qui a suivi. En outre, avant de solliciter une pause, le requérant a livré des éléments de son quotidien en détention dont notamment des informations relatives à la manière dont était gérée l'hygiène ainsi que les tâches qu'il devait accomplir lorsqu'il n'était pas en cellule.

Par ailleurs, s'il n'a pas été possible de recueillir des déclarations détaillées concernant cette détention lors de l'entretien personnel du 5 mai 2023, il ressort du rapport médical circonstancié établi le 6 avril 2023 par un médecin de l'ASBL Constats que, selon son auteur, « Les descriptions de toutes les tortures subies sont minutieusement détaillées, [le requérant] mime certains faits et parle très vite, une importante émotion est palpable ». Le degré de compatibilité des mauvais traitements décrits a, ensuite, fait l'objet d'une évaluation au regard des séquelles physiques constatées sur le corps du requérant, selon la méthodologie du Protocole d'Istanbul. Il ressort de cette analyse que, parmi les lésions constatées et attribuées par le requérant à sa période de détention de 2013, deux zones cicatricielles composées, pour l'une, d'une trentaine de cicatrices et, pour l'autre, d'une dizaine de cicatrices, sont considérées comme « spécifiques ». L'auteur du rapport ajoute, pour ces deux zones la mention : « aspect ne pouvant correspondre à aucune autre méthode, lésions identiques répétées ». Le même document rappelle également, d'une manière générale, que, selon le Protocole d'Istanbul, une lésion est « spécifique » lorsqu'elle « ne peut avoir été causée que par le type de torture ou le traumatisme mentionné ».

Malgré l'incertitude qui demeure inévitablement au sujet des circonstances exactes des traitements inhumains et dégradants infligés au requérant, le Conseil estime, à la lumière des éléments relevés ci-dessus que l'arrestation du requérant le 22 septembre 2023 et la détention qui s'en est suivie, son établies.

(...) En ce qui concerne l'engagement politique du requérant, le Conseil estime qu'il découle de ses déclarations qu'indépendamment de la question de savoir s'il était formellement membre de l'UFDG dans son pays d'origine, il peut à tout le moins être considéré qu'il était perçu comme un opposant politique par ses autorités nationales.

Le Conseil relève en effet que le requérant s'est longuement exprimé¹⁸ sur ses activités politiques, expliquant en substance avoir utilisé sa profession de chauffeur de taxi pour faire la promotion de l'UFDG auprès de ses clients, affichant notamment un portrait du Président du parti dans sa voiture. Le requérant a ainsi expliqué avoir acquis une réputation de militant de l'UFDG auprès des personnes qu'il transportait régulièrement et sur les itinéraires qu'il avait l'habitude d'emprunter ainsi qu'auprès des autres chauffeurs de différents quartier de Conakry. Le requérant a également fait état de discussions concrètes qu'il a eues au cours de ses activités de sensibilisation¹⁹ et expliqué, en

particulier, avoir été interpellé par plusieurs personnes s'étonnant du fait qu'un chauffeur de taxi, peu instruit, milite pour un parti politique. Ces déclarations convainquent le Conseil de la réalité des activités politiques concrètes décrites par le requérant.

Le Conseil constate encore que c'est précisément la présence de portraits de Cellou Dallein Diallo sur le capot et le pare-brise du taxi du requérant qui a motivé l'attitude des gendarmes à son égard lors de la première de ses deux arrestations en 2015.

Pour toutes ces raisons, le Conseil estime que, quand bien même le requérant n'aurait pas été formellement membre de l'UFDG lorsqu'il se trouvait en Guinée et n'aurait pas officiellement occupé de fonction particulière au sein du parti, il peut être considéré que ses activités lui ont donné suffisamment de visibilité pour être considéré par ses autorités nationales comme un opposant politique.

(...) Le Conseil entend encore souligner que la réalité des violences subies par le requérant lors du massacre du 28 septembre 2009 n'est pas remise en cause, la partie défenderesse considérant qu'il s'agit de persécutions passées dont il existe de bonnes raisons de croire qu'elles ne se reproduiront pas.

Le Conseil estime au contraire que les nouvelles répressions subies par le requérant alors qu'il exprimait ses opinions politiques constituent une reproduction, par les même acteurs et pour les mêmes raisons, de la persécution considérée comme établie par la partie défenderesse.

(...) Par conséquent, le moyen est fondé en ce qu'il allègue une violation de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève et de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Cette crainte s'analyse comme une crainte de persécution du fait des opinions politiques du requérant."

CCE arrêt 312988 du 13/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Apatride

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

CG Demande manifestement infondée

composition du siège

1 juge

Eerste verzoek werd door de DVZ kennelijk ongegrond bevonden wegens het feit dat er geen geloof kan worden gehecht aan haar afkomst uit Kosovo. Op 23 december 1999 bevestigt de commissaris-generaal deze beslissing.

In het kader van haar tweede verzoek neemt de DVZ een beslissing tot weigering van inoverwegingname van een asielaanvraag met het bevel om het grondgebied te verlaten.

De verzoekende partij dient een derde en huidig verzoek om internationale bescherming in. In het kader hiervan verklaart ze dat haar echte naam Z.B. is. Ze is geboren in het jaar 1983 in Servië en is van Servische origine. Ze verklaart niet over de Servische nationaliteit te beschikken, maar enkel over een Servische geboorteakte. Volgens de verzoekende partij wordt geenszins betwist dat ze geen **nationaliteit** heeft.

De Raad benadrukt dat de nood aan bescherming geboden door de artikelen 48/3 en 48/4 van de Vreemdelingenwet moet getoetst worden ten aanzien van het land of de landen van de nationaliteit van de verzoekende partij of, voor staatlozen, van de vroegere gewone verblijfplaats. Deze vereiste vloeit voort uit de noodzaak om te beoordelen indien de verzoeker de bescherming van dit land niet kan invoeren of indien hij geldige redenen aanvoert om te weigeren er zich op te beroepen.

Uit de motieven van de bestreden beslissing blijkt dat de **verwerende partij de vrees van de verzoekende partij ten aanzien van Servië beoordeelt**, daar "*Gelet op het gegeven dat u geboren en getogen bent in Postenje, Servië, waar u tot uw komst in 1996 naar België verbleef, waar uw familiewoning (ihb de woning van uw grootouders) zich nog steeds bevindt en waar ook nog steeds familie van u woonachtig is*". In het verzoekschrift betwist de verzoekende partij dat haar verzoek om internationale bescherming ten aanzien van Servië dient beoordeeld te worden. De verzoekende partij verklaart dat ze slechts tot haar veertien jaar in ex-Joegoslavië gewoond heeft en sindsdien heeft ze er niet meer verbleven. Ook wijst ze op de verschillende pogingen die ondernomen werden om haar naar Kosovo, Servië en Noord-Macedonië te repatriëren, maar die landen haar 'readmission' geweigerd hebben. Uit de stukken die de verzoekende partij aan haar aanvullende nota voegt blijkt inderdaad dat op verschillende data aan onder meer Servië een verzoek tot "readmission" gesteld werd. Uit de gegevens gevoegd aan de aanvullende nota **lijkt dat de verzoekende partij gebruik gemaakt heeft van aliases en een valse geboorteakte**. Het komt **in de eerste plaats aan de verzoekende partij om duidelijkheid te scheppen** over haar nationaliteit, en indien ze staatloos is van haar vroegere gewone verblijfplaats. Daarenboven gaat de verzoekende partij er enerzijds aan voorbij dat ze **geen documenten bijbrengt om effectief aannemelijk te maken dat ze staatloos is, en anderzijds wordt in de bestreden beslissing geenszins gesteld dat ze over de Servische nationaliteit beschikt, doch wordt uiteengezet dat Servië als land van gewoonlijk verblijf** beschouwd wordt. Het betoog van de verzoekende partij dat Servië haar verzoek tot "readmission" geweigerd heeft, is niet voldoende om afbreuk te doen aan de uiteenzetting van de verwerende partij in de bestreden beslissing dat Servië als land van gewoonlijk verblijf dient beschouwd te worden, daar de readmissions geweigerd werden omwille van foutieve informatie die de verzoekende partij meegedeeld heeft. In zoverre de verzoekende partij betwist dat Servië als haar land van gewoonlijk verblijf dient beschouwd te worden, gelet op haar jarenlang illegaal verblijf in België gaat de verzoekende partij voorbij aan de eigenheid van de procedure die ze opgestart heeft, namelijk een verzoek om internationale bescherming. Het loutere gegeven dat de verzoekende partij op veertienjarige leeftijd in België is aangekomen en sindsdien illegaal hier verblijft doet geen afbreuk aan hetgeen voorafgaat. Het loutere gegeven dat de verzoekende partij meent staatloos te zijn, is op zich niet voldoende om internationale bescherming te krijgen. In haar verzoekschrift geeft de verzoekende partij weliswaar aan niet eens te zijn met de beoordeling van de commissaris-generaal, doch laat ze na aan te geven wat haar nationaliteit of haar land van gewoonlijk verblijf dan wel is.

De Raad gaat vervolgens in op de door verzoeker aangehaalde vluchtmotieven, die echter geen verband houden met één van de criteria zoals bepaald in artikel 1 van het Vluchtelingenverdrag.

(...)

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Mauritanie

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

dictum arrêt

Rejet

Mise à la cause

" [L]e Conseil rappelle que l'article 57/1, §1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit : (...)

Dans une telle perspective, pour rétablir la clarté dans les débats juridiques, dès lors, que la première requérante et le deuxième requérant ont expressément invoqué, pour leurs enfants mineurs, des craintes de persécution qui leur sont propres et spécifiques, le Conseil estime nécessaire de mettre formellement à la cause leurs filles, à savoir la troisième requérante (T.O.) et la cinquième requérante (T.S.), ainsi que leur fils, le quatrième requérant (T.D.), et de procéder à un examen distinct de la crainte d'excision des troisième et cinquième requérantes (point B) avant d'aborder la situation spécifique de la première requérante, du deuxième requérant ainsi que du quatrième requérant (point C)."

Examen des craintes de persécution des troisième et cinquième requérantes (T.O. et T.S.), les filles de la première requérante et du deuxième requérant, liées à un risque d'excision dans leur chef

"Après un examen attentif des dossiers administratif et de la procédure, et après avoir entendu les parties à l'audience du 21 août 2024, le Conseil estime ne pas pouvoir se rallier à la motivation des actes attaqués concernant le risque d'excision dans le chef des filles des requérants (les troisième et cinquième requérantes). Ainsi, le Conseil estime ne pas pouvoir retenir les arguments de cette motivation qui soit ne se vérifient pas à la lecture des pièces des dossiers administratif et de la procédure, soit ne sont pas ou peu pertinents, soit reçoivent des explications plausibles à la lecture du dossier.

En l'espèce, s'agissant des mutilations génitales féminines, le Conseil tient à rappeler qu'il considère que cette pratique, qu'elle qu'en soit la forme, constitue une atteinte grave à l'intégrité physique et psychologique d'une femme ou d'une jeune fille et dont les conséquences peuvent perdurer à vie. Cette réalité doit, par conséquent, inciter les instances d'asiles à faire preuve de la plus grande prudence dans l'examen des demandes de protection internationale invoquant cette crainte en cas de retour

Par ailleurs, il ressort de la documentation pertinente et actuelle déposée par les parties aux dossiers administratif et de procédure, que les taux d'excision en Mauritanie restent importants et sont qualifiés même d' « effrayants » par les acteurs de terrain (...). Ainsi, les mutilations génitales féminines continuent à ravager la vie de milliers de jeunes filles en Mauritanie, constituant un véritable danger pour la santé publique. Ainsi, il appert que 64 % des femmes mauritaniennes de quinze à quarante-neuf ans ont déclaré avoir été excisées (...) et que dans certaines provinces de Mauritanie, ce taux atteint près de 100 % (...). Par ailleurs, la documentation produite indique que la prévalence de l'excision est nettement plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain, à savoir 77 % contre 51 %, et qu'elle s'élève à 44% à Nouakchott (...).

Ces données impliquent un risque objectif important pour les jeunes filles mineures mauritaniennes d'être soumises à de telles pratiques. Cependant, il ressort de l'examen des documents déposés, et en particulier, du rapport intitulé « COI Focus Mauritanie. Prévalence des Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) » du 11 juin 2018, et du document intitulé « République islamique de Mauritanie – Enquête démographique et de santé de la Mauritanie (EDSM) 2019 -2021 », de février 2022, que certains facteurs peuvent contribuer à diminuer ou augmenter le niveau de risque des mutilations génitales féminines. Il en va ainsi, notamment, de la région d'origine, du milieu de résidence (urbain/rural), de l'âge, du bien-être économique, du niveau d'instruction, de la langue du chef de ménage et du fait pour la mère d'avoir elle-même subi une forme de mutilation génitale féminine ou d'excision (...).

Au vu des informations qui précèdent, le Conseil considère que les taux de prévalence des mutilations génitales féminines observés en Mauritanie traduisent un risque objectif et significativement élevé pour ce type de pratique, a fortiori, pour les jeunes filles qui n'y ont pas été soumises. Le Conseil estime que ce risque suffit en lui-même à fonder, dans le chef des filles des requérants (...), une crainte de persécution en cas de retour en Mauritanie, sauf à établir qu'en raison de circonstances exceptionnelles qui leur sont propres, celles-ci n'y seraient pas exposées ou seraient raisonnablement en mesure de s'y opposer.

En l'espèce, au vu des éléments propres à la cause, le Conseil considère que si un doute subsiste quant à savoir si de

telles circonstances exceptionnelles existent, la « plus grande prudence » évoquée, *supra*, lorsqu'il s'agit d'examiner les demandes de protection internationale fondées sur une crainte d'excision en cas de retour, doit l'amener à considérer que les filles des requérants (...), dont il n'est pas contesté qu'elles ne sont pas excisées (...), seront effectivement exposées à un risque d'excision, auquel elles ne seront pas en mesure d'échapper, en cas de retour en Mauritanie.

(...)

A toutes fins utiles, le Conseil précise que la première requérante et le deuxième requérant ne sont pas des « acteurs de protection » au sens de l'article 48/5, § 2 de la loi du 15 décembre 1980, qui ne vise que « [...] l'Etat ou [...] des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie de son territoire ». À cet égard, la Cour de justice de l'Union européenne a dit pour droit qu'un éventuel soutien social et financier assuré par des acteurs privés, tels que la famille ou le clan du ressortissant d'un pays tiers concerné, « [...] n'est, en tant que tel, de nature ni à empêcher des actes de persécution ni à déceler, à poursuivre et à sanctionner de tels actes et, partant, ne peut être considéré comme assurant la protection ». Ainsi, le « soutien social et financier [...] assuré par la famille ou le clan [...] ne peut être considéré comme assurant une protection contre des actes de persécution » et « n'est, de ce fait, [pas] pertinent [...] aux fins d'apprécier l'effectivité ou la disponibilité de la protection assurée par l'État [...] » (CJUE, affaire C-255/19, Secretary of State for the Home Department contre OA du 20 janvier 2021, notamment points 46 à 60).

Quant à la protection des autorités mauritaniennes, le Conseil ne dispose d'aucune information de nature à démontrer que celles-ci auraient pris des mesures afin d'éradiquer les pratiques de mutilations génitales féminines. Il ressort, au contraire, des informations objectives versées au dossier administratif que 64 % des femmes âgées de quinze à quarante-neuf ans ont déclaré avoir été excisées, circonstance qui démontre, *de facto*, que si tant est qu'elles existent, des éventuelles mesures prises par les autorités afin de lutter contre ces pratiques n'ont pas les effets escomptés.

En conclusion, même si certaines zones d'ombre subsistent dans le récit des requérants, le Conseil estime, dans un souci de prudence et au vu du jeune âge de leurs filles, à savoir douze et quatre ans, et du fait que la première requérante est excisée, qu'il existe une conjonction d'éléments suffisants pour conclure que, dans les circonstances particulières de l'espèce, ces dernières seront effectivement exposées, en cas de retour en Mauritanie, à un risque d'excision auquel elles ne seront pas à même d'échapper, alors que ni leur mère (...) ni leur père (...) ne peuvent être perçus comme des acteurs de protection au sens de l'article 48/5, § 2 de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

En conséquence, il est établi que les troisième et cinquième requérantes restent éloignées de leur pays d'origine par crainte de persécution au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève, en raison de leur appartenance au groupe social des jeunes filles mauritaniennes.

L'examen des demandes de la première requérante, du deuxième requérant et du quatrième requérant (T.D., le fils des requérants) sous l'angle des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

" Par conséquent, les requérants et leur fils n'établissent pas qu'ils ont quitté leur pays d'origine ou qu'ils en restent éloignés par crainte de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

(...)

Les considérations qui précèdent suffisent à fonder le constat que les requérants et leur fils n'établissent pas qu'il y a de sérieux motifs de croire que s'ils étaient renvoyés dans leur pays d'origine, ils encourraient un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'articles 48/4 de la loi du 15 décembre 1980."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Indéfini

composition du siège

1 juge

acte attaqué

AUTRE

nationalité

Érythrée

dictum arrêt

Rejet

Refus de dérogation au principe de comparution personnelle pour introduire une demande de visa RF avec un réfugié érythréen

1) compétence du Conseil (NB :pour s'assurer qu'une juridiction se considèrera compétente, la PR a également introduit, en parallèle, un recours directement auprès du CE) – PD : l'AA n'est pas pris en exécution de la loi du 15 décembre 1980 qui ne prévoit pas cette possibilité de dispense + dans la même affaire, l'auditeur du CE a estimé que « le litige se situe bien en dehors du champ d'application de la loi du 15 décembre 1980 » – PR : demande fondée sur l'arrêt Afrin de la CJUE qui interprète l'art 5 de la directive 2003/86 transposé à l'art 12bis de la Loi => OE a donc bien appliqué cet art 12bis de la Loi en prenant l'AA – CCE : rappel art 5, § 1 et 3, de la directive 2003/86 qui laisse la possibilité aux Etats membres de décider si la demande doit être introduite par le MF ou par le regroupant, rappel arrêt Afrin : le droit belge a choisi la 1ère possibilité (introduction par le MF auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge compétent) et ne prévoit pas de dérogations lorsqu'une telle comparution personnelle est impossible ou excessivement difficile ce qui aboutit à rendre en pratique impossible l'exercice du droit au RF => porte atteinte à l'objectif poursuivi par le droit de l'Union et prive celui-ci de son effet utile + enfreint le droit au respect de l'unité de la famille puisqu'une telle obligation constitue une ingérence disproportionnée dans le droit au respect de l'unité familiale par rapport au but, certes légitime, de lutter contre les fraudes liées au RF -> La CJUE prévoit donc une exception à l'obligation de comparution personnelle - Si cette obligation est prévue par la loi du 15 décembre 1980 (art 12bis ou 10ter), il en est de même de l'exception définie par la CJUE dans cet arrêt Afrin => le Conseil est bien compétent, l'avis d'un auditeur du Conseil d'Etat n'est pas de nature à contredire cette conclusion.

2) intérêt : courriels des parties avant audience: la Cour d'appel de Bruxelles a ordonné à la PD de dispenser les requérants d'une comparution personnelle + l'ambassade de Belgique à Nairobi a autorisé l'introduction des visas « via VisaOnWeb » => PR dit que la décision a donc été retirée – PD dit que la décision n'a pas été retirée mais qu'elle a été contrainte d'exécuter un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles (qui la condamnait sous astreinte) et qui n'est pas définitif puisqu'une cassation est envisagée - PR à l'audience : les requérant se trouvent en Egypte et n'ont donc plus intérêt - CCE : vu l'évolution de leur situation, le Conseil prend acte de leur déclaration selon laquelle elles n'ont plus intérêt.

« 1. Faits pertinentes de la cause

1.2. Le 26 janvier 2024, une assistante sociale d'une association d'aide aux personnes déplacées, a sollicité, auprès du poste belge compétent, une dispense de comparution personnelle pour l'introduction d'une demande de visa de regroupement familial par la 1^{ère} requérante, en son nom et au nom de ses enfants mineurs.

Le 8 février 2024, l'ambassade de Belgique à Nairobi a rejeté cette demande.

Cette décision a toutefois été retirée[1].

1.3. Le 9 avril 2024, l'ambassade de Belgique à Nairobi a, à nouveau, rejeté la demande visée au point 1.2.

Cette décision a été portée à la connaissance de l'assistante sociale, susmentionnée, le même jour.

Elle constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« De manière générale, la grande majorité des demandeurs de visa érythréens parviennent à introduire leur demande de visa long séjour à Nairobi (Kenya), à Addis-Abeba (Ethiopie) ou à Kampala (Ouganda).

Dans le cas particulier de la famille [du regroupant], en l'espèce [la 1ère requérante] et [leurs 3] enfants [...] n'ont pas démontré se trouver dans une situation dans laquelle il leur est impossible ou excessivement difficile de se rendre à Nairobi.

En effet, la demande de dérogation que vous avez soumise en leurs noms à l'ambassade de Belgique à Nairobi par courriel ne se fondait sur aucun élément concret et avéré relatif à la situation personnelle de Madame [la 1ère requérante] et des enfants susmentionnés. Elle indiquait que « les Érythréens en général, sauf peut-être les jeunes enfants et les personnes âgées, ne peuvent obtenir de passeport pour sortir du pays légalement » et renvoyait à des rapports généraux dont certains datent de 2015 et qui ne se rapportent donc pas nécessairement à la situation actuelle.

Il n'a pas non plus été démontré que la situation décrite de manière générale dans ces rapports s'applique personnellement à [la 1ère requérante] et aux enfants susmentionnés en fournissant des éléments concrets et pertinents. L'intéressée et les enfants susmentionnés ne démontrent absolument pas se trouver dans une situation comparable aux personnes visées dans ces rapports, qui auraient rencontré des difficultés à obtenir un passeport et un visa de sortie. Par ailleurs, les sources que vous mentionnez indiquent qu'il y a en effet des refus mais aussi qu'il n'est pas impossible d'obtenir un passeport (p.ex. «The government often denied citizens passports and exit visas because they had not completed their military, national service, or militia duties; had unpaid income taxes; or for arbitrary or unstated reasons », selon le USA). L'obtention d'un passeport n'est donc pas impossible mais dépend en partie du fait que la famille soit « en ordre » avec toutes les obligations légales en vigueur en Érythrée comme p.ex. le diaspora tax et le service militaire national.

A contrario, de nombreux Érythréens, de tous les âges, ont un passeport et voyagent. Il y a d'ailleurs des vols réguliers d'Asmara à Addis, Istanbul, Dubai, Jeddah, Le Caire, etc. L'ambassade italienne à Asmara, qui représente 10 Etats Schengen, dont la Belgique, a traité 3.432 demandes de visa court séjour (dont 121 demandes concernant la Belgique) en 2023. Les personnes ayant introduit ces demandes de visa disposent toutes d'un passeport et d'un visa de sortie. De plus, pour se rendre à Nairobi, à la suite d'un accord entre le Kenya et l'Érythrée signé en 2022, les Érythréens n'ont pas besoin de visa[1]. Ils doivent seulement solliciter une eTA (Electronic Travel Authorization) en ligne.

Dans ce cas particulier, nous notons d'ailleurs que [la 1ère requérante] et ses enfants ne semblent pas avoir essayé d'utiliser les voies légales pour quitter l'Érythrée. Dans leur récit, il est uniquement question de tentatives de quitter le pays en faisant appel à un « passeur ».

En conclusion, [la 1ère requérante] et ses enfants ne démontrent donc pas de manière concrète et factuelle, sur base de pièces probantes, qu'ils se trouveraient dans l'impossibilité ou dans l'extrême difficulté de quitter l'Érythrée. Leurs allégations sont particulièrement vagues et générales.

À défaut d'avoir démontré une telle impossibilité ou difficulté, ils ne peuvent se prévaloir de l'arrêt Afrin de la Cour de Justice de l'Union européenne. A titre surabondant, il convient de constater que la situation en Érythrée n'est en rien comparable à la situation dont il était question dans l'arrêt Afrin (conflit armé en Syrie). En effet, il n'y a pas de guerre en Érythrée.

En conséquence, nous ne pouvons dispenser [la 1ère requérante] et les enfants [...] de comparaître personnellement à un poste diplomatique ou consulaire belge pour introduire leurs demandes de visa ».

1.4. Le 20 août 2024, les parties requérantes ont informé le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) des évolutions suivantes dans le dossier des requérants :

- un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 27 juin 2024, ordonnant à la partie défenderesse de « dispenser les requérants d'une comparution personnelle au poste diplomatique compétent pour l'introduction de leur demande de visa pour regroupement familial »,
- et un courriel de l'ambassade de Belgique à Nairobi à l'employée de l'association susmentionnée, du 2 juillet 2024, l'informant que les demandes de visa pouvaient être introduites « via VisaOnWeb ».

2. Question préalable : compétence du Conseil

2.1.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse fait valoir, à titre principal, une irrecevabilité du recours.

Elle expose ce qui suit :

« Pour que Votre Conseil soit compétent et comme mentionné expressément à l'article 39/1, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 [sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980)], l'acte attaqué doit donc être une décision individuelle prise en application de la loi du 15 décembre 1980.

En l'espèce, le courriel de l'ambassade belge de Nairobi du 9 avril 2024 ne procède pas d'une application de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, la loi du 15 décembre 1980 ne prévoit pas la possibilité d'introduire auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge une demande permettant de ne pas devoir comparaître personnellement auprès du poste pour introduire une demande de visa.

Le courriel de l'ambassade de Nairobi n'est pas une décision prise en application de la loi du 15 décembre 1980.

Dans une affaire similaire, dans laquelle une demande de suspension avait été introduite en extrême urgence auprès de Votre Conseil à l'encontre d'un courriel du consulat de Jérusalem, Votre Conseil a considéré, dans un arrêt n°298.586 du 12 décembre 2023, qu'il n'était pas compétent « pour connaître du courriel du consulat général de Jérusalem, que la partie requérante identifie comme étant l'objet de son recours », « ce courriel ne pouvant [...] être qualifié de « décision[.] individuelle[.] prise[.] en application des lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers », au sens de l'article 39/1, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, précité, il n'entre pas dans les compétences dévolues au Conseil par cette même disposition » [[2]].

Dans cette affaire, le courriel du consulat de Jérusalem, qui faisait l'objet de la demande de suspension, répondait à un courriel de la fille des requérants, qui étaient des personnes se trouvant à Gaza et qui souhaitaient introduire une demande de visa humanitaire sans comparaître personnellement. Le courriel du consulat indiquait en substance que les circonstances actuelles ne permettent pas d'introduire par e-mail une demande de visa pour raisons humanitaires.

Cet arrêt a donc été rendu dans un cas tout à fait comparable et est transposable au cas d'espèce.

Le courriel de l'ambassade du 9 avril 2024, identifié comme étant l'objet du recours, n'étant pas une décision individuelle prise en application de la loi du 15 décembre 1980, au sens de l'article 39/1, §1er, alinéa 2, de la loi, Votre Conseil n'est pas compétent.

[...] Le recours doit être déclaré irrecevable, eu égard à son objet ».

2.1.2. Le 28 août 2024, elle a également transmis au Conseil, l'avis d'un auditeur du Conseil d'Etat, rendu dans un recours introduit, en parallèle, devant le Conseil d'Etat, à l'égard du même acte attaqué.

2.2. Dans sa requête, la partie requérante faisait valoir ce qui suit, sous un point « Recevabilité du recours » :

« la décision attaquée est un acte susceptible de recours devant Votre Conseil.

L'article 39/1, §1er, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Le Conseil est une juridiction administrative, seule compétente pour connaître des recours introduits à l'encontre de décisions individuelles prises en application des lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. »

Pour être recevable, un recours devant Votre Conseil doit donc porter :

- Sur une décision individuelle
- Prise en application des lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

La demande était basée sur l'arrêt Afrin de la CJUE du 18 avril 2023 (C 1/23).

Cet arrêt faisait suite à une question préjudicielle posée par le Tribunal de première instance de Bruxelles dans un litige qui opposait une famille à l'Etat belge, dans le but de forcer l'Etat belge à enregistrer la demande de visa regroupement familial de la famille introduite par e-mail.

Dans cet arrêt, la Cour conclut :

« L'article 5, paragraphe 1, de la directive 2003/86/CE du Conseil, du 22 septembre 2003, relative au droit au regroupement familial, lu en combinaison avec l'article 7 ainsi que l'article 24, paragraphes 2 et 3, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, doit être interprété en ce sens que :

il s'oppose à une réglementation nationale qui requiert, aux fins de l'introduction d'une demande d'entrée et de séjour au titre du regroupement familial, que les membres de la famille du regroupant, en particulier d'un réfugié reconnu, se rendent personnellement au poste diplomatique ou consulaire d'un Etat membre compétent pour le lieu de leur résidence ou de leur séjour à l'étranger, y compris dans une situation dans laquelle il leur est impossible ou excessivement difficile de se rendre à ce poste, sans préjudice de la possibilité pour cet Etat membre d'exiger la comparution personnelle de ces membres à un stade ultérieur de la procédure de demande de regroupement familial. »

L'Etat belge a appliqué cet arrêt en modifiant sa pratique administrative. Les instructions suivantes ont été publiées sur le site internet de l'Office des étrangers :

« 4.1. Comparution personnelle

Le jour du rendez-vous, le demandeur doit se présenter en personne au Visa Application Center (VAC) choisi lors de la prise de rendez-vous.

Par dérogation, le bénéficiaire d'un droit au regroupement familial qui se trouve dans une situation dans laquelle il lui est impossible ou excessivement difficile d'introduire une demande de visa en personne, peut introduire sa demande de visa par un moyen de communication à distance auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le

lieu où il réside. [CJUE - Arrêt du 18 avril 2023 dans l'affaire C-1/23 PPU]

Est principalement visé le bénéficiaire d'un droit au regroupement familial qui se trouve dans un pays ou une région en proie à la guerre ou un conflit et dans lequel la Belgique ne délivre pas de visa.

Procédure à suivre impérativement :

1. Le demandeur (ou son représentant) envoie un e-mail au poste diplomatique ou consulaire compétent indiquant les raisons pour lesquelles il lui est impossible ou excessivement difficile d'introduire sa demande de visa en personne.

2. Le poste évalue s'il peut accepter l'introduction de cette demande de visa à distance.

En cas d'évaluation positive, le poste envoie au demandeur un formulaire de demande de visa et des instructions sur la procédure à suivre pour le paiement des droits de visa.

En cas d'évaluation négative, le poste en informe le demandeur par e-mail. Ce dernier devra alors suivre la procédure habituelle (voir ci-dessus).

3. Le membre de la famille autorisé à introduire sa demande à distance peut envoyer son dossier au poste (par e-mail). Ce dossier contient impérativement les documents suivants:

le formulaire de demande de visa reçu par e-mail, complété et signé ;

la preuve du paiement des droits de visa (handling fee), sauf si le demandeur est dispensé;

un document de voyage personnel dans lequel un visa peut être apposé ou, si le demandeur est empêché de présenter ce document, une autre preuve de son identité (ou plusieurs autres preuves de son identité) à laquelle le poste diplomatique ou consulaire belge compétent accorde du crédit (cf. Document de voyage) ;

la preuve que le regroupant est un étranger à qui la Belgique a reconnu le statut de réfugié ou accordé une protection subsidiaire ;

les documents prouvant que les conditions du regroupement familial sont remplies dès l'introduction de la demande de visa.

Si les documents originaux établis à l'étranger n'ont pas été présentés en vue de leur légalisation avant l'introduction de la demande de visa, le demandeur doit impérativement joindre une copie recto verso, de bonne qualité et en couleur de ces documents à sa demande.

4. Le poste vérifie si le demandeur a payé les droits de visa. Si le paiement a été effectué, il enregistre la demande de visa et la transmet à l'Office des étrangers pour la suite du traitement.

ATTENTION : La présence physique du demandeur à un stade ultérieur de la procédure reste obligatoire aux fins de la vérification de son identité, du relevé des identifiants biométriques et, le cas échéant, d'un entretien.

La présentation des documents originaux aux fins de la vérification de leur forme et leur authenticité, à un stade ultérieur de la procédure, reste obligatoire, au plus tard lors de la délivrance du visa si les conditions du regroupement familial sont respectées.

La présentation d'un document de voyage dans lequel un visa peut être apposé à un stade ultérieur de la procédure, reste obligatoire, au plus tard lors de la délivrance du visa.

Aucun visa ne sera délivré au demandeur qui ne s'est pas présenté personnellement au moins une fois au cours de la procédure ou qui n'a pas présenté ses documents originaux. » (nous soulignons, pièce 5).

Il est donc prévu qu'une demande de dispense de comparution personnelle soit introduite auprès du poste diplomatique, et que celui-ci prenne une décision individuelle sur cette demande de dispense.

Il ne fait donc pas de doute que le refus par e-mail est une décision individuelle au sens de l'article 39/1, §1er, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980.

Cette décision est prise en application des articles 10 et 12 bis de la loi du 15 décembre 1980. En effet, le site internet de l'Office des étrangers prévoit les modalités d'application de l'article 12bis, §1er de la loi du 15 décembre 1980, [...]

C'est en application de cette disposition que les postes diplomatiques estiment qu'une comparution personnelle au poste diplomatique ou à un sous-traitant est nécessaire pour l'introduction d'une demande de visa.

Cela ressort notamment de l'arrêt Afrin de la Cour de justice du 18 avril 2023 : [reproduction des § 49 à 51 de cet arrêt]

La décision litigieuse est manifestement une décision prise en application de l'article 12bis de la loi du 15 décembre 1980, qui est la disposition par laquelle le législateur a transposé l'article 5 de la directive 2003/86.

La demande d'introduction par e-mail découlait de l'obligation de flexibilité qui découle de la directive 2003/86.

La décision attaquée est donc bien une décision individuelle prise en application des lois sur l'accès au territoire, le séjour, rétablissement et l'éloignement des étrangers.

Votre Conseil est dès lors compétent pour connaître du présent recours.

Un recours en annulation au Conseil d'Etat est malgré tout introduit parallèlement à la présente procédure, afin de s'assurer qu'une juridiction se déclarera compétente pour connaître de la décision attaquée ».

2.3. Lors de l'audience, en réponse à la note d'observations, les parties requérantes confirment la compétence du Conseil à l'égard de l'acte attaqué, pris en application de l'article 12bis de la loi du 15 décembre 1980.

La partie défenderesse se réfère à l'avis d'un auditeur du Conseil d'Etat, mentionné au point 2.1.2., dans lequel celui-ci estime, notamment, que « le litige se situe bien en dehors du champ d'application de la loi du 15 décembre 1980 ».

2.4.1. L'article 5, § 1 et 3, de la directive 2003/86/CE du Conseil, du 22 septembre 2003, relative au droit au regroupement familial (ci-après : la directive 2003/86/CE), dispose ce qui suit :

« 1. Les États membres déterminent si, aux fins de l'exercice du droit au regroupement familial, une demande d'entrée et de séjour doit être introduite auprès des autorités compétentes de l'État membre concerné soit par le regroupant, soit par les membres de la famille. [...] »

3. La demande est introduite et examinée alors que les membres de la famille résident à l'extérieur du territoire de l'État membre dans lequel le regroupant réside. [...] ».

Ces dispositions ont été transposées dans l'article 12bis, § 1, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 :

« L'étranger qui déclare se trouver dans un des cas visés à l'article 10 doit introduire sa demande auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger ».

En ce qui concerne les membres de la famille nucléaire d'un étranger autorisé à séjourner en Belgique pour une durée limitée, fixée par la loi (comme c'est le cas d'un réfugié reconnu, pendant une période de 5 ans à compter de la date de l'introduction de la demande de protection internationale[3]), l'article 10ter, § 1, alinéa 1^{er}, de la même loi prévoit ce qui suit :

"La demande d'autorisation de séjour est introduite selon les modalités prévues à l'article 9 ou 9bis", soit, en principe, également auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de la résidence ou du séjour à l'étranger.

2.4.2. Ainsi que rappelé par les parties requérantes, la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après : la CJUE) a estimé ce qui suit :

« L'article 5, paragraphe 1, de la directive 2003/86/CE [...], lu en combinaison avec l'article 7 ainsi que l'article 24, paragraphes 2 et 3, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une réglementation nationale qui requiert, aux fins de l'introduction d'une demande d'entrée et de séjour au titre du regroupement familial, que les membres de la famille du regroupant, en particulier d'un réfugié reconnu, se rendent personnellement au poste diplomatique ou consulaire d'un Etat membre compétent pour le lieu de leur résidence ou de leur séjour à l'étranger, y compris dans une situation dans laquelle il leur est impossible ou excessivement difficile de se rendre à ce poste, sans préjudice de la possibilité pour cet Etat membre d'exiger la comparution personnelle de ces membres à un stade ultérieur de la procédure de demande de regroupement familial »[4].

Cet arrêt fait suite à une demande de décision préjudicielle, introduite par le tribunal de 1^{ère} instance francophone de Bruxelles.

La CJUE a constaté ce qui suit :

- l'article 12 bis, paragraphe 1, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, qui transpose dans le droit belge l'article 5, § 1, de la directive 2003/86/CE, prévoit qu'il appartient aux membres de la famille du regroupant et non pas au regroupant lui-même d'introduire une demande d'entrée et de séjour au titre d'un regroupement familial,

- ces membres de la famille doivent introduire une telle demande en se présentant auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de leur résidence ou de leur séjour à l'étranger.

- le droit belge ne prévoit pas de dérogations à cette exigence de comparution personnelle lors de l'introduction de la demande de regroupement familial pour des situations où une telle comparution est impossible ou excessivement difficile[5].

La CJUE a estimé ce qui suit :

a) L'exigence de comparution personnelle au moment de l'introduction d'une demande de regroupement familial, sans que soient admises des dérogations à cette exigence pour tenir compte de la situation concrète dans laquelle se trouvent les membres de la famille du regroupant, aboutit à rendre en pratique impossible l'exercice du droit au regroupement familial.

Une telle réglementation, appliquée sans la flexibilité nécessaire, porte atteinte à l'objectif poursuivi par le droit de l'Union et prive celui-ci de son effet utile.

b) Une disposition nationale qui requiert, sans exception, la comparution personnelle des membres de la famille du regroupant pour l'introduction d'une demande de regroupement familial, même lorsque cette comparution est impossible ou excessivement difficile, enfreint le droit au respect de l'unité de la famille.

En effet, une telle obligation constitue une ingérence disproportionnée dans le droit au respect de l'unité familiale par rapport au but, certes légitime, de lutter contre les fraudes liées au regroupement familial[6].

2.5. Au vu de ce qui précède, la CJUE a clairement défini une exception à l'obligation de se rendre personnellement au poste diplomatique ou consulaire d'un Etat membre compétent pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger, pour introduire une demande d'entrée et de séjour au titre du regroupement familial.

Il ne fait pas de doute que ladite obligation relève de la loi du 15 décembre 1980, selon le cas

- en son article 12bis, § 1, alinéa 1^{er},

- ou en son article 10ter, § 1, alinéa 1^{er},

qui transpose, explicitement ou implicitement, l'article 5, § 1, de la directive 2003/86/CE dans le droit belge.

Il en est donc de même de l'exception définie par la CJUE.

La circonstance selon laquelle les dispositions susmentionnées ne prévoient pas que le demandeur doit se présenter au poste compétent, en personne, ni une exception à une telle obligation, n'énerve en rien ce constat.

En effet, la CJUE s'est prononcée sur une demande de décision préjudicielle, posée par un tribunal belge, à l'égard de l'application de la loi du 15 décembre 1980, qui assure bien, dans ses dispositions, la transposition de l'article 5, § 1, de la directive 2003/86/CE.

L'article 12bis, § 1, alinéa 1^{er}, comme l'article 10ter, § 1, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, doivent donc être appliqués conformément à l'interprétation donnée par la CJUE, dans l'arrêt susmentionné.

Tel est d'ailleurs l'objectif des instructions publiées sur le site internet de l'Office des étrangers, rappelées par les parties requérantes (voir au point 2.2.)

2.6. L'exception d'irrecevabilité, développée par la partie défenderesse dans sa note d'observations, manque, par conséquent, en droit.

Le Conseil est compétent à l'égard de l'acte attaqué, qui constitue bien une décision individuelle prise en application de la loi du 15 décembre 1980[7].

A ce stade de la procédure, l'avis d'un auditeur du Conseil d'Etat, qui se prononce en sens contraire, n'est pas de nature à contredire cette conclusion.

3. Question préalable : recevabilité du recours.

3.1.1. Dans le courrier visé au point 1.4., les parties requérantes faisaient également valoir ce qui suit :

« le recours semble être devenu sans objet, puisqu'entre temps la décision attaquée a été implicitement retirée par la partie adverse. [...] ».

3.1.2. Dans son courrier du 28 août 2024, visé au point 2.1.2., la partie défenderesse a rétorqué ce qui suit :

« L'Etat belge n'a à aucun moment retiré la décision attaquée. L'Etat n'a jamais eu l'intention de retirer cette décision (que ce soit expressément ou implicitement) et il ne saurait en aucun cas être considéré qu'il s'agit d'un retrait implicite. L'Etat belge a uniquement été contraint d'exécuter un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles (qui le condamnait sous astreinte), qui, par ailleurs, n'est pas définitif puisqu'une cassation est envisagée [...]. Il ne saurait en aucun cas être question d'un retrait implicite de la décision attaquée ».

3.1.3. Lors de l'audience, le conseil comparissant pour les parties requérantes déclare

- que la 1^{ère} requérante et ses enfants se trouvent actuellement en Egypte,

- et que, dès lors, les parties requérantes n'ont plus intérêt à la procédure.

La partie défenderesse ne formule aucune observation à cet égard, mais fait valoir que les parties requérantes n'ont pas intérêt au recours, pour une autre raison.

3.2. Etant donné l'évolution de la situation des parties requérantes, le Conseil prend acte de leur déclaration selon laquelle elles n'ont plus intérêt au présent recours.

Le recours est donc irrecevable. »

[1] Le Conseil du Contentieux des Etrangers a, par conséquent, rejeté le recours introduit contre cette décision : CCE, arrêt n° 308 739 du 25 juin 2024

[2] CCE, arrêt n° 298 586 du 12 décembre 2023

[3] Article 49, § 1, de la loi du 15 décembre 1980

[4] CJUE, arrêt *Afrin*, C 1/23, du 18 avril 2023

[5] *Ibidem*, § 49 et 50

[6] *Ibidem*, § 54, 56 et 57

[7] Article 39/1, § 1, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980

CCE arrêt 312836 du 12/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Mineur

composition du siège

1 juge

Verzoeken om internationale bescherming van minderjarige verzoeksters in eigen naam. De commissaris-generaal oordeelt dat verzoeksters geen eigen elementen aanhalen die een afzonderlijk verzoek rechtvaardigen.

Verzoeksters halen in het verzoekschrift aan dat geen voldoende rekening is gehouden met het hoger belang van het kind en met hun profiel als minderjarige meisjes die nooit in Irak hebben gewoond, die geboren zijn in Turkije en die verwesterd zijn omwille van hun langdurig verblijf in België sinds 2010.

De Raad verwijst naar het arrest van het HvJ van 11 juni 2024, C-646/21, *K.L. t. Nederland* en citeert hieruit.

De Raad stelt vervolgens vast dat in het arrest van de Raad in hoofde van verzoeksters' ouders werd geoordeeld dat geen geloof kon worden gehecht aan hun herkomst uit het district Sinjar. Dat geen geloof werd gehecht aan de werkelijke regio van het verblijf in het kader van het beschermingsverzoek van verzoeksters ouders, **ontslaat de bevoegde autoriteiten er echter niet van een gedegen en zorgvuldig onderzoek te doen naar de specifieke omstandigheden die verzoeksters situatie kenmerken, het belang van het kind indachtig**. Immers, wanneer de persoon die om internationale bescherming verzoekt minderjarig is, zoals in casu, moet de commissaris-generaal in het kader van een individuele beoordeling van diens verzoek om internationale bescherming noodzakelijkerwijs rekening houden met het hoger belang van deze minderjarige. De commissaris-generaal kan niet beslissen over een verzoek om internationale bescherming ingediend door een minderjarige, zonder het hoger belang van deze minderjarige in het kader van een individuele beoordeling concreet te hebben vastgesteld. Het zorgvuldigheidsbeginsel verplicht de commissaris-generaal haar beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en deze te stelen op een correcte feitenvinding, inclusief het hoger belang van het betrokken kind.

Elementen die de Raad aanhaalt:

- Verzoeksters zijn geboren in Istanbul;
- Verzoeksters zijn van Koerdische origine;
- Verzoeksters zijn in België aangekomen op 2 en bijna 4-jarige leeftijd in 2020;
- Verzoeksters hebben hun ontplooiing als zeer jonge meisjes verdergezet in België en leggen getuigenverklaringen voort.

Het standpunt van de commissaris-generaal uiteengezet in de verweernota's, dat zij wel degelijk rekening gehouden heeft met het belang van het kind nu enerzijds omwille van hun leeftijd en maturiteit het persoonlijk onderhoud werd afgenomen door hun ouders en anderzijds in de beslissingen werd meegedeeld dat het Kinderrechtenverdrag van toepassing is, wordt niet bijgetreden. Het **loutere vermelden van het Kinderrechtenverdrag en het afnemen van het interview door de ouders, impliceert niet ipso facto dat er ook een inhoudelijke beoordeling heeft plaatsgevonden van het belang van het kind**. Artikel 24 van het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie bepaalt nochtans in lid 2 dat "*bij alle handelingen in verband met kinderen, ongeacht of deze worden verricht door overheidsinstanties of particuliere instellingen, [...] de belangen van het kind een essentiële overweging [vormen]*".

Voorts wordt in de bestreden beslissingen, aangaande de algemene landeninformatie, louter verwezen naar de **Country Guidance Iraq juni 2022** en dit enkel en alleen voor wat betreft de aangehaalde vrees voor besnijdenis. Met betrekking tot de **vervolgung van meisjes en vrouwen stelt** diezelfde Guidance nochtans wat volgt: "*The position of women and girls in Iraq is characterised by deeply engrained attitudes, strong cultural beliefs and societal structures that reinforce discrimination; gender-based human rights violations are common*" vrije vertaling: "*de positie van vrouwen en meisjes in Irak wordt gekenmerkt door diepgewortelde attitudes, sterke culturele overtuigingen en maatschappelijke structuren die discriminatie versterken; gender gebaseerde mensenrechtenschendingen komen veel voor*". **Ieder concreet individueel onderzoek**, rekening houdend met het langdurige verblijf in België, hun geboorte in Turkije en niet in hun herkomstland, **ontbreekt**. In de verweernota's wordt dit evenmin rechtgezet waar de commissaris-generaal zich er simpelweg toe beperkt te stellen dat verzoeksters zich met betrekking tot de verwestering beperken tot niet meer dan loutere beweringen en vermoedens.

(...)

Rekening houdend met het voorgaande, waaronder het arrest van het Hof van Justitie van 11 juni 2024, in de zaak C-646/21, K.L. t. Nederland, de specifiek aan verzoeksters toebehorende persoonlijke omstandigheden en de algemene context van Irak, wordt vastgesteld dat er **indicaties** voorliggen dat **verzoeksters**, die als minderjarigen en op zeer jonge leeftijd uit Turkije zijn vertrokken en thans respectievelijk zes en acht jaar oud zijn en aldus nog steeds minderjarig, zich doorheen hun vierjarig verblijf in België daadwerkelijk zijn gaan **vereenzelvigen** met de **fundamentele waarde** van **gelijkheid** tussen **vrouwen** en **mannen**, wat inhoudt dat zij in hun dagelijks leven het voordeel van deze gelijkheid willen genieten.

Een **toekomstgerichte beoordeling** van verzoeksters' vervolgingsvrees dingt zich op naar oordeel van de Raad.

CCE arrêt 312835 du 12/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Irak

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Demande ultérieure

composition du siège

1 juge

Begeleide minderjarige vreemdeling die een **tweede verzoek** indient. Zij verklaart dat zij in België wilt blijven, dat ze niet wilt terugkeren naar haar land, dat haar leven hier is, dat zij haar best doet om een diploma te krijgen, dat als zij terugkeert naar Irak zij haar diploma niet meer kan gebruiken, dat zij hier is sinds zij vijf jaar is en dat zij binnen één maand dertien jaar oud wordt.

In het kader van haar eerste beschermingsverzoek heeft verzoekster reeds gewag gemaakt van haar wens om in België haar toekomst op te bouwen omdat ze hier vrij is en omdat zij in Irak op jonge leeftijd zal moeten huwen. (...) Er kan echter niet aan voorbijgegaan worden dat de beoordelingen, van zowel de commissaris-generaal als de Raad, van verzoeksters verklaringen in het kader van haar eerste beschermingsverzoek **dateren van 2019, zijnde vijf jaar geleden**. Evenmin mag abstractie worden gemaakt van de vaststelling dat verzoekster bij het **verlaten van Irak** in januari 2016 de leeftijd had van **zes jaar**, dat zij sedertdien nooit meer naar Irak is teruggekeerd, dat zij **heden de leeftijd van veertien jaar** heeft en inmiddels acht jaar in België verblijft. Verzoekster heeft haar ontplooiing als jong meisje verdergezet in België tijdens de welke zij onmiskenbaar werd en wordt geconfronteerd met opvattingen, waarden en normen die de uitdrukking vormen van grondrechten die zijn verankerd in het EVRM en het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie, zoals gelijke behandeling van mannen en vrouwen, het recht op vrije meningsuiting en godsdienstvrijheid.

De Raad verwijst naar en citeert uit het arrest van het HvJ van 11 juni 2024, C-646/21. Voormelde rechtspraak van het Hof van Justitie indachtig kan de commissaris-generaal er zich niet mee vergenoegen simpelweg te motiveren dat verzoeksters verklaringen "geen uitstaans" hebben met haar asielmotieven. Evenmin getuigt het louter bijbrengen van actuele landeninformatie van een zorgvuldig onderzoek nu deze met geen woord rept over de persoonlijke situatie van verzoekster en zich beperkt tot een overzicht van de veiligheidssituatie in Irak en vervolgens Bagdad. Hoewel in de aanvullende nota erkend wordt dat de individuele omstandigheden en de persoonlijke context van de verzoeker om internationale bescherming aanleiding kan geven tot de toekenning van een internationale beschermingsstatus en er ook gesteld wordt dat indien een Iraakse verzoeker uit Bagdad wegens zijn specifiek profiel bescherming nodig heeft, die bescherming hem wordt toegekend, **ontbreekt ieder individueel onderzoek**.

Nochtans stelt de EUAA Guidance note van juni 2022, waarnaar de commissaris-generaal middels haar aanvullende nota expliciet verwijst, wat volgt: *"Men and especially women face pressure to conform to conservative standards on personal appearances. Shia militias in Baghdad and Basrah seek to enforce strict dress codes and are responsible for violent attacks on women whose dress styles are considered inappropriate. Women have been targeted for assassination by militias, for example, due to wearing the 'wrong' clothes, or (allegedly) being connected to prostitution. According to a 2017 report, 'some Muslims continued to threaten women and girls, regardless of their religious affiliation, for refusing to wear the hijab, for dressing in Western-style clothing, or for not adhering to strict interpretations of Islamic norms governing public behaviour'."* (p. 112). Vrouwen en meisjes, die zich niet voegen naar de strikte kledingvoorschriften en conservatieve normen inzake persoonlijke verschijning, door bijvoorbeeld het dragen van een hijab te weigeren, kunnen aldus het slachtoffer worden van geweld, onder meer van sjiitische militias in Bagdad. Volgens diezelfde Guidance Note is de nood aan internationale bescherming afhankelijk van risico-bepalende omstandigheden, zoals de morele of sociale norm die wordt overschreden, het geslacht (waarbij het risico hoger is voor vrouwen), de conservatieve omgeving, de regio van herkomst, de perceptie van traditionele genderrollen door de familie en samenleving, enz (p. 113). In dit verband wordt er nog aan herinnerd dat verzoekster afkomstig is uit **Bagdad** en **Soenniet** is.

Ter terechtzitting neemt verzoekster het woord in het **Nederlands** - taal die zij overigens zeer goed beheerst - waarbij zij onder meer benadrukt dat zij al **acht jaar in België** is, hier naar school gaat en vriendinnetjes heeft, met wie ze graag speelt. Zij legt uit dat haar leven zich hier afspeelt en dat ze niet kan terugkeren naar Irak, waar het helemaal anders is.

Uit de stukken van het administratief dossier blijkt echter dat tijdens haar interview in het kader van haar volgend verzoek **geen voldoende aandacht besteed werd aan de wijze waarop verzoekster haar leven in België invult en al helemaal niet naar de eventuele gevolgen hiervan bij een terugkeer**. De Raad acht het aangewezen verzoekster meer diepgaand te horen over deze omstandigheden, teneinde te kunnen beoordelen of zij behoort tot de specifieke

sociale groep van "vrouwen, minderjarige vrouwen daaronder begrepen, die als gemeenschappelijk kenmerk hebben dat zij zich tijdens hun verblijf in een lidstaat daadwerkelijk zijn gaan vereenzelvigen met de fundamentele waarde van gelijkheid tussen vrouwen en mannen".

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

CCE arrêt 312889 du 12/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Érythrée

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-Mineur

composition du siège

1 juge

Bestreden beslissing: VIB niet-ontvankelijk - **minderjarige zonder eigen feiten.**

Verzoekende partij is 11 jaar. VIB ouders: niet-ontvankelijk want reeds IB in Italië.

In tegenstelling tot hetgeen in het arrest van de Raad mbt het VIB van de ouders werd gesteld, wordt thans geoordeeld dat, gelet op de bijgebrachte medische attesten waaruit **ernstige psychiatrische problemen** blijken, niet kan worden uitgesloten dat verzoeksters ouders omwille van hun psychiatrische ziekten niet in staat zullen zijn om te werken, waardoor evenmin kan worden uitgesloten dat de minderjarige verzoekster in een situatie kan terechtkomen waarin haar ouders niet of zeer moeilijk zelf kunnen voorzien in haar meest elementaire behoeften, zoals wonen, eten en zich wassen.

Tevens brengt verzoekster middels haar aanvullende nota landeninformatie aan waaruit blijkt dat in Italië de toegang tot een aantal sociale uitkeringen afhankelijk is van, onder meer, een minimum-voorwaarde van verblijf op het Italiaanse grondgebied of het hebben betaald van sociale bijdragen gedurende een bepaalde periode. **Gelet op de voorwaarden in de Italiaanse wetgeving, lijken de ouders van verzoekster niet in aanmerking te komen voor een gegarandeerd minimuminkomen, werkloosheids-uitkering, invaliditeitsuitkering, enz.** In zoverre ze een beroep zouden kunnen doen op een invaliditeits-pensioen, lijkt het waarschijnlijk dat dit niet voldoende is om huur te betalen en in hun levensonderhoud te voorzien waarbij wordt opgemerkt dat sociale huisvesting in Italië zeer beperkt is. Gelet op hun psychiatrische ziekten kan samen met verzoekster tevens worden aangenomen dat het onwaarschijnlijk lijkt dat haar ouders in staat zullen zijn om alle administratieve procedures te doorlopen zonder hulp van een derde. Ten slotte moet in deze ook in het bijzonder rekening worden gehouden met het beginsel van het **hoger belang van de minderjarige verzoekster en de bijzondere kwetsbaarheid die voortvloeit uit haar minderjarigheid**, alsook de mogelijkheid voor haar ouders, gelet op hun psychiatrische ziekten, om bij terugkeer naar Italië in de basisbehoeften van verzoekster te voorzien. Gelet op het voorgaande, is de Raad in deze van oordeel dat verzoekster wel degelijk eigen feiten heeft aangebracht die betrekking hebben op haar individuele situatie die een apart verzoek rechtvaardigen. De Raad achter verder onderzoek ten gronde, in het licht van algemene en specifieke informatie die in deze relevant is, daarom nodig. De specifieke situatie van verzoekster in geval van terugkeer naar Italië dient bijgevolg nader en naar behoren te worden geanalyseerd.

Essentiële elementen ontbreken.

CCE arrêt 312808 du 11/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Turquie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

MUST READ - Weigering visum lang verblijf (type D) – vernietiging –aanvraag gezinshereniging met ouder - derdelander erkend als vluchteling – artikel 10, §1, eerste lid, 4° VW– tijdstip bepaling minderjarigheid verzoeker – verzoeker meerderjarig geworden nadat vader erkend als vluchteling– HvJ c-279/20 van 1 augustus 2022: minderjarigheid beoordeeld op datum dat ouder VIB indient, op voorwaarde dat aanvraag GH ingediend wordt binnen redelijke termijn (=3 maanden) na erkenning ouder als vluchteling– RvS nr. 550.380 van 23 december 2023: gunstigere termijn in Belgische wetgeving -> redelijke termijn = binnen 1 jaar na erkenning

3.7. Nazicht van het administratief dossier leert dat verzoekende partij bij haar visumaanvraag de beslissing tot erkenning van de vluchtelingenstatus van haar vader heeft gevoegd. Daaruit blijkt dat haar vader op 28 december 2022 een verzoek om internationale bescherming in België heeft ingediend en dat hij op 19 juni 2023 door de commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen erkend werd als vluchteling. Verzoekende partij, die geboren is op 11 juli 2005 en aldus meerderjarig werd op 11 juli 2023, was op datum van de indiening van het verzoek om internationale bescherming door haar vader 17 jaar en aldus nog minderjarig. Op datum van de erkenning van haar vader was verzoekende partij ook nog steeds minderjarig, meer bepaald was zij op 19 juni 2023 17 jaar en iets meer dan 11 maanden. Op het moment van de indiening van de visumaanvraag gezinshereniging, 25 september 2023, was verzoekende partij evenwel meerderjarig geworden.

Artikel 10, §1, eerste lid, 4° van de [...] Vreemdelingenwet luidt op het moment van de bestreden beslissing:

[...]

Deze bepaling vormt de omzetting in Belgisch recht van artikel 4, lid 1, punt 1, sub b, c en d, van richtlijn 2003/86 (...) De draagwijdte van artikel 10, § 1, eerste lid, 4°, van de Vreemdelingenwet moet dus worden bepaald overeenkomstig de draagwijdte van artikel 4, lid 1, eerste alinea, van richtlijn 2003/86, zoals uitgelegd door het Europees Hof van Justitie.

[...]

In zijn arrest C-279/20 van 1 augustus 2022 besliste het Europees Hof van Justitie echter dat "[...]"

In voormeld arrest wordt bijgevolg gesteld dat de minderjarigheid van een kind dat om gezinshereniging verzoekt met zijn ouder die erkend is als vluchteling wordt beoordeeld aan de hand van de datum waarop de ouder het verzoek om internationale bescherming heeft ingediend (overweging 44). Het Hof heeft vastgesteld dat een kind dat meerderjarig werd voor de erkenningsbeslissing en vooraleer het om gezinshereniging verzoekt derhalve als minderjarig moet worden beschouwd zo het minderjarig was op het moment van het verzoek om internationale bescherming (overweging 52). Daaraan heeft het Hof wel toegevoegd dat "In dat verband moet echter worden gepreciseerd dat in een dergelijke situatie het verzoek tot gezinshereniging op grond van artikel 4, lid 1, eerste alinea, onder c), van richtlijn 2003/86 binnen een redelijke termijn moet worden ingediend, te weten binnen drie maanden na toekenning van de vluchtelingenstatus aan de gezinsherenigende ouder." (overweging 53).

In casu ligt het geval voor waar verzoekende partij nog minderjarig was op het moment van de erkenning van haar vader als vluchteling doch drie weken later meerderjarig werd. Het gegeven dat de feitelijkheden in casu enigszins verschillen van de feitelijkheden die aanleiding hebben gegeven tot voormelde rechtspraak doet evenwel geen afbreuk aan de toepasbaarheid van voormelde rechtspraak op onderhavige zaak. Zoals het Hof van Justitie immers heeft benadrukt in overweging 47 "Zoals de advocaat-generaal heeft opgemerkt in punt 42 van zijn conclusie, volgt uit de arresten van het Hof van 12 april 2018, A en S (C 550/16, EU:C:2018:248), en 16 juli 2020, Belgische Staat (Gezinshereniging – Minderjarig kind) (C 133/19, C 136/19 en C 137/19, EU:C:2020:577), eveneens dat het recht op gezinshereniging van een minderjarig kind niet kan worden uitgehouden door de tijd die nodig is om te beslissen op verzoeken om internationale bescherming of gezinshereniging." (eigen onderlijning). De redenering van de verwerende partij zou ertoe leiden dat een kind, dat op het moment van de erkenning van zijn ouder als vluchteling wel nog minderjarig was maar de volgende dag meerderjarig wordt, zich de facto onmogelijk nog kan beroepen op artikel 10, §1, eerste lid, 4° van de Vreemdelingenwet, hetgeen bijgevolg net de uitholling inhoudt van het recht op gezinshereniging van een minderjarig kind door de minderjarigheid ervan te beoordelen aan de hand van het tijdstip

waarop een beslissing door de overheid genomen wordt over het verzoek om internationale bescherming of gezinshereniging. Dat de zienswijze van de verwerende partij een dergelijke uitholling betreft wordt nog versterkt door de vaststelling dat uit het arrest van het Hof afgeleid kan worden dat het kind dat meerderjarig wordt voor de beslissing tot erkenning en voor de aanvraag gezinshereniging een redelijke termijn moet krijgen om deze aanvraag in te dienen, met name drie maanden vanaf de erkenningsbeslissing. In casu houdt de redenering van verwerende partij evenwel in dat verzoekende partij amper drie weken zou hebben gehad om de aanvraag in te dienen, nu zij drie weken na de erkenningsbeslissing meerderjarig is geworden.

Nu het Hof er uitdrukkelijk op gewezen heeft dat een kind als minderjarig moet worden beschouwd zo het minderjarig was op het moment van het verzoek om internationale bescherming, moet verzoekende partij als minderjarig worden beschouwd, voor zover de aanvraag tot gezinshereniging binnen een redelijke termijn werd ingediend. [...]

In casu blijkt dat haar vader erkend werd op 19 juni 2023 en de verzoekende partij haar visumaanvraag ingediend heeft op 25 september 2023, hetzij aldus drie maanden en enkele dagen later. Zoals de Raad van State in zijn arrest nr. 255 380 van 23 december 2022 heeft vastgesteld omtrent het op het ogenblik van de bestreden beslissing geldende wettelijke bepaling:

"[...]"

Eigen vertaling :

«"[...]"

Uit voornoemde arresten C-550/16 en C-279/20 volgt derhalve dat de redelijke termijn waarbinnen het verzoek moet worden ingediend, "in beginsel" de in artikel 12, lid 1, derde alinea, van richtlijn 2003/86/EG bedoelde termijn van drie maanden is, die een "indicatieve waarde" heeft.

[...]

De in artikel 10, lid 2, punt 5, van de wet van 15 december 1980 bedoelde termijn van een jaar na de erkenning van de vluchtelingenstatus is een gunstiger voorwaarde dan de in artikel 12, lid 1, derde alinea, van richtlijn 2003/86/EG bedoelde termijn van drie maanden. Een dergelijke gunstiger voorwaarde is toegestaan op grond van artikel 3, lid 5, van deze richtlijn.

Hieruit volgt dat de door de Belgische wetgever vastgestelde redelijke termijn waarbinnen het verzoek tot gezinshereniging bedoeld in artikel 10, § 1, eerste alinea, tweede streepje, van de wet van 15 december 1980 moet worden ingediend, een termijn van een jaar en niet van drie maanden is.

In het licht van het voorgaande moet er dus van worden uitgegaan dat de datum die in aanmerking moet worden genomen om te bepalen of het kind van een gezinshereniger dat de vluchtelingenstatus heeft verkregen, een minderjarig kind is in de zin van artikel 10, § 1, eerste lid, 4°, tweede streepje, van de wet van 15 december 1980, in een situatie waarin dit kind meerderjarig is geworden voordat de vluchtelingenstatus werd toegekend aan de ouder en voordat de aanvraag tot gezinshereniging werd ingediend, is die waarop de verzoekende ouder zijn asielaanvraag heeft ingediend met het oog op het verkrijgen van de vluchtelingenstatus, op voorwaarde dat een aanvraag tot gezinshereniging werd ingediend in het jaar volgend op de toekenning van de vluchtelingenstatus aan de ouder." (eigen onderlijning).

Zoals duidelijk blijkt heeft verzoekende partij in casu haar visumaanvraag ingediend binnen het jaar volgend op de toekenning van de vluchtelingenstatus aan haar vader. [...]

Door in casu vast te stellen dat verzoekende partij als meerderjarig moet worden beschouwd heeft de verwerende partij, gelet op de bespreking hoger, de draagwijdte van het op het ogenblik van de bestreden beslissing geldend artikel 10, §1, eerste lid, 4° van de Vreemdelingenwet miskend. Verzoekende partij toont de schending van de materiële motiveringsplicht en het zorgvuldigheidsbeginsel juncto artikel 10, §1, eerste lid, 4° van de Vreemdelingenwet aan.

CCE arrêt 312765 du 10/09/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

9ter irrecevable

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 13

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Annulation

9ter irrecevable – art. 9ter, §3, 5° - AA « Les éléments invoqués dans la demande actuelle [...] ont également été invoqués dans l'autre demande d'autorisation de séjour [9ter] » - Avis médical « l'état de santé de l'intéressée et son suivi médical inhérent est équivalent par rapport aux certificats médicaux joints à la [précédente] demande 9ter » + « si le traitement a été modifié, il n'a pas fondamentalement évolué puisque l'on a seulement changé de molécules pour soigner les mêmes affections » - Conseil estime que le fonctionnaire médecin n'a pas pris en considération à suffisance le remplacement des médicaments – PD estime de façon arbitraire et non étayées que ce traitement n'a pas évolué tout en admettant qu'il s'agit de molécules différentes – Si les médicaments cibles les même affections, rien ne démontre que ce nouveau traitement ne correspond pas à une meilleure option thérapeutique (tolérance aux effets secondaires, efficacité ou toxicité) – Rien n'indique qu'il n'est pas utile de procéder à l'examen de leur disponibilité et accessibilité – Il était libre à la PD de contacter la PR pour des informations complémentaires – Violation 9ter et motivation formelle – Réponse NO : « il appartient à la PR de démontrer, avec des arguments concrets, les raisons pour lesquelles le traitement médicamenteux requis dans sa demande antérieure ne suffirait plus » - Conseil souligne que arg. invalidé par le rapport de contestation du médecin généraliste, postérieur à l'AA – Ce rapport est la seule opportunité laissée à la PR pour justifier que ce changement n'est pas un « caprice ou une simple mesure de convenance personnelle » + pas légalement exigé que la PR fournisse des explications précises sur des modifications de traitement – Principe de minutie de la PD de récolter toute information nécessaire - Annulation.

« 3.1.2. Dans un avis, rendu le 12 mai 2023, sur lequel se fonde le premier acte litigieux, le fonctionnaire médecin a notamment indiqué ce qui suit : « Dans sa demande du 14/10/2021, l'intéressée produit un certificat médical établi par le Dr. [D.L.], médecin généraliste, en date du 13/09/2021. Il ressort de ce certificat médical et annexes que l'état de santé de l'intéressée est inchangé par rapport aux certificats médicaux joints à la demande 9ter du 02/07/2020. Sur le certificat médical du 13/09/2021, il est notamment précisé que l'intéressée souffre de séropositivité HIV, un diabète de type II, des apnées du sommeil traitée par CPAP, diagnostics déjà posés précédemment. Le certificat médical datant du 13/09/2021 ne fait état d'aucun nouveau diagnostic la concernant. Le certificat médical produit confirme donc seulement le bilan de santé établi antérieurement. Il ressort de ces certificats médicaux et des documents annexés que l'état de santé de l'intéressée et son suivi médical inhérent est équivalent par rapport aux certificats médicaux joints à la demande 9ter du 02/07/2020, pour lequel un avis médical a déjà été rédigé. Notons ici que si le traitement a été modifié entre 2020 et 2022, il n'a pas fondamentalement évolué puisque l'on a seulement changé de molécules pour soigner les mêmes affectations. Le traitement à visées gastrique de Zantac®, plus commercialisé en Belgique, a été remplacé par Pantomed® ; le traitement hypolipémiant par Pravastatine a été remplacé par Fénofibrate ; le traitement du diabète par Jardiance® a été remplacé par Ozempic® ; le traitement de l'anémie par Tardyferon® a été supprimé, de même que l'antidouleur Zaldiar®. Ozempic® ; le traitement de l'anémie par Tardyferon® a été supprimé, de même que l'antidouleur Zaldiar®. Par conséquent, rien de fondamental n'a été modifié dans le traitement et celui de 2020 reste adéquate par rapport aux pathologies présentées ».

L'élément nouveau, relevé par le fonctionnaire médecin, consiste donc en un changement de traitement pour trois médicaments prescrits précédemment dont la disponibilité a été analysée lors de la précédente décision visée au point 1.4. du présent arrêt.

3.1.3. Or, au vu des éléments invoqués par le médecin de la requérante dans le certificat médical type déposé dans le cadre de la dernière demande d'autorisation de séjour, il ne ressort pas de l'avis du 12 mai 2023 que le fonctionnaire médecin ait pris en considération à suffisance le remplacement du Zantac®, du Pravastatine® et du Jardiance® par du Pantomed®, du Fénofibrate® et du Ozempic® en indiquant simplement que « si le traitement a été modifié entre 2020 et 2022, il n'a pas fondamentalement évolué puisque l'on a seulement changé de molécules pour soigner les mêmes affectations ».

En effet, il ne peut être admis que le fonctionnaire médecin de la partie défenderesse n'analyse pas la disponibilité au pays d'origine du nouveau traitement de la requérante, prescrit par le médecin de cette dernière, au seul motif qu'il estime de façon arbitraire et non étayée que ce traitement n'a pas évolué tout en admettant qu'il s'agit de molécules différentes par rapport à l'ancien traitement prescrit. S'il est vrai que lesdits médicaments ciblent les mêmes affections

que celles analysées dans la précédente décision de refus visée au point 1.4., rien ne démontre que ce nouveau traitement ne correspond pas à une meilleure option thérapeutique pour le suivi de la requérante que ce soit au niveau de la tolérance aux effets secondaires, de son efficacité sur les pathologies traitées ou de la toxicité du traitement précédent, de sorte que rien n'indique que ces médicaments ne sont pas nécessaires à cette dernière et qu'il n'est pas utile de procéder à l'examen de leur disponibilité.

Par conséquent et dans la mesure où la nouvelle demande d'autorisation de séjour introduite par la requérante sur la base de l'article 9ter de la loi précitée du 15 décembre 1980 est justifiée par une nouvelle approche thérapeutique, le fonctionnaire médecin de la partie défenderesse était tenu d'analyser la disponibilité et l'accessibilité du nouveau traitement prescrit à la requérante.

Enfin, rien n'interdisait au médecin conseil de prendre contact avec le médecin de la requérante, comme le souligne celle-ci en termes de requête, afin d'obtenir des informations complémentaires quant aux nécessités du prescrit de ces nouveaux médicaments, ce qu'il n'a nullement fait en l'espèce.

3.1.4. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse expose que « ces constatations se vérifient à l'examen du dossier administratif, et ne sont pas utilement contestées par la partie requérante, qui se borne à en prendre le contre-pied, mais reste en défaut de démontrer une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de celui-ci à cet égard. En effet, force est de constater que l'état de santé de la partie requérante est inchangé par rapport à la précédente demande d'autorisation de séjour pour des raisons médicales, ce qui n'est pas contesté par la partie requérante, celle-ci invoquant uniquement un changement de médication. Or, dès lors qu'il n'est pas établi que l'état de santé du requérant a changé depuis sa demande d'autorisation de séjour antérieure, il appartient à la partie requérante de démontrer, avec des arguments concrets, les raisons pour lesquelles le traitement médicamenteux requis dans sa demande antérieure ne suffirait plus ».

Or, ce raisonnement n'est pas en mesure de renverser le constat qui précède. Il est par ailleurs invalidé par le rapport médical « de contestation » du médecin de la requérante annexé à la requête établissant que « les pathologies ont évolués : [...] ces traitements ont montré une amélioration en terme d'équilibre du diabète et de la perte de poids et sont indispensable pour éviter à Madame des complications rénales, cardiovasculaires et oculaires à long terme. Leur efficacité est reconnue comme nettement supérieure d'un point de vue scientifique au traitement précédent (Jadiance qui était insuffisant chez Madame). Si ces nouveaux traitements étaient remplacés par l'ancien, il ne fait aucun doute que cela se manifesterait par un déséquilibre de son diabète, et un pronostic vital plus sombre à moyen et long terme ». Même si cette pièce est postérieure à la prise de l'acte attaqué, elle constitue la seule opportunité laissée à la requérante d'expliquer les raisons du changement d'option thérapeutique. D'une part, il ne peut être présumé que ce changement constitue un caprice ou une simple mesure de convenance personnelle. D'autre part, il n'est pas légalement exigé que la requérante fournisse des explications précises quant aux modifications apportées à son traitement. En effet, il appartient au demandeur de fournir à la partie défenderesse tout élément qu'elle juge utile à l'examen de sa demande. Cependant, la partie défenderesse est tenue, même si la loi ne le prévoit pas expressément, mais conformément au principe général de minutie, de veiller à récolter toute information nécessaire lui permettant de déterminer s'il existe une évolution dans la situation médicale de la requérante d'une nature telle qu'elle entraîne un changement du traitement, lequel nécessiterait d'examiner à nouveau la disponibilité et l'accessibilité de son traitement ».

CCE arrêt 312788 du 10/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Togo

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"En l'espèce, la partie requérante, de nationalité togolaise, déclare craindre les personnalités publiques togolaises qu'elle a reçues dans le couvent où elle était séquestrée au Bénin et dans lequel elle a subi des abus.

(...) D'emblée, le Conseil constate que l'identité, la nationalité, la confession religieuse de la requérante ne sont pas des éléments qui sont contestés en l'espèce.

Ensuite, le Conseil observe que la partie requérante s'est réellement efforcée d'étayer sa demande dans la mesure où celle-ci a produit des documents qui rendent compte notamment de ses difficultés psychologiques et des lésions physiques présentées sur son corps.

Ainsi, il ressort des attestations psychologiques du 23 janvier 2023, du 25 janvier 2023, du 16 janvier 2024 et du 8 avril 2024 que la requérante souffre notamment d'un « stress post-traumatique sévère et de symptômes dépressifs ». En outre, la partie requérante a fourni notamment un certificat médical du 8 juin 2021 et un rapport circonstancié de l'A.S.B.L. « Constats » du 5 février 2023 qui rendent compte de l'existence de « 18 cicatrices de sévices sur son corps et un trouble complexe du périnée ».

Le Conseil estime que ces documents constituent à tout le moins un commencement de preuve que la requérante a subi des maltraitances ; ce qui représente, in casu, un indice supplémentaire quant à la réalité des problèmes qu'elle affirme avoir connus au Bénin et au Togo.

Concernant la cohérence et la consistance du récit présenté par la requérante, le Conseil rejoint la requête en ce qu'il ressort en l'espèce d'une lecture attentive de la décision attaquée que certaines des reproches formulés par la partie défenderesse manquent de fondement ou de pertinence (...).

(...) En définitive, dans les circonstances de la présente cause, le Conseil considère que, même s'il subsiste des zones d'ombre dans le récit de la requérante, il n'en reste pas moins que ses déclarations prises dans leur ensemble et les documents qu'elle a produits établissent à suffisance le bien-fondé de la crainte qu'elle allègue.

Conformément à l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, le fait qu'un demandeur a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution est considéré comme un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ne se reproduira pas. En l'espèce, il n'est pas démontré qu'il existe de bonnes raisons de penser que les persécutions subies par la requérante ne se reproduiront pas.

Partant, le Conseil estime qu'il y a lieu de considérer que la requérante a une crainte fondée de persécution au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève. Cette crainte se rattache à l'appartenance de la requérante au groupe social des femmes (...)."

CCE arrêt 312778 du 10/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Reconnaissance

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"En l'espèce, à l'appui de sa demande de protection internationale, le requérant invoque, en cas de retour au Cameroun, une crainte de persécution à l'égard de personnes « hauts placées » qui ont commandité l'assassinat, en 2013, de son père, celui-ci ayant été, entre autres, en possession d'informations confidentielles et membre du parti d'opposition « SDF » à partir de 2011.

Dans la motivation de sa décision de refus, la partie défenderesse ne remet nullement en cause l'assassinat du père du requérant mais estime que ses déclarations ne permettent pas d'établir le bien-fondé de la crainte qu'il invoque.

Le Conseil estime, après un examen attentif du dossier administratif et du dossier de la procédure, qu'il ne peut pas se rallier à la motivation de la décision entreprise. En effet, le Conseil ne peut retenir les arguments de cette motivation qui, soit ne sont pas ou peu pertinents, soit relèvent d'une appréciation trop stricte des éléments de la cause, soit reçoivent des explications plausibles à la lecture du dossier administratif et de la requête introductive d'instance.

Le Conseil soulève, d'emblée, que les éléments centraux de la demande de protection internationale du requérant ne sont pas remis en cause par la partie défenderesse et doivent ainsi être tenus pour établis, à savoir son lien de filiation avec son père [D.W.J.] et l'assassinat de ce dernier – éléments qui sont d'ailleurs étayés par des preuves documentaires déposées par le requérant à l'appui de sa demande de protection internationale.

S'agissant du voyage légal du requérant, le Conseil ne peut suivre le raisonnement de la partie défenderesse à cet égard dans la mesure où le requérant a expliqué, de manière convaincante, que son père avait fait établir son passeport en 2011 dans le seul but d'éloigner ses enfants du pays (...). Le fait que le requérant ait pu obtenir un visa étudiant belge n'énerve en rien ce constat dès lors que ce visa a été accordé par les autorités consulaires belges et non par les autorités de son pays d'origine. En outre, le Conseil estime qu'il est plausible que le requérant n'ait pas été inquiété par ses autorités lors de son départ dans la mesure où les commanditaires de l'assassinat de son père ont agi en toute illégalité et qu'aucun mandat d'arrêt officiel n'a été émis à l'encontre du requérant. Le même constat peut être posé concernant le renouvellement, à deux reprises, de son passeport auprès de l'Ambassade du Cameroun en Belgique.

Quant au manque d'empressement à solliciter une protection internationale que la partie défenderesse reproche au requérant, le Conseil rappelle que ce dernier disposait, lors de son arrivée en Belgique, d'un visa étudiant qu'il a pu renouveler jusqu'en 2017, lequel visa lui garantissait un séjour légal de sorte qu'il n'a pas ressenti le besoin d'introduire immédiatement une demande de protection internationale. Par ailleurs, le Conseil peut se satisfaire des explications apportées en termes de requête selon lesquelles le requérant était dans un état psychique particulièrement vulnérable lors de son arrivée en Belgique et qu'il était très difficile pour lui de parler des faits générateurs de son départ. Le Conseil constate d'ailleurs la détresse émotionnelle dans laquelle se trouvait le requérant lorsqu'il a été invité à aborder, lors de ses entretiens personnels, l'assassinat de son père, ce qui reflète, outre un sentiment de vécu, une réelle vulnérabilité psychique toujours présente dans son chef (...). Qui plus est, il ne peut lui être reproché l'absence de suivi psychologique dès lors qu'il ressort clairement de ses déclarations que le requérant a entamé un suivi qu'il n'a pas pu poursuivre à défaut de ressources financières suffisantes (...).

(...) le Conseil relève qu'il existait diverses raisons pour lesquelles le père du requérant a été ciblé par des personnes au pouvoir, et qu'il est dès lors tout à fait cohérent que le requérant émette des suppositions quant aux motifs qui sous-tendent l'assassinat de son père.

(...) Quant à la crainte personnelle qu'invoque le requérant suite à cet assassinat, le Conseil remarque que les explications qu'il a apportées sont plausibles et cohérentes.

(...) Au vu de ce qui précède, le Conseil considère que, même s'il subsiste des zones d'ombre dans le récit du requérant, il n'en reste pas moins que ses déclarations prises dans leur ensemble et les documents qu'il produit établissent à suffisance les principaux faits qu'il invoque et le bien-fondé de la crainte qu'il allègue. A cet égard, le Conseil tient à souligner que le requérant a produit en original un article de presse qui date de 2013 et qui mentionne l'assassinat de

son père (...). La production d'un tel document en original près de onze ans après les faits ne fait que conforter le Conseil dans sa conviction selon laquelle le requérant est de bonne foi et éprouve une crainte fondée de persécution en cas de retour dans son pays d'origine, crainte qui peut être rattachée au motif des opinions politiques (de son père) qui lui sont imputées."

CCE arrêt 312774 du 10/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Indéfini

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 48

composition du siège

1 juge

Annexe 48 – Décision de refus de la demande de séjour de plus de 90 jours en qualité de travailleur – Permis unique - AA : « Au vu de son casier judiciaire, son comportement délictueux et le fait qu'il souhaite exercer la profession de chauffeur, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public [OP] ou la sécurité nationale » sur base des articles 61/25-5 et 3, al. 1^{er}, 7° de la Loi – Conseil rappelle les TP de la loi du 24 février 2017 modifiant l'art. 3 de la Loi et plus particulièrement le commentaire de la modification de l'art. 21 de la Loi sur la notion d'OP (les TP n'ayant pas de commentaire sur l'art. 3 en matière d'OP) : le Législateur a entendu se référer à l'arrêt Z.ZH. contre Straatssecretaris voor Veiligheid en Justitie du 11 juin 2015 (affaire C554-13) et précise que « la notion d'OP, lorsqu'elle a pour but de justifier une dérogation à un principe, [...] suppose, en tout état de cause, l'existence, en dehors du trouble pour l'ordre social que constitue toute infraction à la loi, une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société » - Conseil constate que si cette interprétation a été donnée dans le cadre d'une fin de séjour et non d'une demande de permis unique, il ressort des TP que le Législateur a entendu se conformer à la jurisprudence européenne où la notion d'OP ne varie pas + but de la loi du 24 février 2017 « assurer une politique d'éloignement plus transparente, plus cohérente et plus efficace » - Conseil constate donc que le comportement personnel du requérant doit constituer une menace actuelle, réelle et suffisamment grave affectant un intérêt fondamental de la société – Conseil constate que la PD ne pouvait se contenter d'affirmer simplement que la PR compromet l'ordre public – Preuve de l'actualité de la menace - Violation motivation formelle - Annulation.

« 3.2. En l'occurrence, la partie défenderesse a refusé la demande de permis unique sur la base du constat que le requérant, « Au vu de son casier judiciaire, son comportement délictueux et le fait qu'il souhaite exercer la profession de chauffeur, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale », se fondant légalement à cet égard sur l'article 3, alinéa 1^{er}, 7°, de la loi précitée du 15 décembre 1980.

L'article 3 de la loi précitée du 15 décembre 1980 a fait l'objet d'une modification législative par la loi du 24 février 2017 modifiant la loi du 15 décembre 1980, afin de renforcer la protection de l'ordre public et de la sécurité nationale (ci-après : la loi du 24 février 2017), laquelle entend transposer partiellement plusieurs Directives européennes qu'elle cite en son article.

Il ressort des travaux parlementaires de la loi du 24 février 2017 précitée, que si la modification de l'article 3 de la loi précitée du 15 décembre 1980 n'a pas fait l'objet de commentaires relatifs à la notion « d'ordre public » qu'il contient, la modification de l'article 21 de la loi précitée du 15 décembre 1980, lequel comporte cette même notion « d'ordre public », a quant à lui fait l'objet de commentaires (Doc. Parl. Ch., 54, 2215/002). Aussi, dès lors que « Les modifications proposées s'inscrivent dans le cadre juridique européen » et que l'intention du Législateur est d'assurer « [...] une politique d'éloignement plus transparente, plus cohérente et plus efficace [...] », il y a lieu de se référer à l'article 12 du projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 afin de renforcer la protection de l'ordre public et de la sécurité nationale, relatif à la modification de l'article 21 de la loi, lequel contient une interprétation de la notion « d'ordre public ». A cet égard, afin d'interpréter cette notion, le Législateur a entendu se référer à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union Européenne, et notamment à l'arrêt Z. ZH. contre Staatssecretaris voor Veiligheid en Justitie du 11 juin 2015 (affaire C 554-13) en commentant comme suit : « [...] la notion d'ordre public, lorsqu'elle a pour but de justifier une dérogation à un principe, [...] suppose, en tout état de cause, l'existence, en dehors du trouble pour l'ordre social que constitue toute infraction à la loi, une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société ».

Aussi, s'il est vrai que cette interprétation a été donnée dans le cadre de l'article 21 de la loi du 15 décembre 1980, et donc dans le cadre d'une fin de séjour et non d'une demande de permis unique comme c'est le cas en l'espèce, il ressort des travaux parlementaires que le Législateur a entendu se conformer à la jurisprudence européenne selon laquelle la portée des notions précitées ne varie pas en fonction du statut de l'individu concerné, dès lors que « l'étendue de la protection qu'une société entend accorder à ses intérêts fondamentaux ne saurait varier en fonction du statut juridique de la personne qui porte atteinte à ces intérêts ». Tel est également l'intention du Législateur s'agissant

de la notion «d'ordre public», rien ne permettant d'infirmer ce constat, surtout au vu du but poursuivi par la loi du 24 février 2017, à savoir d'assurer « [...] une politique d'éloignement plus transparente, plus cohérente et plus efficace [...] » tel que rappelé ci-dessus.

En conséquence, il résulte de ce qui précède que le recours à la notion « d'ordre public », usité dans l'article 3 de la loi précitée du 15 décembre 1980, suppose l'existence d'une menace actuelle, réelle et suffisamment grave affectant un intérêt fondamental de la société, outre les troubles de l'ordre social qu'implique toute infraction à la loi.

A cet égard, c'est le comportement personnel du ressortissant du pays tiers qui doit constituer une telle menace, ainsi que cela ressort de l'arrêt Z. ZH. précité. En l'absence d'autres critères d'interprétation dégagés par le Législateur, le Conseil fait siens ces enseignements de la Cour de justice de l'Union européenne s'agissant de la mise en œuvre de la notion d'ordre public dans le cadre de l'application de la loi précitée du 15 décembre 1980, sans qu'il soit nécessaire de déterminer dans chaque occurrence si la disposition en question met en œuvre une norme de droit de l'Union.

3.3. En l'espèce, la partie défenderesse s'est uniquement fondée, au jour de l'adoption de l'acte attaqué, à savoir le 29 janvier 2024, sur l'indication que la demande précitée ne lui est pas accordée en raison des faits d'ordre public qu'il a commis, à savoir que « l'intéressé a été jugé et condamné par le tribunal de Police du Hainaut (Mons) le 15.11.2021 pour les faits d'ordre public suivants : absence d'assurance responsabilité civile obligatoire pour les véhicules motorisés, absence d'immatriculation du véhicule, absence de contrôle technique, il a été condamné à payer une amende de 800€ avec un emprisonnement subsidiaire d'un mois Au vu de son casier judiciaire, son comportement délictueux et le fait qu'il souhaite exercer la profession de chauffeur, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale » ; sans pour autant qu'il ressorte de la motivation de l'acte attaqué ou du dossier administratif en quoi le comportement personnel du requérant constituerait une «menace actuelle, réelle et suffisamment grave affectant un intérêt fondamental de la société ».

Partant, les griefs du requérant, tels que décrits dans l'exposé de la première branche du moyen, et portant notamment sur la légèreté de la sanction et son absence de récidive ou encore l'absence d'analyse de l'actualité de la menace, sont fondés.

Il s'ensuit qu'en affirmant que le requérant compromet l'ordre public, sans indiquer concrètement en quoi son comportement personnel constitue une « menace actuelle, réelle et suffisamment grave affectant un intérêt fondamental de la société », la partie défenderesse n'a pas adéquatement motivé sa décision ».

CCE arrêt 312760 du 10/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus Visa Regroupement familial – Légitime confiance – AA : « force est de constater qu'en ne remettant pas tous les documents demandés, Monsieur place l'Administration dans l'impossibilité d'effectuer l'analyse in concreto prévue par l'article 12 bis §2 al. 2, §ler, alinéa 2 » - PR reproche à la PD d'avoir violé la confiance légitime, la loyauté et la collaboration procédurale car la PD lui demande via courrier le 22 novembre 2023 des documents complémentaires avec un délai de 1 mois pour les fournir – Conseil constate qu'en prenant l'AA le 13 décembre, soit avant l'écoulement complet du délai, la PD viole le principe de légitime confiance - Annulation.

« 3.1. En ce qui concerne la deuxième branche, le principe général de droit relatif à la confiance légitime est celui en vertu duquel le citoyen doit pouvoir se fier à une ligne de conduite claire et constante ou à des concessions ou des promesses que les pouvoirs publics ont faites dans un cas concret.

3.2. En l'espèce, il ressort du dossier administratif que la partie requérante a introduit une demande de visa regroupement familial. Par un courrier du 22 novembre 2023, la partie défenderesse a invité le regroupant à fournir un certain nombre de documents « et ce dans un délai d'un mois à dater de la date reprise sur ce document », soit avant le 22 décembre 2023. Il y a d'ailleurs lieu de relever que la requérante a joint à sa requête un courriel du 2 janvier 2024 émanant de la partie défenderesse dans lequel celle-ci précise expressément que le délai prévu par ses soins expirait le 22 décembre 2023.

Vu le contenu de ce courrier, tant la partie requérante que le regroupant ont pu légitimement croire qu'ils pouvaient compléter leur demande afin de démontrer qu'ils disposaient de revenus stables, réguliers et suffisants dans le délai expressément prévu par la partie défenderesse dans son courrier du 22 novembre 2023.

En prenant l'acte attaqué le 13 décembre 2023, soit avant l'écoulement complet du délai et en ne permettant dès lors pas à la partie requérante d'apporter toutes les pièces qui lui était demandées jusqu'au 22 décembre 2023, le principe de légitime confiance a été violé de sorte que la deuxième branche du moyen est fondée et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué. Partant, il n'y a pas lieu d'examiner les autres aspects du moyen, qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus ».

CCE arrêt 312784 du 10/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

ANNEXE 26quater

composition du siège

1 juge

pays Dublin

Croatie

26quater – Arg. PR invoque la violation de l’art. 26.2 du Règlement Dublin III (Art. 26.2 du Règlement Dublin III « La décision visée au paragraphe 1 contient des informations sur les voies de recours disponibles, [...] et comporte, si nécessaire, des informations relatives au lieu et à la date auxquels la personne concernée doit se présenter si cette personne se rend par ses propres moyens dans l’État membre responsable ») et estime que AA en indiquant simplement qu’il doit « se présenter aux autorités croates » ne satisfait pas aux garanties procédurales de cet article car c’est une mention particulièrement abstraite – Conseil estime que comme la PR n’a pas manifesté sa volonté de se rendre par ses propres moyens en Croatie, il n’établit pas qu’il est nécessaire d’avoir ces informations – PR peut solliciter auprès de la PD des informations quant au lieu et à la date – Conseil constate que l’AA lui précise le délai dont il dispose pour l’exécuter + il sera à même, lors de son arrivée en Croatie, de s’adresser aux autorités frontalière « qui ne manqueront pas de l’orienter vers le lieu où la procédure pourra être poursuivie » – Grief non fondé - Rejet.

« 3.2. S’agissant du troisième moyen, le requérant fait valoir une méconnaissance de l’article 26.2 du Règlement Dublin III, lequel stipule que “ La décision visée au paragraphe 1 contient des informations sur les voies de recours disponibles, y compris sur le droit de demander un effet suspensif, le cas échéant, et sur les délais applicables à l’exercice de ces voies de recours et à la mise œuvre du transfert et comporte, si nécessaire, des informations relatives au lieu et à la date auxquels la personne concernée doit se présenter si cette personne se rend par ses propres moyens dans l’État membre responsable.

Les États membres veillent à ce que des informations sur les personnes ou entités susceptibles de fournir une assistance juridique à la personne concernée soient communiquées à la personne concernée avec la décision visée au paragraphe 1, si ces informations ne lui ont pas encore été communiquées”.

A cet égard, cette disposition utilise les termes « “ La décision visée au paragraphe 1 contient des informations sur les voies de recours disponibles, [...] et comporte, si nécessaire, des informations relatives au lieu et à la date auxquels la personne concernée doit se présenter si cette personne se rend par ses propres moyens dans l’État membre responsable.

Dans la mesure où le requérant ne démontre pas avoir manifesté sa volonté de se rendre par ses propres moyens en Croatie, il n’établit pas qu’il est nécessaire qu’il ait ces informations et d’autre part, qu’il se rend par ses propres moyens en Croatie, le Conseil s’interroge sur la pertinence de ce grief.

En outre, rien n’empêche le requérant de solliciter auprès de la partie défenderesse, des informations quant au lieu précis et à la date auxquels il doit se présenter auprès des autorités croates, s’il se rend, par ses propres moyens en Croatie. Cette question présente moins d’intérêt si le requérant est remis, par les autorités belges, aux autorités croates.

Quoi qu’il en soit, dans la mesure où l’acte attaqué lui a précisé le délai dont il dispose pour exécuter la décision, il lui est parfaitement loisible de déterminer la date où il doit se rendre en Croatie. Par ailleurs, il est manifeste qu’une fois arrivé en Croatie, il sera à même de s’adresser aux autorités frontalières qui ne manqueront pas de l’orienter vers le lieu où la procédure pourra se poursuivre. Dès lors, le grief selon lequel la partie défenderesse n’aurait pas respecté les garanties procédurales prévues à l’article 26.2 du Règlement Dublin III n’est pas fondé ».

CCE arrêt 312757 du 10/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Serbie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13sexies

composition du siège

1 juge

IE - durée de 3 ans motivée par des raisons d'OP (alors que pas nécessaire pour seulement 3 ans) – CCE rappelle l'art. 74/11, §1er, al. 4 de la Loi (IE de + de 5 ans si menace grave pour l'OP ou la sécurité nationale) – CCE cite JP CJUE sur l'examen du « danger pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sécurité nationale » de l'art 7, §4 de la Directive retour (possibilité de l'absence de délai pour quitter le territoire) et considère qu'il convient, au vu des termes similaires utilisés dans les articles 7, § 4, et 11, § 2 (IE de + de 5 ans) de la directive Retour, de tenir compte de l'enseignement de cet arrêt de la CJUE, dans l'application des dispositions relatives à l'interdiction d'entrée – en l'espèce pas assez motivé, la seule mention de « l'impact social de ces faits » ne peut suffire à cet égard, à défaut d'explicitation – rép NO : La circonstance que l'acte attaqué a été pris sur la base de l'article 74/11, § 1er, al. 2, de la loi (max 3 ans), ne peut suffire à énerver le raisonnement susmentionné, puisque la PD a fixé la durée de 3 ans, en raison du fait que « l'intéressé, par son comportement est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public » - annulation.

"2.2.1. Selon l'article 74/11, §1er, alinéas 1 et 4, de la loi du 15 décembre 1980,

« La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas.

[...]

La décision d'éloignement peut être assortie d'une interdiction d'entrée de plus de cinq ans lorsque le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale ».

Les travaux préparatoires de la loi du 19 janvier 2012, insérant l'article 74/11 dans la loi du 15 décembre 1980, précisent ce qui suit:

« Lorsque le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace pour l'ordre public ou la sécurité nationale, l'article 11, § 2, de la directive [2008/115/CE du 16 décembre 2008] ne fixe pas la durée maximale de l'interdiction.

La directive impose toutefois de procéder à un examen individuel (considérant 6) et de prendre en compte "toutes les circonstances propres à chaque cas" et de respecter le principe de proportionnalité».

2.2.2. La Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après: la CJUE) a interprété l'article 7, § 4, de la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (ci-après: la directive 2008/115/CE).

Cet article prévoit ce qui suit :

« [...] si la personne concernée constitue un danger pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sécurité nationale, les États membres peuvent s'abstenir d'accorder un délai de départ volontaire ou peuvent accorder un délai inférieur à sept jours ».

La CJUE a explicité ce qui suit :

- « un État membre est tenu d'apprécier la notion de «danger pour l'ordre public», au sens de [cette disposition], au cas par cas, afin de vérifier si le comportement personnel du ressortissant d'un pays tiers concerné constitue un danger réel et actuel pour l'ordre public »,

- « Lorsqu'il s'appuie sur une pratique générale ou une quelconque présomption afin de constater un tel danger, sans qu'il soit dûment tenu compte du comportement personnel du ressortissant et du danger que ce comportement représente pour l'ordre public, un État membre méconnaît les exigences découlant d'un examen individuel du cas en cause et du principe de proportionnalité »,

- « Il en résulte que le fait qu'un ressortissant d'un pays tiers est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte ne saurait, à lui seul, justifier que ce ressortissant soit considéré comme constituant un danger pour l'ordre public au sens de l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115 »,

- « Il convient toutefois de préciser qu'un État membre peut constater l'existence d'un danger pour l'ordre public en présence d'une condamnation pénale, même si celle-ci n'est pas devenue définitive, lorsque cette condamnation, prise ensemble avec d'autres circonstances relatives à la situation de la personne concernée, justifie un tel constat. [...] »[1].

La CJUE en a conclu que « l'article 7, paragraphe 4, de la directive 2008/115 doit être interprété en ce sens qu'il s'oppose à une pratique nationale selon laquelle un ressortissant d'un pays tiers, qui séjourne irrégulièrement sur le territoire d'un État membre, est réputé constituer un danger pour l'ordre public au sens de cette disposition, au seul motif que ce ressortissant est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte »[2].

Dans le même arrêt, elle a précisé ce qui suit :

- « la notion de « danger pour l'ordre public », telle que prévue à l'article 7, paragraphe 4, de ladite directive, suppose, en tout état de cause, en dehors du trouble pour l'ordre social que constitue toute infraction à la loi, l'existence d'une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société (voir, par analogie, arrêt Gaydarov, C- 430/10, EU:C:2011:749, point 33 et jurisprudence citée) »,

- « est pertinent, dans le cadre d'une appréciation de cette notion, tout élément de fait ou de droit relatif à la situation du ressortissant concerné d'un pays tiers qui est susceptible d'éclairer la question de savoir si le comportement personnel de celui-ci est constitutif d'une telle menace. Par conséquent, dans le cas d'un ressortissant qui est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte, figurent au nombre des éléments pertinents à cet égard la nature et la gravité de cet acte ainsi que le temps écoulé depuis sa commission »[3].

La CJUE a ainsi considéré que « dans le cas d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire d'un État membre qui est soupçonné d'avoir commis un acte punissable qualifié de délit ou de crime en droit national ou a fait l'objet d'une condamnation pénale pour un tel acte, d'autres éléments, tels que la nature et la gravité de cet acte, le temps écoulé depuis sa commission, ainsi que la circonstance que ce ressortissant était en train de quitter le territoire de cet État membre quand il a été interpellé par les autorités nationales, peuvent être pertinents dans le cadre de l'appréciation de la question de savoir si ledit ressortissant constitue un danger pour l'ordre public au sens de cette disposition. Dans le cadre de cette appréciation, est également pertinent, le cas échéant, tout élément qui a trait à la fiabilité du soupçon du délit ou crime reproché au ressortissant concerné d'un pays tiers »[4].

Au vu des termes similaires utilisés dans les articles 7, § 4, et 11, § 2, de la directive 2008/115/CE, le Conseil estime qu'il convient de tenir compte de l'enseignement de cet arrêt de la CJUE, dans l'application des dispositions relatives à l'interdiction d'entrée.

2.3. En l'espèce,

- la seule référence à un rapport de police selon lequel « l'intéressé a été intercepté en flagrant délit de coups et blessures », le 9 avril 2024,

- et la conclusion selon laquelle « *Eu égard à l'impact social de ces faits, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public* »,

ne permettent pas de comprendre la raison pour laquelle la partie défenderesse a estimé que le requérant représentait une menace réelle, actuelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société, au sens relevé au point 2.2.2.

En particulier, elle n'explique pas en quoi le comportement du requérant emporte une telle menace.

La seule mention de « *l'impact social de ces faits* » ne peut suffire à cet égard, à défaut d'explicitation.

La durée de l'interdiction d'entrée, fixée dans l'acte attaqué, n'est donc pas suffisamment et valablement motivée.

2.4. Dans la note d'observations, la partie défenderesse fait valoir ce qui suit :

[...]

Cette argumentation ne peut être suivie, au vu de ce qui précède.

La circonstance que l'acte attaqué a été pris sur la base de l'article 74/11, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, ne peut suffire à énerver le raisonnement susmentionné, puisque la partie défenderesse a fixé la durée de l'interdiction d'entrée, à 3 ans, en raison du fait que « *l'intéressé, par son comportement est considéré comme pouvant compromettre*

l'ordre public »."

[1] CJUE, 11 juin 2015, *Z. Zh. contre Staatssecretaris voor Veiligheid en Justitie et Staatssecretaris voor Veiligheid en Justitie contre I. O.*, C-554/13, points 50 et 51

[2] *Ibidem*, point 54

[3] *Ibidem*, points 60-62

[4] *Ibidem*, point 65

CCE arrêt 312676 du 09/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Rwanda

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

OQT - Faits: la requérante est arrivée en Belgique le 4 juillet 2023 sur base d'un visa court séjour (20 jours) valable jusqu'au 5 août 2023; le 9 août 2023, elle sollicite la prolongation de son séjour pour des raisons médicales et présente un certificat médical type daté du 04 août 2023, une confirmation de rendez-vous médical au 16 août 2023 ainsi qu'un billet d'avion avec un retour prévu le 29 août 2023 - **AA** (OQT pris le 23 août 2023): la requérante a introduit sa demande en séjour irrégulier; toutefois, "cette mesure [i.e. OQT] sera prolongée au 30.08.2023 au vu de sa situation médicale et du vol de retour prévu le 29.08.2023, Cette alternative ne rend pas cette décision contraire à l'article 74/13 de la loi du 15.12.1980 car elle répond à la situation médicale rencontrée". **CCE:** 1) la motivation de l'AA n'indique pas comment la PD a respecté les exigences de l'article 74/13, lesquelles imposent également de tenir compte de l'intérêt supérieur de l'enfant et de la vie familiale du ressortissant concerné + 2) la simple référence à la « situation médicale » de la requérante, sans autre précision, ainsi qu'à l'affirmation selon laquelle la prolongation du délai au 30 août 2023 « ne rend pas cette décision contraire à l'article 74/13 car elle répond à la situation médicale rencontrée », ne permettent pas de comprendre le raisonnement de la PD l'ayant mené à estimer que son état de santé, tel que décrit dans le certificat médical du 4 août 2023, permettait la prise d'une décision d'éloignement à son encontre, ni a fortiori pourquoi la prolongation du délai au 30 août 2023 le permettrait - **Violation exigence motivation formelle - Annulation.**

"3.2. En l'espèce, le Conseil observe que la décision attaquée est motivée comme suit : « L'intéressée est arrivée sur le territoire Schengen en date du 04.07.2023 munie d'un passeport national rwandais en cours de validité et d'un visa de type C (20 jours) valable entre le 01.07.2023 et le 05.08.2023. À ce titre, son séjour était valable au 23.07.2023. L'intéressée sollicite le 09.08.2023 une demande de prolongation de séjour pour raisons médicales et présente entre autres un certificat médical type daté du 04.08.2023, une confirmation de rendez-vous médical au 16.08.2023 ainsi qu'un billet d'avion avec un retour prévu le 29.08.2023. Considérant que l'intéressée a introduit cette demande en séjour irrégulier. Considérant que l'intéressée n'a manifestement pas porté d'intérêt à sa situation administrative et ne démontre pas avoir été dans l'incapacité de le faire préalablement. Ce seul élément justifie la présente décision. Toutefois, cette mesure sera prolongée au 30.08.2023 au vu de sa situation médicale et du vol de retour prévu le 29.08.2023, Cette alternative ne rend pas cette décision contraire à l'article 74/13 de la loi du 15.12.1980 car elle répond à la situation médicale rencontrée. »

A cet égard, le Conseil relève que si la motivation de la partie défenderesse fait référence à la « situation médicale » de la requérante, justifiant la prolongation de la décision entreprise jusqu'au 30 août 2023, elle reste en défaut d'expliquer « comment elle a respecté les exigences de l'article 74/13 » de la loi du 15 décembre 1980, lesquelles imposent également à la partie défenderesse de tenir compte de « l'intérêt supérieur de l'enfant [et] de la vie familiale [...] du ressortissant d'un pays tiers concerné ».

Partant, le Conseil observe qu'en n'exposant pas dans la motivation de l'ordre de quitter le territoire « comment elle a respecté les exigences de l'article 74/13 » de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse a violé cette disposition et les exigences de motivation formelle.

3.3. Le Conseil observe également, à la lecture du dossier administratif, que la partie requérante a sollicité la prolongation de son visa le 9 août 2023 en joignant à ladite demande un certificat médical du 4 août 2023 - cité par la partie défenderesse dans la décision attaquée - , dans lequel le Docteur [M.D.] souligne, s'agissant du « retour [au] pays de provenance », que « vu la non possibilité d'accès aux soins dans le pays d'origine et la mortalité liée à l'insuffisance rénale terminale nécessite de rester en Belgique [sic] ».

Or, le Conseil estime que la simple référence, dans la motivation de la décision attaquée, à la « situation médicale » de la requérante, sans autre précision, ainsi qu'à l'affirmation selon laquelle la prolongation du délai au 30 août 2023 « ne rend pas cette décision contraire à l'article 74/13 de la loi du 15.12.1980 car elle répond à la situation médicale rencontrée », ne permettent pas à la requérante de comprendre le raisonnement de la partie défenderesse l'ayant mené à estimer que son état de santé, tel que décrit dans le certificat médical du 4 août 2023, permettait la prise d'une décision d'éloignement à son encontre, ni a fortiori pourquoi la prolongation du délai au 30 août 2023 le permettrait.

Partant, le Conseil estime que la partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation.

3.3.1. En termes de note d'observations, la partie défenderesse souligne qu' « En ce qui concerne les éléments relevant de sa vie privée et familiale, il appartenait à la partie requérante de porter tout élément de vie privée et familiale à la connaissance de la partie défenderesse. Il convient de rappeler à cet égard que la légalité d'une décision administrative s'apprécie en fonction des éléments dont l'autorité administrative a connaissance au moment où elle statue. Il y a lieu de constater que la partie requérante n'a fait état d'aucun élément à cet égard lors de sa demande de prolongation, de même qu'elle n'a jamais fait mention de l'existence d'enfant dans son chef. Partant, il ne peut être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir pris en considération ces éléments ».

Le Conseil estime que de tels propos ne sont pas de nature à énerver les considérations qui précèdent et souligne qu'afin de rencontrer le prescrit de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 et les exigences de la motivation formelle, il était loisible à la partie défenderesse de mentionner dans la décision attaquée que de tels éléments relatifs à la vie familiale de la requérante n'avaient pas été portés à sa connaissance, quod non en l'espèce, ne permettant dès lors pas à la requérante de comprendre comment la partie défenderesse avait respecté les exigences de l'article 74/13 précité.

3.3.2. De même, le Conseil estime qu'en ce que la partie défenderesse précise qu' « en ce qui concerne son état de santé, force est de constater que la partie requérante, par le biais de son conseil, a fait état d'un rendez-vous médical fixé le 16 août 2023. Ce faisant, la partie défenderesse a dès lors prolong[é] le délai de départ fixé par la décision attaquée. Tout rendez-vous médical ultérieur relevait, à ce stade, de conjectures purement hypothétiques de la part de la partie requérante », la partie défenderesse n'énerve pas les considérations qui précèdent au sujet de la prise en compte, dans le cadre de l'analyse prévue à l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, du certificat médical du 4 août 2023.

3.4. Le moyen est, dans cette mesure, fondé et suffit à justifier l'annulation de la décision attaquée. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres développements de la requête qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus."

procédure CCE

Annulation

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

REFUS DE VISA

composition du siège

1 juge

Refus de visa humanitaire - article 9 loi - requérant afghan - CCE: plusieurs documents indiquent que le requérant a travaillé pour l'ambassade de Belgique en Afghanistan et qu'il est maintenant réfugié au Pakistan du fait des menaces des talibans contre lui et sa famille; ces éléments n'ont pas été pris en considération dans leur totalité; l'AA ne se prononce pas sur la nécessité humanitaire invoquée par la PR dans sa demande de visa, mais se cantonne à une motivation excluant la violation des articles 3 et 8 de la CEDH, la PR n'ayant pas de lien familial en Belgique et ne se trouvant pas sur le territoire - Violation obligation motivation - Annulation

"3.2. En l'espèce, il ressort clairement de l'ensemble des pièces du dossier administratif que la partie requérante a introduit auprès de la partie défenderesse une demande de visa pour raisons humanitaires. Ainsi, le courrier intitulé « Statement of threat to my life and my family », rédigé par le requérant explique notamment « Also, the on 23/August/2021, The Belgian embassy in Pakistan called me in Afghanistan and asked for my fame. And they said, « We will add your name in evacuation list." I waited for 2 days but there was no answer from them. On 25/August/2021, again, I contacted the Belgian embassy in Islamabad, but they said that your document is under review. On 30 – September 2021, I have informed Mothers for Peace (MFP) main office in Belgium and they said "You have to reach Islamabad with a passport and visa and then you can apply for humanitarian visa. Your name is known, and your visa application will be approved. »

Le Conseil observe que plusieurs documents, dont des courriers, indiquent que le requérant a travaillé pour l'ambassade de Belgique en Afghanistan, qu'il est maintenant réfugié au Pakistan du fait des menaces des talibans contre lui et sa famille. Il a également déposé des documents précisant qu'il a travaillé pour « Mothers for peace ». Un mail de cette association indique notamment : « I'm sorry. I wish it was different. You have to reach islamabad with a passport and visa and then you can apply for humanitarian visa through VFS. Your name is known, and your visa application will be approved, but you have to apply for it yourself through normal channels. »

Dans un des courriers envoyés par le requérant, il est indiqué : « Also, the on 23/August /2021, The Belgian embassy in Pakistan called me inafghanistan and asked form y fame. And they said, "Will add your name in evacuation list". I waited for 2 days but there was no answer from them. (...) Severly, I'm worrying about my family (my father, mother and two brothers, in evacuation list.". I waited for 2 days but there was no answer from them. »

A cet égard, le Conseil observe à l'instar de la partie requérante que ces éléments n'ont pas été pris en considération dans leur totalité.

Le Conseil rappelle que lorsque le Ministre ou son délégué examine la demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980, il doit avoir égard à l'ensemble des motifs de nature à justifier la délivrance d'une autorisation de séjour. (voy. ainsi, C.E., arrêt n°236 800 du 15 décembre 2016).

Or, le Conseil ne peut que constater qu'en l'occurrence, la partie défenderesse, dans la décision entreprise, ne se prononce aucunement sur la nécessité humanitaire invoquée par la partie requérante dans sa demande de visa. Ainsi alors qu'était évoquée la situation particulière du requérant, celui-ci ayant travaillé pour les autorités belges en Afghanistan, et estimant que c'est pour cette raison qu'il est aujourd'hui menacé, la partie défenderesse se borne à motiver sa décision en relevant l'absence de violation de l'article 8 de la CEDH, mettant en exergue que le requérant ne démontre aucunement un lien affectif ou familial avec la Belgique, et l'absence de violation de l'article 3 de la CEDH dès lors que ce dernier ne se trouve pas sur le territoire belge. Lors des plaidoiries, la partie défenderesse s'en est remise à l'appréciation du Conseil.

3.3. Partant, le Conseil ne peut que constater que la partie défenderesse s'abstient de rencontrer l'ensemble des éléments dont elle était saisie par le requérant, et en particulier les menaces dont celui-ci estime être victime suite à sa participation à une mission organisée par les autorités belges : c'est à juste titre que la partie requérante a pu considérer que la décision querellée, telle qu'elle est rédigée, a violé l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. La première branche

du moyen unique invoquée, ainsi que les développements de la dernière branche mettant en cause la motivation de la décision attaquée, sont donc fondés.

3.4. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique est fondé dans les limites exposées ci-dessus et justifie l'annulation de la décision contestée."

CCE arrêt 312700 du 09/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

République tchèque

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13sexies

composition du siège

1 juge

Interdiction d'entrée (8 ans) (annexe 13 sexies) - Ressortissant UE (tchèque) - Faits: le requérant est arrivé en Belgique à une date indéterminée; la PD a pris plusieurs OQT à son encontre; annexes 13 septies et 13 sexies délivrées le 23 octobre 2023 - AA: IE 8 ans car "menace grave, actuelle et réelle pour l'ordre public ou la sécurité nationale": Le 28.05.2020, l'intéressé a été condamné à une peine de 3 mois d'emprisonnement avec sursis d'un an, du chef d'infraction à la législation COVID-19 (le 30.02.2020, alors que la crise relative au COVID-19 oblige toute la population au confinement et à la distanciation sociale, l'intéressé a, à plusieurs reprises, craché sur E.B.M-I J. et en direction de plusieurs passants) + Le 24.04.2023, l'intéressé a été condamné à une peine de 18 mois d'emprisonnement, du chef de coups et blessures avec maladie ou incapacité de travail, envers cohabitant - Intérêt au recours : PD: le requérant a déclaré 'Je suis d'accord pour retourner (...) pour toujours' dans sa déclaration de départ- CCE: si l'intérêt de la PR au recours pouvait être remis en cause dans le cadre d'un OQT, cet intérêt ne peut être remis en cause dans le cadre d'une annexe 13sexies - Fond: la motivation de l'AA ne permet pas à la PR de vérifier si et, le cas échéant, comment la PD a procédé à une balance des intérêts en présence afin de fixer la durée de l'interdiction d'entrée à 8 ans; aucune motivation spécifique quant à la situation particulière du requérant - **Annulation**

"2. Question préalable

Dans la note d'observations, la partie défenderesse s'interroge quant à l'intérêt de la partie requérante au recours en précisant que « la partie défenderesse n'aperçoit pas en quoi la partie requérante jouit d'un intérêt à obtenir l'annulation, et a fortiori la suspension de l'exécution de la décision attaquée dès lors qu'elle a déclaré 'Je suis d'accord pour retourner, cette (sic) pour toujours' dans sa déclaration de départ du 27 novembre 2023. La partie requérante ne souhaitant pas revenir sur le territoire belge, la partie défenderesse s'interroge quant à son intérêt au présent recours ». Le Conseil estime que si l'intérêt de la partie requérante au recours pourrait être remis en cause dans le cadre d'un ordre de quitter le territoire, il considère que, en l'espèce, cet intérêt ne peut être remis en cause, nonobstant la déclaration du requérant du 27 novembre 2023, dès lors que c'est une annexe 13sexies qui est présentement entreprise.

(...)

4.2. En l'occurrence, la partie défenderesse a fixé la durée de l'interdiction d'entrée à huit ans après avoir considéré que « L'intéressé n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge et à troubler très gravement l'ordre public. Considérant l'ensemble de ces éléments, l'intérêt du contrôle de l'immigration, la protection de l'ordre public, la situation familiale et médicale de l'intéressé, et le fait que l'intéressé constitue une menace grave, actuelle et réelle pour l'ordre public/la sécurité nationale une interdiction d'entrée de 8 ans n'est pas disproportionnée. »

Or, le Conseil relève qu'une telle conclusion ne permet pas à la partie requérante de vérifier si et, le cas échéant, comment la partie défenderesse a procédé à une balance des intérêts en présence afin de fixer la durée de l'interdiction d'entrée à huit ans. Le Conseil constate en effet que si la partie défenderesse reprend en détail les antécédents judiciaires du requérant afin de conclure qu'il constitue une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour l'ordre public et aborde sa vie familiale, elle ne développe, par rapport à la durée de l'interdiction d'entrée, aucune motivation spécifique qui rencontre la situation particulière du requérant.

Par conséquent, le Conseil constate que la motivation de la décision attaquée ne permet pas à la partie requérante de comprendre la raison pour laquelle, dans la situation particulière du requérant, la partie défenderesse a décidé de lui délivrer une interdiction d'entrée d'une durée de huit ans et non d'une durée inférieure, de sorte que le Conseil constate que la partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation.

4.3. Le moyen est, dans cette mesure, fondé et suffit à justifier l'annulation de la décision attaquée. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres développements de la requête qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus."

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Iran

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

IRAN- Koerdisch-muzikant-illegale uitreis- politiek actief-moeder vluchteling-cumul risicoprofiel

Verzoeker, met Koerdische etniciteit, stelt Iran te hebben verlaten wegens zijn werkzaamheden als **muzikant** na problemen met de Iraanse autoriteiten omwille van het zingen van een **politiek lied**.

Uit een lezing van de bestreden beslissing blijkt dat de commissaris-generaal geen geloof hecht aan het vluchtrelaas van verzoeker en oordeelt dat er geen geloofwaardige aanwijzingen zijn dat het Iraanse regime hierdoor, of omwille van zijn politieke activiteiten in België, op zoek zou zijn naar hem.

(...)

Daargelaten voorgaande vaststellingen, dient evenwel aangestipt te worden dat verweerder ertoe is gehouden om een **globale beoordeling** te maken van verzoekers nood aan internationale bescherming op basis van het geheel van de individuele omstandigheden in het licht van actuele landeninformatie. De Raad herinnert eraan dat deze beoordeling zich niet kan beperken tot een loutere evaluatie van elementen en feiten uit het verleden, maar tevens een toekomstgerichte beoordeling van het risico op vervolging of ernstige schade vereist. Verweerders oordeel dat verzoekers vluchtrelaas ongeloofwaardig is en de huidige vaststellingen dat hij op basis van zijn beperkte alsook opportunistische eigen politieke activiteiten in België geen politiek profiel aannemelijk maakt waaruit een beschermingsnood blijkt, sluit niet uit dat verzoeker actueel een gegronde vrees voor vervolging aannemelijk zou kunnen maken omwille van zijn huidige actueel een gegronde vrees voor vervolging aannemelijk zou kunnen maken omwille van zijn **huidige individuele omstandigheden en de cumul ervan, waaronder een aantal onbetwiste elementen die verzoekers zaak kenmerken, met name zijn Koerdische etniciteit, zijn profiel als beroepsmuzikant in Iran, zijn illegaal vertrek uit Iran, zijn – zij het nieuwe – politieke activiteiten in België en de erkenning als vluchteling van zijn moeder in België**.

In casu kan niet vastgesteld worden dat de commissaris-generaal is overgegaan tot een globale beoordeling van verzoekers voormelde individuele omstandigheden in het licht van afdoende en actuele landeninformatie.

(...)

De Raad sluit zich aan bij het betoog van verzoeker en merkt aangaande verzoekers politieke activiteiten in België, die verweerder naast miniem en onzichtbaar ook opportunistisch acht, op dat het **begrip 'politieke overtuiging'** onder meer inhoudt dat de verzoeker een opvatting, gedachte of mening heeft betreffende een aangelegenheid die verband houdt met potentiële actoren van vervolging en hun beleid of methoden, zonder dat de verzoeker zich in zijn handelen noodzakelijkerwijs door deze overtuigingen, gedachten of meningen moet hebben laten leiden (artikel 48/3 § 4, e) van de Vreemdelingenwet). De Raad verwijst in deze naar rechtspraak van het HvJ.

Daarnaast moet aangestipt worden dat aan **verzoekers moeder de vluchtelingenstatus** werd toegekend door verweerder, zoals ook wordt aangegeven in de bestreden beslissing. (...) Er dient vastgesteld te worden dat de Raad **geen afdoende kennis heeft over de grondslag**, in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet, van de erkenningsbeslissing in hoofde van verzoekers moeder. Daarenboven wijst de Raad erop dat verweerder ter terechtzitting afwezig was en geen nadere toelichting kon geven hieromtrent. Dergelijke kennis van de grondslag van de erkenningsbeslissing is nochtans essentieel om een mogelijk verband of de implicaties van deze erkenning in te schatten op de persoonlijke situatie van verzoeker bij terugkeer naar Iran. De Raad meent zodoende dat in casu **geen abstractie kan gemaakt worden van de erkenning van de moeder als vluchteling** - die volgens verzoeker werd erkend omwille van haar politieke activiteiten voor de Koerdische partij - zonder nader onderzoek met betrekking tot de mogelijke gevolgen van dit gegeven voor verzoeker(s) (zichtbaarheid) gelet op diens specifieke individuele omstandigheden zoals onder meer zijn Koerdische etniciteit, zijn profiel als beroepsmuzikant in Iran, zijn illegaal vertrek uit Iran hetgeen gelet op de door verzoeker geciteerde landeninformatie een relevant element betreft, en zijn eigen politieke activiteiten in België.

De Raad wijst nog op de actieve samenwerkingsplicht en concludeert dat heden in hoofde van verzoeker een aantal

concrete, individuele elementen aanwezig zijn – met name zijn Koerdische etniciteit, zijn profiel als beroepsmuzikant in Iran, zijn illegaal vertrek uit Iran, zijn eigen politieke activiteiten in België en de erkenning als vluchteling van zijn moeder in België – die **risicobepalend** kunnen zijn en waarvan moet worden nagegaan of deze, wanneer zij al dan niet cumulatief worden beoordeeld, voldoende zijn om een gegronde vrees voor vervolging aan te nemen, dit in het licht van actuele en afdoende landeninformatie.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken in het kader van een toekomstgerichte en globale beoordeling.

CCE arrêt 312709 du 09/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Iran

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoekende partijen vrezen bij een terugkeer naar Iran een vervolging omwille van hun religieuze bekering en hun politieke activiteiten in België.

Uit de gegevens waarover de Raad beschikt en zoals wordt aangestipt door verzoekende partijen in hun verzoekschrift blijkt dat aan de **dochter** van verzoekende partijen, die op 12 september 2022 een nieuw beschermingsverzoek indiende, op 14 februari 2023 de vluchtelingenstatus werd toegekend door verwerende partij.

Niettegenstaande de toekenning van de vluchtelingenstatus aan een familielid niet noodzakelijk tot gevolg heeft dat ook aan de familieleden een internationale beschermingsstatus moet worden verleend, herinnert de Raad er aan dat in het **arrest N. R. K. Ahmedbekova, en R. E. O. Ahmedbekov** het Hof van Justitie de advocaat-generaal bijtrad in zijn stelling dat de individuele beoordeling niet verhindert dat "wel rekening moet worden gehouden met de bedreigingen waaraan een gezinslid van een verzoeker is blootgesteld, teneinde te bepalen of deze verzoeker wegens zijn familieband met die bedreigde persoon, zelf wordt bedreigd met vervolging of ernstige schade" (HvJ 4 oktober 2018, N. R. K. Ahmedbekova, en R. E. O. Ahmedbekov, nr. C652/16, punten 50-51). Het Hof verwijst in dit verband meer specifiek naar overweging 36 van de Kwalificatierichtlijn: "Gezinsleden zijn louter door hun verwantschap met de vluchteling normaal gezien op zodanige wijze kwetsbaar voor daden van vervolging dat zulks een grond voor de toekenning van de status van vluchteling zou kunnen vormen".

Er dient vastgesteld te worden dat de Raad **geen afdoende kennis heeft over de grondslag**, in de zin van artikel 48/3 van de Vreemdelingenwet, van de **erkenningbeslissing** in hoofde van de dochter van verzoekende partijen. Daarenboven wijst de Raad erop dat verwerende partij ter terechtzitting afwezig was en geen nadere toelichting kon geven hieromtrent.

Dergelijke kennis van de grondslag van de erkenningbeslissing is nochtans essentieel om een mogelijk verband of de implicaties van deze erkenning in te schatten op de persoonlijke situatie van verzoekende partijen bij terugkeer naar Iran.

De Raad merkt hierbij op dat hoewel de bestreden beslissing dateert van 19 maart 2024, verwerende partij zich er louter toe heeft beperkt te stellen dat het (eerste) beschermingsverzoek van de dochter werd verworpen, hetgeen werd bevestigd door de Raad bij arrest nr. xxx van 2 september 2022 omdat er geen geloof kon worden gehecht aan haar vrees voor vervolging omwille van een religieuze bekering. Dat de dochter dan toch werd erkend door het CGVS op 14 februari 2023 nadat zij op 12 september 2022 een nieuw beschermingsverzoek indiende, lijkt in deze omstandigheden dan ook los te staan van een vervolgingsvrees wegens een bekering en is mogelijks en meer dan waarschijnlijk gebaseerd op andere elementen waarvan zonder nadere kennis niet kan worden uitgesloten dat deze een weerslag kunnen hebben op de vervolgingsvrees van verzoekende partijen, te meer de politieke activiteiten van verzoekende partijen in België, zij het op zichzelf beperkt, op zich niet betwist worden.

Bovendien dient ook gewezen te worden op het **profiel van de zoon van verzoekende partijen** zoals nader toegelicht in hun aanvullende nota. Verzoekende partijen geven aan dat hun zoon die de **Belgische nationaliteit** zou hebben, een wetenschapper en expert is op het gebied van onder meer draadloze communicatie die werkt aan gevoelige onderwerpen met potentiële militaire toepassingen en gevoelige technologieën waarmee het Iraans regime actief wapens produceert en waarin de Iraanse autoriteiten dan ook uitermate in zijn geïnteresseerd waardoor ook hij bij een terugkeer naar Iran een potentieel veiligheidsrisico loopt. Verzoekende partijen betogen dat er dus ook een groter risico bestaat dat zij in Iran veiligheidsrisico loopt. Verzoekende partijen betogen dat er dus ook een **groter risico** bestaat dat zij in Iran zullen worden opgepakt omwille van de job van hun zoon die zich bezighoudt met hoogtechnologische en geavanceerde communicatietechnieken die misbruikt kunnen worden voor militaire doeleinden en dus zeer interessant zijn voor de Iraanse overheid.

Essentiële elementen ontbreken en de Raad vernietigt de bestreden beslissing.

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Seksuele geaardheid: nieuw element - impact verwestering - NBMV meerderjarig geworden - COI bendes

In zijn verzoekschrift en zijn aanvullende nota wijst verzoeker onder meer op een vrees voor vervolging omwille van een (gepercipieerde) verwestering. Daarnaast wijst verzoeker voor het eerst in zijn aanvullende nota en ter terechtzitting op zijn (homo)seksuele geaardheid.

In casu blijkt uit het rechtsplegingsdossier dat verzoeker de Afghaanse nationaliteit heeft en vijftien jaar oud was bij vertrek uit Afghanistan evenals toen hij zijn beschermingsverzoek indiende in België. Op het moment van zijn eerste persoonlijk onderhoud was verzoeker zeventien jaar. Hij heeft op heden de leeftijd van achttien jaar en verblijft inmiddels meer dan twee jaar in België. Deze gegevens worden door verweerder, die afwezig was ter terechtzitting, niet betwist.

Aangaande verzoekers **seksuele geaardheid** wordt er in de aanvullende nota betoogd dat verzoeker aan zijn sociaal assistent heeft gemeld zich tot mannen aangetrokken te voelen en regelmatig seksuele contacten te zoeken met personen van hetzelfde geslacht in een park in Antwerpen. Er wordt verder betoogd dat verzoeker er niet helemaal aan uit is hoe hij zijn geaardheid moet benoemen en hij nog op zoek is. Er wordt gesteld dat verzoeker zich soms ook tot meisjes aangetrokken voelt en het feit dat hij dit niet direct onder een binaire noemer kan brengen erg logisch lijkt gezien zijn jonge leeftijd. Verzoeker meent dat het pas in België is dat hij hier achter is gekomen. Daarnaast wordt er betoogd dat los van de vraag of hij zich als homoseksueel of biseksueel zou identificeren, en de mate dat er hierbij rekening moet gehouden worden met zijn jonge leeftijd en het parcours dat hij heeft afgelegd, het zo is dat hij alleszins graag en vaak seksuele betrekkingen heeft met mannen.

Ter terechtzitting van 26 augustus 2024, alwaar verzoekers zaak als laatste werd behandeld om tegemoet te komen aan het verzoek om de zaak achter gesloten deuren te behandelen, werd verder aangegeven dat de partner van verzoeker met wie hij een romantische relatie zou hebben, aanwezig is in de zittingszaal. Verweerder, die afwezig was ter terechtzitting, heeft nagelaten enige repliek te bieden aangaande de nieuwe elementen inzake verzoekers seksuele geaardheid zoals aangevoerd in de aanvullende nota en toegelicht ter terechtzitting.

Hoewel verzoeker deze bijkomende vrees wegens zijn (homo)seksualiteit pas voor het eerst in zijn aanvullende nota heeft opgeworpen, **merkt de Raad op dat er wordt toegelicht dat hij hier pas achter gekomen is in België**. De Raad oordeelt dat gelet op zijn **minderjarige leeftijd** bij **aankomst** en **jeugdige leeftijd** op **heden** de door verzoeker aangevoerde elementen in de huidige stand van de rechtspleging kunnen **volstaan ter verschoning** van zijn nalatigheid zijn seksuele geaardheid eerder te vermelden tijdens de administratieve procedure.

De Raad is van oordeel dat het **voormelde nieuw element onderzocht dient te worden door het CGVS**. In casu acht de Raad aldus een verder en gedegen onderzoek naar deze opgeworpen homoseksuele betrekkingen en ontwikkeling/beleving van verzoekers seksuele geaardheid aangewezen en dit **in het licht van een afdoende onderzoek naar een (gepercipieerde) verwestering** met inachtneming van de overige voorliggende concrete elementen in dit verband.

Daarnaast wijst de Raad op het belang van een **globale beoordeling** door het CGVS. Verweeders oordeel dat de door verzoeker voorgehouden problemen met de taliban voor zijn vertrek uit Pakistan ongeloofwaardig zouden zijn, sluiten niet uit dat verzoeker actueel een gegronde vrees voor vervolging aannemelijk zou kunnen maken in Afghanistan omwille van zijn individuele omstandigheden, met name zijn (al dan niet lang) verblijf in Pakistan, zijn destijds minderjarige leeftijd bij vertrek, zijn vermeende seksuele geaardheid en zijn verblijf en activiteiten van meer dan twee jaar in België.

De Raad stelt in casu vast dat, niettegenstaande verweerder in de bestreden beslissing tevens verzoekers levensomstandigheden in Afghanistan en Pakistan en zijn netwerk aldaar mee in rekening heeft gebracht, **bij de beoordeling van verzoekers (vermeende) verwestering tevens de nadruk wordt gelegd op de bevindingen uit**

het verslag van 3 april 2024 van de New Media Unit van het CGVS inzake een onderzoek naar de sociale media van verzoeker teneinde te concluderen dat verzoeker geen risico op vervolging vanwege een (gepercipieerde) verwestering aannemelijk maakt. In de bestreden beslissing wordt er verwezen naar de COI Focus "België- Afghaanse bendes en sociale media" van 11 september 2023 en aangestipt dat uit onderzoek van verzoekers sociale media blijkt dat op verzoekers sociale mediaprofielen kenmerken zichtbaar zijn die eigen zijn aan de subcultuur van de Afghaanse bendes. Er wordt gesteld dat verzoeker handgebaren maakt zoals het opsteken van zijn wijsvinger of het maken van een vuist en hij emoji's/tags gebruikt die binnen deze subcultuur gangbaar zijn en de personen waarmee hij interageert op TikTok alsook personen uit zijn breder onlinenetwerk veelal dezelfde kenmerken vertonen. In de bestreden beslissing wordt er verder geoordeeld dat daargelaten het gegeven dat er op verzoekers sociale media verschillende foto's en video's zijn terug te vinden waarin hij kenmerken vertoont die eigen zijn aan de subcultuur van Afghaanse bendes dit niet volstaat om te besluiten dat hij lid is van een Afghaanse criminele bende, uit de beschikbare informatie echter blijkt dat de Afghaanse bendes sterk verweven zijn met de traditionele Afghaanse cultuur. Verzoekers activiteiten op sociale media bevestigen volgens het CGVS dan ook dat er niet kan worden aangenomen dat hij, na een verblijf van bijna twee jaar in België, totaal vervreemd zou zijn van de Afghaanse waarden en normen waarin hij is opgegroeid en zich deze niet meer eigen zou kunnen maken bij terugkeer, integendeel.

Evenwel oordeelt de Raad dat in de huidige stand van zaken **niet** zonder meer kan **voorbijgegaan** worden aan de thans **bijkomend** bijgebrachte **actuelere elementen** zoals hierboven aangehaald inzake verzoekers seksuele geaardheid en (vermeende) verwestering die samen met de reeds aanwezige gegevens een globalere, zorgvuldige afweging vereisen. Bovendien moet aangestipt worden dat verzoeker slechts vijftien jaar oud was bij aankomst in België en hij tijdens zijn ontwikkeling als adolescent, een cruciale levensfase, vatbaar is voor externe invloeden waarbij geen abstractie kan worden gemaakt van het gegeven dat hij zijn een deel van zijn vormende jaren doorgebracht heeft in België die essentieel zijn in het vormen van een wereldbeeld en het aannemen van waarden en normen waarbij eigenheid, zelfbewustzijn en persoonlijke relaties een grote rol spelen.

Uit het voorgaande is gebleken dat er voor verzoeker een aantal concrete elementen voorliggen die een impact kunnen hebben op de beoordeling van de beschermingsnood van verzoeker, doch dat de in de huidige fase van de procedure voorliggende elementen de Raad onvoldoende toelaten om een compleet en correct beeld te krijgen deze omstandigheden, zodat het ook niet mogelijk is om een beoordeling te maken van het risico bij een terugkeer. Essentiële elementen ontbreken. De Raad vernietigt de bestreden beslissing.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Rejet

acte attaqué

REFUS DE VISA ETUDIANT

composition du siège

1 juge

Visa étudiant – établissement public – détournement de procédure - Motif sur la régression dans les études / incohérence du projet est OK -> Réf aux §§ 48, 53 et 54 de l'arrêt Perle : « *Les incohérences du projet d'étude du demandeur peuvent [...] constituer une des circonstances objectives participant au constat d'une pratique abusive* » - Motif sur l'abandon du cursus actuel au PO et sur la régression du projet d'études est valable au regard de cet arrêt – l'intérêt pour l'enseignement en Belgique manifesté dans la lettre de motivation ne le contredit pas – rejet.

« 3.5. Sur la seconde branche du 2^{ème} moyen, et les 3^{ème} et 4^{ème} moyens, réunis

3.5.1. La CJUE a précisé ce qui suit :

"48 S'agissant des circonstances permettant d'établir le caractère abusif d'une demande d'admission, il y a lieu de souligner que, dans la mesure où, à la date de l'introduction de la demande d'autorisation de séjour, le ressortissant de pays tiers n'a, par hypothèse, pas encore commencé le cycle d'études identifié dans cette demande et, par conséquent, ne peut avoir eu la possibilité de concrétiser son intention de suivre, à titre d'activité principale, un cycle d'études à plein temps menant à l'obtention d'un titre d'enseignement supérieur reconnu par cet État membre, une demande d'admission ne saurait être rejetée que si ce caractère abusif ressort de manière suffisamment manifeste de l'ensemble des éléments pertinents dont les autorités compétentes disposent pour évaluer cette demande. [...]

53 Les incohérences du projet d'étude du demandeur peuvent [...] constituer une des circonstances objectives participant au constat d'une pratique abusive, au motif que la demande de celui-ci tend, en réalité, à d'autres fins que la poursuite d'études, pour autant que ces incohérences revêtent un caractère suffisamment manifeste et qu'elles soient appréciées à la lumière de toutes les circonstances spécifiques du cas d'espèce. Ainsi, une circonstance qui peut être considérée comme étant ordinaire au cours d'études supérieures, telle qu'une réorientation, ne saurait suffire à elle seule pour établir que le ressortissant de pays tiers ayant introduit une demande d'admission à des fins d'études est dépourvu d'une intention réelle d'étudier sur le territoire de cet État membre. De la même manière, la seule circonstance que les études envisagées ne soient pas directement en lien avec les objectifs professionnels poursuivis n'est pas nécessairement indicative d'une absence de volonté de suivre effectivement les études justifiant la demande d'admission.

54 Cela étant, il importe de souligner que, dès lors que les circonstances permettant de conclure au caractère abusif d'une demande d'admission à des fins d'études sont nécessairement propres à chaque cas d'espèce, comme cela a été relevé au point 47 du présent arrêt, une liste exhaustive des éléments pertinents à cet égard ne saurait être établie. Partant, le caractère éventuellement abusif d'une demande d'admission à des fins d'études ne saurait être présumé au regard de certains éléments, mais doit être évalué au cas par cas, à l'issue d'une appréciation individuelle de l'ensemble des circonstances propres à chaque demande".

3.5.2. Dans l'acte attaqué, la partie défenderesse relève que « *plusieurs incohérences manifestes ressortent en ce qui concerne le projet d'études même envisagé par l'intéressé et sa maîtrise de celui-ci* ».

Elle précise à cet égard ce qui suit :

- « *le projet d'études de l'intéressé est imprécis et constitue une réorientation et une régression du niveau d'études, qu'il ne justifie pas assez ; qu'ainsi, l'intéressé déclare au sein de sa lettre de motivation que pour l'année académique 2023-2024 il a obtenu une admission au sein du Centre d'enseignement supérieur Namurois en vue de suivre une formation de type bachelier en optométrie ; qu'il appert de ses déclarations au sein de son questionnaire études que pour l'année académique 2022-2023, il suit les cours en deuxième année dans la formation de biologie des organismes animaux au sein de l'université de Douala; qu'à aucun moment il n'explique son envie d'abandonner son cursus actuel en vue de venir régresser du niveau d'études et de se réorienter dans une formation qui d'après sa lettre de motivation aurait un lien étroit avec les études antérieures* »,

- « en outre, le projet d'études de l'intéressé reste imprécis en ce qu'il ne parvient pas à expliquer au sein de son questionnaire études, les démarches qu'il aurait entreprises afin d'obtenir son admission et qu'il ignore les débouchés offerts par le diplôme d'optométrie à l'issue de la formation se contentant de citer au sein de son questionnaire études : " responsable medico-technique (...) " »,

- « les éléments repris ci-avant mettent, au contraire, en doute la réalité du projet d'études de l'intéressé, tout comme sa maîtrise de celui-ci ».

Les constats posés dans l'acte attaqué

- se vérifient à l'examen du dossier administratif,

- se fondent sur des éléments concrets et objectifs, contrairement à ce qui est allégué par la partie requérante,

- et reposent sur une base légale claire (voir point 3.4.1.), l'acte attaqué étant fondé sur le constat, conforme à l'article 61/1/3, § 2, 5°, de la loi du 15 décembre 1980, selon lequel l'ensemble des incohérences « contredit sérieusement l'objet même de la demande de visa pour études, à savoir la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur en Belgique, et constitue un faisceau de preuves suffisant d'une tentative de détournement de procédure du visa pour études à des fins migratoires ».

Pour motiver sa décision, la partie défenderesse s'est basée sur l'ensemble des éléments concrets figurant au dossier administratif, dont notamment le « questionnaire - ASP études » et la lettre de motivation, complété ou rédigé par le requérant.

La motivation de l'acte attaqué permet au requérant de suffisamment comprendre quels éléments des documents précités ont été pris en compte pour justifier le refus de visa sollicité.

3.5.3. La partie requérante reproche en particulier à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte des « observations dans sa lettre de motivation sur choix de ses études en Belgique et le choix de son école « la Belgique est connue pour sa diversité académique, la très grande importance qu'il accorde au développement du système éducatif pour la qualité supérieure, ainsi que la reconnaissance de ses diplômes auprès des plus grandes sociétés à l'international... ».

Toutefois aucune de ces circonstances ne contredit le constat posé dans la motivation de l'acte attaqué, selon lequel

« à aucun moment il n'explique son envie d'abandonner son cursus actuel en vue de venir régresser du niveau d'études et de se réorienter dans une formation qui d'après sa lettre de motivation aurait un lien étroit avec les études antérieures ». »

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13

composition du siège

1 juge

acte attaqué

9ter non fondé

nationalité

Cameroun

dictum arrêt

Annulation

9ter non fondé + OQT - PTSD + anxio-dépression – Pertinence argumentation PR selon laquelle le fonctionnaire médecin ne pouvait écarter l’avis de la psychologue clinicienne pour la seule raison qu’elle n’est pas médecin – profession psychologue clinicien réglementée (art. 68/1 loi coordonnée 10 mai 2015 relative à l’exercice des professions des soins de santé + AR 26 avril 2019) - psychologues cliniciens disposent de compétences spécifiques entre autres psychopathologie et psychiatrie + évaluation psychologique, psycho-diagnostique – Annulation

« 2.3.2. Dans le présent cas, le premier acte attaqué est fondé sur un avis du fonctionnaire médecin, rendu le 29 septembre 2023 et joint à cette décision, qui indique, en substance, que le premier requérant souffre, entre autres, de « PTSD. Anxio-dépression », pour lesquels il bénéficie d’un « [t]raitement actif actuel » composé des médicaments « duloxetine » et « alprazolam », ainsi que d’un « [s]uivi psychologue/psychiatre ».

Cet avis conclut que les traitements et les suivis requis pour cette maladie sont disponibles et accessibles au Cameroun, pays d’origine du requérant, en manière telle que « [d]un point de vue médical, il n’y a [...] pas de contre-indication à un retour » dans ce pays.

Un examen attentif de cet avis médical montre, toutefois, que, si celui-ci indique, s’agissant de la disponibilité du traitement médicamenteux susmentionné, que « Mirtazapine est un antidépresseur agissant sur les neurorécepteurs adrénergiques et sérotoninergiques comme le duloxetine et peut être utilisé comme alternatif de celui-ci », il mentionne également, en reproduisant à cet égard un extrait d’une information livrée par la base de données MedCoi, que « mirtazapine » est « not available » (traduction libre de l’anglais : pas disponible, le Conseil souligne) », d’après les informations recueillies auprès des pharmacies « Mindily Pharmacy » située « Carrefour de l’amitié, Yaoundé » et « Provincial Pharmacy » située « Place de la Province, Yaoundé ».

En pareille perspective, c’est à juste titre que la partie requérante fait valoir que les considérations portées par l’avis susmentionné du fonctionnaire médecin :

- premièrement, reposent sur une information ne permettant pas d’établir « la disponibilité effective d’une partie du traitement administré au requérant » pour les troubles psychologiques dont il souffre,
- deuxièmement, procèdent d’une erreur manifeste d’appréciation, en ce qu’elles concluent, sur la base d’une telle information, que le traitement médicamenteux requis, entre autres, pour les troubles psychologiques dont souffre le requérant est disponible au Cameroun, en manière telle que « [d]un point de vue médical, il n’y a [...] pas de contre-indication à un retour » dans ce pays.

Ce dernier constat s’impose d’autant plus qu’aucun des documents versés au dossier administratif ne comporte l’indication que le médicament « duloxetine », faisant partie du traitement actuel du requérant, ou le médicament « mirtazapine », proposé comme alternative à ce médicament par le fonctionnaire médecin, seraient effectivement disponibles au Cameroun.

De même, c’est également à juste titre que la partie requérante soutient que la partie défenderesse ne pouvait, sans commettre d’erreur manifeste d’appréciation, ni méconnaître les dispositions visées au moyen, se fonder sur l’avis susvisé du fonctionnaire médecin, pour constater qu’« il existe un traitement adéquat dans son pays d’origine » pour la maladie dont souffre le requérant et décider, sur cette base, que « le problème médical invoqué ne peut être retenu pour justifier la délivrance d’un titre de séjour conformément à l’article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 ».

En effet, l’avis du fonctionnaire médecin reposant sur des informations ne permettant pas de conclure à la disponibilité, au Cameroun, de l’ensemble des médicaments composant le traitement des troubles psychologiques dont souffre le requérant, et n’étant donc ni adéquatement, ni suffisamment motivé en ce qu’il conclut qu’« il existe un traitement adéquat dans son pays d’origine » pour la maladie dont souffre le requérant, il en est de même du premier acte attaqué qu’il fonde.

Par ailleurs, la partie défenderesse s'étant fondée sur ce même avis, inadéquatement et insuffisamment motivé quant à la disponibilité de l'ensemble des médicaments composant le traitement des troubles psychologiques dont souffre le requérant, pour prendre le premier acte attaqué, il ne peut être considéré qu'elle s'est livrée, avant d'adopter cet acte, à un examen aussi rigoureux que possible des éléments indiquant l'existence, dans son chef, d'un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH.

2.3.3. L'argumentation développée par la partie défenderesse dans sa note d'observations, n'appelle pas d'autre analyse.

En effet, force est de constater qu'au regard des développements repris au point 2.3.2. ci-avant, la partie défenderesse ne peut être suivie, ni en ce qu'elle affirme que « la partie requérante ne conteste pas qu'elle pourra disposer d'un traitement [...] au Cameroun », ni en ce qu'elle soutient que « [l]a partie requérante n'établit [...] pas que le médecin aurait commis une erreur manifeste d'appréciation en indiquant que des traitements équivalents au traitement en cours sont disponibles au Cameroun ».

2.3.4. Il résulte de ce qui précède que le moyen, tel que circonscrit aux points 2.1.1. et 2.1.2. ci-avant est fondé et suffit à l'annulation du premier acte attaqué. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres aspects de ce moyen, ni le premier moyen, qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation de cet acte aux effets plus étendus.

2.3.5. De manière superflue, le Conseil relève, à toutes fins utiles, que ce n'est pas sans pertinence que la partie requérante fait valoir, s'agissant de ce document mentionnant, entre autres, que les troubles dont souffre le requérant l'« empêchent [...] d'avoir [...] une vie professionnelle que ce soit dans le secteur physique [...] [ou] dans le secteur non physique », que le fonctionnaire médecin « ne pouvait écarter l'avis de la psychologue clinicienne [chargée du suivi psychologique du requérant] pour la seule raison qu'elle n'est pas médecin ».

Il relève, à cet égard, que la profession de psychologue clinicien (le Conseil souligne) est réglementée par l'article 68/1 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, ainsi que par l'arrêté royal du 26 avril 2019 fixant les critères d'agrément des psychologues cliniciens ainsi que des maîtres de stage et services de stage, et que ces dispositions prévoient explicitement que les psychologues cliniciens disposent de compétences spécifiques (le Conseil souligne), entre autres, dans le domaine de la « psychopathologie et psychiatrie » et de l'« évaluation psychologique, psycho-diagnostique et [de la] psychométrie ».

[...] ».

CCE arrêt 312572 du 05/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Congo (RDC)

dictum arrêt

Protection subsidiaire

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

"(...) le Conseil estime qu'il ressort à suffisance des informations communiquées par la partie requérante et la partie défenderesse que le Sud-Kivu, dont la ville de Bukavu, connaît actuellement une situation de conflit armé interne au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980 dès lors qu'elle se caractérise par la présence de nombreux groupes armés qui s'affrontent entre eux ou qui affrontent les forces armées nationales et/ou d'autres pays.

Lors de l'audience, la partie défenderesse se rallie à cette appréciation et informe explicitement le Conseil que la situation prévalant actuellement dans le Sud-Kivu est caractérisée par une situation de violence qui présente un caractère généralisé et aveugle; la note complémentaire qu'elle verse au dossier de la procédure le 27 août 2024 précise les sources sur lesquelles cette appréciation se base (...). Dès lors, il n'y a plus aucun débat entre les parties sur cette question de l'existence d'une violence aveugle dans la région d'origine du requérant. En d'autres termes, le degré atteint par la violence aveugle est tel que celle-ci affecte tout civil se trouvant sur le territoire où elle sévit, en sorte que s'il est établi qu'un demandeur est un civil originaire de ce pays ou de cette région, il doit être considéré qu'il encourrait un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle s'il était renvoyé dans cette région ou ce pays, du seul fait de sa présence sur le territoire de ceux-ci, sans qu'il soit nécessaire de procéder, en outre, à l'examen d'autres circonstances qui lui seraient propres (voy. dans le même sens l'arrêt du Conseil n° 301.451 du 13 février 2024).

Partant, le Conseil estime qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil originaire de cette région de la RDC y encourt, du seul fait de sa présence sur le territoire de celle-ci, un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle qui y sévit.

En l'espèce, il n'est pas contesté que le requérant est un civil au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, qu'il est de nationalité congolaise et qu'il originaire de Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu.

Dans l'acte attaqué et la note complémentaire dont question ci-dessus, la partie défenderesse soutient néanmoins, pour diverses raisons qu'elle énumère, que le requérant pourrait se réinstaller dans une autre région du Congo, comme Kinshasa ou Lubumbashi.

(...) En l'espèce, la partie défenderesse fait valoir qu'une réinstallation du requérant dans une autre région du Congo, comme à Kinshasa ou à Lubumbashi, est possible. Elle pointe à cet égard que le requérant a suivi des études supérieures à Lubumbashi, qu'il exerçait la profession d'infirmier, que son épouse a suivi des études de médecine à Lubumbashi et à Kinshasa, et qu'il comprend ou parle plusieurs langues.

Le Conseil estime, pour sa part, qu'il n'est pas raisonnable d'attendre du requérant qu'il s'installe à Kinshasa ou dans une autre région du Congo. En effet, il ressort de ses déclarations qu'il est né et a grandi à l'Est du Congo et n'a jamais vécu de manière régulière et continue dans une autre partie de son pays. De plus, les membres de sa famille encore en vie résident toujours à l'Est du Congo. Enfin, le requérant ne dispose actuellement d'aucune attache réelle et d'aucune ressource matérielle à Kinshasa ou dans une partie du Congo, et la seule circonstance qu'il ait été amené à vivre à l'étranger dans le cadre bien particulier de ses études ne suffit pas à démontrer qu'il pourrait raisonnablement s'installer ailleurs que dans sa région de provenance. Enfin, les problèmes psychologiques du requérant, attestés par de nombreux documents, manifestent sa vulnérabilité particulière qui empêche raisonnablement une installation ailleurs en RDC.

Le Conseil estime dès lors que la partie défenderesse reste en défaut de démontrer qu'il existe, pour le requérant, une alternative raisonnable d'installation ; ainsi, l'article 48/5, § 3 de la loi du 15 décembre 1980 ne peut pas trouver à s'appliquer au cas d'espèce.

Au vu des développements qui précèdent, il est donc établi qu'en cas de retour dans sa région d'origine, le requérant serait exposé à un risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980."

CCE arrêt 312448 du 04/09/2024

procédure CCE

Annulation

nationalité

Indéfini

composition du siège

1 juge

acte attaqué

REFUS DE VISA

nationalité

Guinée

dictum arrêt

Annulation

Refus de visa humanitaire – 1. Faits : enfant (15 ans) adoptive de réfugiée mais l'adoption n'a pas été reconnue par le SPF Justice, RF impossible; les visas RF ont été délivrés aux deux filles biologiques et au père – Sur l'existence d'une VF : AA : il est prétendu que l'enfant est sous la charge de sa tutrice depuis peu après la naissance mais le jugement de tutelle ne date que de 2015; pas de preuve de contacts réguliers, de soutien financier; prouve pas que l'enfant est isolée au PO - CCE rappelle la JP de la CourEDH qui valide l'existence d'une VF en l'absence d'un lien de consanguinité ou parenté entre des enfants mineurs et un tiers : relation familiale *de facto* : // *Moretti et Benedetti c. Italie* : VF entre enfant et famille d'accueil alors que la mère est encore en vie – si le lien familial n'est pas légalement établi au regard du droit belge, il n'en demeure pas moins que le jugement de tutelle/adoption est reconnu en droit guinéen et est donc susceptible de participer à l'établissement de l'existence d'une VF *de facto* ayant pris cours *a minima* en mai 2015 => Il importe peu qu'aucun élément au dossier ne démontre que cette VF existe depuis 2007 – si la disparition du père n'est pas établie, le jugement constate qu'il l'a abandonnée après la naissance – vu les visas délivrés à tous les autres membres de la famille, la pupille se retrouvera isolée en Guinée – PD n'a pas valablement pris en considération ces éléments qui sont autant d'indices tendant à démontrer l'existence d'un lien familial *de facto* – annulation.

« [représentation OK (jugement de tutelle et la PD ne prétend pas que le droit guinéen ne permettrait pas la représentation par les tuteurs ; territorialité art 8 CEDH OK : mère adoptive qui réside en Belgique est la seule véritable destinataire de la décision de refus de visa (CourEDH Mugenzi c. France) ; macro 8 CEDH]

4.4.3. En l'espèce, l'enfant mineure au nom de laquelle agissent les parties requérantes a introduit une demande de visa humanitaire en vue de rejoindre la seconde partie requérante en Belgique, dès lors qu'elle est présentée comme étant sa tutrice, en vertu d'un jugement de tutelle du 6 mai 2015.

Ce jugement précise ce qui suit :

« Attendu que la requérante Madame [A.C.] que c'est dans l'intérêt de sa fille [B.T.] qui a été abandonné[e] par son Père après quelques mois de sa naissance qu'elle confie la tutelle à Monsieur [S.T.T.] et son épouse Madame [T.] née [M.'M.D.T.], grande sœur du Père Biologique de l'Enfant [B.] porté disparu ;

Attendu que Monsieur [S.T.T.] et son épouse Madame [M.'M.D.T.] ont librement accepté la tutelle de sa Fille [B.T.] pour laquelle il [*sic*] nourrit [*sic*] une profonde affection ;

Attendu que Monsieur [S.T.T.] et son épouse Madame [M.'M.D.T.] adoptent entièrement la fille [B.] en lui donnant leurs [*sic*] filiation avec le consentement de la maman, Biologique de la fille Madame [A.C.] ».

Il ressort également du courrier accompagnant la demande de visa humanitaire introduite le 26 juin 2023 que la seconde partie requérante avait fait valoir de nombreux éléments afin d'étayer la réalité d'une vie familiale *de facto* avec sa pupille. Elle évoquait à cette occasion ce qui suit :

« La requérante [T.B.T.], âgée de 15 ans, est née suite à une relation hors mariage entre Monsieur [A.M.T.], petit frère de Madame [T.M.M.D.] et Madame [A.C.].

Elle a ensuite été confiée à Madame [T.M.M.D.] et son mari Monsieur [T.S.T.].

Madame [T.M.M.D.] et Monsieur [T.S.T.] ont décidé de s'occuper de [B.T.] comme leur propre fille. Depuis lors, un lien d'attachement fille-mère existe entre [B.T.] et Madame [T.M.M.D.], qui la considère comme sa fille a[î]née et comme si elle était sa fille biologique.

En fait, comme indiqué dans le jugement de tutelle du 06 mai 2015 en annexe au dossier, Madame [T.M.M.D.] et son mari Monsieur [T.S.T.] ont adopté [B.T.].

[B.T.] a toujours fait partie du ménage et elle a toujours vécu avec sa mère adoptive, Madame [T.M.M.D.] (ref. Attestation de composition de famille et les photos de famille).

Dans la composition familiale du questionnaire de l'Office des étrangers du 24.04.2019, Madame [T.M.M.D.] indique [B.T.] comme son propre enfant (ref. Déclarations à l'Office des étrangers).

Lors de son audition à l'Office des étrangers en date du 26.01.2021, Madame [T.M.M.D.] indique « j'ai 3 filles [[B.T.], [K.T.], et [S.T.) et un garçon [M.] » (ref. Questionnaire Office des étrangers, p.2).

Lors de l'entretien personnel au CGRA du 02.12.2021 Madame [T.M.M.D.] à la question « Votre fille a[î]née avait quel âge quand vous êtes partie ? », Madame [T.M.M.D.] répond : « 12 ans », (ref. Questionnaire CGRA, p. 13). D'après sa date de départ et l'âge répondu, il s'agit de [B.], qui est sa première fille.

Dès lors, vous pouvez constater que Madame [T.M.M.D.] a toujours considéré [B.T.] comme son propre enfant.

[B.T.] a toujours vécu au sein de la même cellule familiale avec des liens forts d'interdépendance.

Le fait d'avoir été adoptée ne modifie aucunement les liens affectifs qu'elle a avec sa famille adoptive avec qui elle a toujours vécu. Si elle ne rejoint pas la famille en Belgique, il sera très difficile pour eux de se revoir et impossible de conserver une unité familiale.

[B.T.] est dépendante de Madame [T.M.M.D.] et Monsieur [T.S.T.] affectivement comme financièrement.

De plus, au niveau de l'entourage familial, elle n'a personne qui peut s'occuper d'elle si elle reste en Guinée ».

Enfin, un document intitulé « attestation de composition de famille », établi le 5 mai 2023 par un officier de l'état civil de la ville de Conakry, produit à l'appui de la demande de visa susmentionnée, indique ce qui suit :

« Monsieur [S.T.T.] (Père), [...] Madame [M.M.D.T.] (Mère), [...] ; [B.T.T.] (1^{er} enfant), [S.T.T.] (2^{ème} enfant), [K.T.T.] (3^{ème}), [M.T.T.] (4^{ème}) constituent une famille suivant la Coutume, dont Monsieur [S.T.T.] est le chef de famille ».

4.4.4. Par ailleurs, il ressort de la jurisprudence de la Cour EDH que, dans des cas très exceptionnels, l'existence d'une vie familiale est admise, lorsqu'il n'existe aucun lien de consanguinité ou aucun autre lien de parenté entre des enfants mineurs et un tiers, à savoir dans le cas où il existe une relation familiale *de facto* entre un enfant mineur et un adulte qui en prend soin mais n'est pas un parent (Cour EDH 22 avril 1997, *X., Y. et Z. contre Royaume-Uni* (GC), § 37 ; Cour EDH 12 juillet 2001, *K. et T. contre Finlande op. cit.*, § 150).

Plus particulièrement, la Cour a, en outre, été amenée, notamment dans l'affaire *Moretti et Benedetti c. Italie*, n°16318/07, du 27 avril 2010, à conclure à l'existence d'une vie familiale entre une enfant mineure et sa famille d'accueil, alors même que celle-ci-ci avait encore sa mère biologique, laquelle avait cessé de s'occuper de sa fille quelques jours après la naissance, alors que l'Etat estimait que l'existence d'un lien purement *de facto* n'entraînerait pas la protection de l'article 8 de la CEDH. La Cour avait donc considéré qu'elle ne saurait exclure que, malgré l'absence de tout rapport juridique de parenté, le lien entre les requérants relève de la vie familiale.

4.4.5. En l'occurrence, s'il se vérifie au dossier administratif que le jugement de tutelle du 6 mai 2015 (visé au point 2.1.), n'a pas été, au préalable, reconnu par l'Autorité centrale fédérale du SPF Justice en vue de produire ses effets en Belgique, et que partant la pupille des parties requérantes ne pouvait prétendre à un regroupement familial, et que le lien familial invoqué n'est pas légalement établi au regard du droit belge, il n'en demeure pas moins que ce jugement est reconnu en droit guinéen et est donc susceptible de participer à l'établissement de l'existence d'une vie familiale *de facto* ayant pris cours *a minima* en mai 2015. Il importe peu, dès lors, qu'aucun élément au dossier ne démontre que cette vie familiale existe depuis 2007.

De plus, la circonstance alléguée selon laquelle la disparition du père biologique de cette enfant ne serait pas établie n'est pas de nature à contredire le constat posé dans le jugement de tutelle, selon lequel, ce dernier l'a abandonnée à la naissance.

Force est en outre de constater que la première partie requérante, ainsi que ses autres filles mineures, se sont vu accorder des visas de regroupement familial en vue de rejoindre la seconde partie requérante, de sorte que leur pupille se retrouvera isolée en Guinée.

Aussi, au vu de ces constats et des circonstances particulières de l'espèce, telles que rappelées au point 4.4.3., le Conseil estime que la partie défenderesse n'a pas valablement pris en considération ces éléments qui sont autant d'indices tendant à démontrer l'existence d'un lien familial *de facto* entre les parties requérantes et leur pupille.

Partant, le Conseil estime que la partie défenderesse ne pouvait raisonnablement considérer que le lien familial allégué n'était pas établi au motif que « *l'intéressée allègue être sous la charge de Madame [M.D.T.] regroupante depuis 2007 que cependant le jugement de tutelle date de 2015; qu'aucun document officiel ne démontre que la requérante a fait partie de la cellule familiale de Madame [M.D.T.] depuis 2007 ; que l'intéressée ne produit aucune preuve d'échange personnel avec sa tutrice; qu'elle ne démontre pas entretenir des contacts réguliers et constants avec elle ; que la requérante ne prouve pas que Madame [M.D.T.] constitue un soutien financier substantiel, notamment par la preuve de versements réguliers d'argent en sa faveur ; que bien que le dossier contient un courrier signé par Madame [S.C.] psychologue, cette lettre n'a aucun cachet qui atteste de l'identité de l'auteur du document, que par conséquent ce courrier a une force probante trop limitée pour tenir compte de l'authenticité du contenu ; qu'en outre, l'intéressée ne démontre pas être isolée dans son pays de résidence, à savoir la Guinée ; qu'en effet aucun document officiel n'atteste de la disparition du père de la requérante, qu'au contraire la regroupante Madame [M.D.T.] lors de son entretien au CGRA du 24 avril 2019 a déclaré que son frère [M.T.] réside à Conakry, que de ce fait [l'enfant mineure au nom de laquelle agissent les parties requérantes] ne prouve pas qu'elle ne puisse bénéficier actuellement de l'accompagnement et du soutien d'une partie de sa famille ».*

4.4.6. L'argumentation développée par la partie défenderesse dans sa note d'observations n'est pas de nature à renverser les constats qui précèdent, puisqu'il ressort des lignes qui précèdent que la partie défenderesse est restée en défaut d'apprécier correctement la vie familiale existant *de facto* entre les parties requérantes et leur pupille. »

CCE arrêt 312346 du 03/09/2024

procédure CCE

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 13sexies

composition du siège

1 juge

acte attaqué

ANNEXE 13septies

nationalité

Serbie

dictum arrêt

Rejet

Annexes 13septies + 13sexies (3ans) – PR : violation art 6 CEDH – droits de la défense – art 40 Constit - impossibilité respecter cdt libération (cdt résidence) - CCE : contestations PR de nature purement administrative et non juridictionnelle + n'identifie pas disposition qui interdirait à la PD d'adopter une mesure d'éloignement constatant l'illégalité du séjour de la PR, et ce malgré les conditions mises à sa libération en attendant son jugement – possibilité de se faire représenter par un avocat suffit en principe à assurer les droits de la défense - rien ne démontre que l'OQT soit en voie d'être exécuté et que la PR doive effectivement quitter le territoire *in concreto* + en cas d'exécution de l'OQT, il lui appartiendra de le contester via la procédure de suspension EU au cours de laquelle le CCE devra se prononcer sur la compatibilité de l'exécution de l'OQT avec les conditions de sa mise en liberté - rejet

« 5.7.1. S'agissant de la violation alléguée de l'article 6 de la CEDH et des droits de la défense en matière pénale, le Conseil rappelle qu'aux termes de la jurisprudence administrative constante, les contestations qui portent sur des décisions prises en exécution de la loi du 15 décembre 1980, ne se rapportent ni à un droit civil, ni à une accusation en matière pénale, et sont de nature purement administrative et non juridictionnelle, de sorte qu'elles n'entrent en principe pas dans le champ d'application de cette disposition.

En tout état de cause, le Conseil observe que la partie requérante reste en défaut d'identifier la disposition légale ou réglementaire qui interdirait à la partie défenderesse d'adopter une mesure d'éloignement constatant l'illégalité du séjour de la partie requérante, et ce malgré les conditions mises à sa libération en attendant son jugement. La partie requérante reste en défaut d'expliquer en quoi cette circonstance entraînerait l'illégalité des actes attaqués, de sorte que son argument n'est pas pertinent, en l'espèce. Le Conseil rappelle qu'il ne lui appartient pas de juger de la pertinence ou de l'opportunité d'une décision, mais n'en contrôle que la légalité.

5.7.2. Ensuite, s'agissant d'une éventuelle procédure pénale ultérieure, en ce que la partie requérante invoque une violation de ses droits de la défense, le Conseil rappelle que la Cour constitutionnelle a, dans son arrêt n° 112/2019 du 18 juillet 2019, jugé que « La possibilité qu'a un prévenu de se faire représenter par un avocat suffit en principe à assurer les droits de la défense de l'étranger qui fait l'objet d'une décision d'éloignement du territoire et qui est poursuivi devant une juridiction pénale en Belgique ». Il observe que la partie requérante ne démontre pas, en termes de recours, qu'elle ne pourrait pas se faire représenter par son avocat, dans le cadre d'une éventuelle procédure pénale, ni solliciter la levée de l'interdiction d'entrée, attaquée, selon la procédure ad hoc le cas échéant. Elle ne démontre pas, non plus, que la présence de la partie requérante, en personne, serait requise.

5.7.3. En outre, la partie requérante soutient que le premier acte attaqué viole l'article 40 de la Constitution et que la Chambre des mises en accusation a ordonné sa remise en liberté sous conditions et qu'elle ne pourrait respecter ces conditions si l'ordre de quitter le territoire venait à être exécuté.

A cet égard, le Conseil constate que l'une des conditions de la mise en liberté de la partie requérante est de « Résider effectivement à [Charleroi] et ne changer de résidence que moyennant l'accord préalable et écrit des autorités judiciaires compétentes ». Néanmoins, rien ne démontre que l'ordre de quitter le territoire soit en voie d'être exécuté et que la partie requérante doive effectivement quitter le territoire *in concreto*.

En cas d'exécution de l'ordre de quitter le territoire, il lui appartiendra de le contester via la procédure de suspension d'extrême urgence au cours de laquelle le Conseil devra se prononcer sur la compatibilité de l'exécution de l'ordre de quitter le territoire avec les conditions de sa mise en liberté ».

CCE arrêt 312424 du 03/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

Verzoeker werd in **Zweden erkend** als **vluchteling**. Hij stelt hier niet over een geldige verblijfstitel te beschikken en verwijst naar landeninformatie waaruit blijkt dat zijn verblijfstitel als vluchteling maar drie jaar geldig was en nadien verlengd diende te worden. Hij merkt tevens op dat de vluchtelingenstatus kan worden ingetrokken in geval van een lang verblijf in een ander land.

De Raad verwijst naar HvJ *Ibrahim e.a./Bundesrepublik Deutschland* en gaat de beschikbare landeninformatie na met betrekking tot de situatie van statushouders in Zweden.

Uit de vermelde informatie over de situatie in Zweden kan volgens de Raad niet worden afgeleid dat de bescherming die wordt geboden aan personen die daar internationale bescherming heeft bekomen, niet effectief of voldoende zou zijn, noch dat alle statushouders bij een terugkeer naar Zweden zullen terechtkomen in een toestand van zeer verregaande materiële deprivatie. Er kan niet worden geconcludeerd dat de levensomstandigheden van begunstigen van een internationale beschermingsstatus in Zweden zodanig zijn dat deze begunstigen, als zij naar daar zouden terugkeren, geconfronteerd zouden worden met een reëel risico om terecht te komen in een toestand van zeer verregaande materiële deprivatie waartegenover de Zweedse autoriteiten onverschillig (zouden) staan. Zoals reeds aangehaald heeft het Hof van Justitie evenwel geoordeeld dat niet volledig worden uitgesloten dat een verzoeker kan aantonen dat er sprake is van buitengewone omstandigheden die specifiek hemzelf betreffen en die ertoe kunnen leiden dat hij, bij terugzending naar de lidstaat die hem reeds internationale bescherming heeft toegekend, wegens zijn bijzondere kwetsbaarheid, wordt blootgesteld aan een risico op een behandeling die strijdig is met artikel 4 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

(...)

In casu blijkt dat verzoeker **onder bewind is gesteld in België** door de vrederechter en dat hij te kampen had met ernstige psychologische problemen. Uit de bestreden beslissing **kan niet blijken dat voldoende rekening werd gehouden met verzoekers ernstige psychologische problemen** waarvoor hij behandeld wordt door een psychiater noch met de omstandigheid dat voor verzoeker een gerechtelijke beschermingsmaatregel werd genomen en een bewindvoerder voor zijn persoon en goederen werd aangesteld door de vrederechter. Er wordt immers wel naar verwezen in het kader van de bijzondere procedurele noden, maar bij het onderzoek van de door verzoeker aangehaalde elementen die de niet-ontvankelijkheid van de verzoeker in weg zouden kunnen staan, wordt de beslissing van de vrederechter zelfs niet vermeld. (...) Nochtans blijkt uit de aanstelling van verzoekers advocaat als zijn bewindvoerder en uit de bewoordingen van deze beslissing dat verzoeker onbekwaam wordt geacht om zelf zijn woonplaats te kiezen en hiervoor dus onder toezicht staat van zijn bewindvoerder en de vrederechter en dat een gerechtelijke beschermingsmaatregel noodzakelijk werd geacht op grond van een medisch attest. Hieruit blijkt minstens dat **verzoeker niet zelfredzaam is en dat bij hem sprake is van ernstige psychologische problemen en een bijzondere kwetsbaarheid**.

De commissaris-generaal heeft in de bestreden beslissing op geen enkele wijze rekening gehouden met de beslissing van de vrederechter om verzoekers advocaat aan te stellen als diens bewindvoerder bij de beoordeling van de individuele elementen die de niet-ontvankelijkheid van zijn verzoek in de weg zouden kunnen staan en het vermoeden dat zijn grondrechten in de lidstaat waar hij internationale bescherming heeft gekregen in geval van terugkeer naar deze lidstaat zullen geëerbiedigd worden zouden kunnen weerleggen. Hieruit blijkt reeds dat het **onderzoek** van de **ontvankelijkheid** van het verzoek **niet met de vereiste zorgvuldigheid is gebeurd**.

Verder kan de commissaris-generaal evenmin volstaan met te stellen dat verzoekers medische problematiek volgt uit de "eventuele beperkingen van het gezondheidsstelsel in deze lidstaat op zich. Als dusdanig behoort dit aspect echter niet tot de bevoegdheden van het Commissariaat-generaal en dient u zich te beroepen op de geëigende procedure". De Raad verwijst naar rechtspraak van het Hof van Justitie waaruit blijkt dat medische en psychologische problemen van een verzoeker kunnen resulteren in een bijzondere kwetsbaarheid waardoor hij bij terugzending naar de lidstaat die hem reeds internationale bescherming heeft toegekend, wegens die kwetsbaarheid, wordt blootgesteld aan een risico op een behandeling die strijdig is met artikel 4 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie. (...) **Gelet op de bijzondere kwetsbaarheid van verzoeker**, zoals deze in casu reeds is gebleken uit de aanstelling van een

bewindvoerder en het medisch attest van zijn psychiater, waarvan de commissaris-generaal ook in kennis was gesteld en waarvan zij dus op de hoogte was op het ogenblik van de bestreden beslissing, kan de conclusie in de bestreden beslissing dat "in het licht van uw toegang tot de overige aspecten van het alledaagse leven in Zweden, kan er dan ook niet zomaar vanuit worden gegaan dat u, bij terugkeer naar Zweden, geen toegang zou hebben tot adequate medische en psychologische begeleiding" in de actuele stand van zaken, zonder verder onderzoek, gezien de specifieke situatie waarin verzoeker zich bevindt en gelet op de implicaties van de beslissing van de vrederechter waaruit blijkt dat voor verzoeker een bewindvoerder is aangesteld en dat hij behalve indien vertegenwoordigd door zijn bewindvoerder en met toestemming van de vrederechter, zelfs niet bekwaam is zijn woonplaats te kiezen, **geenszins** worden **bijgetreden**.

Voorts stelt de Raad vast dat uit het ter terechtzitting neergelegde vonnis blijkt dat op vraag van het openbaar ministerie door de vrederechter een beschermingsmaatregel werd bevolen waarbij verzoeker in **observatie** werd geplaatst in de **psychiatrische kliniek** omdat verzoeker door zijn pathologie en het gedrag dat dit met zich meebrengt zijn eigen gezondheid en de veiligheid van anderen in gevaar brengt en dat deze maatregel maximaal 40 dagen kan duren ingevolge artikel 11 van de wet van 26 juni 1990.

Uit de door beide partijen bijgebrachte landeninformatie blijkt verder dat de **verblijfsvergunning** van een persoon die internationale bescherming heeft verkregen in Zweden voor de wetswijzing die in 2021 in werking trad **in beginsel permanent was maar toch kon worden ingetrokken als een persoon lang tijd in een ander land verbleef** (AIDA/ECRE, p. 114). **Het antwoord van de Zweedse autoriteiten opgenomen in het administratief dossier stelt weliswaar dat aan verzoeker een permanente verblijfsvergunning werd uitgereikt die nog steeds geldig is, maar vermeldt als datum 28 juli 2021.** Zoals terecht aangestipt in het verzoekschrift verliet verzoeker Zweden in 2017 en verblijft hij dus al minstens zeven jaar niet meer in deze lidstaat, zodat **minstens** dient te worden **geverifieerd of** verzoekers **verblijfsvergunning** drie jaar na het laatste antwoord van de Zweedse autoriteiten **nog steeds geldig** is. Nog daargelaten de vraag naar de geldigheid van zijn verblijfsvergunning kan verder niet voorbijgegaan worden aan het feit dat voor verzoeker een bewindvoerder werd aangesteld en dat verzoeker **onbekwaam** is om zijn eigen woonplaats te kiezen. Er liggen geen gegevens voor waaruit kan blijken dat een einde zou zijn gesteld aan het mandaat van de bewindvoerder die werd aangesteld door de beslissing van de vrederechter van 11 mei 2022. Daarbij dient in het bijzonder ook rekening te worden gehouden met het recente vonnis van de vrederechter waarin wordt gesteld dat verzoeker een gevaar is voor zijn eigen veiligheid en die van anderen. Uit niets kan blijken dat de commissaris-generaal zich heeft **geïnformeerd** bij de Zweedse autoriteiten **of de in België ten aanzien van verzoeker genomen gerechtelijke beschermingsmaatregelen die erop gericht zijn verzoeker tegen zichzelf te beschermen alsook derden tegen verzoeker te beschermen ook in Zweden zullen worden genomen ten aanzien van verzoeker.** Ook in zijn aanvullende nota gaat de commissaris-generaal beperkt zij zich tot een algemene verwijzing naar het AIDA/ECRE rapport en gaat zij op geen enkele wijze in op de bijzondere en specifieke juridische situatie van verzoeker.

Er kan, gelet op de specifieke kwetsbaarheid van verzoeker als gevolg van zijn ernstige psychiatrische problematiek en zijn totale gebrek aan zelfredzaamheid, en de bijgebrachte landeninformatie met betrekking tot de geldigheid en intrekking van verblijfsvergunningen van statushouders in Zweden en verzoekers langdurige afwezigheid uit Zweden, in de huidige stand van zaken niet uitgesloten worden dat verzoeker in geval van terugkeer, buiten zijn wil en persoonlijke keuzes om, kan terechtkomen in een toestand van achterstelling met negatieve gevolgen voor zijn reeds precaire psychische gezondheid en/of die onverenigbaar is met de menselijke waardigheid in het licht van artikel 4 van het Handvest.

De Raad oordeelt dat een nader onderzoek naar de situatie van verzoeker in geval van terugkeer naar Zweden zich opdringt en vernietigt de bestreden beslissing.

CCE arrêt 312417 du 03/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Somalie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

VIB ingediend als **niet-begeleide minderjarige**; thans nog minderjarig (17).

De Raad verwijst naar landeninfo mbt **risico op rekrutering voor kinderen en jongeren** en wijst op de volatiele veiligheidssituatie in de regio Lower Shabelle (verzoekers afkomst wordt niet betwist.)

Voortdurende conflicten vormen verhoogd risico dat Al Shabaab nieuwe rekruten nodig heeft.

Gedwongen rekrutering in hoofde van kinderen = vervolgingsdaad. EUAA stelt dat individueel onderzoek zich opdringt, rekening houdend met risicobepalende factoren.

CGVS heeft **onvoldoende onderzoek** gevoerd naar toekomstig risico op (gedwongen) rekrutering door Al-Shabaab.

Hierbij moet rekening worden gehouden met (i) de objectieve landeninformatie, waaruit blijkt dat kinderen en jongeren de voornaamste doelgroep van rekrutering door Al-Shabaab vormen en dat de regio Lower Shabelle één van de drie meest getroffen gebieden uitmaakt; (ii) de objectieve landeninformatie, waaruit blijkt dat de regio Lower Shabelle een grote aanwezigheid van Al-Shabaab kent, evenals een grote militaire aanwezigheid van andere groepen, en waarbij het bestaan van voortdurende en stijgende confrontaties tussen deze groepen een verhoogd risico kan meebrengen dat Al-Shabaab nieuwe rekruten nodig heeft; (iii) de individuele omstandigheden van verzoekers zaak, in het bijzonder zijn jonge leeftijd, het behoren tot het mannelijke geslacht en zijn herkomstregio in de regio Lower Shabelle.

Een bijkomend onderzoek naar de impact van verzoekers clanaffiliatie en diens houding ten overstaan van Al-Shabaab kan aangewezen zijn. In zoverre een toekomstig risico op (gedwongen) rekrutering aannemelijk zou worden bevonden, dringt er zich tevens een onderzoek op naar de vraag of verzoeker zich van voormeld risico kan ontheven door zich elders in Somalië te vestigen en of in zijn specifieke situatie redelijkerwijze kan worden verwacht dat hij dit doet.

De commissaris-generaal was niet vertegenwoordigd ter terechtzitting, zodat ook geen inzicht kon worden geboden in diens standpunt met betrekking tot deze vaststellingen.

Het bovenstaande in acht genomen, dient de Raad aldus vast te stellen dat er in casu sprake is van persoonlijke omstandigheden die een impact kunnen hebben op de beoordeling van de beschermingsnood van verzoeker, doch dat de in de huidige fase van de procedure voorliggende elementen de Raad onvoldoende toelaten om een compleet en correct beeld te krijgen deze omstandigheden, zodat het ook niet mogelijk is om een beoordeling te maken van het risico bij een terugkeer.

CCE arrêt 312410 du 03/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Afghanistan

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Profiel van verzoeker - boodschappenbezorger voor *checkpoint* van ALP - wordt **niet betwist** door de commissaris-generaal.

Evenmin wordt betwist dat verzoeker Afghanistan verliet **rond de machtsovername** door de taliban, waardoor niet kan worden aangesloten dat waar verzoeker mogelijks niet aannemelijk maakt in het verleden te zijn vervolgd door de taliban er heden, in het licht van de nieuwe situatie in Afghanistan, wel een gegronde vrees voor vervolging in zijn hoofde kan worden aangenomen.

De Raad merkt op dat de commissaris-generaal in zijn analyse verschillende (risico)profielen door elkaar behandelt. Er wordt gewag gemaakt van "alle medewerkers van de voormalige overheid", van "ex-leden van het ANSF", van "medewerkers van het juridische apparaat" en van "andere ex-overheidsmedewerkers". Deze profielen kunnen evenwel niet zonder meer in één beoordeling worden gegoten, aangezien de risicoanalyse van deze profielen niet identiek zijn. Wat betreft medewerkers van de voormalige overheid, wijst de Raad erop dat enkel voor rechters, het openbaar ministerie en het voormalige rechtbankpersoneel over het algemeen een vrees voor vervolging wordt aangenomen. Voor andere overheidsmedewerkers dringt zich een individuele risicoanalyse op, waarbij rekening moet worden gehouden met risicoverhogende elementen, zoals bijvoorbeeld de overheidsdienst waarvoor men werkte, de rol en functie die men vervulde, het geslacht en persoonlijke vijandschappen (zie EUAA, "Country Guidance Afghanistan", mei 2024, p. 30-32) Wat betreft het risicoprofiel van voormalig veiligheidspersoneel, waaronder leden van de ALP, wordt in algemeen een vrees voor vervolging aangenomen (zie EUAA, "Country Guidance Afghanistan", mei 2024, p. 28-30). Dit houdt in dat, indien wordt aangetoond dat iemand lid was van de voormalige veiligheidsdiensten, het niet vereist dat er sprake is van bijkomende risicoverhogende elementen, zoals de specifieke rol of functie, de zichtbaarheid, enzovoort. Het is derhalve, voor de beoordeling van het (toekomstig) risico op vervolging onontbeerlijk om vooreerst een correcte beoordeling te maken van het risicoprofiel dat in huidige zaak voorligt.

De Raad herhaalt dat verzoeker werkzaam was als boodschappenjongen, serveerder van thee en schoonmaker in het checkpoint van de ALP en het huis van de commandant van de ALP. De **Raad ziet niet in hoe deze werkzaamheden zouden kunnen worden ondergebracht** onder het door de EUAA geformuleerde profiel van **medewerkers van de voormalige overheid**. Verzoekers werkzaamheden hadden **geen uitstaans met een overheidsdienst of een administratieve dienst**. De **Raad beschikt evenwel niet over voldoende informatie** teneinde te beoordelen of verzoekers profiel kan ressorteren onder leden van de voormalige veiligheidsdiensten, dan wel onder enig ander risicoprofiel. De door de commissaris-generaal beschikbaar gestelde landeninformatie laat niet toe een volledig en correct beeld te schetsen van het profiel van kinderen, die door de voormalige ALP werden ingezet in een ondersteunende rol, dan wel in gevechten. Zoals hierboven reeds gesteld is het voor de risicobeoordeling onontbeerlijk om een correct beeld te krijgen van verzoekers profiel. Indien het inzetten van kinderen door de voormalige veiligheidsdiensten impliceert dat deze kinderen worden geacht deel te hebben uitgemaakt van deze veiligheidsdiensten, moet worden vastgesteld dat ook kinderen die enkel in een ondersteunende rol werkzaam waren over het algemeen een gegronde vrees voor vervolging aannemelijk maken (zie supra). Indien deze kinderen niet worden geacht deel uit te maken van de voormalige veiligheidsdiensten, moet aan de hand van de beschikbare landeninformatie worden nagegaan of deze kinderen – waarvan de EUAA Country Guidance Afghanistan bevestigt dat deze bestaan – onder enig ander risicoprofiel ressorteren. (...)

De Raad merkt op dat er thans **elementen** voorliggen die mogelijks een **impact** hebben op de **toekomstgerichte beoordeling** van verzoekers vervolgingsvrees, meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

procédure CCE

Annulation

nationalité

Brésil

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

ANNEXE 21

composition du siège

1 juge

Annexe 21 – Fin de séjour RF – Plus d’installation commune – Art. 42quater §1^{er} al. 3 : « Lors de sa décision de mettre fin au séjour, le ministre ou son délégué tient compte de la durée du séjour de l’intéressé dans le Royaume, de son âge, de son état de santé, de sa situation familiale et économique, de son intégration sociale et culturelle et de l’intensité de ses liens avec son pays d’origine » - AA « Il est tenu de rappeler que travailler est une nécessité en vue de vivre décemment, le simple fait de travailler ne justifie en rien le maintien d’un titre de séjour en Belgique » - Conseil estime que cette motivation est inadéquate, en vertu de l’art. 42quater, car il revenait à la PD de prendre en compte l’activité professionnelle exercée par le requérant, attestée par les contrats de travail et les fiches de paie produits en tant qu’éléments démontrant sa situation économique, et d’expliquer la raison pour laquelle cette situation économique n’était pas de nature à faire obstacle à la fin de son droit de séjour – Violation motivation formelle – Annulation.

« En l’espèce, après avoir constaté la rupture de l’installation commune entre le requérant et son épouse, qui n’est pas contestée, la partie défenderesse a estimé, s’agissant de l’analyse de l’article 42quater, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, en particulier quant à la situation économique du requérant, que « Concernant sa situation économique, l’intéressé a produit des contrats de travail en qualité d’intérimaire accompagnés de fiches de paie. En effet, ces documents nous permettent d’attester que l’intéressé travaille bien en Belgique, mais cela ne constitue pas un élément suffisant en vue de maintenir son droit au séjour dans le Royaume. Il est tenu de rappeler que travailler est une nécessité en vue de vivre décemment, le simple fait de travailler ne justifie en rien le maintien d’un titre de séjour en Belgique ».

Cette motivation n’est pas adéquate. En effet, en vertu de l’article 42quater, § 1, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, il incombe à la partie défenderesse de prendre en compte la situation économique d’un étranger, lors de la prise d’une décision mettant fin au droit de séjour. Il revenait donc à la partie défenderesse de prendre en compte l’activité professionnelle exercée par le requérant, attestée par les contrats de travail et les fiches de paie produits en tant qu’éléments démontrant sa situation économique, et d’expliquer la raison pour laquelle cette situation économique n’était pas de nature à faire obstacle à la fin de son droit de séjour. La partie défenderesse reconnaît que le requérant travaille en Belgique mais estime que le simple fait de travailler ne justifie en rien le maintien du titre de séjour dès lors que travailler est une nécessité en vue de vivre décemment. Cette motivation ne témoigne nullement d’une réelle prise en considération de la situation économique du requérant. A la suivre, un étranger travaillant légalement sur le sol belge ne pourrait jamais se prévaloir de sa situation économique afin de voir son titre de séjour maintenu.

En se limitant aux motifs reproduits ci-dessus, la partie défenderesse n’a donc pas valablement pris en considération la situation économique du requérant, et n’a pas valablement motivé l’acte attaqué à cet égard.

2.3. Dans la note d’observations, la partie défenderesse fait valoir que « La partie défenderesse n’a commis aucune erreur manifeste d’appréciation en décidant comme elle l’a fait et a pu estimer que son travail ne lui permet pas de maintenir son droit de séjour en qualité de conjoint. Votre Conseil a déjà jugé qu’exercer une activité professionnelle ne suffit pas à empêcher la prise d’une décision mettant fin au droit de séjour en cas d’absence d’installation commune. Par ailleurs, la partie requérante peut introduire une demande de séjour sur ce fondement si elle l’estime nécessaire ». Cette argumentation ne saurait être suivie. Il appartient à la partie défenderesse de motiver l’acte attaqué d’une manière qui permette à la partie requérante de comprendre les motifs qui le fondent et de prendre en compte l’activité économique du requérant. Tel n’est pas le cas en l’espèce.

2.4. il résulte de ce qui précède que le moyen pris est fondé, en sa première branche, et suffit à emporter l’annulation de l’acte attaqué. Il n’y a pas lieu d’examiner les autres branches du moyen qui, à les supposer fondées, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus ».

CCE arrêt 312240 du 02/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Syrie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Irrec.-P.I. autre état membre UE

composition du siège

1 juge

IB in Bulgarije - AIDA "Country Report: Bulgarije. Update 2023" - individuele situatie - minderjarige kinderen - medische problematiek

De Raad analyseert de beschikbare landeninformatie (AIDA "Country Report: Bulgarije. Update 2023") en besluit dat uit de beschikbare landeninformatie blijkt dat er in Bulgarije sprake is van een precaire situatie waardoor de grootste voorzichtigheid en zorgvuldigheid zijn geboden bij de beoordeling van beschermingsverzoeken van statushouders in Bulgarije. De situatie voor statushouders in en bij terugkeer naar Bulgarije is ernstig en moeilijk, hetgeen onder andere het gevolg is van de administratieve obstakels waarmee zij worden geconfronteerd waardoor zij in zware en schrijnende levensomstandigheden kunnen terecht komen met belemmeringen inzake de toegang tot huisvesting en de bijna onbestaande beschikbaarheid van integratieprogramma's. Echter, er kan niet worden afgeleid dat de situatie van personen die er internationale bescherming hebben gekregen dermate ernstig is dat zij bij een terugkeer naar dat land a priori een reëel risico lopen om terecht te komen in een situatie van zeer verregaande materiële deprivatie waar de Bulgaarse autoriteiten onverschillig tegenover (zouden) staan en een individuele beoordeling van hun situatie niet meer nodig is.

De Raad gaat vervolgens "*alle gegevens van de zaak*" na en considereert als volgt.

Gelet op het geheel van de voorliggende elementen – met name (i) de actuele en nieuwe **landeninformatie** waaruit onder meer blijkt dat de situatie voor statushouders in en bij terugkeer naar Bulgarije erg precair kan zijn, waardoor zij kunnen terechtkomen in moeilijke en schrijnende levensomstandigheden met belemmeringen inzake de toegang tot onder andere socio-economische en medische hulp, (ii) het gegeven dat het **gezin bestaat uit vier minderjarige kinderen waarvan één geboren in 2024 te België**, (iii) het gegeven dat **minstens één minderjarig kind medisch wordt opgevolgd** en er ook **medische** problemen worden gemeld in hoofde van een **ander** minderjarig **kind** – acht de Raad een verder en gedegen onderzoek aangewezen.

De Raad meent dat essentiële elementen ontbreken en vernietigt de bestreden beslissing.

CCE arrêt 31221 du 02/09/2024

procédure CCE

Plein contentieux

nationalité

Géorgie

dictum arrêt

Annulation

acte attaqué

CG Refus de Genève + refus protection subsidiaire

composition du siège

1 juge

Verzoekster haalt enerzijds aan dat zij **problemen heeft met haar ex-echtgenoot**, die ook door haar toedoen in de gevangenis heeft gezeten. Anderzijds geeft ze aan de **Georgische maatschappij** te vrezen omwille van de seksuele **geaardheid** en **politieke overtuiging** van haar oudste **zoon**.

De Raad nuanceert de stelling van de verwerende partij dat verzoekster behoudens dat zij werd aangesproken en enkele studenten zonder enige reden de privélessen bij haar stopzetten, nauwelijks problemen zou hebben gekend omwille van de haatberichten die tegen haar en haar oudste zoon werden geuit. Te meer aangezien verzoekster twee weken nadat de geaardheid van haar oudste zoon publiek werd gemaakt, het land heeft verlaten. Ook meent de Raad, in tegenstelling tot verwerende partij, dat verzoeksters gedrag na haar vertrek uit Georgië niet in zodanige mate haar vrees ondermijnt.

De Raad stelt dat de grond van de zaak gaat over het feit of er **al dan niet (adequate) nationale bescherming** voorhanden is voor de door verzoekster aangehaalde problemen.

De Raad gaat daarbij in op de gegevens van de zaak en merkt op dat verzoekster en haar oudste zoon in het verleden wel degelijk op een gegeven moment bescherming kregen van de Georgische autoriteiten ten aanzien van verzoeksters echtgenoot omwille van intra-familiaal geweld. De Raad meent echter dat, bij de beoordeling van verzoeksters verklaringen inzake haar pogingen tot het bekomen van bescherming in Georgië en vooral bij de beoordeling van het al dan niet voorhanden zijn van nationale bescherming bij een eventuele terugkeer naar Georgië, in het kader van een **toekomstgerichte beoordeling** van de nood aan internationale bescherming, **onvoldoende rekening werd gehouden met de bijzondere aard van de situatie** van verzoekster.

Zo is het mogelijk dat verzoeksters oudste zoon nadien bijkomend (meer verregaand) politiek activisme verrichte waardoor hij (meer) in de aandacht kwam van de Georgische autoriteiten en/of dat de autoriteiten weet kregen van zijn seksuele geaardheid, dat zij daardoor hoogte kregen van de werkelijke aard van verzoeksters problemen, en dat zij daarom niet langer zou hebben, of bij terugkeer zal kunnen rekenen op nationale bescherming in Georgië voor haar problemen die zij ondervindt omdat zij gezien wordt als de oorzaak van de politieke activiteiten en/of seksuele geaardheid van haar oudste zoon.

De Raad wijst er in deze nog op dat verzoeksters **oudste zoon in België als vluchteling werd erkend door de commissaris-generaal**. Hieruit kan redelijkerwijze worden afgeleid dat de commissaris-generaal van mening was dat verzoeksters oudste zoon niet langer kon rekenen op de bescherming van de Georgische autoriteiten. De Raad verwijst naar het arrest van het HvJ, N. R. K. **Ahmedbekova** en R. E. O. Ahmedbekov en onderstreept dat op basis van het administratief dossier of de bestreden beslissing niet kan worden opgemaakt op basis van welke elementen of problemen of om welke reden(en) verzoeksters oudste zoon werd erkend als vluchteling.

De Raad meent dat zonder **nader onderzoek en zonder enige concrete verduidelijking omtrent de erkenningsbeslissing** in hoofde van verzoeksters oudste zoon geen abstractie kan gemaakt worden van diens erkenning en de redenen voor vervolging nu in casu niet uitgesloten kan worden dat verzoekster wegens haar familiale band met deze erkende persoon zelf vervolging of ernstige schade riskeert.

Voorts wijst de Raad er bijkomend op dat, nadat verzoeksters echtgenoot na haar vertrek uit Georgië werd vrijgelaten, hij onmiddellijk bedreigingen uitte ten aanzien van iedereen die haar en haar oudste zoon had geholpen. Het gezin van verzoeksters zus behoorde tot deze mensen die hen hadden geholpen en stapte met deze bedreigingen naar de politie, die verzoeksters echtgenoot een mondelinge waarschuwing gaf. **In deze rijst de vraag** of, in een context waarin een persoon twee maanden celstraf kreeg omwille van fysiek geweld tegen gezinsleden, een mondelinge waarschuwing, wanneer deze persoon onmiddellijk na zijn vrijlating opnieuw bedreigingen uit om mensen wat aan te doen, **gezien kan worden als afdoende en adequate bescherming**. Gelet op de voormelde context, valt niet uit te sluiten dat de loutere mondelinge waarschuwing ingegeven is door het feit dat de familieleden verzoeksters oudste zoon, alsook verzoekster zelf steunen. Verzoekster werd niet verder bevraagd over deze situatie tijdens het persoonlijk onderhoud bij het commissariaat-generaal. Rekening houdende met het feit dat verzoekster zelf wordt gezien als de oorzaak van de

situatie van haar oudste zoon, betreft dit nochtans relevante informatie.

Gelet op het voorgaande **valt niet uit te sluiten dat verzoekster**, ondanks dat zij op een bepaald moment bescherming kreeg van de Georgische autoriteiten, niet zou hebben kunnen of bij terugkeer zal kunnen rekenen op bescherming van de Georgische autoriteiten voor haar problemen die zijn ingegeven door het politiek activisme en/of de seksuele geaardheid van haar oudste zoon. De Raad merkt in dit verband op dat uit het gestelde ter terechtzitting blijkt dat verzoeksters oudste zoon zijn politiek activisme, met inbegrip van activisme rond LGBTQI+-rechten, in België heeft verdergezet. Zo zou hij acties georganiseerd hebben in Brussel en nam hij deel aan een forum inzake seksuele minderheden in Luxemburg. Met dergelijk activisme kan redelijkerwijze worden aangenomen dat verzoeksters oudste zoon nog meer in de schijnwerpers staat, ook in Georgië.

De Raad besluit dat een verder en gedegen onderzoek zich opdringt en vernietigt de bestreden beslissing.